



République du Sénégal
Un Peuple- Un But- Une Foi
Ministère de l'Education nationale



RAPPORT NATIONAL SUR LA SITUATION DE L'EDUCATION 2014

Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education
Novembre 2014

SOMMAIRE

	Pages
<i>Sigles et abréviations</i>	4
<i>Préface</i>	5
DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PETITE ENFANCE	6
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	7
<i>L'offre d'éducation</i>	8
<i>L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut</i>	12
<i>L'évolution des effectifs scolaires</i>	15
<i>Répartition des effectifs selon l'âge</i>	16
<i>Répartition des effectifs selon la zone géographique et le genre en 2014</i>	17
<i>Répartition des effectifs selon le type de structure en 2014</i>	18
<i>La part du Privé et du Communautaire dans les effectifs</i>	19
<i>La participation</i>	20
<i>Les conditions d'enseignement-apprentissage</i>	21
<i>Le personnel enseignant du Public selon le diplôme</i>	22
<i>Le personnel enseignant du communautaire selon le diplôme</i>	24
<i>Le personnel enseignant du Privé selon le diplôme</i>	26
<i>Le personnel de la Petite Enfance selon la langue d'enseignement</i>	28
ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE	29
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	30
<i>Evolution du réseau scolaire</i>	31
<i>La diversification de l'offre éducative</i>	33
<i>La présence de latrines dans les écoles publiques</i>	35
<i>La présence de clôtures dans les écoles publiques</i>	37
<i>La disponibilité de l'eau dans les écoles publiques</i>	38
<i>l'électricité dans les écoles publiques</i>	39
<i>Les cantines dans les écoles publiques</i>	40
<i>La capacité d'accueil des écoles élémentaires</i>	41
<i>Etat et utilisation des salles de classe du public</i>	42
<i>Les tables- bancs</i>	44
<i>L'organisation pédagogique des classes au niveau du Public</i>	45
<i>La taille moyenne des classes pédagogiques dans le public</i>	46
<i>La disponibilité des manuels scolaires dans le public</i>	47
<i>Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant</i>	50
<i>La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique</i>	51
<i>La répartition des enseignants par région selon le diplôme professionnel</i>	52
<i>Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI)</i>	53
<i>L'évolution des effectifs scolaires</i>	55
<i>La participation du Privé à l'effort de scolarisation</i>	56
<i>Les élèves inscrits dans les écoles publiques à cycle complet</i>	57
<i>L'accès à l'école élémentaire</i>	58
<i>L'intensité de la scolarisation</i>	59
<i>L'efficacité interne du système éducatif</i>	61
<i>L'achèvement du cycle élémentaire</i>	63
<i>Les résultats du Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires (CFEE)</i>	65
ENSEIGNEMENT MOYEN	66
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	67
<i>L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Moyen</i>	68
<i>Evolution de l'accès à l'Enseignement Moyen</i>	69
<i>Evolution des effectifs et de la participation féminine</i>	70
<i>Evolution de la part du Privé dans l'effort de scolarisation</i>	72
<i>Le niveau de scolarisation dans l'Enseignement Moyen</i>	73
<i>La taille des classes pédagogiques</i>	75
<i>La disponibilité des manuels scolaires dans le Public</i>	77
<i>L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen</i>	78
<i>Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)</i>	80
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	82
<i>La demande potentielle d'éducation</i>	83
<i>L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Secondaire Général</i>	84
<i>L'accès à l'Enseignement Secondaire Général</i>	85
<i>Les effectifs de l'Enseignement Secondaire Général</i>	87
<i>La part des filles dans les effectifs inscrits dans les séries scientifiques en 2012</i>	89
<i>La participation</i>	90

<i>La taille des classes pédagogiques</i>	92
<i>La disponibilité des manuels scolaires</i>	94
<i>Evolution de la part des femmes dans le personnel enseignant du Public</i>	95
<i>Les enseignants des lycées et collèges publics selon le diplôme académique</i>	96
<i>Les enseignants des lycées et collèges publics selon le diplôme professionnel</i>	98
<i>Le taux de redoublement dans le secondaire général en 2012</i>	99
<i>Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2011</i>	100
EDUCATION DE BASE DES JEUNES ET DES ADULTES	102
<i>Les structures d'éducation de base des jeunes et des adultes</i>	104
<i>Les langues d'enseignement codifiées</i>	107
<i>Les effectifs</i>	110
<i>La part des femmes dans les effectifs</i>	117
QUALITE ET EFFICACITE INTERNE DE L'EBJA	119
GESTION	126
FINANCEMENT DE L'EDUCATION	128
<i>Dépenses publiques de l'Etat</i>	129
<i>Dépenses de fonctionnement de l'Etat</i>	130
<i>Dépenses publiques de fonctionnement de l'Education</i>	131
<i>Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur</i>	132
<i>Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education</i>	133
<i>Dépenses publiques totales allouées à l'Education</i>	135
<i>Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat</i>	136
<i>Répartition fonctionnelle du budget de l'Education</i>	139
<i>Financement de l'Education non formelle</i>	140

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANSD	: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BFEM	: Brevet de Fin d'Etudes Moyennes
CAP	: Certificat d'Aptitude Pédagogique
CDF	: Classe à Double Flux
CE1	: Cours Elémentaire Première année
CE2	: Cours Elémentaire Deuxième année
CEAP	: Certificat Elémentaire d'Aptitude Pédagogique
CFEE	: Certificat de Fin d'Etudes Elémentaires
CI	: Cours d'Initiation
CM1	: Cours Moyen Première année
CM2	: Cours Moyen Deuxième année
CMG	: Classe Multigrade
CP	: Cours Préparatoire
CPI	: Counter Part International
DEE	: Direction de l'Enseignement Elémentaire
DIPE	: Développement Intégré de la Petite Enfance
DPRE	: Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education
ESAM	: Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages
PDEF	: Programme Décennal de l'Education et de la Formation
TAMA	Taux d'Accroissement Moyen Annuel
TAP	: Taux d'Achèvement Primaire
TBPS	Taux Brut de Préscolarisation
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
PAQUET-EF	: Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence du secteur de l'Education et de la Formation
TBA	: Taux Brut d'Admission

PREFACE



Dans le cadre du Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence dans le secteur de l'Éducation et de la Formation (PAQUET-EF), le Gouvernement du Sénégal et ses partenaires se sont engagés à consolider les avancées significatives réalisées au plan de (i) l'élargissement de l'accès à l'éducation et à la formation, de (ii) l'amélioration de la qualité des apprentissages et de (iii) l'efficacité de la gouvernance scolaire, mais aussi à corriger les dysfonctionnements constatés au cours du programme précédent. Dans cette perspective, il s'agira de mettre en place un système d'éducation et de formation en phase avec les exigences du développement durable, plus engagé dans la prise en charge des exclus et qui repose sur une gouvernance inclusive, une responsabilisation plus accrue des collectivités locales et des acteurs à la base.

Cette nouvelle vision du développement de l'éducation et de la formation doit se traduire par le relèvement substantiel du niveau de scolarisation, l'amélioration des performances scolaires et de l'efficacité interne et externe du système éducatif, une plus grande équité dans l'accès aux services éducatifs et une meilleure gouvernance scolaire.

Ainsi, le PAQUET-EF qui constitue le cadre d'opérationnalisation de cette nouvelle vision, est plus que jamais marqué du sceau de la gestion axée sur les résultats. Ce nouveau paradigme de gestion commande le développement d'un système d'indicateurs permettant de suivre régulièrement les efforts entrepris en matière d'éducation et de formation, les résultats obtenus ainsi que les progrès qui restent à accomplir.

Pour répondre à cette exigence, le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) a mis en place un système d'information statistique qui permet de collecter, d'exploiter, d'organiser et de diffuser les données sur les infrastructures scolaires et leurs équipements, les élèves, les enseignants et les ressources financières. Pour communiquer ces informations, le MEN utilise divers supports de diffusion tels les annuaires statistiques qui font l'inventaire le plus exhaustif possible des données scolaires, mais aussi un rapport d'indicateurs qui renseigne sur l'état du système éducatif au niveau national et les disparités entre les régions, les zones urbaines et rurales, et selon le genre, à partir d'une batterie d'indicateurs.

L'édition 2014 du rapport national sur la situation de l'Éducation intègre deux changements majeurs liés à la démographie. Le premier porte sur les tranches d'âges scolaires qui ont subi une modification pour se conformer à la politique d'éducation de base de dix ans qui cible les enfants âgés de 6 à 16 ans. Pour être en harmonie avec cette politique, les groupes d'âges de référence sont désormais constitués par les 3- 5 ans pour la Petite Enfance, les 6 – 11 ans pour l'Elémentaire, les 12 – 15 ans pour le Moyen et les 16 – 18 ans pour le Secondaire. Le second a trait à l'utilisation des données démographiques issues des résultats du quatrième Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage de 2013 (RGPHAE 2013) pour calculer les indicateurs de couverture du système éducatif, en lieu et place des projections démographiques qui étaient utilisées précédemment. Ces changements engendrent une discontinuité à prendre en compte dans les analyses de type diachronique.

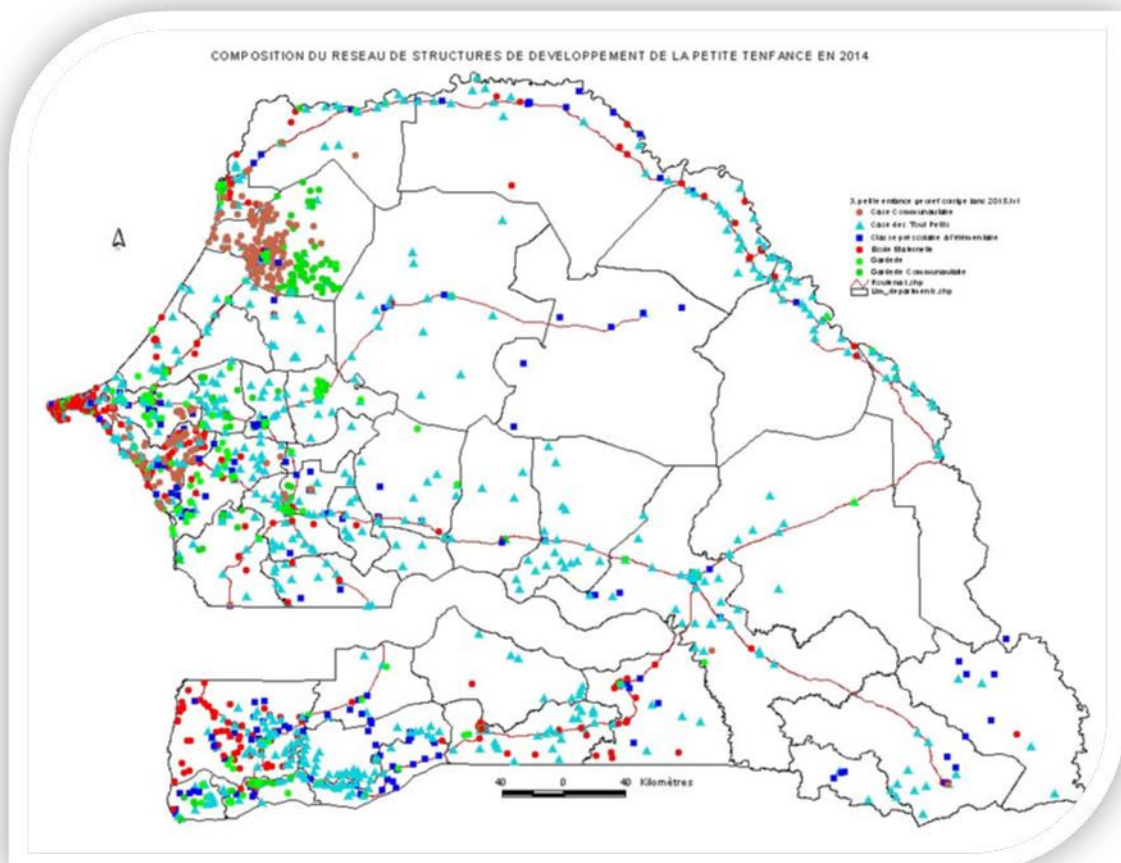
Par ailleurs, profitant de la disponibilité des statistiques sur l'éducation non formelle recueillies en 2011, nous publions, pour la première fois dans ce rapport, des informations essentielles sur les programmes d'éducation de base des jeunes et des adultes (EBJA).

Je profite de cette occasion pour réitérer mes remerciements aux partenaires techniques et financiers qui ont appuyé la réalisation de ce document qui, je l'espère, fournira aux décideurs et aux planificateurs, mais aussi aux institutions, aux chercheurs et au grand public, des données fiables, pertinentes et à jour, grâce auxquelles ils pourront prendre leurs décisions en toute connaissance de cause en vue d'un meilleur pilotage du système éducatif.

M. Serigne Mbaye THIAM,
Ministre de l'Éducation nationale



DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA PETITE ENFANCE



La demande potentielle d'éducation

En 2013, la demande potentielle d'éducation préscolaire, constituée par les enfants âgés de 3 à 5 ans, est estimée à 1 357 409 enfants avec une légère domination de la population masculine (51,2%).

Les disparités entre les régions sont importantes : les plus fortes proportions sont notées dans les régions abritant de grandes villes comme Dakar, Thiès, Kaolack et Diourbel. Cette dernière région est tirée vers le

haut par Touba qui constitue l'une des agglomérations urbaines les plus peuplées du pays. Les plus faibles proportions sont notées à Kédougou, Ziguinchor et Sédhiou.

Cette situation est corroborée par le rapport du RGPHAE 2013 qui atteste que ces trois dernières régions sont également les moins peuplées du Sénégal : Kédougou (151 357 hbts), Ziguinchor (549 151 hbts), et Sédhiou (452 994 hbts).

Répartition régionale de la population pré-scolarisable en 2013

<i>Régions</i>	Garçons	Filles	Total	% Total	% Filles
DAKAR	117 070	113 202	230 272	17,00%	49,20%
DIOURBEL	88 247	83 729	171 976	12,70%	48,70%
FATICK	40 222	38 801	79 023	5,80%	49,10%
KAFFRINE	38 034	36 831	74 865	5,50%	49,20%
KAOLACK	54 629	51 977	106 606	7,90%	48,80%
KEDOUGOU	8 347	7 920	16 267	1,20%	48,70%
KOLDA	40 026	37 932	77 958	5,70%	48,70%
LOUGA	48 820	45 516	94 336	6,90%	48,20%
MATAM	33 559	31 830	65 389	4,80%	48,70%
SEDHIOU	27 177	25 969	53 146	3,90%	48,90%
St-LOUIS	46 414	44 264	90 678	6,70%	48,80%
TAMBACOUNDA	41 069	38 933	80 002	5,90%	48,70%
THIES	88 531	83 248	171 779	12,70%	48,50%
ZIGUINCHOR	23 180	21 932	45 112	3,30%	48,60%
SENEGAL	695 325	662 084	1 357 409	100,00%	48,80%
CV	56,80%	57,10%	57,00%	57,00%	0,50%

L'offre d'éducation

Entre 2013 et 2014, le réseau des structures de prise en charge de la Petite Enfance est passé de 2620 à 2823 établissements, soit 203 de plus.

Les cases communautaires et les classes préscolaires à l'élémentaire ont enregistré respectivement une diminution de 9% et de 4%. Par contre les garderies, les cases des tout-petits et les écoles maternelles ont connu une hausse respective 8%, 15% et 12%.

La répartition des structures par type de 2014 est presque similaire à celle de 2013. En 2014, le réseau est composé de 34,1% d'écoles maternelles, 24,9% de garderies, 23,5% de cases des tout-petits, de 34,1 % d'écoles

maternelles et de 9,2% de cases communautaires.

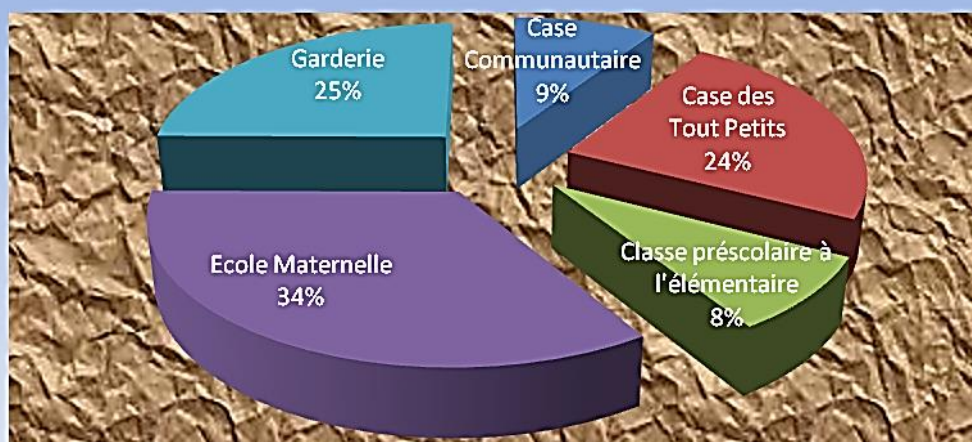
L'offre d'éducation préscolaire reste dominée par les écoles maternelles et les garderies d'enfants qui constituent les types de structures les plus anciens du réseau.

En tenant compte de l'objectif de 90 enfants par structure, les 2823 recensées en 2014, ne devraient pouvoir accueillir que 254 070 enfants. Ce nombre reste encore largement inférieur à la demande potentielle (1 357 409 enfants). On note ainsi un déficit de 12 013 structures pour la prise en charge de l'ensemble des enfants âgés de 3 à 5 ans.

Évolution des structures par type au niveau national entre 2013 et 2014

Structures	2013		2014		Évolution du nombre de structures 2013-2014
	Nombre	%	Nombre	%	
Case Communautaire	286	10,92%	259	9,17%	-27
Case des Tout Petits	579	22,10%	663	23,49%	84
Classe préscolaire à l'élémentaire	246	9,39%	237	8,40%	-9
Ecole Maternelle	856	32,67%	962	34,08%	106
Garderie	653	24,92%	702	24,87%	49
Sénégal	2620	100,00%	2823	100,00%	203

Répartition des structures par type en 2014



L'essentiel des structures de la Petite Enfance est concentré dans les académies de Dakar, Thiès et Pikine-Guédiawaye avec respectivement 12,3%, 12,9% et 13,8%.

La distribution par type des structures, montre une prédominance des écoles maternelles, suivies des garderies, des cases des tout-petits, des cases communautaires et des classes préscolaires à l'élémentaire.

Selon les académies, les écoles maternelles publiques et privées sont plus présentes à Dakar avec 300 structures, les cases communautaires à Louga avec 117 structures, grâce à l'intervention de Plan International qui

a mis en place des groupes de jeu dans bon nombre de villages du département de Louga.

Pour les cases des tout-petits, Tamba arrive en tête avec 74 structures, suivie de l'académie de Ziguinchor (73 structures).

En ce qui concerne les garderies, l'académie de Pikine-Guédiawaye est en première position avec 142 structures. Elle est suivie par celle de Thiès (122 structures).

Ainsi le coefficient de variation reste important pour toutes les structures. Cela dénote une forte dispersion du nombre chaque structure autour de la moyenne nationale.

Nombre de structures par Académie en 2014

IA	Case Communautaire	Case des Tout Petits	Classe préscolaire à l'élémentaire	Ecole Maternelle	Garderie	Total général	% structures
IA Dakar	5	7	12	300	23	347	12,30%
IA Diourbel		46	6	7	81	140	4,90%
IA Fatick	4	40	11	20	34	109	3,90%
IA Kaffrine		31	8	7	3	49	1,70%
IA Kaolack	3	54	14	16	47	134	4,70%
IA Kédougou	1	24	14	4	0	43	1,50%
IA Kolda		49	6	49	5	109	3,90%
IA Louga	117	57	15	12	95	296	10,50%
IA Matam		46	9	12	1	68	2,40%
IA Pikine-Guédiawaye	4	8	10	225	142	389	13,80%
IA Rufisque	1	9	3	87	17	117	4,10%
IA Sédhiou		55	35	5	11	106	3,70%
IA St Louis	24	42	14	34	47	161	5,70%
IA Tamba	1	74	23	8	15	121	4,30%
IA Thiès	94	48	22	80	122	366	12,90%
IA Ziguinchor	5	73	35	96	59	268	9,50%
Sénégal	259	663	237	962	702	2823	100,00%
Moyenne	24	41	15	60	44	176	6,20%
Min	1	7	3	4	0	43	1,50%
Max	117	74	35	300	142	389	13,80%
Ecart Type	39	20	9	83	43	113	3,90%
CV	167,40%	48,80%	60,00%	138,30%	97,70%	64,20%	63,80%

La zone rurale concentre 83,0% des cases communautaires, 73,0% des cases des tout-petits, 55,7% des classes maternelles, 19,4% des écoles maternelles et de 30,5% des garderies. Les types de structures majoritaires en zone rurale restent les cases communautaires, les cases des tout-petits et les classes maternelles.

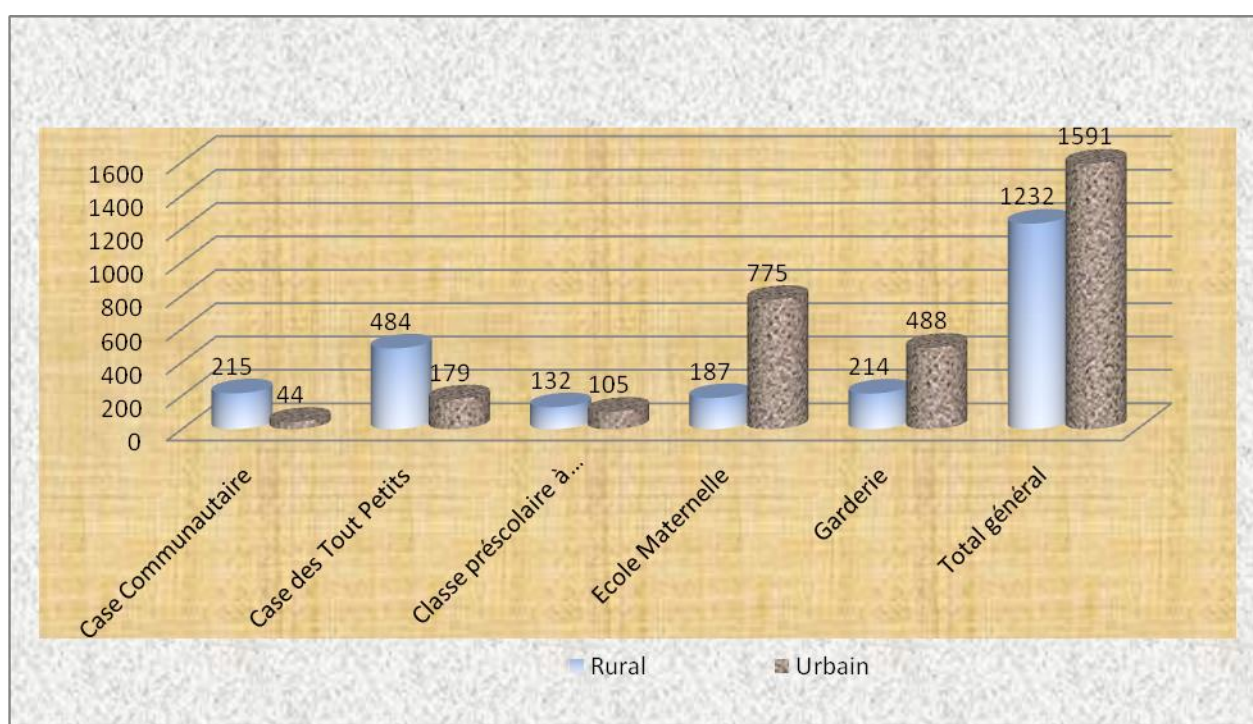
En général, on constate que les structures de la Petite Enfance sont plus fréquentes en zone urbaine (1591) qu'en zone rurale (1232).

En effet, les structures de cases des tout-petits, des cases communautaires et classes préscolaires à l'élémentaire prédominent en zone rurale.

Par contre, les écoles maternelles (80,6%) et les garderies (69,5%) sont prépondérantes en zone urbaine.

L'écart le plus important (588) est noté au niveau des écoles maternelles en faveur de la zone urbaine.

Répartition zonale des structures en 2014



En 2014, les cases des tout-petits prédominent avec 39% du réseau en milieu rural. Les garderies (17%) occupent une place significative à côté des écoles maternelles (15%).

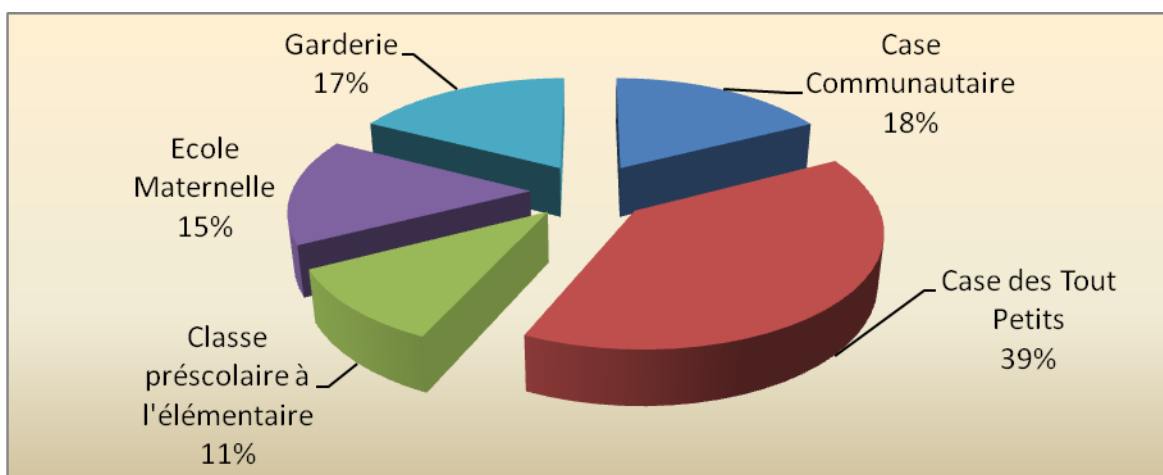
L'importance de ces structures en zone rurale relève de plusieurs facteurs :

- une réponse en termes de paquet de services (santé, nutrition et éducation)

dont la qualité est facteur d'engouement pour les populations;

- l'adaptation des structures à l'environnement socioéconomique (population à revenus modestes) ;
- la possibilité pour les femmes de disposer de temps pour des activités génératrices de revenus.

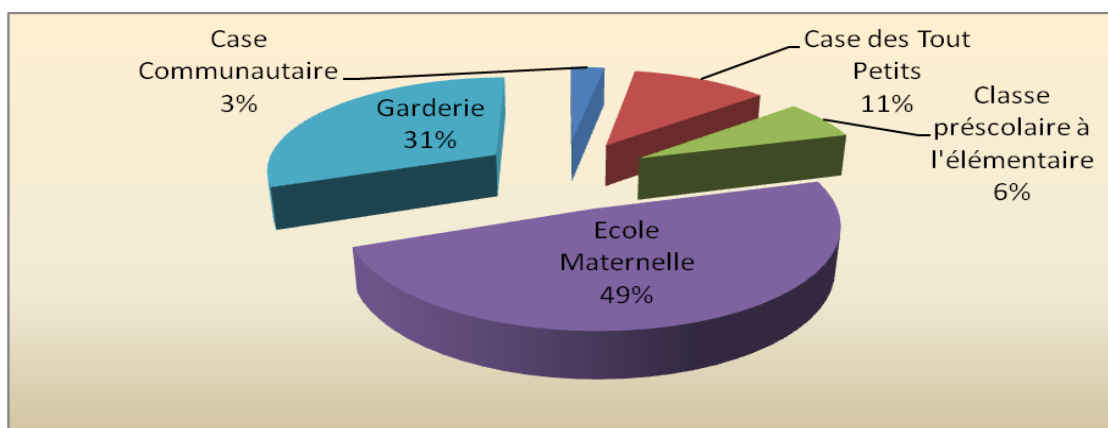
Répartition des structures par type en zone rurale en 2014



Les écoles maternelles (49%) et les garderies (31%) dominent le réseau des structures de la petite enfance en milieu urbain et sont suivies par les cases des tout-petits (11%). Les classes maternelles (7%) et les cases communautaires (3%) y sont faiblement représentées. Cette configuration trouve son explication d'une part par le fait que les

garderies et les écoles maternelles sont présentes depuis longtemps dans les zones urbaines. D'autre part, les cases communautaires et les cases des tout-petits sont implantées le plus souvent dans les villages et les communautés rurales où la disponibilité foncière est encore réelle.

Répartition des structures par type en zone urbaine en 2014



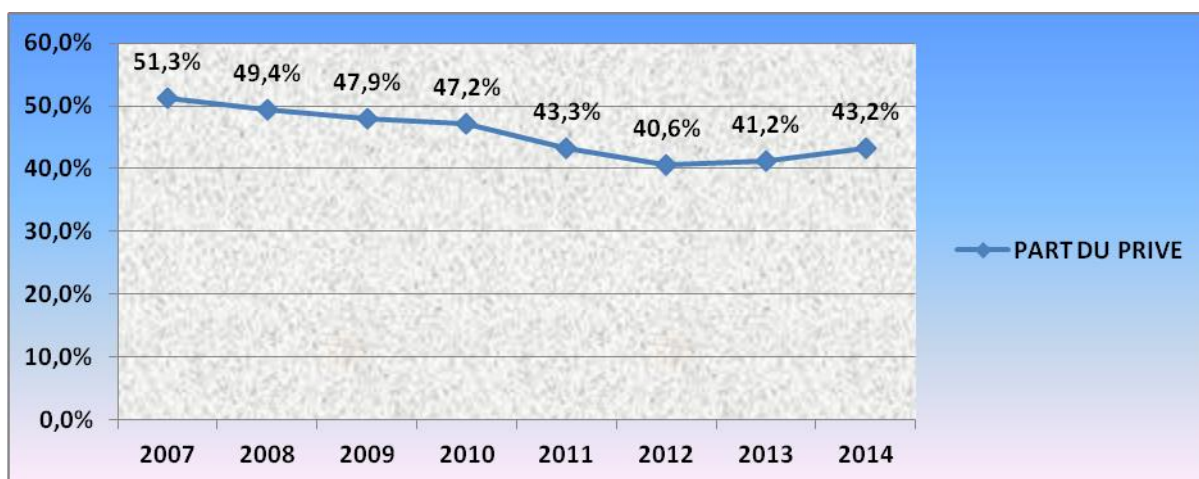
L'évolution des structures de prise en charge des tout-petits, selon le statut

La part du Privé dans les structures de prise en charge de la Petite Enfance est passée de 51,3% à 43,2% entre 2007 et 2014, soit une baisse de 8,10 %.

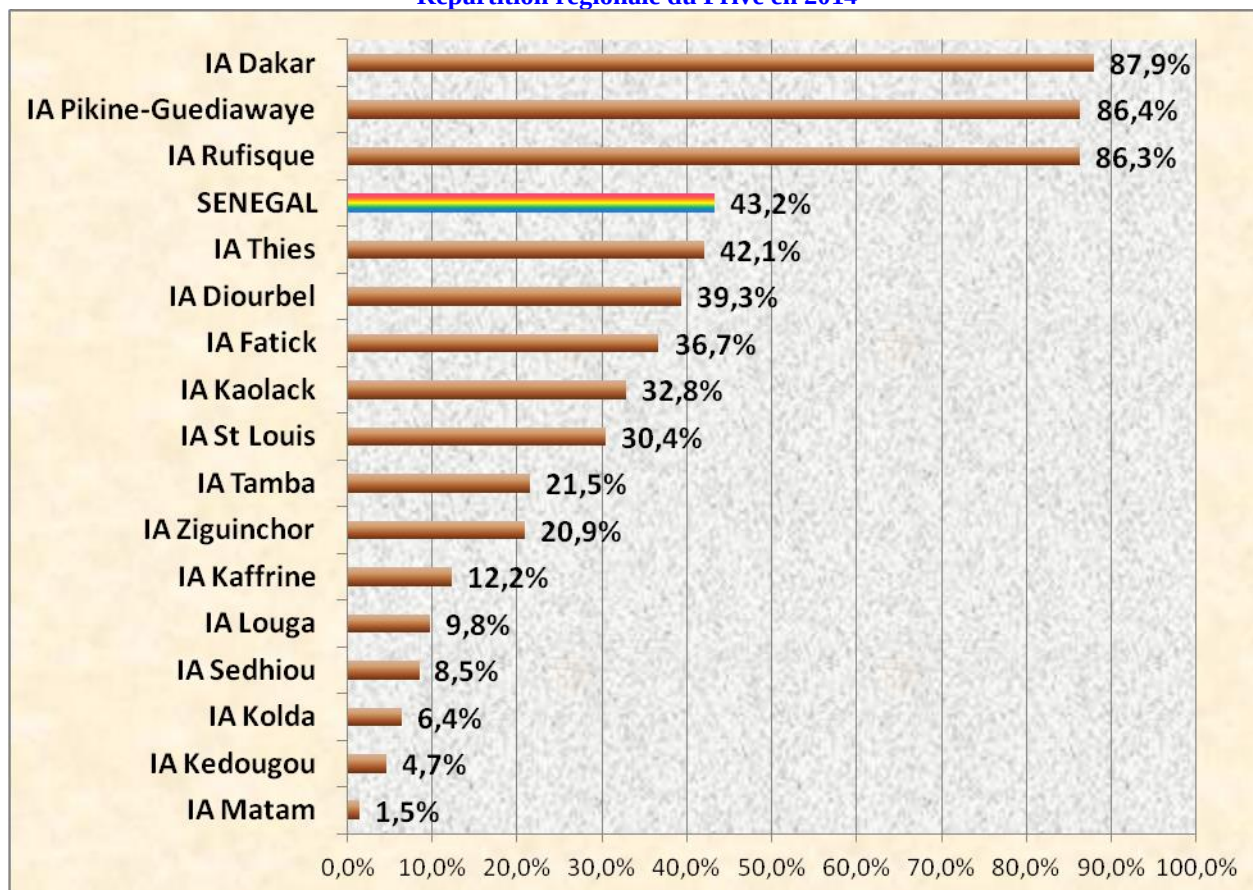
Cette baisse s'est faite en deux phases : de 2007 à 2012, elle est passée de 51,3% à 40,6% et de 2012 à 2014, elle a connu une légère progression allant de 40,6% à 43,2%.

En 2014, les 87,9% des structures privées de prise en charge de la Petite Enfance se trouvent dans l'IA de Dakar. Les Académies de Pikine-Guédiawaye (86,4%) et de Rufisque (86,3%) viennent respectivement en deuxième et troisième position. Les régions de Kédougou et Matam enregistrent les plus faibles pourcentages avec respectivement 4,7% et 1,5%.

Évolution de la part du Privé entre 2007 et 2014



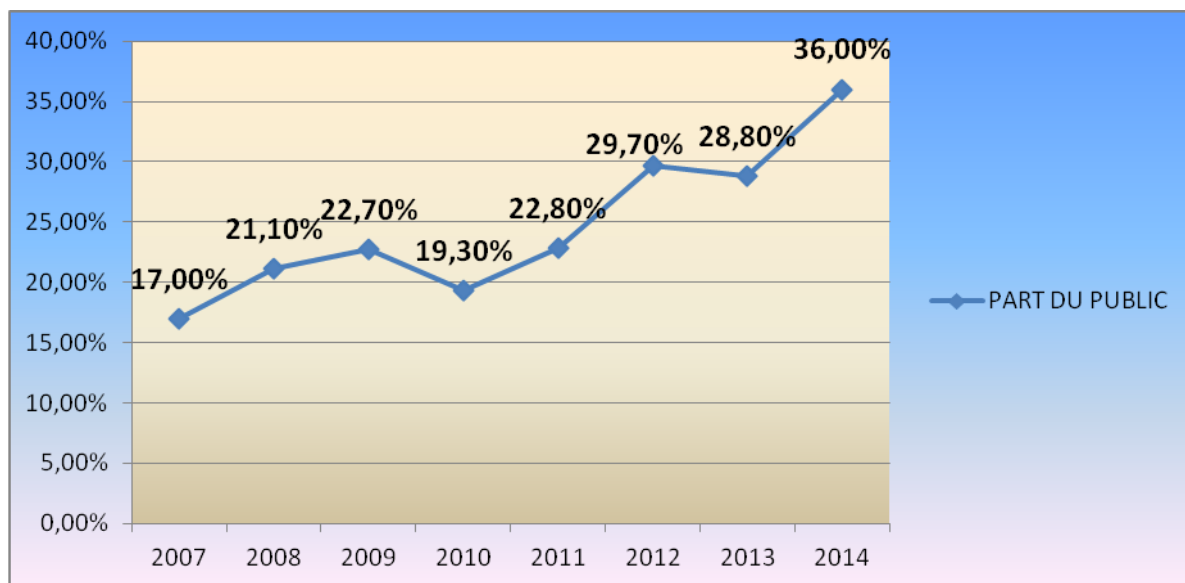
Répartition régionale du Privé en 2014



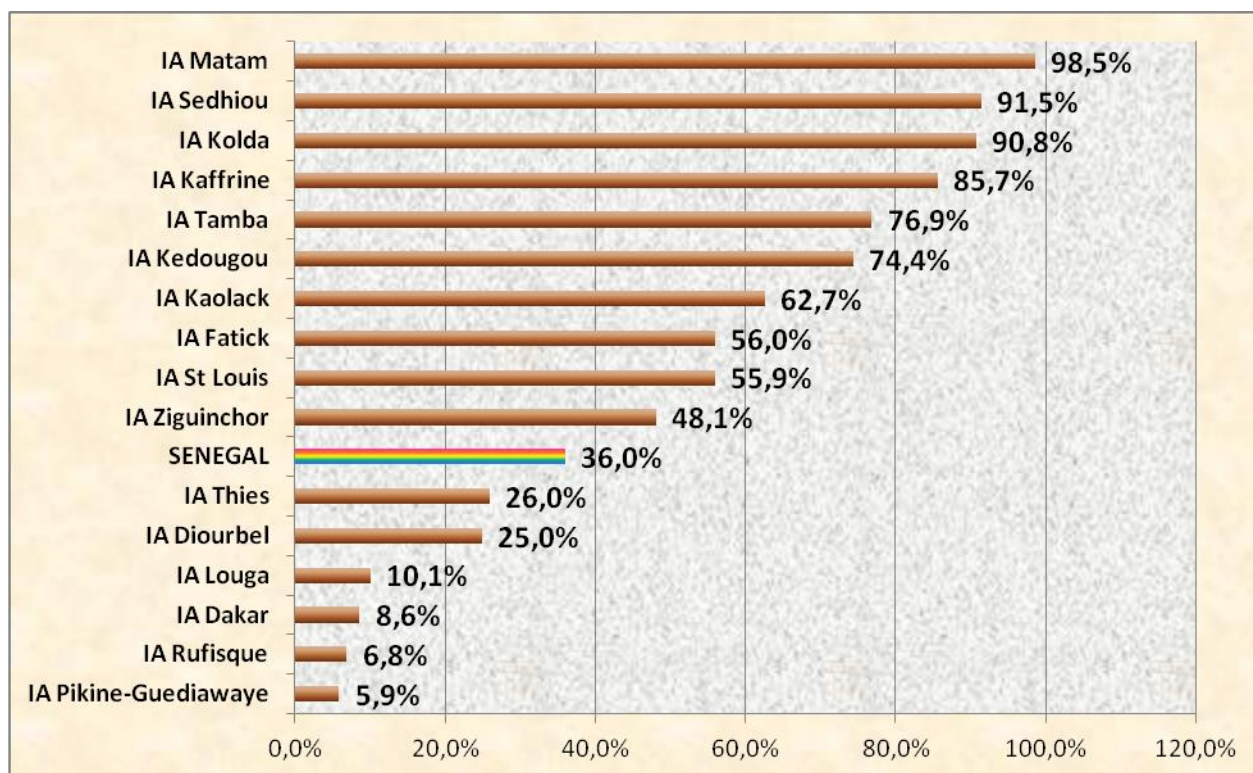
La part du Public dans le réseau des structures du DIPE affiche une augmentation de 19 % entre 2007 et 2014, en passant de 17 % à 36% entre ces deux dates. Cependant elle a connu une baisse de 3,4% entre 2009 et 2010 due au

fait que toutes les cases des Tout-petits qui étaient codifiées dans le public ont été systématiquement recodifiées avec un statut communautaire. Depuis 2010, la tendance haussière a repris et dès 2011, le niveau de 2009 (22,7%) a été dépassé.

Évolution de la part du Public entre 2007 et 2014



Répartition régionale du public en 2014



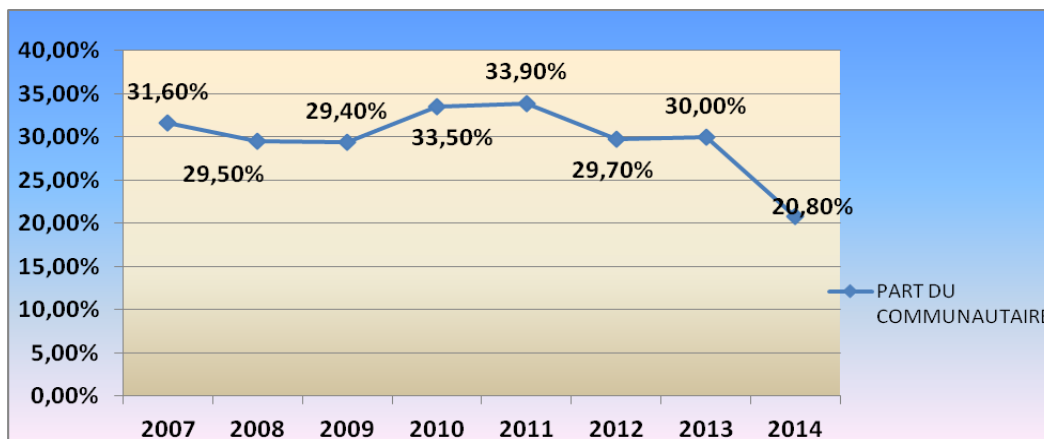
La part du communautaire dans le nombre de structures de prise en charge de la Petite Enfance

est passée de 31,6% à 20,80% entre 2007 et 2014, soit une baisse constatée de 10,8%. En dépit de la baisse entre 2007 et 2009, l'augmentation entre 2009 et 2010 résulte de la correction systématique évoquée plus haut. Cette part n'a augmenté que de 0,4% entre 2010 et 2011. Cependant on note une baisse

considérable de 4,2% entre 2011 et 2012 due à l'effet conjointe de la stagnation du privé et de la hausse du public.

Mais entre 2012 et 2013 il y a eu une très petite augmentation de 0,3% qui est suivie d'une baisse de 9,2% entre 2013 et 2014.

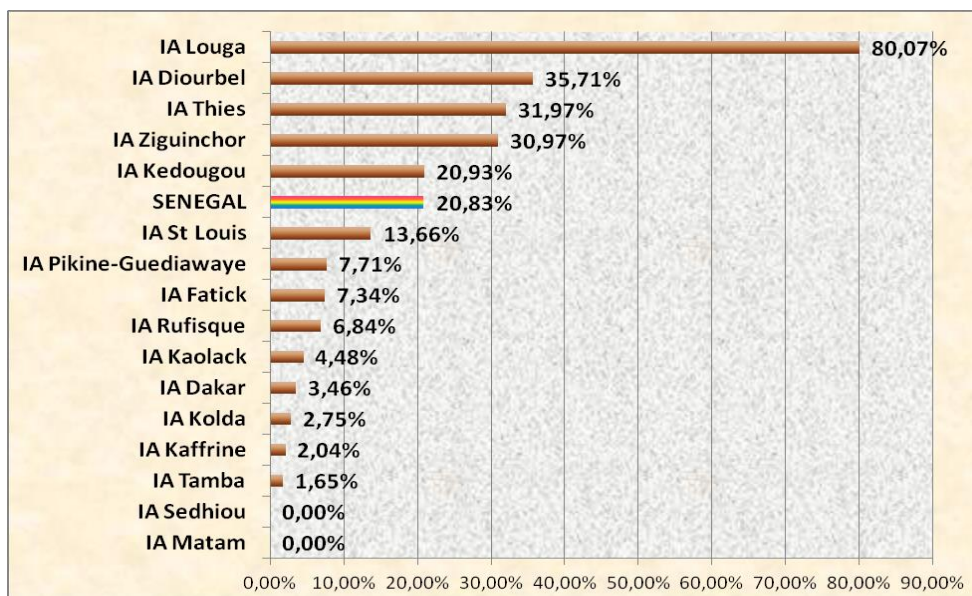
Évolution de la part du Communautaire entre 2007 et 2014



La part la plus importante des structures communautaires recensées en 2014 se trouve dans la région de Louga (80,07%). Elle est suivie des Académies de Diourbel et Ziguinchor avec respectivement 35,71% et 31,97%. En dehors des régions de Sédhiou et

Matam où la présence de structure communautaire n'est pas signalée, les régions de Tamba (1,65%) et Kaffrine (2,04%) ont les plus faibles pourcentages.

Répartition régionale du Communautaire en 2014



L'évolution des effectifs scolaires

Les effectifs scolaires sont passés de 25 392 à 199 024 enfants entre 2000 et 2014, soit un TAMA de 4,1%. Cette nette progression des effectifs, depuis 2000, est imputable, d'une part, à l'effort consenti dans la mise en œuvre du programme sectoriel de l'éducation pour la réalisation des objectifs de l'Education Pour Tous (EPT) et d'autre part, aux stratégies mises en place pour la réalisation du PAQUET-EF. Cette tendance s'est confirmée entre 2013 et 2014 avec un taux d'accroissement de 4,1%. La hausse de cette dernière année est le fait de celle enregistrée à Kolda (60,2%), Kédougou (27,5%) et Sédhiou (27,0%). La baisse la plus importante a été notée à Louga

(22,4%) où quelques groupes de jeu n'ont pas fonctionné.

L'augmentation des effectifs est également imputable à l'apparition de nouveaux types de structures de prise en charge des tout petits notamment les cases communautaires et les classes préscolaire à l'élémentaire.

Quant à la part des filles, elle oscille autour de 53% en 2014 avec un maximum de 57,3 % (Kaffrine) et un minimum de 49,5% (Kolda). Entre 2013 et 2014, cette part s'est presque stabilisée (de 52,2% à 52,4%)

Accroissement des effectifs entre 2000 et 2014



Evolution des effectifs par région de 2013 à 2014

Régions	2013		2014		TA	
	Effectif GF	% FILLES	Effectif GF	% FILLES	Total	% Filles
Dakar	56024	51,84	56733	51,79	1,3%	-0,1%
Diourbel	9508	56,07	9922	56,28	4,4%	0,4%
Fatick	7562	49,03	7925	52,39	4,8%	6,9%
Kaffrine	2700	58,15	3031	57,27	12,3%	-1,5%
Kaolack	8782	54,35	9022	54,08	2,7%	-0,5%
Kédougou	2397	50,81	3056	51,57	27,5%	1,5%
Kolda	5243	49,84	8398	49,54	60,2%	-0,6%
Louga	24572	52,74	19076	53,78	-22,4%	2,0%
Matam	5330	55,35	5421	56,96	1,7%	2,9%
Sédhiou	7315	50,51	9290	50	27,0%	-1,0%
St Louis	10084	53,02	10887	53,29	8,0%	0,5%
Tambacounda	8726	50,96	9636	51,63	10,4%	1,3%
Thiès	24622	52,54	26760	53,1	8,7%	1,1%
Ziguinchor	18394	50,21	19867	49,69	8,0%	-1,0%
SENEGAL	191259	52,19	199024	52,42	4,1%	0,4%

Répartition des effectifs selon l'âge

En 2013, la répartition des effectifs selon l'âge montre que sur 100 enfants accueillis au niveau national, plus de 89 ont l'âge légal compris entre 3 et 5 ans, aussi bien pour les garçons que pour les filles.

Pour toutes les régions, excepté celle de Louga, le pourcentage des enfants d'âge légal dépasse les 90%.

Le pourcentage des enfants d'âge illégal a atteint 10,7 % en 2013 contre de 8,4% en 2012. Seule la région de Louga a un pourcentage supérieur au niveau national avec 38,8%. Ce qui s'explique par le grand nombre de tout-petits enrôlés dans les groupes de jeu mis en place par Plan International.

Pour la répartition des enfants d'âge légal selon le sexe, Dakar (30,2%), Thiès (13,6%) et Ziguinchor (11,3%) enregistrent les plus forts pourcentages.

Pour l'âge illégal chez les garçons comme chez les filles, les plus forts taux sont enregistrés à Diourbel, Kolda, Matam et Ziguinchor. En revanche, Dakar, Thiès et Ziguinchor dépassent largement la moyenne nationale qui est de 7,1% autant chez les garçons et que les filles. Cette notion d'âge légal requiert moins d'importance dans ce sous-secteur car avec la politique du DIPE, tous les âges sont concernés par les différents types de structure.

Répartition des effectifs par région selon l'âge et le sexe en 2013

IA	Age légal			Age illégal		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
IA Dakar	88,10%	88,90%	88,50%	11,90%	11,10%	11,50%
IA Pikine-Guédiawaye	40,50%	46,10%	43,40%	5,30%	6,30%	5,80%
IA Rufisque	253,00%	261,60%	257,50%	27,90%	30,10%	29,10%
IA Diourbel	70,30%	59,40%	64,20%	7,60%	6,00%	6,70%
IA Fatick	90,10%	89,60%	89,80%	9,90%	10,40%	10,20%
IA Kaffrine	94,70%	94,50%	94,60%	5,30%	5,50%	5,40%
IA Kaolack	87,70%	87,40%	87,50%	12,33%	12,60%	12,50%
IA Kédougou	75,70%	75,60%	75,60%	24,30%	24,40%	24,40%
IA Kolda	87,10%	87,80%	87,40%	12,90%	12,20%	12,50%
IA Louga	67,10%	69,40%	68,40%	32,90%	30,60%	31,60%
IA Matam	94,40%	94,30%	94,40%	5,60%	5,70%	5,60%
IA Sédhiou	81,40%	82,30%	81,80%	18,60%	17,80%	18,20%
IA St Louis	92,70%	92,80%	92,70%	7,30%	7,20%	7,20%
IA Tamba	89,90%	90,40%	90,20%	10,10%	9,60%	9,80%
IA Thiès	92,20%	91,90%	92,10%	7,80%	8,10%	7,90%
IA Ziguinchor	96,60%	96,70%	96,60%	3,40%	3,30%	3,40%
SENEGAL	87,90%	88,20%	88,10%	12,10%	11,80%	11,90%
Moyenne	93,80%	94,30%	94,10%	12,70%	12,60%	12,60%
Min	40,50%	46,10%	43,40%	3,40%	3,30%	3,40%
Max	253,00%	261,60%	257,50%	32,80%	30,60%	31,60%
Ecart Type	43,40%	45,30%	44,40%	8,50%	8,40%	8,40%
CV	46,20%	48,10%	47,20%	66,80%	66,80%	66,70%

Répartition des effectifs selon la zone géographique et le genre en 2014

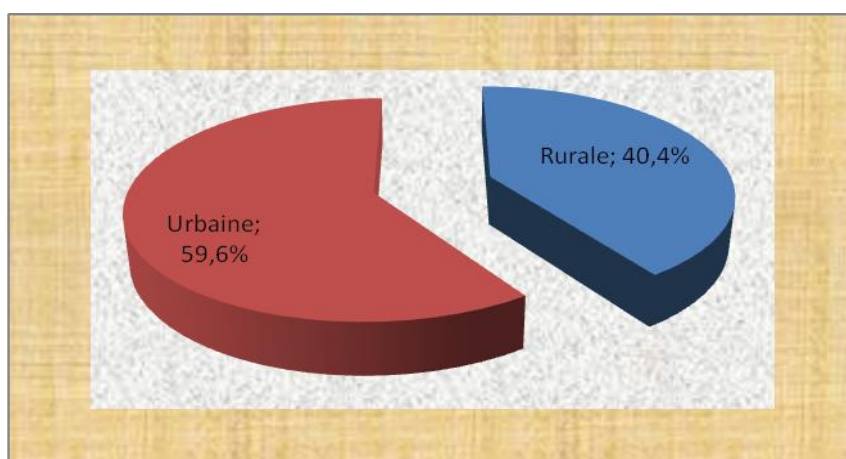
La part de la zone urbaine dans les effectifs est passée de 55,9% à 59,6% entre 2013 et 2014, soit une hausse de 3,7 points de pourcentage. Cependant elle reste largement supérieure à celle enregistrée en milieu rural 40,4%.

Pour la répartition des effectifs, les filles sont globalement majoritaires aussi bien en zone urbaine que rurale avec respectivement 52,41% et 52,43%.

Au niveau de la zone rurale, pour les filles, les régions de Diourbel, Fatick, Kaolack, Kaffrine, Louga, Matam et St Louis ont des pourcentages supérieurs à la moyenne (52,43%).

En zone urbaine, sept IA sur les seize sont au-dessus de la moyenne (53,14%) pour la part des filles.

Part de chaque zone dans les effectifs au niveau national en 2014



Répartition des effectifs par académie et par zone en 2014

IA	Rurale		Urbaine	
	TOTAL GF	% FILLES	TOTAL GF	% FILLES
IA Dakar			29 549	51
IA Pikine-Guédiawaye			20 151	52,9
IA Rufisque	1 729	52,4	5 304	51,8
IA Diourbel	6 713	56,8	3 209	55,2
IA Fatick	4 840	52,6	3 085	52
IA Kaffrine	1 865	57	1 166	57,7
IA Kaolack	3 166	55,3	5 856	53,4
IA Kédougou	2 033	50,6	1 023	53,6
IA Kolda	4 025	50,4	4 373	48,7
IA Louga	14 501	53,3	4 575	55,2
IA Matam	3 076	57,5	2 345	56,2
IA Sédhiou	6 661	49,9	2 629	50,2
IA St Louis	3 519	53,9	7 368	52,9
IA Tamba	5 091	51,4	4 545	51,9
IA Thiès	11 432	52	15 328	53,9
IA Ziguinchor	11 763	48,7	8 104	51,1
SENEGAL	80 414	52,4	118 610	52,4
Moyenne	5744	53	4 922	53,1
Min	1729	0	1 023	48,7
Max	14501	57,5	29 549	57,7
Ecart Type	3918	2,7	7 552	2,3
CV	68,20%	5,10%	153,40%	4,20%

Répartition des effectifs selon le type de structure en 2014

Le nombre d'enfants qui fréquentent les structures de prise en charge de la petite enfance se chiffrent à 199 024 en 2014. Dans cet effectif, les 37,7% sont accueillis au niveau des écoles maternelles, 24,5% dans les garderies, 24,8% dans les cases des tout-petits, 8,2% dans les cases communautaires et 4,8% dans les classes maternelles.

La case communautaire est inexistante à Diourbel, Sédhiou, Kaffrine, Kolda, Louga et Matam. La région de Louga participe à hauteur de plus de 46,6% des effectifs du communautaire, suivie de Thiès (36,31%). Les autres académies présentent des effectifs très faibles et qui sont inférieurs à 4%.

Pour les cases des tout-petits, les effectifs les plus élevés se trouvent à Tamba (6 078), Ziguinchor (5 095) et Sédhiou (6 268). Les plus faibles sont enregistrés aux IA suivantes Dakar (511), Pikine-Guédiawaye (190), et Rufisque (73).

Pour les écoles maternelles, l'IA de Dakar dépasse de loin les autres IA avec plus de 34% des effectifs, suivie de Pikine-Guédiawaye (14%). Les plus faibles sont notés à Sédhiou (758), Kédougou (532) et Kaffrine (507).

Dans les garderies, Thiès (9 333) compte les effectifs les plus élevés, suivie par Louga (5 789). Alors que Kédougou ne dispose d'aucune garderie.

Effectifs par type de structure en 2014

IA	Case Communautaire	Case des Tout Petits	Classe préscolaire à l'élémentaire	Ecole Maternelle	Garderies	Total général
IA Dakar	511	592	594	25 541	2 311	29 549
IA Pikine-Guédiawaye	190	505	350	10 908	8 198	20 151
IA Rufisque	73	651	96	5 157	1 056	7 033
IA Diourbel		3 107	253	1 093	5 469	9 922
IA Fatick	151	2 604	427	1 867	2 876	7 925
IA Kaffrine		2 115	299	507	110	3 031
IA Kaolack	148	3 698	564	1 312	3 300	9 022
IA Kédougou	71	1 912	541	532	0	3 056
IA Kolda		3 738	204	3 958	498	8 398
IA Louga	7 667	3 796	462	1 362	5 789	19 076
IA Matam		3 292	307	1 656	166	5 421
IA Sédhiou		6 268	1 652	758	612	9 290
IA St Louis	1 127	2 541	542	2 884	3 793	10 887
IA Tamba	71	6 078	938	1 206	1 343	9 636
IA Thiès	5 964	3 312	932	7 219	9 333	26 760
IA Ziguinchor	453	5 095	1 427	8 988	3 904	19 867
SENEGAL	16 426	49 304	9 588	74 948	48 758	199 024
Moyenne	1 493	3 082	599	4 684	3 047	12 439
Min	71	505	96	507	0	3 031
Max	7 667	6 268	1 652	25 541	9 333	29 549
Ecart Type	2 552	1 699	421	6 211	2 816	7 852
CV	171%	55%	70%	133%	92%	63%

La part du Public, Privé et Communautaire dans les effectifs

La part du privé dans les effectifs est passée de 41,4% à 43,7% entre 2013 et 2014 et celle du communautaire est allée de 30,2% à 19,2%.

La grande partie des effectifs de la Petite Enfance reste concentrée au niveau du privé (43,7%).

Les parts les plus faibles dans le public sont notées dans les IA de Rufisque (0,8%), de Pikine-Guédiawaye (1,6%), et Kédougou (2,9%).

Et les IA qui enregistrent les parts les plus élevées sont Ziguinchor (12,8%), Sédhiou (11,9%) et Kolda (9,9%).

En ce qui concerne la part du privé, les IA de Dakar, Thiès et Pikine-Guédiawaye ont connu les pourcentages les plus importants qui sont respectivement les suivants : 30,0%, 13,9% et 19,8%. La région de Kédougou a la plus faible part pour le privé avec 0,2%.

Pour le communautaire, à part les régions de Matam et Sédhiou qui n'en disposent pas, Tamba (0,6%) se classe en dernière position. L'académie de Louga enregistre plus de 38% des effectifs ; elle est suivie de Thiès (19,9%) et Ziguinchor (15,1%)

La part du Public, Privé et Communautaire en 2014

IA	Public	Privé	Communautaire	Total général
IA Dakar	2 269	26 129	1 151	29 549
IA Pikine-Guédiawaye	1 187	17 254	1 710	20 151
IA Rufisque	572	5 851	610	7 033
IA Diourbel	2 948	3 835	3 139	9 922
IA Fatick	4 125	3 249	551	7 925
IA Kaffrine	2 628	358	45	3 031
IA Kaolack	5 445	3 235	342	9 022
IA Kédougou	2 146	147	763	3 056
IA Kolda	7 325	729	344	8 398
IA Louga	1 907	2 363	14 806	19 076
IA Matam	5 255	166	0	5 421
IA Sédhiou	8 762	528	0	9 290
IA St Louis	5 587	4 060	1 240	10 887
IA Tamba	6 989	2 400	247	9 636
IA Thiès	7 057	12 080	7 623	26 760
IA Ziguinchor	9 411	4 671	5 785	19 867
Total général	73 613	87 055	38 356	199 024
Moyenne	4 601	5 441	2 740	12 439
Min	572	147	45	3 031
Max	9 411	26 129	14 806	29 549
Ecart Type	2 683	6 952	3 990	7 852
CV	58%	128%	146%	63%

La participation

La participation des enfants au système éducatif est couramment mesurée par le taux de préscolarisation. Ce taux permet de se faire une idée assez précise de l'importance de la préscolarisation dans les différentes zones et régions.

En 2014, les indicateurs du DIPE sont mesurés par rapport aux tranches d'âges de 3 à 5 ans au lieu des 4 à 6 ans calculés jusque-là. Ainsi, entre 2013 et 2014, le Taux Brut de Préscolarisation (TBPS) a connu une variation globale de 3,3% en passant de 11,4% (en 2013) à 14,7% (en 2014). Pour la même période celui des filles a varié positivement de 3,7points de pourcentage

et pour les garçons, une évolution faible de 0,9 points est notée en passant de 12,7% à 13,6%. Concernant les régions, en 2014, seules Ziguinchor, Dakar, Sédhiou, Louga, Kédougou, et Thiès ont eu un TBPS supérieur au taux national avec respectivement 44,0% ; 24,6% ; 20,5% ; 20,2% ; 18,8% et 15,6%. Par contre, les régions de Kaolack (10,0%), Matam (8, 3%), Diourbel (5,8%) et Kaffrine (4,0%) ont les taux les plus faibles.

En termes de genre, on note que l'indice de parité du TBPS est en faveur des filles dans toutes les régions.

Variation du taux brut de préscolarisation entre 2013 et 2014

Genre	2013	2014	Variation du TBPS
TBPS Garçons	12,70%	13,60%	0,90%
TBPS Filles	12,10%	15,80%	3,70%
TBPS Total	11,40%	14,70%	3,30%

Taux brut de préscolarisation (TBPS) en 2014

Régions	TBPS Garçons	TBPS Filles	TBPS GF
DAKAR	23,4%	26,0%	24,6%
DIOURBEL	4,9%	6,7%	5,8%
FATICK	9,4%	10,7%	10,0%
KAFFRINE	3,4%	4,7%	4,0%
KAOLACK	7,6%	9,4%	8,5%
KEDOUGOU	17,7%	19,9%	18,8%
KOLDA	10,6%	11,0%	10,8%
LOUGA	18,1%	22,5%	20,2%
MATAM	7,0%	9,7%	8,3%
SEDHIOU	18,7%	22,3%	20,5%
SAINT-LOUIS	10,0%	10,5%	10,2%
TAMBACOUNDA	11,3%	12,8%	12,0%
THIES	14,2%	17,1%	15,6%
ZIGUINCHOR	43,1%	45,0%	44,0%
SENEGAL	13,6%	15,8%	14,7%
MIN	3,4%	4,7%	4,0%
MAX	43,1%	45,0%	44,0%
ECART TYPE	9,7%	10,1%	9,9%
CV	68,4%	62,0%	65,0%

Les conditions d'enseignement-apprentissage

Le ratio élèves/section par région en 2014 est inférieur ou égal à la norme (30) sauf à

Louga (39), Sédhiou (39) et Kédougou (31)

Le niveau national est à 26 avec des variations allant de 18 à 39.

Les ratios les plus élevés sont enregistrés :

- dans le Public 41 à Sédhiou
- dans le Privé, à Matam (33);
- et dans le communautaire, Tamba (49).

Entre 2013 et 2014, le ratio moyen élèves/section au niveau national est de 27. Les ratios élèves/section par région, entre 2013 et 2014, ont connu une tendance haussière à

Kédougou (29 à 30), Sédhiou (36 à 39), Kolda (29 à 30) et une tendance baissière dans les régions de Diourbel (25 à 24), Fatick (27 à 26), Louga (49 à 39), Tamba (31 à 30) et Kaolack (27 à 25).

Dans le Privé, toutes les régions sont en deçà de 30 élèves par section à l'exception de Kolda et Matam

Et pour le Communautaire seules les régions de Louga, Kolda, Tamba et Kédougou sont en deçà du ratio de 30 élèves par section.

Dans le Public seules les régions de Sédhiou et Kédougou sont au-dessus de la norme.

Ratio élèves / groupe pédagogique en 2014

IA	Public	Privé	Communautaire	Total général
<i>IA Dakar</i>	23	25	27	25
<i>IA Pikine-Guédiawaye</i>	21	18	20	18
<i>IA Rufisque</i>	29	20	25	21
<i>IA Diourbel</i>	27	24	22	24
<i>IA Fatick</i>	25	28	29	26
<i>IA Kaffrine</i>	26	21	15	25
<i>IA Kaolack</i>	25	26	19	25
<i>IA Kédougou</i>	32	21	32	31
<i>IA Kolda</i>	30	35	38	30
<i>IA Louga</i>	27	30	43	39
<i>IA Matam</i>	27	83	0	28
<i>IA Sédhiou</i>	41	21	0	39
<i>IA St Louis</i>	24	27	20	24
<i>IA Tambacounda</i>	30	30	49	30
<i>IA Thiès</i>	25	25	22	24
<i>IA Ziguinchor</i>	29	28	24	27
SENEGAL	28	23	28	26
Moyenne	27	29	24	27
Min	21	18	0	18
Max	41	83	49	39
Ecart Type	4	15	13	5
CV	16%	51%	53%	20%

Répartition du personnel enseignant du Public selon le diplôme

Les diplômes académiques et/ou professionnels permettent d'apprécier le niveau de qualification des enseignants. Au Sénégal, le niveau académique exigé des enseignants du préscolaire est le BAC depuis la réforme sur le recrutement des enseignants en 2011. La formation professionnelle des enseignants du Préscolaire est sanctionnée par un Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP) pour les titulaires du baccalauréat.

Cette analyse du niveau de qualification académique est centrée sur le personnel

enseignant constitué par les directeurs, les éducateurs et les assistants.

Au niveau national, 21,4% de ces enseignants du public ont au moins le BAC, contre 72,1% titulaires du BFEM. Le pourcentage des titulaires de diplôme plus élevé que le BAC (plus du BAC) varie entre 0% à l'IA de Pikine Guédiawaye et 4,2% à l'IA de Rufisque. Pour les titulaires du BFEM, les pourcentages varient de 52,5% à l'IA de Dakar à 85,4% à l'IA de Tamba.

Les enseignants sans diplôme académique sont peu nombreux (2,1%). Ils sont plus fréquents dans l'académie de Pikine Guédiawaye.

Personnel du Public selon le diplôme académique en 2014

Académie	BAC et plus	BAC	BFEM	CFFC	Autre	Sans diplôme	Total général
IA Dakar	1,9%	29,7%	52,5%	6,3%	8,2%	1,3%	100,0%
IA Pikine-Guédiawaye	0,0%	27,2%	58,3%	5,8%	1,0%	7,8%	100,0%
IA Rufisque	4,2%	20,8%	70,8%	4,2%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Diourbel	2,2%	24,6%	69,6%	0,7%	0,0%	2,9%	100,0%
IA Fatick	2,3%	19,7%	71,7%	2,3%	0,0%	4,0%	100,0%
IA Kaffrine	0,0%	16,7%	78,9%	1,1%	0,0%	3,3%	100,0%
IA Kaolack	2,3%	18,1%	73,6%	1,9%	0,8%	3,4%	100,0%
IA Kédougou	0,0%	24,1%	75,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Kolda	1,5%	15,9%	78,6%	3,5%	0,0%	0,5%	100,0%
IA Louga	0,9%	34,2%	64,0%	0,0%	0,9%	0,0%	100,0%
IA Matam	1,1%	23,3%	75,0%	0,6%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Sédhiou	0,5%	13,4%	83,8%	0,5%	0,0%	1,9%	100,0%
IA St Louis	1,6%	19,8%	75,5%	2,4%	0,4%	0,4%	100,0%
IA Tamba	0,0%	9,4%	85,4%	1,4%	0,0%	3,8%	100,0%
IA Thiès	0,9%	20,7%	69,9%	5,8%	0,0%	2,7%	100,0%
IA Ziguinchor	1,1%	32,9%	62,9%	1,4%	0,4%	1,4%	100,0%
Total Sénégal	1,2%	21,4%	72,1%	2,5%	0,7%	2,1%	100,0%
Moyenne	1,3%	21,9%	71,6%	2,4%	0,7%	2,1%	100,0%
Min	0,0%	9,4%	52,5%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Max	4,2%	34,2%	85,4%	6,3%	8,2%	7,8%	100,0%

Le pourcentage d'enseignants titulaires du diplôme professionnel est de 71,4 % en 2014, avec une prédominance d'enseignants titulaires du CEAP. Par contre, 28% des enseignants dans ce sous-secteur sont « sans » diplôme professionnel. Cela pourrait être attribué à un problème de collecte de l'information ou à un manque réel d'encadrement pédagogique des éducateurs nouvellement recrutés. Ces derniers se rencontrent le plus souvent dans la région de Sédhiou où ils constituent plus de la moitié du corps, et dans une moindre mesure à Kaffrine et à Tambacounda.

Dans les régions, pour le CAP, en 2014, c'est à Louga qu'on retrouve le taux le plus élevé d'enseignants titulaires de ce diplôme (41,2 %) et le plus faible à Kaffrine et Tamba.

S'agissant du CEAP, le pourcentage le plus élevé est enregistré à Matam (74,4%) et le plus faible à Sédhiou (34,7%).

Les diplômés du CEAP sont, numériquement, plus importants que leurs collègues titulaires du CAP, malgré le relèvement du niveau de recrutement du BFEM au BAC.

Personnel du Public selon le diplôme professionnel en 2014

Académie	CAP	CEAP	Autre	Sans diplôme	Total général
<i>IA Dakar</i>	32,9%	35,4%	3,8%	27,8%	100,0%
<i>IA Pikine-Guédiawaye</i>	32,0%	35,9%	1,0%	31,1%	100,0%
<i>IA Rufisque</i>	41,7%	41,7%	0,0%	16,7%	100,0%
<i>IA Diourbel</i>	29,7%	51,4%	0,0%	18,8%	100,0%
<i>IA Fatick</i>	11,6%	49,1%	0,6%	38,7%	100,0%
<i>IA Kaffrine</i>	6,7%	44,4%	0,0%	48,9%	100,0%
<i>IA Kaolack</i>	17,0%	55,1%	0,8%	27,2%	100,0%
<i>IA Kédougou</i>	20,7%	48,3%	0,0%	31,0%	100,0%
<i>IA Kolda</i>	18,9%	52,7%	0,0%	28,4%	100,0%
<i>IA Louga</i>	41,2%	50,9%	0,0%	7,9%	100,0%
<i>IA Matam</i>	20,6%	74,4%	0,0%	5,0%	100,0%
<i>IA Sédhiou</i>	9,7%	34,7%	0,0%	55,6%	100,0%
<i>IA St Louis</i>	28,9%	51,0%	3,6%	16,6%	100,0%
<i>IA Tambacounda</i>	7,5%	49,5%	0,0%	42,9%	100,0%
<i>IA Thiès</i>	23,7%	49,5%	1,8%	24,9%	100,0%
<i>IA Ziguinchor</i>	26,8%	53,2%	0,0%	20,0%	100,0%
Total Sénégal	21,6%	49,8%	0,9%	27,7%	100,0%
Moyenne	23,1%	48,6%	0,7%	27,6%	100,0%
Min	6,7%	34,7%	0,0%	5,0%	100,0%
Max	41,7%	74,4%	3,8%	55,6%	100,0%
Ecart type	11%	10%	1%	14%	0%

Répartition du personnel enseignant du Communautaire

Au niveau national, 13% du personnel enseignant du Communautaire ont au moins le BAC, contre 60 % qui sont titulaires du BFEM. Les taux de diplômés du BFEM les plus élevés sont notés à Kolda et Ziguinchor avec respectivement 92% et 82 %. Les plus faibles taux sont enregistrés à Kaffrine (0 %) et à Tamba (18 %). On constate qu'il existe des enseignants qui officient avec d'autres types de diplômes dans

le système éducatif. Cependant, ils représentent une infime partie (1 %) au niveau national. Les pourcentages les plus élevés des autres diplômes sont notés à l'IA de Rufisque (5 %), l'IA de Diourbel (2%) et à l'IA de Dakar (2%).

Pour les diplômes post- BAC, le pourcentage est nul dans toutes les IA à l'exception de Dakar (6,5%), Diourbel (1,5%), Louga (1,2%) et Thiès (1%).

Personnel enseignant du communautaire selon le diplôme académique en 2014

<i>Académie</i>	BAC et PLUS	BAC	BFEM	CFEE	Autre	Sans diplôme	Total général
<i>IA Dakar</i>	6,5%	19,5%	51,9%	11,7%	2,6%	7,8%	100,0%
<i>IA Pikine-Guediawaye</i>	0,0%	8,8%	67,6%	15,7%	0,0%	7,8%	100,0%
<i>IA Rufisque</i>	0,0%	22,0%	58,5%	4,9%	7,3%	7,3%	100,0%
<i>IA Diourbel</i>	1,5%	16,9%	70,6%	9,6%	0,7%	0,7%	100,0%
<i>IA Fatick</i>	0,0%	0,0%	66,7%	27,8%	0,0%	5,6%	100,0%
<i>IA Kaffrine</i>	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
<i>IA Kaolack</i>	0,0%	19,2%	57,7%	23,1%	0,0%	0,0%	100,0%
<i>IA Kédougou</i>	0,0%	10,7%	82,1%	0,0%	0,0%	7,1%	100,0%
<i>IA Kolda</i>	0,0%	7,7%	92,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
<i>IA Louga</i>	1,2%	11,8%	31,4%	1,2%	0,0%	54,5%	100,0%
<i>IA Matam</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<i>IA Sédhiou</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<i>IA St Louis</i>	0,0%	20,0%	72,7%	7,3%	0,0%	0,0%	100,0%
<i>IA Tamba</i>	0,0%	28,6%	28,6%	28,6%	0,0%	14,3%	100,0%
<i>IA Thiès</i>	1,0%	8,7%	59,9%	24,4%	0,7%	5,2%	100,0%
<i>IA Ziguinchor</i>	0,0%	10,3%	78,1%	7,6%	0,0%	4,0%	100,0%
Total Sénégal	1,0%	12,3%	57,9%	11,0%	0,6%	17,2%	100,0%
Moyenne	0,7%	13,2%	58,4%	18,7%	0,8%	8,2%	100,0%
Minimum	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Maximum	6,5%	28,6%	92,3%	100,0%	7,3%	54,5%	100,0%
Ecart type	2%	8%	24%	25%	2%	14%	0%

Concernant les diplômes professionnels, les éducateurs du communautaire diplômés représentent 30% en 2014, avec une prédominance d'enseignants titulaires du CEAP.

En 2014, la région de Kolda enregistre les taux les plus élevés de diplômés professionnels (61,5% pour le CEAP et 23,1% pour le CAP).

Le pourcentage d'éducateurs des structures sans diplômes est encore très élevé (69%) et ceci rend très difficile leur mission d'éveil de l'enfant.

Cette situation recommande une amélioration des enseignement-apprentissages au niveau du Communautaire et la mise en place d'une politique de formation envers les éducateurs.

Personnel du Communautaire selon le diplôme professionnel en 2014

IA	CAP	CEAP	Autre	Sans diplôme	Total général
<i>IA Dakar</i>	9,1%	16,9%	1,3%	72,7%	100,0%
<i>IA Pikine-Guédiawaye</i>	0,0%	2,0%	6,9%	91,2%	100,0%
<i>IA Rufisque</i>	17,1%	53,7%	0,0%	29,3%	100,0%
<i>IA Diourbel</i>	8,1%	36,8%	1,5%	53,7%	100,0%
<i>IA Fatick</i>	0,0%	5,6%	0,0%	94,4%	100,0%
<i>IA Kaffrine</i>	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
<i>IA Kaolack</i>	0,0%	3,8%	0,0%	96,2%	100,0%
<i>IA Kédougou</i>	10,7%	57,1%	0,0%	32,1%	100,0%
<i>IA Kolda</i>	23,1%	61,5%	0,0%	15,4%	100,0%
<i>IA Louga</i>	4,9%	16,7%	0,0%	78,4%	100,0%
<i>IA Matam</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<i>IA Sédhiou</i>	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<i>IA St Louis</i>	9,1%	58,2%	5,5%	27,3%	100,0%
<i>IA Tamba</i>	14,3%	14,3%	0,0%	71,4%	100,0%
<i>IA Thiès</i>	4,9%	25,8%	1,4%	67,9%	100,0%
<i>IA Ziguinchor</i>	1,8%	25,9%	0,0%	72,3%	100,0%
Total Sénégal	5,3%	24,7%	1,2%	68,8%	100,0%
Moyenne	7,4%	27,0%	1,2%	64,5%	100,0%
Min	0,0%	0,0%	0,0%	15,4%	100,0%
Max	23,1%	61,5%	6,9%	100,0%	100,0%
Ecart type	7%	23%	2%	28%	0%

Répartition du personnel enseignant du Privé en 2014

Dans le Privé, 18% des éducateurs ont au moins le BAC, contre 63,4% titulaires du BFEM. Les éducateurs du Privé titulaires seulement du certificat de fin d'études élémentaire foisonnent dans les académies de Matam (67%) et Kédougou 48%)

A l'instar du communautaire public, on constate également qu'il existe des enseignants

qui exercent dans le privé avec d'autres types de diplômes dans le système éducatif.

Ces diplômés représentent 4% du personnel enseignant du privé. Les pourcentages les plus élevés de ces enseignants sont enregistrés dans les académies de Kaolack, Diourbel, Rufisque et Tambacounda.

Personnel du privé selon le diplôme académique en 2014

IA	BAC ET PLUS	BAC	BFEM	CREE	Autre	Sans diplôme	Total général
IA Dakar	4,2%	18,2%	55,6%	11,3%	7,1%	3,5%	100,0%
IA Pikine-Guediawaye	1,9%	14,0%	74,0%	6,3%	1,6%	2,3%	100,0%
IA Rufisque	2,5%	14,4%	50,4%	21,2%	5,0%	6,5%	100,0%
IA Diourbel	0,0%	15,4%	67,6%	5,9%	3,7%	7,4%	100,0%
IA Fatick	0,9%	12,3%	55,7%	24,5%	3,8%	2,8%	100,0%
IA Kaffrine	0,0%	7,7%	84,6%	7,7%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Kaolack	4,3%	14,6%	61,6%	10,3%	0,0%	9,2%	100,0%
IA Kedougou	0,0%	11,1%	88,9%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Kolda	3,2%	6,5%	41,9%	48,4%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Louga	4,2%	21,0%	61,3%	9,2%	0,0%	4,2%	100,0%
IA St Louis	0,0%	4,5%	89,4%	4,5%	1,1%	0,6%	100,0%
IA Tamba	0,0%	8,4%	80,7%	4,8%	0,0%	6,0%	100,0%
IA Thiès	1,9%	16,5%	58,1%	19,1%	0,8%	3,6%	100,0%
IA Ziguinchor	0,5%	10,2%	74,6%	13,7%	0,0%	1,0%	100,0%
IA Matam	0,0%	0,0%	33,3%	66,7%	0,0%	0,0%	100,0%
IA Sedhiou	4,2%	8,3%	75,0%	12,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Total Sénégal	2,6%	15,3%	63,4%	11,6%	3,5%	3,5%	100,0%
Moy	1,7%	11,4%	65,8%	16,6%	1,4%	2,9%	100,0%
Min	0,0%	0,0%	33,3%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Max	4,3%	21,0%	89,4%	66,7%	7,1%	9,2%	100,0%
Ecart type	1,8%	5,4%	16,5%	17,5%	2,2%	3,0%	0,0%

Pour le diplôme professionnel du Privé, seuls 17% des éducateurs sont identifiés. Le pourcentage des « sans diplôme » est très élevé (80%). Le maximum est atteint à Matam (100%) et le minimum à St Louis (14%). Les régions de Kaffrine, Kédougou et Matam n'ont enregistré aucun éducateur détenteur du CAP.

Pour ce qui concerne le CEAP, les plus faibles taux sont notés à Matam (0%), Fatick (2%) et St Louis (2%). Dans la région de Matam, aucun diplômé du CEAP n'a été recensé. Tandis que les régions de Kaffrine, Kédougou et Matam ne disposent d'aucun enseignant titulaire du CAP.

Personnel du privé selon le diplôme professionnel en 2014

IA	CAP	CEAP	Autre	Sans diplôme	Total général
IA Dakar	6,2%	7,4%	7,7%	78,8%	100,0%
IA Pikine-Guediawaye	2,7%	5,5%	6,9%	85,0%	100,0%
IA Rufisque	3,6%	3,6%	3,2%	89,6%	100,0%
IA Diourbel	2,1%	5,9%	0,5%	91,5%	100,0%
IA Fatick	0,9%	1,9%	4,7%	92,5%	100,0%
IA Kaffrine	0,0%	7,7%	0,0%	92,3%	100,0%
IA Kaolack	6,5%	4,3%	1,6%	87,6%	100,0%
IA Kédougou	0,0%	11,1%	0,0%	88,9%	100,0%
IA Kolda	12,9%	9,7%	0,0%	77,4%	100,0%
IA Louga	8,4%	8,4%	1,7%	81,5%	100,0%
IA St Louis	1,7%	1,7%	83,8%	12,8%	100,0%
IA Tamba	2,4%	6,0%	1,2%	90,4%	100,0%
IA Thies	5,8%	10,4%	3,7%	80,1%	100,0%
IA Ziguinchor	2,0%	12,2%	0,0%	85,9%	100,0%
IA Matam	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%	100,0%
IA Sedhiou	4,2%	4,2%	0,0%	91,7%	100,0%
Total Sénégal	4,5%	6,8%	8,2%	80,4%	100,0%
Moy	3,7%	6,2%	7,2%	82,9%	100,0%
Min	0,0%	0,0%	0,0%	12,8%	100,0%
Max	12,9%	12,2%	83,8%	100,0%	100,0%
Ecart type	3,5%	3,6%	20,6%	19,6%	0,0%

Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2014

Le nombre d'éducateurs est passé de 7157 à 8157 entre 2013 et 2014, soit une augmentation de 1000 enseignants. Sur les 8157 éducateurs, 89% enseignent le français et 11% l'arabe.

Sur les 7282 éducateurs ayant le français comme langue d'enseignement, 33% sont dans le Public, 54% dans le Privé et 13% au niveau du Communautaire. Concernant l'arabe, sur les 875 intervenants, on note 17% dans le Public, 73% dans le Privé et 10% dans le Communautaire. Dans le Public, les éducateurs en français dominent avec

94% contre 6% pour les enseignants arabes.

Dans le Communautaire, les éducateurs en français représentent 92% et 8% pour les enseignants d'Arabe. Enfin dans le Privé, 86% enseignent le Français et 14% l'Arabe.

Au total, dans le Public comme dans le Privé ou le communautaire, les enseignants en Français sont majoritaires.

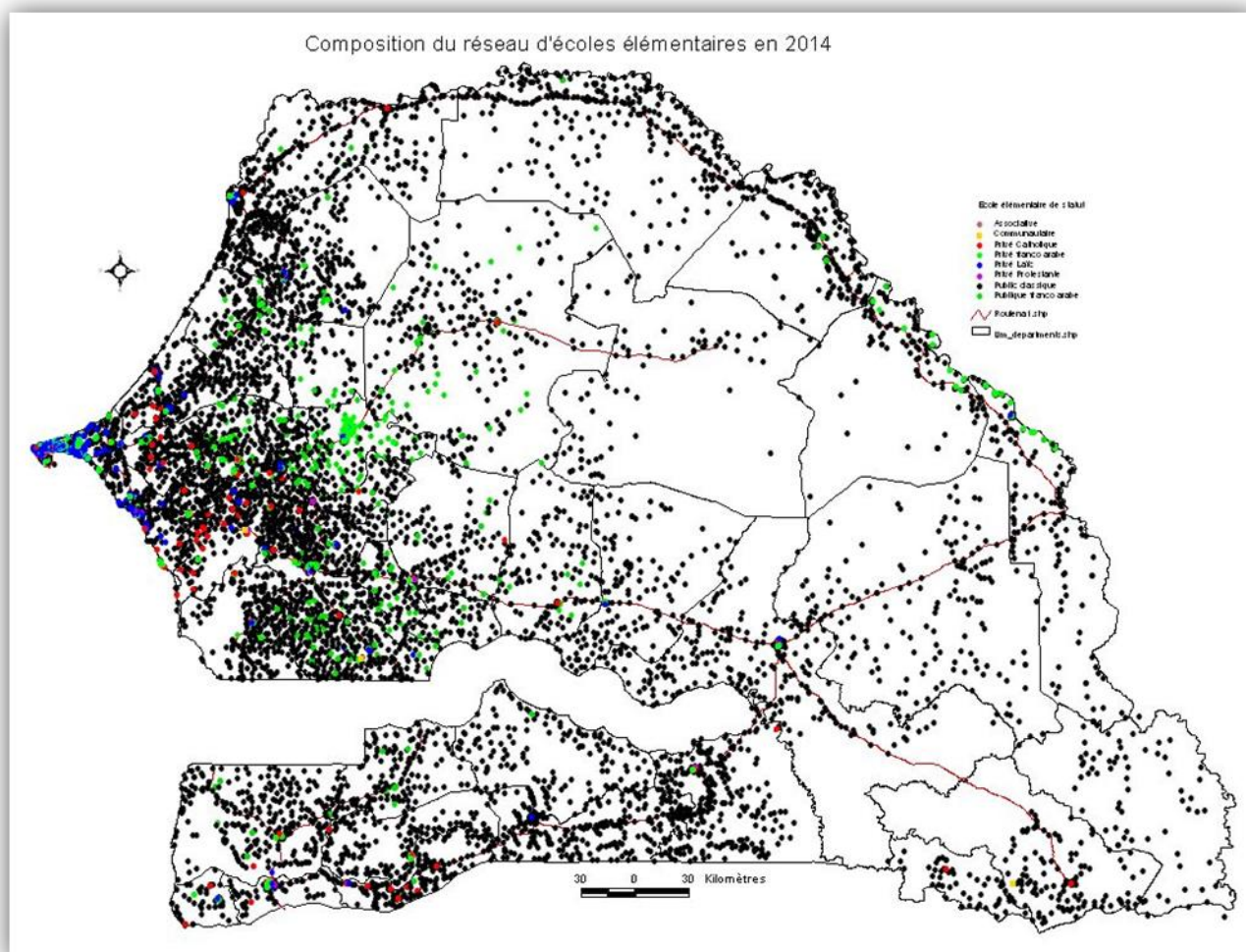
Les éducateurs en Arabe sont partout présents sauf à Kédougou pour le public ; à Kaffrine, Kolda, Kédougou et Matam pour le privé et à Rufisque, Fatick, Kaffrine, Kédougou, Tamba, Ziguinchor, Matam Sédhiou pour le Communautaire.

Répartition du personnel selon la langue d'enseignement en 2014

IA	Public			Privé			Communautaire			Total général
	Total	Arabe	Français	Total	Arabe	Français	Total	Arabe	Français	
IA Dakar	144	8%	92%	1639	9%	91%	77	13%	87%	1860
IA Pikine-Gued	81	11%	89%	990	15%	85%	97	16%	84%	1168
IA Rufisque	22	5%	95%	256	19%	81%	26	0%	100%	304
IA Diourbel	129	12%	88%	171	50%	50%	121	12%	88%	421
IA Fatick	158	5%	95%	99	10%	90%	13	0%	100%	270
IA Kaffrine	83	5%	95%	12	0%	100%	2	0%	100%	97
IA Kaolack	262	8%	92%	187	22%	78%	28	11%	89%	477
IA Kédougou	63	0%	100%	9	0%	100%	21	0%	100%	93
IA Kolda	168	1%	99%	23	0%	100%	13	8%	92%	204
IA Louga	100	19%	81%	117	52%	48%	150	14%	86%	367
IA St Louis	236	6%	94%	164	2%	98%	49	2%	98%	449
IA Tamba	131	3%	97%	65	3%	97%		0%	0%	196
IA Thies	319	8%	92%	607	13%	87%	259	5%	95%	1185
IA Ziguinchor	252	1%	99%	184	3%	97%	205	0%	100%	641
IA Matam	177	3%	97%	3	0%	100%		0%	0%	180
IA Sédhiou	221	1%	99%	24	4%	96%		0%	0%	245
SENEGAL	2546	6%	94%	4550	14%	86%	1061	8%	92%	8157
Moyenne	159	6%	94%	284	13%	87%	82	5%	76%	510
Min	22	0%	81%	3	0%	48%	2	0%	0%	93
Max	319	19%	100%	1 639	52%	100%	259	16%	100%	1 860
Ecart Type	79	5%	5%	430	16%	16%	78	6%	37%	473
CV	50%	81%	5%	151%	126%	18%	96%	117%	49%	93%



ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE



La demande potentielle d'éducation

Concernant l'enseignement élémentaire, la demande potentielle d'éducation est constituée par la tranche d'âge de la population âgée de 6 à 11 ans en lieu et place de celle âgée de 7 à 12 ans prise en compte jusque-là.

Selon les résultats du dernier recensement général de la population de l'habitat, de l'agriculture et de l'élevage de 2013, cette demande potentielle est constituée de 2 286 933

enfants. Les filles représentent 47,9 % de la population totale considérée.

L'essentiel de cette population habite dans les régions comptant de grandes agglomérations urbaines à l'instar de Dakar (17,8%), Thiès (13,1%) et à Diourbel (11,7%) et les plus faibles sont notées dans les régions de Kaffrine (4,8%), de Matam (4,7%), de Sédhiou (4,0%) et de Kédougou (1,2%)

Répartition de la population âgée de 6 à 11 ans en 2013

Régions	Garçons	Filles	Total	% filles	% Régions
DAKAR	207 012	200 397	407 409	49,2%	17,8%
DIOURBEL	142 203	126 138	268 341	47,0%	11,7%
FATICK	71 233	66 153	137 386	48,2%	6,0%
KAFFRINE	56 667	53 859	110 526	48,7%	4,8%
KAOLACK	93 950	83 422	177 372	47,0%	7,8%
KEDOUGOU	13 366	13 010	26 376	49,3%	1,2%
KOLDA	66 668	62 338	129 006	48,3%	5,6%
LOUGA	82 992	72 637	155 629	46,7%	6,8%
MATAM	56 189	50 657	106 846	47,4%	4,7%
SEDHIOU	49 014	43 092	92 106	46,8%	4,0%
SAINT-LOUIS	83 261	75 978	159 239	47,7%	7,0%
TAMBACOUNDA	66 814	60 963	127 777	47,7%	5,6%
THIES	157 020	143 063	300 083	47,7%	13,1%
ZIGUINCHOR	46 058	42 779	88 837	48,2%	3,9%
SENEGAL	1 192 447	1 094 486	2 286 933	47,9%	100,0%
MOYENNE	85 175	78 178	163 352	47,8%	7,1%
MIN	13 366	13 010	26 376	46,7%	1,2%
MAX	207 012	200 397	407 409	49,3%	17,8%
ECAR-TYPE	49 182	46 508	95 637	0,8%	4,2%
cv	57,7%	59,5%	58,5%	1,7%	58,5%

La population en âge d'entrer au primaire est de 412487 dont 48,3% de filles. La forte variabilité entre les régions dans la population scolarisable est aussi notée dans la population en âge d'admission au primaire.

La population âgée de 11 ans est de 288345 avec 47,80% de filles. Les disparités inter

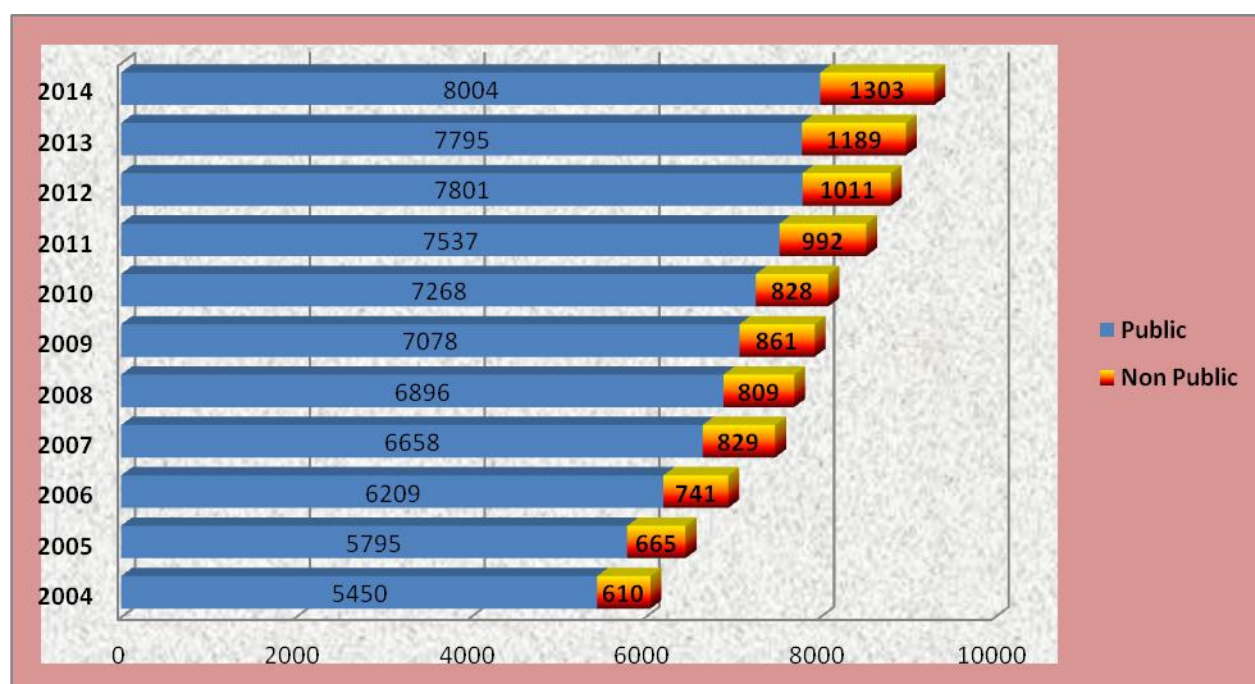
régionales sont importantes. La tendance notée entre elles dans la population totale de 6-11 ans et dans celle âgée de 6 ans est aussi notée dans la population âgée de 11 ans.

Évolution du réseau scolaire

La caractéristique la plus remarquable de l'enseignement élémentaire, au cours de ces dernières années, est, sans doute, le dynamisme de son réseau scolaire. Le nombre d'écoles fonctionnelles a progressé de façon spectaculaire en passant de 6060 établissements en 2004 à 9307 en 2014, soit un accroissement global de 53,6%. En 2014, la part du public représente

92,60% des écoles contre 7,40% pour le non public. L'écart entre le public et le non public s'est considérablement réduit entre 2004 et 2014, mais reste important. Entre 2013 et 2014, l'augmentation globale des écoles se chiffre à 323, soit une hausse respectivement de 209 dans le Public et de 114 dans le Privé, représentant globalement une augmentation de 3,6%.

Evolution du nombre d'écoles entre 2004 et 2014



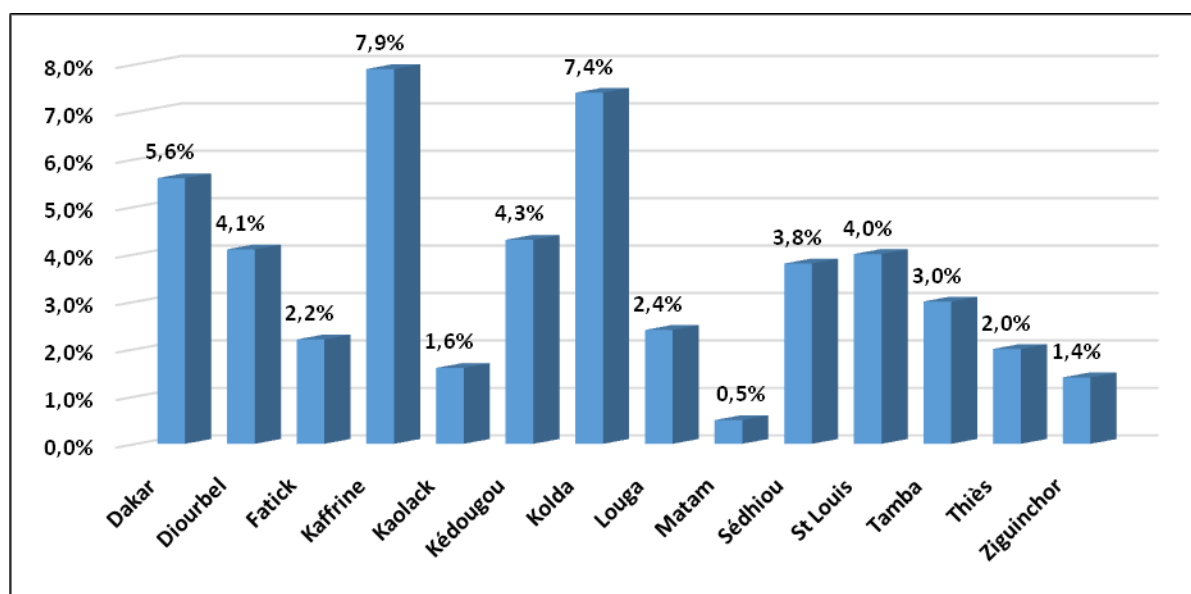
Toutefois, le rythme d'augmentation est variable d'une région à une autre. Les hausses les plus importantes sont constatées dans les régions de Kaffrine et Kolda où elle dépasse partout 7%. En valeur absolue, c'est Dakar qui enregistre le plus grand nombre de nouvelles écoles. Toutefois, cette croissance est liée davantage au dynamisme du secteur privé. Toutes les régions ont vu leur nombre d'écoles publiques augmenter en 2013-2014. On

constate en 2014 une légère augmentation de la proportion d'écoles privées qui passe de 13,2% à 14%. Cette tendance à la hausse suscite de la satisfaction au regard des objectifs planifiés relativement à la contribution du secteur non public dans le développement du réseau. La part du non public, en 2014, est particulièrement importante à Dakar où elle constitue plus de la moitié du réseau scolaire (67,42%).

Dynamique du réseau d'écoles élémentaires publiques et privées

Régions	2013			2014		
	Nbre écoles	% Public	% Non Public	Nbre écoles	% Public	% Non Public
Dakar	1215	34,1%	65,9%	1283	32,6%	67,4%
Diourbel	558	85,1%	14,9%	581	83,8%	16,2%
Fatick	651	95,1%	4,9%	665	94,4%	5,6%
Kaffrine	429	99,3%	0,7%	463	98,7%	1,3%
Kaolack	709	94,9%	5,1%	720	93,9%	6,1%
Kédougou	255	99,2%	0,8%	266	98,9%	1,1%
Kolda	635	98,9%	1,1%	682	99,3%	0,7%
Louga	865	97,2%	2,8%	886	97,1%	2,9%
Matam	396	98,0%	2,0%	398	97,7%	2,3%
Sédhiou	449	97,8%	2,2%	466	97,6%	2,4%
St Louis	708	97,6%	2,4%	736	97,3%	2,7%
Tamba	693	96,7%	3,3%	714	96,8%	3,2%
Thiès	981	88,8%	11,2%	1001	87,3%	12,7%
Ziguinchor	440	92,5%	7,5%	446	92,6%	7,4%
Sénégal	8984	86,8%	13,2%	9307	86,0%	14,0%
Moyenne	642	91,1%	8,9%	665	90,6%	9,4%
Minimum	255	34,1%	0,7%	266	32,6%	0,7%
Maximum	1215	99,3%	65,9%	1283	99,3%	67,4%
Ecart-Type	246	16,3%	16,3%	256	16,7%	16,7%
CV	38,3%	17,9%	182,8%	38,57%	18,4%	176,7%

Accroissement global du nombre d'écoles élémentaires entre 2013 et 2014



La diversification de l'offre éducative

Dans l'optique de réaliser la scolarisation universelle en 2015 le Sénégal a opté, parmi ses stratégies d'élargissement de l'accès, la diversification de l'offre scolaire pour répondre aux besoins éducatifs des différentes communautés. C'est dans ce sens qu'une attention particulière a été accordée aux structures dispensant outre le programme français, un enseignement en arabe voire religieux.

L'examen de la composition du réseau scolaire, entre 2003 et 2014, révèle des efforts

d'adaptation de la carte scolaire au contexte socio culturel. Ce phénomène se traduit principalement par le développement des écoles franco arabes publiques qui sont passées de 10, soit 0,2% du réseau en 2003, à 192, soit 3,62% en valeur relative en 2014. Ce type d'école qui répond mieux à la demande sociale de certains groupes de population se développe davantage en zone rurale. Les écoles non publiques de type confessionnel, notamment les franco arabes non publiques ont également connu un essor remarquable (9,1 points entre 2003 et 2014) aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine.

Répartition géographique des écoles selon le statut en 2014

Année	Zone	Public		Non Public	
		Total	%Franco-arabe	Total	%Franco-arabe
2003	Rural	4315	0,0%	55	34,5%
	Urbain	811	1,0%	488	16,8%
	Total	5126	0,2%	543	18,6%
2014	Rural	6677	3,8%	198	51,0%
	Urbain	1327	3,8%	1105	24,6%
	Total	8004	3,8%	1303	27,7%
Accroissement global	Rural	2362	3,8%	143	16,5%
	Urbain	516	2,8%	617	7,8%
	Total	2878	3,6%	760	9,1%

La carte scolaire reste dans l'ensemble, toujours dominée par le public classique avec 96,18% des structures. Le public franco arabe demeure encore très faible (3,82%) et il est inexistant dans les IA de Dakar, Pikine-Guédiawaye, Rufisque et Kédougou.

Le non public, dans son ensemble, couvre les 14,0% des structures. Il demeure prépondérant dans l'IA de Pikine-Guédiawaye où il représente les 38,1%. Le privé catholique a la plus grande représentativité dans les régions de, Sédhiou (81,82%), Kédougou (66,7%), Fatick (64,9%) Kaffrine (50,0%) et Kolda (40,0%). Les plus faibles taux sont enregistrés au niveau de Matam

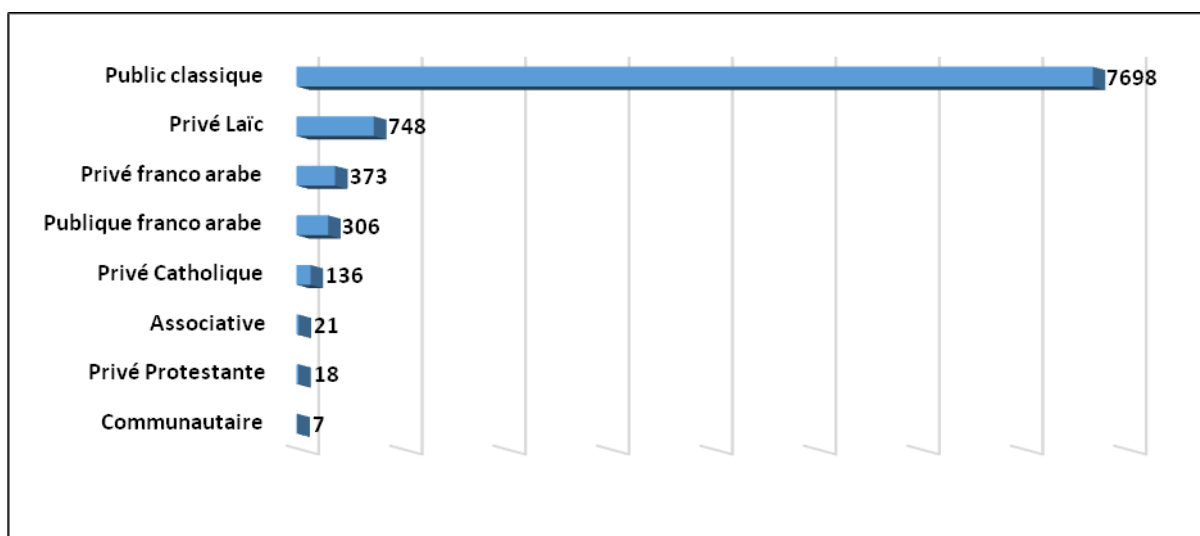
(0,0%), Rufisque (0,97%), Pikine-Guédiawaye (1,21%) et Diourbel (6,38%). Cependant, il convient de souligner le dynamisme du privé franco-arabe qui connaît un essor dans les régions de Matam et Diourbel où elles représentent respectivement 100% et 85,11% des écoles privées, contrairement à la région de Kédougou (0,0%) où elles sont quasiment inexistantes.

Ce type d'offre éducative devra certainement être promu dans le cadre du développement du réseau scolaire afin de booster le niveau de scolarisation des régions où des obstacles d'ordre socioculturel se posent.

Répartition en pourcentage des écoles élémentaires selon le statut en 2014

IA	Ecoles Publiques			Ecoles Non Publiques					
	Total	% Classique	% Franco-arabe	Total	% Catholique	% Laïc	% Franco-arabe	% Protestant	% Communautaire et assoc.
IA Dakar	148	100,0	0,0	266	8,3	70,7	16,5	3,8	0,8
IA Pikine-Gued	149	100,0	0,0	496	1,2	72,2	21,9	0,2	4,4
IA Rufisque	121	100,0	0,0	103	0,9	80,6	18,5	0,0	0,0
IA Diourbel	487	79,3	20,7	94	6,4	8,5	85,1	0,0	0,0
IA Fatick	628	98,6	1,4	37	64,9	10,8	16,2	5,4	2,7
IA Kaffrine	457	90,6	9,4	6	50,0	0,0	33,3	16,7	0,0
IA Kaolack	676	92,3	7,7	44	22,7	22,7	50,0	2,3	2,3
IA Kedougou	263	100,0	0,0	3	66,7	0,0	0,0	0,0	33,3
IA Kolda	677	99,7	0,3	5	40,0	20,0	20,0	20,0	0,0
IA Louga	860	93,7	6,3	26	7,7	38,5	53,8	0,0	0,0
IA Matam	389	98,5	1,5	9	0,0	0,0	100,0	0,0	0,0
IA Sedhiou	455	97,8	2,2	11	81,8	9,1	9,1	0,0	0,0
IA St Louis	716	98,7	1,3	20	20,0	45,0	35,0	0,0	0,0
IA Tamba	691	99,7	0,3	23	13,1	13,1	73,9	0,0	0,0
IA Thies	874	99,2	0,8	127	23,6	49,6	25,2	0,8	0,8
IA Ziguinchor	413	97,3	2,7	33	36,4	30,3	30,3	3,1	0,0
SENEGAL	8004	96,2	3,8	1303	10,4	57,4	28,6	1,4	2,2
Moyenne	500	96,6	3,4	81	27,7	29,4	36,8	3,3	2,8
Minimum	121	79,3	0,0	3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maximum	874	100,0	20,7	496	81,8	80,6	100,0	20,0	33,3
Ecart-Type	237	5,3	5,3	126	25,4	26,3	27,6	5,9	7,9
CV	47,47	5,5	155,4	154,3%	91,4	89,4	74,8	182,6	288,7

Répartition du nombre d'école selon le statut



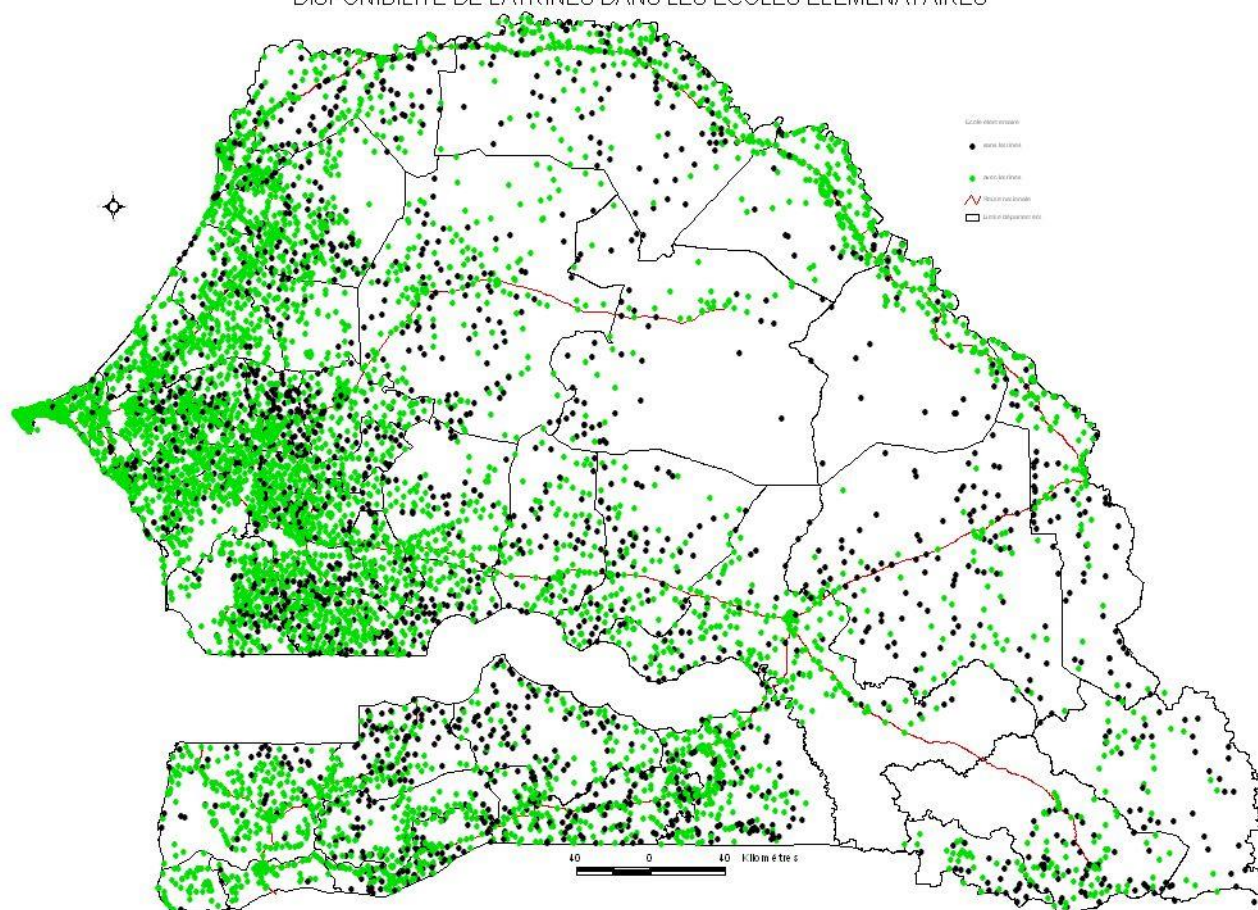
La présence de latrines dans les écoles publiques

L'environnement physique des écoles est marqué par l'insuffisance d'ouvrages annexes tels que les latrines, les blocs administratifs, les murs de clôture. Cette situation est liée au fait que la priorité était donnée à l'extension de la capacité d'accueil afin de scolariser le maximum d'enfants. Aujourd'hui ce défi est en voie d'être relevé, le PAQUET-EF devrait davantage intégrer parmi ses initiatives l'amélioration du confort et de la sécurité des établissements. C'est pourquoi, l'option est de mettre le focus sur l'environnement scolaire afin d'avoir la situation réelle des écoles disposant de ces ouvrages annexes pour pouvoir agir en les mettant à niveau.

Au niveau national, 73,2% des écoles, disposent de latrines (toilettes), par contre sept des seize IA, ont un pourcentage d'écoles disposant de latrines, inférieur à la moyenne nationale.

Les plus fort taux de présence de latrines sont enregistrés dans les IA de Pikine-Guédiawaye (98,0%), Dakar (94,6%), Rufisque (88,4%), Thiès (86,3%), Ziguinchor (85,7%), Fatick (82,2%), Matam (76,9%), Kaolack (74,0%) et Louga (73,5%). L'académie où le taux de présence de latrines est plus faible est celle de Kédougou (51,0%).

DISPONIBILITE DE LATRINES DANS LES ECOLES ELEMENATAIRES



La présence de latrines dans les écoles publiques en zone urbaine est en moyenne de l'ordre de 91,3% avec des pointes à Pikine-Guédiawaye (98,0%), Louga (97,1%), Fatick (96,2%) et Dakar (94,6%), tandis que la zone rurale n'en compte, en moyenne, que 69,6% avec une grande disparité.

Le pourcentage le plus élevé est noté à Ziguinchor (84,3%) et Thiés (84,3%) ; et le plus bas à Kédougou (49,2%). Pour mettre en sécurité les élèves (surtout les filles), qui, pour

satisfaire leurs besoins naturels partent dans le voisinage, l'installation de latrines séparées et distantes garçons/filles devient pressante dans le système éducatif là où il n'en existe pas.

L'obligation pour le système de construire des latrines en nombre suffisant, partout où le besoin existe, est impérieuse dans le but d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves dans les écoles.

Pourcentage d'écoles publiques ayant des latrines en fonction de la zone en 2014

IA	Rural		Urbain		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
IA Dakar	0	0	140	94,6	140	94,6
IA Pikine-Guediawaye	0	0	146	98,0	146	98,0
IA Rufisque	35	83,3	72	91,1	107	88,4
IA Diourbel	275	64,6	57	93,4	332	68,2
IA Fatick	465	80,9	51	96,2	516	82,2
IA Kaffrine	296	70,0	31	91,2	327	71,6
IA Kaolack	413	71,5	87	88,8	500	74,0
IA Kedougou	119	49,2	15	71,4	134	51,0
IA Kolda	350	56,7	48	80,0	398	58,8
IA Louga	565	71,4	67	97,1	632	73,5
IA Matam	259	75,3	40	88,9	299	76,9
IA Sedhiou	271	65,1	28	71,8	299	65,7
IA St Louis	374	64,8	126	90,6	500	69,8
IA Tamba	374	58,9	47	83,9	421	60,9
IA Thies	562	84,3	192	92,8	754	86,3
IA Ziguinchor	290	84,3	64	92,8	354	85,7
SENEGAL	4648	69,6	1211	91,3%	5859	73,2

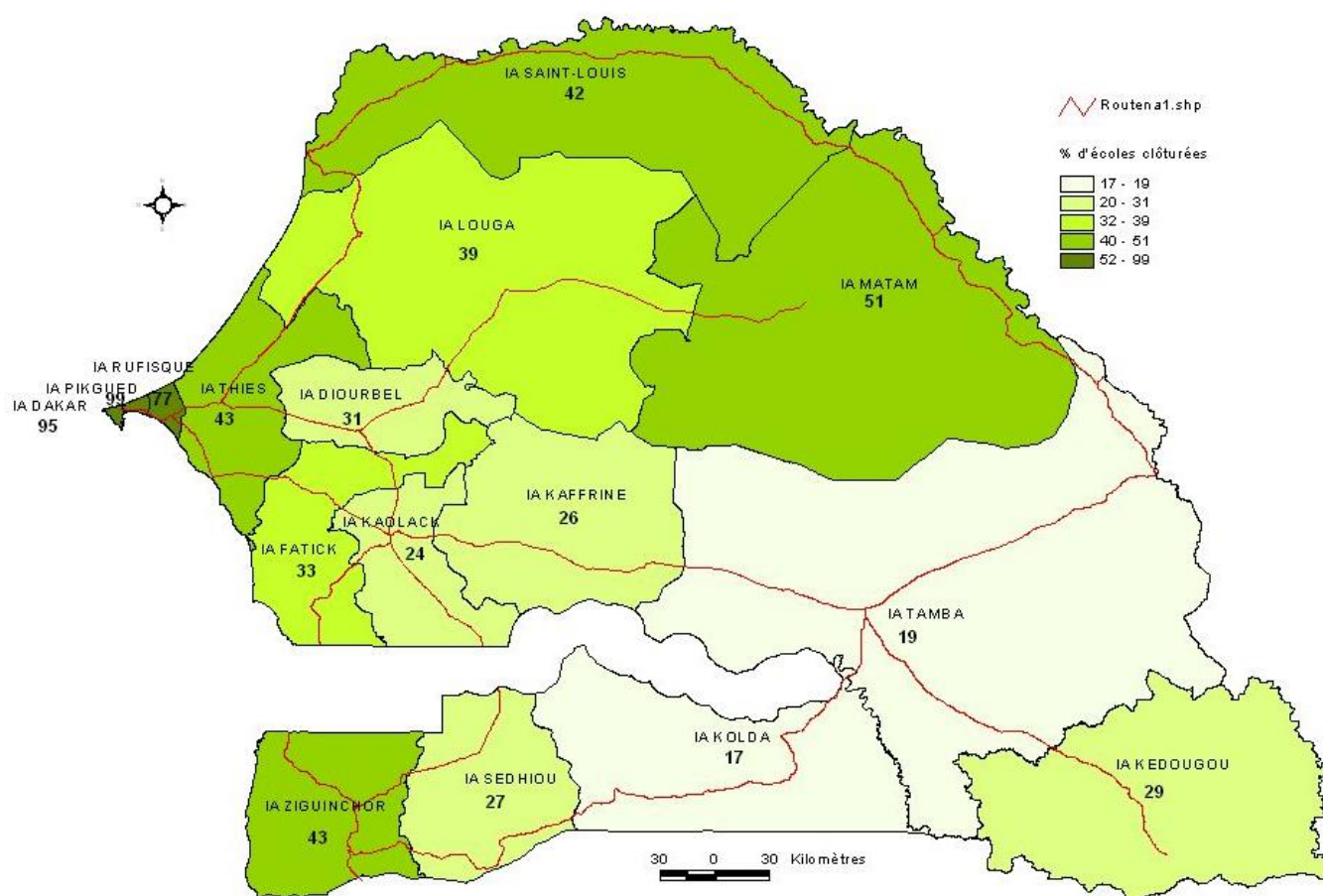
La présence de clôtures dans les écoles publiques

Le pourcentage d'écoles élémentaires publiques clôturées est de 36% dont seulement 79,34% sont en mur. L'examen de la situation régionale met en évidence une disparité nette selon la zone géographique. Les 98,0% des écoles urbaines clôturées sont dotées de murs contre seulement 72,2% en zone rurale.

Les écoles des IA de Rufisque, Sédhiou, Kolda, Kédougou et Tamba se signalent par le nombre faible d'écoles clôturées en mur (moins de 100 écoles). La région de Louga se signale par la prépondérance des clôtures en haie vive (63) constituées de troncs d'arbres et d'arbustes qui sont utilisés pour border l'enceinte des écoles. Ce sont d'ailleurs les mêmes matériaux qui sont utilisés comme clôture des maisons dans ces zones.

Cet élément de l'environnement a été très faiblement pris en charge par les programmes de construction financés tant par l'Etat que par ses partenaires. La clôture de l'école a toujours été considérée comme une contribution de la communauté. Il se trouve qu'en raison de leur coût, les collectivités n'ont pas souvent les moyens d'assurer cette part contributive. C'est ainsi que des programmes (Fast Track, BAD 4, CARES, etc.) ont intégré cette exigence dans le cadre de l'approche école qui consiste à doter l'établissement du service minimum requis. Ceci est un défi très important pour le PAQUET-EF, afin d'assurer la sécurité des élèves, du personnel enseignant et des écoles en vue d'une éducation de qualité.

Pourcentage d'écoles élémentaires clôturées en 2014



La disponibilité d'eau dans les écoles publiques

L'école constitue le cadre de vie où les enfants passent la majorité de leur temps.

Elle doit par conséquent offrir à ces derniers des conditions d'existence favorables à leur épanouissement. Dans cette optique, la disponibilité d'eau est d'une importance capitale.

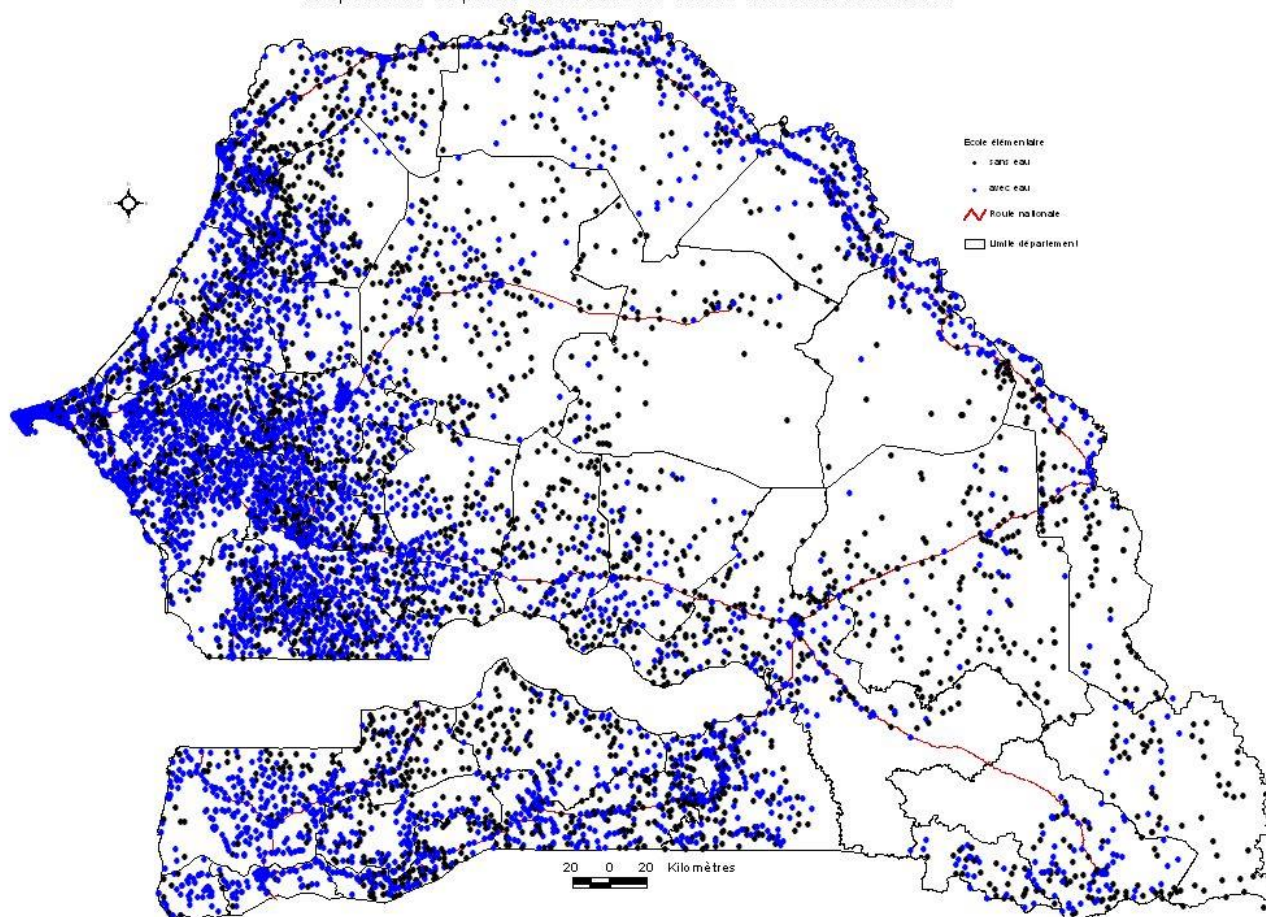
L'eau existe dans la plupart des écoles urbaines.

Le pourcentage d'écoles disposant de points d'eau en zone urbaine est de 96,1%, contre seulement 71,1% en zone rurale. En milieu urbain, seules les régions de Kédougou (85,7%), Kolda (83,3%) et Tamba (80,4%) sont en deçà des 90%. En milieu rural, le pourcentage d'écoles publiques disposant de points d'eau dans les académies de Tamba (51,7%) et Kolda (50,1%) est inférieur à la moyenne nationale,

établi à 71,1% pour cette zone contre 96,1% pour celle urbaine. Un investissement conséquent est nécessaire pour équiper toutes les écoles du pays de points d'eau fonctionnels surtout en milieu rural pour la préservation de la santé des enfants.

L'eau des écoles provient généralement du réseau de la SDE (eau courante), des forages et des puits aménagés. Le réseau de la SDE domine de très loin dans les académies de Dakar, Pikine-Guédiawaye, Rufisque, Diourbel, Kaffrine, Matam, Kaolack, Louga, Thiès et St Louis. Les forages sont plus présents à Kédougou et dans une moindre mesure à Diourbel. Quant aux puits, ils prédominent dans les régions de Kolda et Sédhiou.

Disponibilité de points d'eau dans les écoles élémentaires en 2014



La disponibilité de l'électricité dans les écoles publiques

L'électricité est peu présente dans les écoles publiques. En 2014, 31,1% des écoles élémentaires publiques disposent d'électricité contre 23,2% en 2013 soit une augmentation de 7,9 points. A l'exception des IA de la région de Dakar : Pikine-Guédiawaye (100,0%), de Dakar (98,6%), de Rufisque (87,6%) et celle de Thiès (47,3%) toutes les autres régions se situent à moins de 40%. En raison de la politique des Technologies de l'Information et de la Communication en Education (TICE) envisagée par le Gouvernement, il s'avère nécessaire de résoudre cet équipement préalable dans les écoles de grande taille situées dans des localités disposant d'électricité.

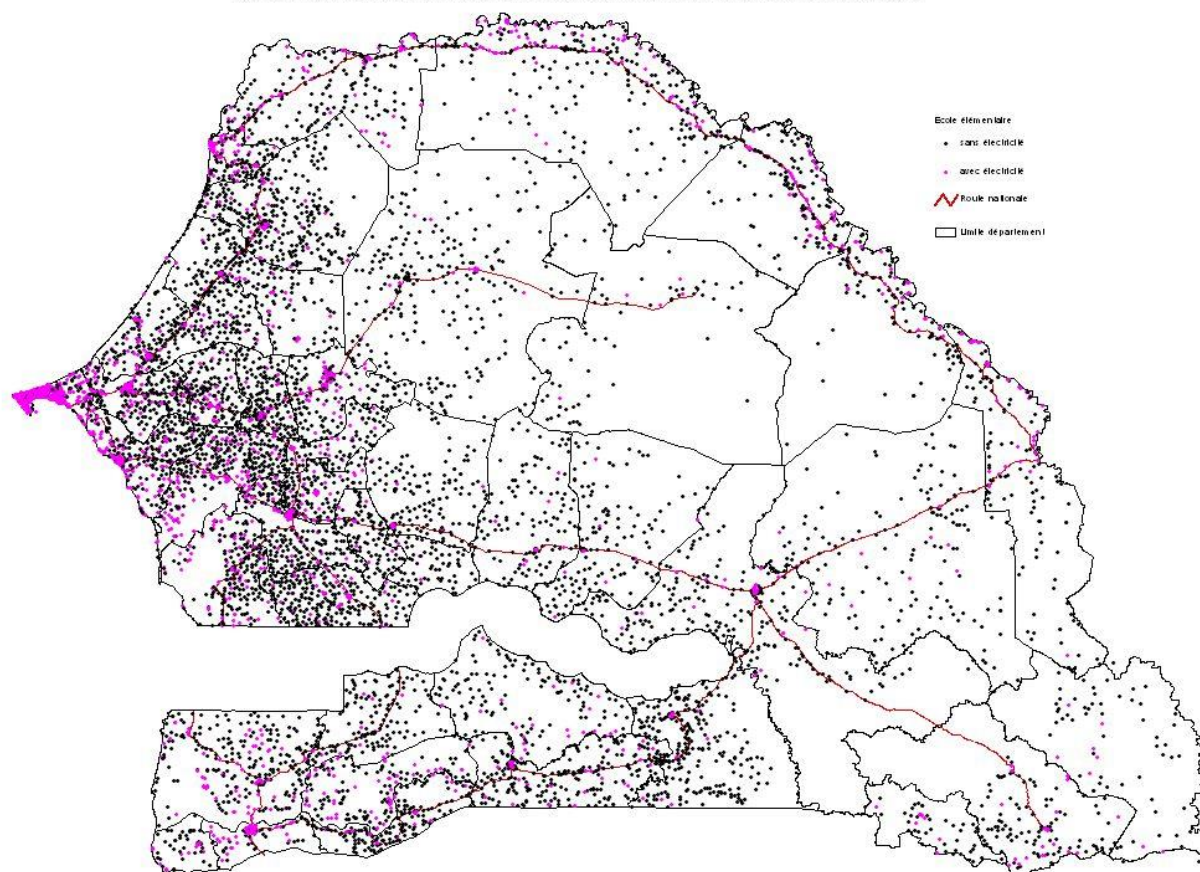
La disparité s'est beaucoup accrue dans les zones géographiques. En zone rurale, 19% seulement des écoles disposent d'électricité. Les académies de Rufisque (69,0%), Thiès (33,7%) et Matam (31,7%) ont les pourcentages les plus élevés d'écoles ayant de l'électricité dans cette

zone. Les proportions les plus faibles sont enregistrées à Kédougou (3,3%), Kolda (4,5%), et Tamba (8,5%).

En dehors des académies de St Louis (88,5%), Diourbel (78,7%), Kolda (73,3%), Tamba (73,2%), et Kédougou(66,7%), partout ailleurs, en zone urbaine, le taux d'électrification des écoles est supérieur au taux national (90%).

L'électricité alimentant les écoles provient essentiellement du réseau de la SENELEC, des groupes électrogènes et des panneaux solaires. La deuxième source est rarement utilisée, Kédougou qui affiche un pourcentage d'écoles (8,4%) faisant appel à celle-ci est en tête. Le réseau de la SENELEC est la source la plus utilisée, plus de 50% des écoles électrifiées ont recours à cette source, avec une très forte présence à Dakar, Diourbel, Louga, Thiès et Kaolack. Quant au solaire, sa présence est plus notée à Sédhiou, Kolda et Kédougou

DISPONIBILITE D'ELECTRICITE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES EN 2014



Les cantines dans les écoles publiques

Les cantines scolaires constituent un élément fondamental de la stratégie d'élargissement de l'accès et d'amélioration de la qualité de l'éducation. Elles permettent aux enfants habitant des localités éloignées des écoles de parcourir moins de distance en faisant moins d'effort journalier. Également, les cantines contribuent à l'amélioration de la valeur nutritionnelle, de l'alimentation des élèves, et par conséquent de leur santé. Fort de ce constat, le Gouvernement s'est engagé, avec l'appui des partenaires, à doter progressivement les écoles de cantines fonctionnelles.

Cependant, de 2013 à 2014, le développement des cantines, toutes zones confondues, a enregistré une baisse de 3,2% en passant de 51,8% en 2013 à 48,6% en 2014.

De même la couverture en cantine a chuté en milieu urbain de 2,7 points et en milieu rural de 3,1 points.

Selon les IA, à l'exception de Diourbel (+2,1 points), Matam (1,6 points), St Louis (1,5 points), Fatick (0,3), et Thiès (+0,2 points) qui

ont connu une hausse entre 2013 et 2014, toutes les autres académies ont enregistrées une baisse du niveau de couverture des cantines scolaires.

Cette dynamique pourrait être expliquée entre autres raisons par le retrait progressif de partenaires techniques et financiers dans ce domaine notamment le Programme Alimentaire Mondial (PAM) qui s'active dans le Programme Education et Développement de l'Enfant.

Cette tendance baissière s'est beaucoup plus accentuée dans les régions de Sédhiou (5,3 points), Dakar (7,5 points), Tamba (8,7 points), Kaffrine (11,8 points) et Kédougou (18,8 points).

La légère hausse notée au nord du pays pourrait s'expliquer entre autres raisons par une couverture relativement bonne de Counter Part International (CPI).

Les cantines scolaires participent dans l'accès, le maintien des élèves au primaire et contribuent aux performances scolaires.

Evolution de la proportion d'écoles publiques abritant une cantine scolaire



La capacité d'accueil des écoles élémentaires

La capacité d'accueil du réseau scolaire est évaluée sur la base du nombre de classes disponibles.

Entre 2013 et 2014, le nombre de salles de classe a connu une augmentation de 1187 unités. L'accroissement du nombre de salles au niveau du public est de 686 alors qu'il est de 501 dans le privé.

La part du privé a connu une hausse de 0,57 point de pourcentage en passant de 16,5% en 2013 à 17,07% en 2014.

Les régions qui ont enregistré les plus fortes augmentations dans le public sont Kolda (202) Sédhiou (159) Kaolack(156).

La part du privé dans le nombre de salles de classe a connu une augmentation dans les régions sauf celles Louga (-0,52%), Sédhiou (-

0,41%) Matam (-0,20%), Thiès (-0,11%), St Louis-(0,09%) entre 2013 et 2014.

Rapporté à la population en âge scolaire, on mesure à l'échelle nationale l'effort qui a été fourni pour satisfaire la demande éducative. En effet si on comptait une classe pour 76 enfants scolarisables en 2000, ce ratio a été ramené à une classe pour 46 enfants en 2008 et à 44 en 2014. L'examen régional de ce ratio montre qu'il y'a encore des efforts à faire en matière de construction dans les académies de Diourbel, Kaffrine et Tamba où le ratio est encore supérieur à 50. Ces régions se caractérisent par la faible demande d'écoles classiques. Toutefois, c'est dans celles-ci que les plus gros efforts ont été faits en termes d'offre alternative, notamment les écoles franco arabes.

Évolution du nombre de salles de classe entre 2013 et 2014

Régions	2013				2014				Ecart Public
	Public	Non Public	Total	%Non Public	Public	Non Public	Total	%Non Public	
Dakar	4 740	5 517	10 257	53,8	4 598	5 774	10 372	55,7	-142
Diourbel	2 691	583	3 274	17,8	2 724	640	3 364	19,0	33
Fatick	3 611	176	3 787	4,6	3 677	196	3 873	5,1	66
Kaffrine	1 684	16	1 700	0,9	1 747	31	1 778	1,7	63
Kaolack	3 857	234	4 091	5,7	4 013	283	4 296	6,6	156
Kédougou	826	15	841	1,8	903	28	931	3,0	77
Kolda	2 546	75	2 621	2,9	2 748	67	2 815	2,4	202
Louga	3 420	208	3 628	5,7	3 503	204	3 707	5,5	83
Matam	2 245	59	2 304	2,6	2 322	52	2 374	2,2	77
Sédhiou	1 994	65	2 059	3,2	2 153	69	2 222	3,1	159
St Louis	3 832	130	3 962	3,3	3 821	153	3 974	3,8	-11
Tamba	2 291	135	2 426	5,6	2 339	136	2 475	5,5	48
Thiès	5 725	869	6 594	13,2	5 600	935	6 535	14,3	-125
Ziguinchor	2 741	242	2 983	8,1	2 741	257	2 998	8,6	0
SENEGAL	42 203	8 324	50 527	16,5	42 889	8 825	51 714	17,1	2234
Moyenne	3 015	595	3 609	9,2	3 064	630	3 694	9,7	49
Min	826	15	841	0,9	903	28	931	1,7	-142
Max	5 725	5 517	10 257	53,8	5 600	5 774	10 372	55,7	202
EcartType	1 235	1 384	2 264	13,1	1 179	1 448	2 255	13,6	94
C V	40,9%	232,8%	62,7%	142,4	38,5%	229,7%	61,1%	139,4	191,4

Etat et utilisation des salles de classe du public

Les salles de classe utilisées sont en majeure partie en bon état. En effet, seuls 9,0% des salles utilisées sur le territoire national sont en mauvais état. La variabilité entre les groupes d'IA est cependant très importante (57,4 %).

Les salles de classe en mauvais état utilisées sont plus nombreuses dans l'IA de Sédhiou avec 26,0%, suivie de Ziguinchor (13,0%), St-Louis (12,0%), Tamba (11,4%) et Kaffrine (10,0 %). Il

s'agit pour la plupart de locaux construits avec du banco pour abriter provisoirement les élèves en attendant de disposer de bâtiment en dur.

Par ailleurs, les salles de classe en bon état non utilisées sont relativement importantes (4,3 %). Elles sont plus présentes dans les IA de Kaffrine (8,5 %), de Louga (8,3 %), de Tamba (7,3 %) et de Diourbel (6,7 %). Assez souvent, il s'agit de nouvelles constructions non encore équipées.

État des salles de classe des écoles publiques en 2014

IA	Non Utilisé	% non utilisé	Utilisé	% utilisé	Total général
IA Dakar	64	3,9	1586	96,1	1650
IA Pikine-Guédiawaye	78	4,3	1729	95,7	1807
IA Rufisque	44	3,9	1097	96,1	1141
IA Diourbel	237	8,7	2487	91,3	2724
IA Fatick	401	10,9	3276	89,1	3677
IA Kaffrine	237	13,6	1510	86,4	1747
IA Kaolack	323	8,0	3690	92,0	4013
IA Kédougou	32	3,5	871	96,5	903
IA Kolda	190	6,9	2558	93,1	2748
IA Louga	463	13,2	3040	86,8	3503
IA Matam	314	13,5	2008	86,5	2322
IA Sédhiou	81	3,8	2072	96,2	2153
IA St Louis	195	5,1	3626	94,9	3821
IA Tamba	274	11,7	2065	88,3	2339
IA Thiès	319	5,7	5281	94,3	5600
IA Ziguinchor	94	3,4	2647	96,6	2741
Sénégal	3346	7,80%	39543	92,2	42889
Moyenne	394	7,50%	4652	92,5	5046
Max	463	13,60%	5281	96,6	5600
Min	32	3,40%	871	86,4	903
Ecart-type	130	3,78%	1089	3,8	1173
CV	33,0%	50,2%	23,4%	4,1%	23,2%

L'abri provisoire désigne au sens le plus large, toute forme d'occupation de salle de classe à titre provisoire et /ou précaire.

Le caractère provisoire est lié au titre même de l'occupation (exemple l'emprunt, la location ou le bail etc.), la non-conformité des bâtiments à usage de salle de classe peut être liée aux matériaux de fabrication locaux comme la paille ou le banco. Les abris provisoires sont passés de 11,4% en 2013 à 8,3% en 2014 soit une baisse de 3,1 points de pourcentage. Les programmes comme Fast Track, à travers son volet construction de salles de classe au titre de remplacement d'abris dans les écoles élémentaires, a permis d'atténuer la forte présence d'abris provisoires dans le réseau.

Les proportions de salles de classe sous abris provisoires sont plus importantes à Sédhiou

(26,9%), Ziguinchor (17,8%) et Kédougou (17,4%) et Kolda (13,9 %).

Il existe d'autres programmes de construction pour le remplacement d'abris provisoires comme le Projet d' Amélioration des écoles Primaires (PAEP) de la coopération allemande qui couvre les régions de Kaolack, Kaffrine et Fatick.

En 2014, un total de 9 052 salles de classes a été aménagé pour les adapter aux handicapés. Dans ce lot de salles de classe, les plus importants pourcentages sont rencontrés dans les académies de Kaffrine avec 30,6% et Ziguinchor 27,2%. Les académies de Dakar et Diourbel ont enregistré les plus faibles parts avec respectivement 5,5% et 5,6%.

Poids des abris provisoires et locaux aménagés dans le patrimoine en 2014

IA	Locaux aménagés pour handicapé		Abris provisoires	
	Nbre	%	Nbre	%
IA Dakar	121	5,5	6	0,3
IA Pikine-Guediawaye	161	7,0	41	1,8
IA Rufisque	155	10,5	70	4,7
IA Diourbel	196	5,6	190	5,5
IA Fatick	862	17,2	316	6,3
IA Kaffrine	751	30,6	207	8,4
IA Kaolack	1088	20,6	345	6,5
IA Kedougou	150	12,8	204	17,4
IA Kolda	891	25,9	479	13,9
IA Louga	728	13,9	138	2,6
IA Matam	801	24,3	195	5,9
IA Sedhiou	532	19,6	731	26,9
IA St Louis	403	7,7	459	8,7
IA Tamba	618	19,4	277	8,7
IA Thies	623	8,7	444	6,2
IA Ziguinchor	972	27,2	635	17,8
SENEGAL	9052	15,8	4737	8,3
Moyenne	566	16,0	296	8,9
Min	121	5,5	6	0,3
Max	1088	30,6	731	26,9
EcartType	318	8,0	202	6,7
C V	56,3%	49,7%	68,2%	75,9

Les tables- bancs

Un des indicateurs utilisés pour mesurer l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves est le ratio place assise par élève. Les tables-bancs disponibles dans les écoles sont principalement de deux types : les tables-bancs à deux places et ceux à trois places. Dans la composition, les tables-bancs de deux places s'imposent avec 88,0% loin devant ceux à trois places 11,2% et les autres types avec seulement 0,8%. Par ailleurs, on peut signaler l'existence d'un troisième type dont la forme est très variable.

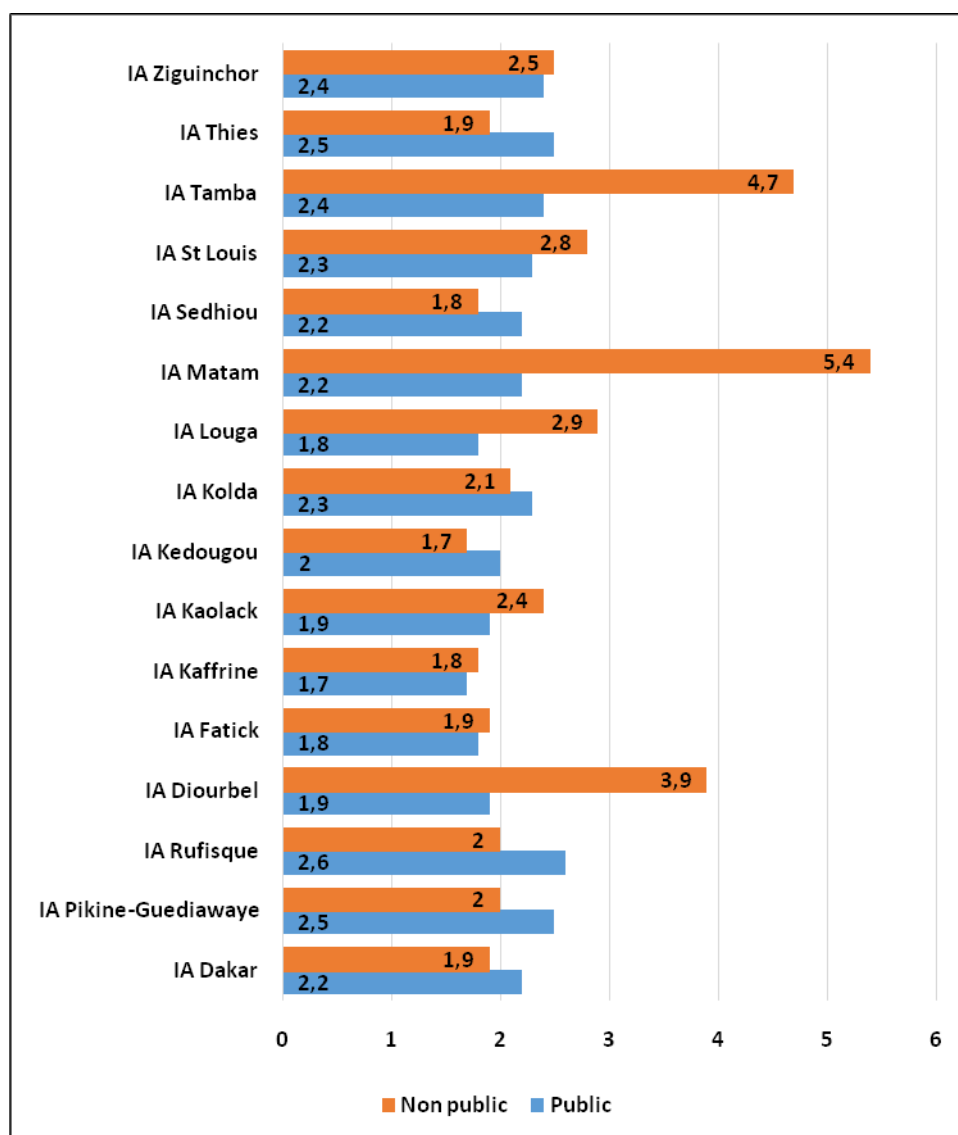
En créant la Direction des Equipements Scolaires (DEqS), le Ministère de l'Education

nationale s'engageait ainsi à fournir suffisamment de tables-bancs aux écoles.

En 2014, on note un surplus de tables-bancs au niveau national, traduit par un ratio place assises par élève (2,2) supérieur à 1.

En d'autres termes, il existe 220 places assises pour 100 élèves (plus de deux places pour un élève), soit une sous-utilisation des tables-bancs. Ce ratio qui était de 0,9 en 2013 a évolué en 2014. Cette situation globale se répète, au niveau du public et du privé, dans toutes les académies, avec des surplus variant de 1,7 à 2,6.

Ratio place assise/élève en 2014



L'organisation pédagogique des classes au niveau du Public

Pour répondre rationnellement à la demande d'éducation, le Gouvernement a mis en place divers modes d'organisation dont les Classes à Double Flux (CDF) et les Classes Multigrades (CMG).

Le premier type de regroupement constitue la principale stratégie pour répondre à la demande croissante d'éducation dans les zones à forte concentration de population. Le deuxième type permet d'offrir un service éducatif complet dans les régions peu peuplées où la structure classique de l'école (un niveau d'études par classe physique) ne permet pas de rationaliser les ressources matérielles et humaines. Ces stratégies ont fortement contribué à l'élargissement de l'accès durant le PDEF. Ce PAQUET-EF qui s'inscrit dans une dynamique d'amélioration de la qualité des apprentissages a opté pour une réduction progressive des classes à double flux considérées comme un obstacle à un enseignement de qualité, compte tenu de la réduction des heures d'apprentissage qu'elles génèrent. Il existe encore des écarts entre les objectifs fixés dans le modèle de simulation du PAQUET-ET et la réalité obtenue dans la répartition du fonctionnement des classes en 2014: 79,8% (objectif), contre 65,88% (existant)

en flux unique ; 6,4% (objectif) contre 6,90% (existant) en double flux et 13,8% (Objectif) contre 27,22% (existant) en multigrade. Ces écarts montrent que des efforts restent encore à consentir pour une meilleure qualité des conditions d'enseignement-apprentissages.

Le résultat est qu'on est encore loin de l'objectif puisque la part du flux unique est de 14 points inférieur à ce qui était attendu.

Aussi, le tableau ci-dessous montre une faible diminution du nombre de classes fonctionnant en double flux (0,3 point) et en CMG (5,1 points) entre 2013 et 2014.

Entre 2013 et 2014, les CDF se sont particulièrement accrues à Diourbel (1,34), Kédougou (0,27), Kolda (0,26), Louga (0,01) et Matam (0,59). Des efforts de réduction du nombre de classes à double flux sont constatés dans les autres régions avec 7,4 points à Dakar, Fatick (1,1), Kaffrine (0,1), Kaolack (0,2), Sédhiou (1,9), St Louis (0,03), Tamba (1,2), Thiès (0,7) et Ziguinchor (1,1). Les plus fortes proportions de classes multigrades sont enregistrées à Kaffrine (47,12%), Kédougou (44,41%), Kolda (41,19%), Tamba (40,72%) et Louga (39,95%).

Répartition des groupes pédagogiques du Public selon le mode de fonctionnement en 2013 et en 2014

Régions	Double flux		Flux unique		Multigrade	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Dakar	15,5%	17,8%	83,3%	80,2%	1,2%	2,0%
Diourbel	4,0%	5,3%	66,1%	64,5%	29,9%	30,1%
Fatick	3,3%	2,3%	65,7%	67,6%	31,0%	30,1%
Kaffrine	0,8%	0,7%	49,1%	51,5%	50,2%	47,8%
Kaolack	8,8%	9,1%	61,4%	63,8%	29,8%	27,0%
Kédougou	0,0%	0,3%	51,0%	54,3%	49,0%	45,4%
Kolda	6,2%	6,6%	49,4%	51,4%	44,4%	42,1%
Louga	0,1%	0,1%	57,3%	57,9%	42,6%	42,0%
Matam	2,3%	2,9%	59,6%	59,6%	38,1%	37,4%
Sédhiou	6,6%	4,9%	69,1%	75,7%	24,4%	19,4%
St Louis	3,4%	3,5%	63,9%	65,4%	32,7%	31,0%
Tamba	8,2%	7,4%	49,2%	49,6%	42,6%	43,0%
Thiès	13,2%	14,4%	72,2%	69,7%	14,6%	15,9%
Ziguinchor	2,8%	1,8%	88,7%	90,5%	8,6%	7,7%
SENEGAL	6,6%	6,9%	65,4%	65,8%	28,0%	27,2%
Moyenne	5,4%	5,5%	63,3%	64,4%	31,4%	30,1%
Min	0,0%	0,1%	49,1%	49,6%	1,2%	2,0%
Max	15,5%	17,8%	88,7%	90,5%	50,2%	47,8%
Ecart Type	4,5%	5,1%	11,8%	11,4%	14,4%	13,8%
CV	84,6%	92,3%	18,7%	17,7%	45,8%	45,9%

La taille moyenne des classes pédagogiques dans le public

Pour la situation de 2014, il ressort que les classes à double flux ne répondent pas aux normes (40-55). La taille moyenne (55) atteint la limite maximale fixée (55).

L'effectif moyen des CDF reste très important dans les régions de Kédougou (91), Matam (90), Kolda (85), Louga (70), Saint-Louis(60) et Fatick (57).

Quant à l'effectif moyen des classes multigrades (27), il est inférieur à la norme (45). C'est particulièrement à Saint- Louis (16), Matam (17), Louga (17) et Kaffrine (18) que l'on a enregistré les niveaux les plus faibles d'effectifs moyens des classes multigrades. Pikine-Guédiawaye se particularise par les plus gros effectifs moyens de CMG (52). Ce phénomène

de classes multigrades à grande taille est assez souvent lié au manque d'enseignants obligeant les Directeurs d'écoles à confier deux classes pédagogiques à un seul maître.

Pour les classes à flux unique, excepté les académies de Pikine-Guédiawaye (54) et Rufisque (52), l'effectif moyen par groupe pédagogique est inférieur à la norme standards de 48 élèves /classe. La région de Kédougou enregistre le plus faible effectif par classe avec 31 élèves. La faiblesse de la taille moyenne des groupes pédagogiques est en partie liée à celle des effectifs de certaines écoles rurales où le potentiel d'enfants à scolariser annuellement est faible.

Taille moyenne des GP dans le public selon le mode de fonctionnement

IA	Double flux	Flux unique	Multigrade	Total général
IA Dakar		46	72	20
IA Pikine-Guédiawaye	52	54	52	21
IA Rufisque	52	52	28	33
IA Diourbel	55	44	24	32
IA Fatick	57	34	20	29
IA Kaffrine	44	34	18	26
IA Kaolack	50	33	20	29
IA Kédougou	91	31	19	25
IA Kolda	85	38	27	36
IA Louga	70	34	17	26
IA Matam	90	38	17	31
IA Sédhiou	56	40	37	39
IA St Louis	60	35	16	29
IA Tamba	51	40	24	32
IA Thiés	52	44	20	36
IA Ziguinchor	52	36	22	32
SENEGAL	55	39	21	30
Moyenne	61	40	27	30
Min	44	31	16	20
Max	91	54	52	39
Ecart-type	14,8	6,5	14,6	5
CV	24,3%	16,5%	54,1%	16,9%

La disponibilité des manuels scolaires dans le public

Les manuels scolaires sont considérés comme un intrant de qualité. Le Ministère de l'Éducation ambitionne de doter tous les élèves d'un livre pour chaque discipline fondamentale, soit deux manuels (Calcul et Lecture) pour les élèves de la première étape (CI-CP) et cinq manuels (Calcul, Lecture, Histoire, Géographie et Sciences d'Observation) pour les élèves des deuxièmes et troisièmes étapes (CE1- CE2 et CM1-CM2).

En 2014, le ratio livres/élève au niveau national est de 1,1 pour la première étape. On constate qu'aucune IA, excepté Dakar (2,6) et Pikine-Guédiawaye (2,0), n'a atteint l'objectif de deux (2) livres par élève. On observe également d'importantes disparités au niveau académique à Rufisque (1,3), Kédougou (1,5), Matam (1,2),

Kaffrine (1,2), Fatick (1,4), Kaolack (1,4) et Ziguinchor (1,2). Les régions de Kolda, Sédhiou, St Louis, Tamba et Thiès, enregistrent des ratios inférieurs à 1.

En lecture, au niveau de la première étape, huit élèves sur dix disposent d'un livre. Les élèves des écoles de Dakar et de Pikine-Guédiawaye semblent être privilégiés quant à la dotation en manuels alors que ceux de Kolda, Sédhiou St Louis et Thiès sont de loin les moins pourvus.

En Calcul, seuls quatre élèves sur dix en disposent. Une situation extrême s'observe à Tamba, Kolda et Thiès avec un ratio de 0,2 manuel de calcul par élève.

Ainsi, les ratios au niveau de la première étape sont encore en deçà des objectifs poursuivis.

Ratio manuels/élève par discipline en 2014 : Première étape (CI-CP)

IA	Calcul	Lecture	calcul et Lecture
IA Dakar	0,7	1,8	2,6
IA Pikine-Guédiawaye	0,7	1,3	2
IA Rufisque	0,3	0,9	1,3
IA Diourbel	0,3	0,8	1,1
IA Fatick	0,4	0,9	1,4
IA Kaffrine	0,3	0,9	1,2
IA Kaolack	0,4	1	1,4
IA Kédougou	0,7	0,8	1,5
IA Kolda	0,2	0,5	0,7
IA Louga	0,4	0,8	1,1
IA Matam	0,4	0,8	1,2
IA Sédhiou	0,3	0,5	0,8
IA St Louis	0,3	0,5	0,8
IA Tamba	0,2	0,6	0,8
IA Thiès	0,2	0,5	0,7
IA Ziguinchor	0,4	0,8	1,2
SENEGAL	0,4	0,8	1,1
Moyenne	0,4	0,8	1,2
CV	0,422	0,392	0,383

Ratio manuels/élève en 2014

Au niveau des deuxième et troisième étapes où les ratios moyens sont respectivement 2,4 et 3,2 : on est encore loin de l'objectif de 5 manuels par élève. La répartition des manuels montre des déficits encore plus importants pour les disciplines d'éveil (Géographie et Histoire). On notera aussi qu'en troisième étape, malgré la préparation des examens et concours, les élèves restent sous-équipés en manuels (3,2).

Globalement, malgré les immenses efforts fournis par le Gouvernement en termes d'acquisition de manuels scolaires, l'objectif en matière de fourniture de manuels scolaires n'est pas encore atteint. Toutefois le ratio semble être affaibli par le fait que certains Directeurs d'écoles n'auraient pris en considération que les livres fournis par l'Etat. L'évaluation de la situation est faite en rapportant le nombre de manuels recensés pour les disciplines fondamentales, au nombre d'élèves pour les années d'études concernées.

Ratio manuels/élève par discipline : deuxième étape en 2014 (CE1-CE2)

IA	Calcul	Lecture	Géographie	Histoire	Sciences Observation	Total général
IA Dakar	1,1	1	0,4	0,6	0,9	4
IA Pikine-Guediawaye	1	1	0,4	0,5	0,8	3,7
IA Rufisque	0,6	0,5	0,2	0,4	0,6	2,4
IA Diourbel	0,8	0,6	0,1	0,4	0,6	2,5
IA Fatick	0,8	0,5	0,2	0,7	0,7	3
IA Kaffrine	0,6	0,6	0,2	0,4	0,5	2,2
IA Kaolack	0,7	0,5	0,1	0,4	0,6	2,4
IA Kédougou	0,7	0,6	0,2	0,3	0,4	2,2
IA Kolda	0,4	0,3	0,1	0,3	0,3	1,3
IA Louga	0,8	0,7	0,2	0,5	0,8	3
IA Matam	0,8	0,7	0,1	0,4	0,6	2,6
IA Sédhiou	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	1,3
IA St Louis	0,7	0,4	0,2	0,5	0,7	2,5
IA Tamba	0,4	0,3	0,1	0,3	0,4	1,5
IA Thiés	0,6	0,4	0,2	0,3	0,4	1,9
IA Ziguinchor	0,7	0,5	0,2	0,3	0,5	2,4
SENEGAL	0,7	0,5	0,2	0,4	0,6	2,4
Moyenne	1	1	0	0	1	2
Min	0,4	0,3	0,1	0,2	0,2	1,3
Max	1,1	1	0,4	0,7	0,9	4
Ecart-type	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,7
C V	27,4%	35,6%	45,0%	33,2%	34,0%	30,2%

Ratio manuels/élève par discipline : troisième en 2013 (CM1-CM2)

IA	Calcul	Lecture	Géographie	Histoire	Sciences	Total général
IA Dakar	1,4	1,4	0,6	0,9	1,1	5,5
IA Pikine-Guédiawaye	1,3	1,4	0,5	0,7	0,9	4,8
IA Rufisque	0,8	0,9	0,2	0,5	0,8	3,3
IA Diourbel	0,9	1	0,2	0,5	0,8	3,4
IA Fatick	1	1	0,3	0,9	1	4,1
IA Kaffrine	0,9	1	0,3	0,5	0,6	3,3
IA Kaolack	0,8	0,9	0,2	0,5	0,8	3,1
IA Kedougou	0,7	0,7	0,2	0,3	0,4	2,4
IA Kolda	0,3	0,4	0,1	0,3	0,3	1,6
IA Louga	1,1	1,2	0,2	0,7	0,9	4,1
IA Matam	0,9	0,9	0,1	0,4	0,8	3,1
IA Sedhiou	0,6	0,6	0,2	0,2	0,2	1,9
IA St Louis	0,8	0,8	0,2	0,6	0,8	3,1
IA Tamba	0,4	0,5	0,1	0,4	0,4	1,8
IA Thiès	0,7	0,7	0,2	0,4	0,5	2,6
IA Ziguinchor	0,8	0,9	0,3	0,4	0,6	3,1
SENEGAL	0,8	0,9	0,2	0,5	0,7	3,2
Moyenne	1	1	0	1	1	3
Min	0,3	0,4	0,1	0,2	0,2	1,6
Max	1,4	1,4	0,6	0,9	1,1	5,5
EcartType	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	1
C V	32,1%	31,0%	50,8%	37,0%	35,4%	32,3%

Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant

Pour répondre à la demande d'éducation de plus en plus importante et au développement fulgurant du sous-secteur de l'enseignement élémentaire, le Gouvernement a opté pour le recrutement de contractuels afin de subvenir aux besoins en enseignants. Ainsi une importante évolution a été notée aussi bien en termes de nombre que de genre.

Entre 2010 et 2014, la part des femmes dans le personnel enseignant est passée de 30,6% à 32,4%. En 2014, pour le privé le pourcentage des enseignantes est de 39,5% alors qu'il n'est que de 30,6% pour le public.

Dans l'ensemble, le corps enseignant est plus féminisé dans le privé que dans le public mais on est encore loin de la parité recherchée. On peut constater une évolution constante du pourcentage de femmes dans le personnel enseignant depuis 2010.

La forte présence des femmes dans les écoles publiques et privées s'observe davantage dans les IA de Rufisque, Dakar, Pikine-Guediawaye, Thiès et Saint-Louis. Ce sont dans les régions méridionales de Sédhiou, Kolda et Kédougou que l'on enregistre le moins d'enseignantes.

Pourcentage de femmes dans le personnel enseignant

IA	Public		Privé		Global	
	Total enseignant	% Femmes	Total enseignant	% Femmes	Total enseignant	% Femmes
IA Dakar	2 448	57,9%	3 449	42,4%	5 897	48,9%
IA Pikine-Guédiawaye	2 262	54,2%	4 188	40,4%	6 450	45,2%
IA Rufisque	1 395	49,9%	866	47,8%	2 261	49,1%
IA Diourbel	2 949	31,3%	736	25,5%	3 685	30,1%
IA Fatick	3 804	26,0%	222	34,7%	4 026	26,5%
IA Kaffrine	1 868	25,9%	41	34,1%	1 909	26,1%
IA Kaolack	4 551	26,8%	429	42,7%	4 980	28,2%
IA Kédougou	967	16,8%	27	22,2%	994	16,9%
IA Kolda	2 802	18,3%	78	30,8%	2 880	18,6%
IA Louga	3 674	31,0%	248	26,2%	3 922	30,7%
IA Matam	2 236	21,8%	55	16,4%	2 291	21,6%
IA Sédhiou	2 256	13,4%	83	24,1%	2 339	13,8%
IA St Louis	4 217	34,9%	163	45,4%	4 380	35,3%
IA Tamba	2 259	20,9%	158	20,9%	2 417	20,9%
IA Thiès	6 766	36,1%	1 256	41,2%	8 022	36,9%
IA Ziguinchor	2 985	18,9%	342	28,4%	3 327	19,9%
Total général	47 439	30,6%	12 341	39,5%	59 780	32,4%
Moyenne	2 965	30,3%	771	32,7%	3 736	29,3%
Min	967	13,4%	27	16,4%	994	13,8%
Max	6 766	57,9%	4 188	47,8%	8 022	49,1%
EcartType	1 362,9	13,1%	1205,9	9,4%	1806,2	10,8%
C V	46,0%	43,1%	156,3%	28,9%	48,3%	36,9%

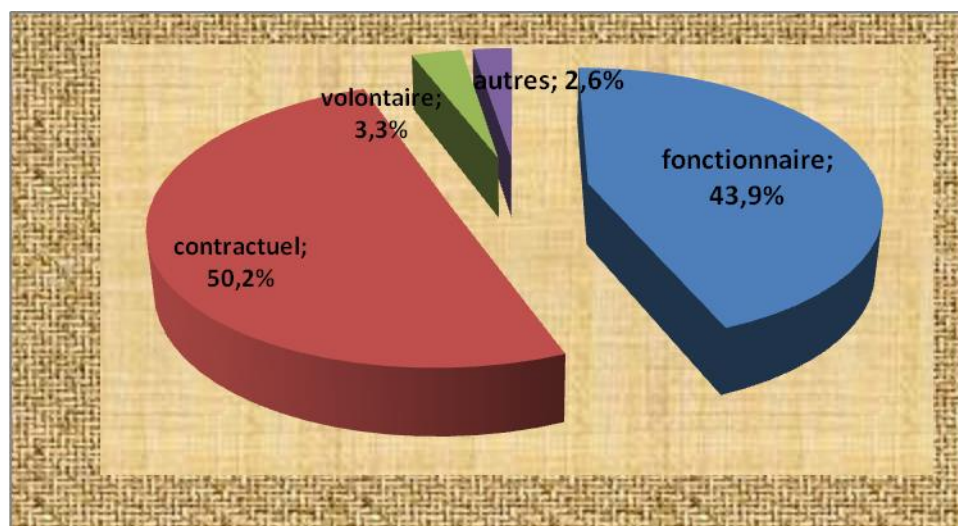
La répartition des enseignants selon le statut et le diplôme académique

En 2014, les maîtres contractuels et volontaires constituent la majorité des enseignants du Public avec 53,5% de l'effectif total des enseignants de l'Elémentaire public. Les fonctionnaires ne représentaient que 43,9% de ces enseignants. Il convient d'examiner le niveau de qualification de ces enseignants. Au Sénégal, les qualifications exigées des enseignants de l'élémentaire sont spécifiées: une formation générale correspondant au niveau d'études du BAC (à partir de 2011) et une formation pédagogique d'un an débouchant sur l'obtention d'un Certificat d'Aptitude Pédagogique (CAP).

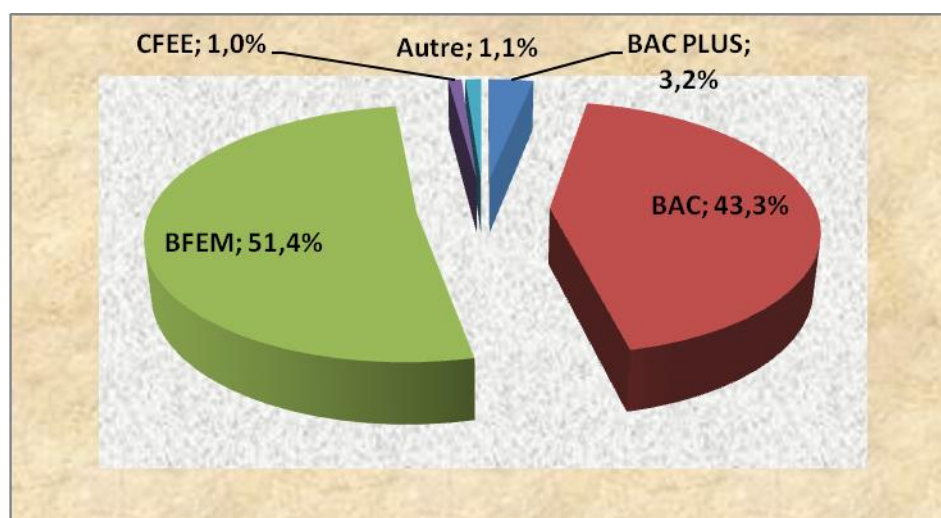
Les titulaires du BFEM du Public (recrutés avant 2011 avec ce diplôme) sont plus nombreux (51,4%) contre (43,3%) pour les bacheliers.

Aujourd'hui, beaucoup d'enseignants de l'élémentaire sont titulaires d'un diplôme académique de l'enseignement supérieur. Les titulaires d'un diplôme de 1^{er} et 2nd cycles (DEUG2, Licence et Maîtrise/Master) représentent 3,02% des enseignants. Cette situation montre que le niveau académique des enseignants est en train de subir des mutations profondes qu'il importe d'accompagner par une formation professionnelle de qualité.

Répartition des enseignants des écoles publiques selon le statut en 2014



Répartition des enseignants du public selon le diplôme académique en 2014



La répartition des enseignants par région selon le diplôme professionnel

En 2014 le diplôme professionnel a pu être déterminé pour 70% des enseignants du primaire. Au niveau du Public, il a pu être identifié pour 83,1% d'entre eux et pour le Privé 19,6%. Au niveau national, parmi les diplômés identifiés, les 39% possèdent le CEAP et les 31% le CAP. Pour le Public ils sont 46,4% à avoir le CEAP et 36,7% le CAP. Dans le Privé 10,4% ont le CEAP et 9,2% le CAP.

Au niveau national, à l'exception des IA de Dakar (46,9%) et de Pikine-Guédiawaye (39,1%) toutes les académies ont un pourcentage de diplômés professionnels (CAP ou CEAP) qui dépasse 50%. Les parts les plus importantes se retrouvent à Ziguinchor, Kolda et Kaffrine avec respectivement 87,3%, 87,2% et 83,7%.

Au niveau du Public, à Ziguinchor, les titulaires du CAP ou du CEAP représentent 93% des enseignants (le diplôme n'est pas identifié que pour 7% d'entre eux. Ziguinchor est suivie par Rufisque, Kolda St-Louis et Pikine-Guédiawaye avec respectivement 90%, et 89% pour les trois derniers nommés.

Globalement, aussi bien au niveau du Public que du Privé le nombre d'« indéterminé » reste très élevé. Il se pose un problème d'amélioration du système de contrôle des questionnaires remplis par les Directeurs d'écoles et planificateurs. Des efforts doivent être faits pour la formation professionnelle des enseignants surtout ceux du privé dont la plupart n'a pas reçu une formation initiale.

Répartition des enseignants selon le diplôme professionnel en 2014

IA	PUBLIC					NON PUBLIC					Total général
	CAP	CEAP	Autre	Sans diplôme	Total	CAP	CEAP	Autre	Sans diplôme	Total	
IA Dakar	42,2%	32,9%	2,20%	22,60%	2 448	13,0%	13,9%	13,20%	59,90%	3449	5897
IA Pikine-Guediawaye	48,0%	40,8%	0,5%	10,7%	2 262	4,0%	8,3%	6,10%	81,6%	4188	6450
IA Rufisque	53,5%	36,8%	1,0%	8,7%	1 395	6,0%	5,2%	13,90%	74,9%	866	2261
IA Diourbel	38,0%	46,9%	0,4%	14,6%	2 949	3,9%	6,1%	1,60%	88,3%	736	3685
IA Fatick	32,0%	43,1%	0,2%	24,6%	3 804	5,4%	12,2%	12,20%	70,3%	222	4026
IA Kaffrine	18,5%	35,8%	0,6%	45,1%	1 868	17,1%	9,8%	0,00%	73,2%	41	1909
IA Kaolack	31,7%	52,1%	0,6%	15,6%	4 551	15,4%	10,5%	6,80%	67,4%	429	4980
IA Kedougou	23,1%	59,2%	0,0%	17,8%	967	18,5%	11,1%	3,70%	66,7%	27	994
IA Kolda	38,7%	50,5%	0,6%	10,2%	2 802	9,0%	5,1%	15,4%	70,5%	78	2880
IA Louga	29,9%	42,5%	0,5%	27,1%	3 674	14,9%	13,3%	3,2%	68,5%	248	3922
IA Matam	22,1%	63,5%	0,7%	13,6%	2 236	0,0%	3,60%	0,0%	96,4%	55	2291
IA Sedhiou	36,2%	46,1%	0,5%	17,2%	2 256	8,4%	7,20%	3,6%	80,7%	83	2339
IA St Louis	38,2%	50,7%	0,2%	10,9%	4 217	7,4%	3,70%	73,6%	15,3%	163	4380
IA Tamba	26,5%	54,6%	0,5%	18,4%	2 259	7,0%	6,30%	10,8%	75,9%	158	2417
IA Thies	46,5%	42,3%	0,4%	10,7%	6 766	17,5%	13,1%	10,1%	59,2%	1256	8022
IA Ziguinchor	44,3%	49,0%	0,1%	6,6%	2 985	16,1%	18,7%	3,2%	62,0%	342	3327
SENEGAL	36,7%	46,4%	0,5%	16,4%	47 439	9,2%	10,4%	9,7%	70,7%	12 341	59780
Moyenne	35,6%	46,7%	0,6%	17,2%	2 965	10,2%	9,30%	11,1%	69,4%	771	3736
Min	18,5%	32,9%	0,0%	6,6%	967	0,0%	3,60%	0,0%	15,3%	27	994
Max	53,5%	63,5%	2,20%	45,1%	6 766	18,5%	18,7%	73,6%	96,4%	4 188	8022
EcartType	0,1	0,1	0	0,1	1362,9	5,6%	4,1%	16,9%	17,0%	1 206	1806,2
C V	27,3%	17,4%	86,6%	53,4%	46,0%	55,0%	44,8%	152,3%	24,5%	156,3%	48,30%

Les nouveaux inscrits au cours d'initiation (CI)

L'effectif des élèves nouvellement inscrits est calculé à partir des effectifs totaux du cours d'initiation (CI) moins les redoublants. Les résultats du recensement scolaire montrent qu'en 2014, les nouveaux inscrits se chiffrent à 405 951 élèves.

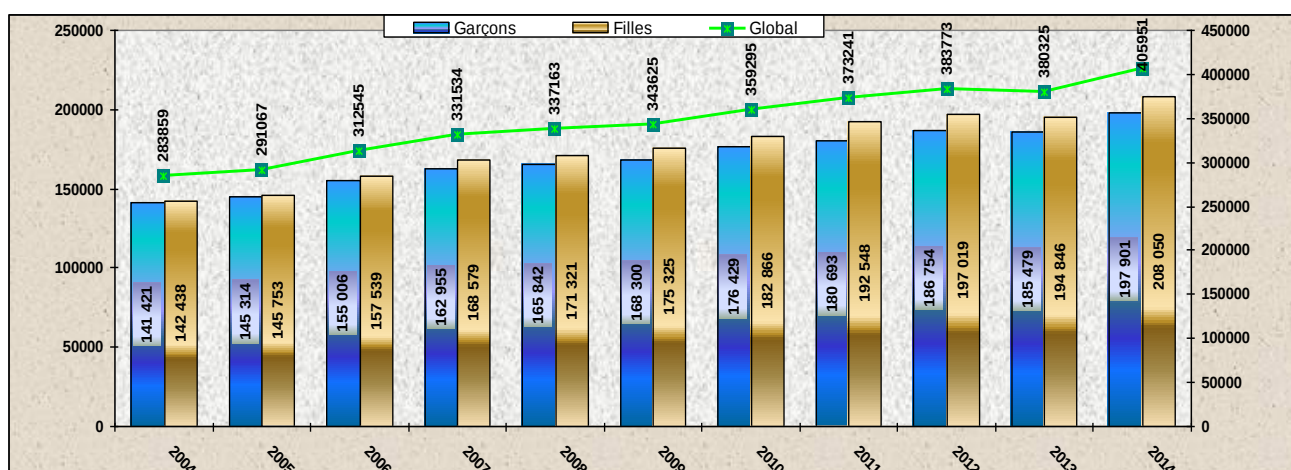
L'examen de l'évolution des nouveaux inscrits, au cours de la période 2004-2014, montre une tendance à l'accroissement avec un TAMA de 3,6%. Entre 2013 et 2014 l'effectif des nouveaux inscrits a augmenté de 6,7%.

La part des filles dans les effectifs nouvellement inscrits au CI est passée de 51,2% en 2013 à 51,3% en 2014 soit une augmentation de 0,1%. Dans neuf régions le

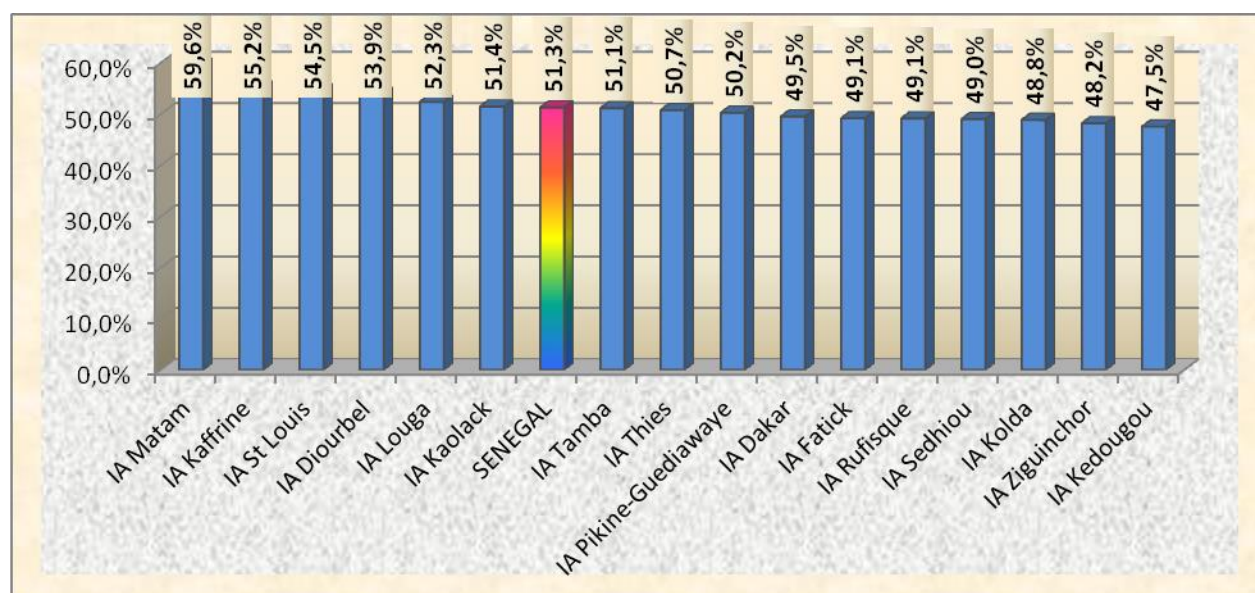
pourcentage de filles est supérieur à 50%. La région de Matam avec 59,6% de filles parmi les nouveaux inscrits au CI arrive en tête. Elle est suivie par celle de Kaffrine avec 55,2%. Les plus faibles pourcentages sont enregistrés dans les académies de Kédougou (47,5%), Ziguinchor (48,2%) et Kolda (48,8%).

Il est à noter que la plus importante part des filles dans les effectifs se trouve dans les régions les moins scolarisées, où la communauté est encore réticente à l'école classique, notamment dans les régions de Diourbel, Kaffrine et Matam. Une frange importante des garçons étant envoyée dans les écoles coraniques.

Évolution des nouveaux inscrits (Public et Privé) de 2004 à 2014



Pourcentage de filles parmi les nouveaux inscrits en 2014

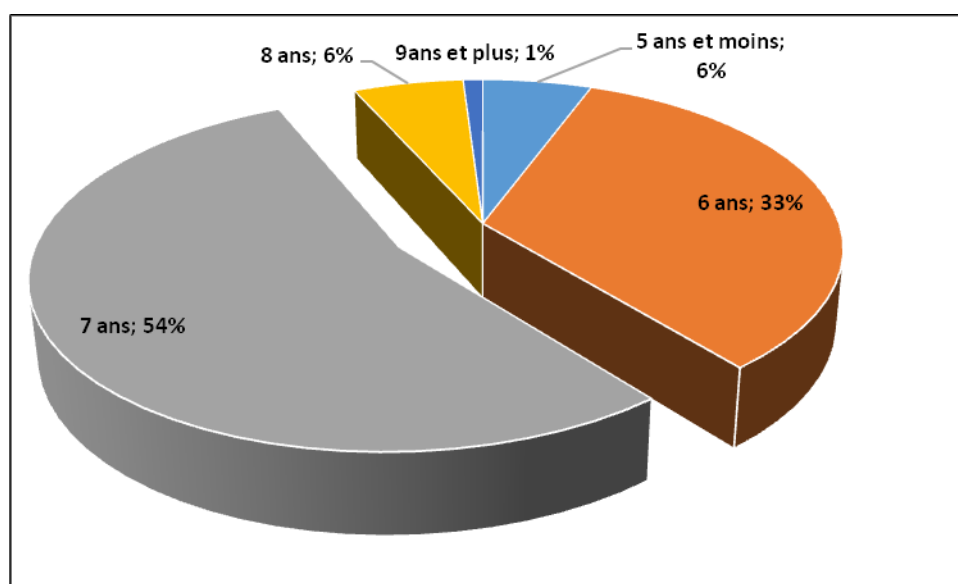


L'examen de la structure par âge des nouveaux entrants, montre une entrée tardive des enfants. En effet, 33% sont âgés de 6 ans, 61% ont entre 7 et 9 ans et ceux âgés de 7 ans représentent 54%. Cette prédominance des enfants âgés de 7 ans et plus par rapport à ceux âgés de 6 ans, âge légal selon la loi 2014,

explique dans une certaine mesure les TBA qui dépassent 100%. Sur le plan régional seules les régions de Dakar et Matam laissent apparaître des effectifs de nouveaux entrants dominés par les âgés de 6 ans. Elles enregistrent respectivement 31612 sur 79234 soit 40% et 10191 sur 16437 soit 62

Structure par âge des nouveaux entrants au CI en 2014

REGIONS	- 5 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	Plus de 8ans
Dakar	1 358	9 411	31 612	29 446	5748	1659
Diourbel	71	621	5 232	25 649	1454	58
Fatick	16	734	8 549	14 671	1212	145
Kaffrine	19	197	3 451	9 622	668	77
Kaolack	245	1 256	8 168	19 333	1893	279
Kédougou	0	18	789	5 350	162	34
Kolda	38	699	8 031	16 738	1260	160
Louga	110	879	8 317	13 100	1054	271
Matam	30	348	10 191	5 090	654	125
Sédhiou	11	229	7 814	11 872	1313	170
St Louis	204	1 865	10 446	13 812	1837	431
Tamba	12	205	4 345	17 023	893	90
Thiès	212	2 785	20 857	28 526	4208	545
Ziguinchor	76	1 206	7 625	10 207	760	75
Total général	2 411	20 504	135 421	220 367	23125	4125
Pourcentage	1%	5%	33%	54%	6%	1%



L'évolution des effectifs scolaires

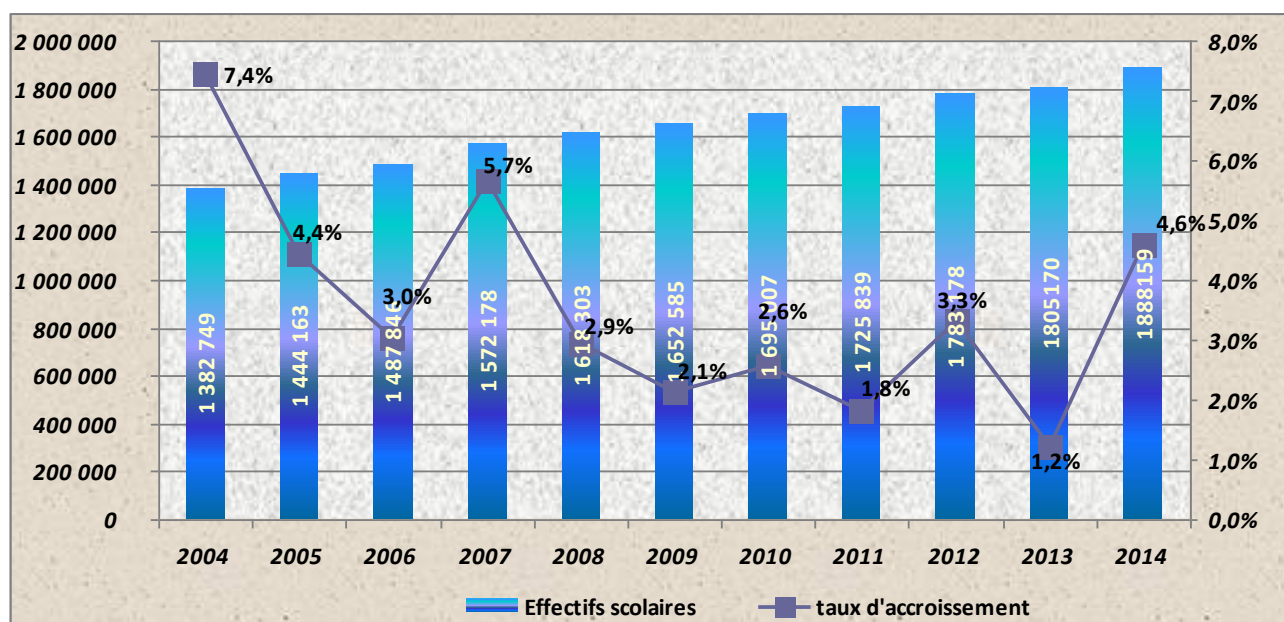
Les effectifs ont régulièrement augmenté entre 2004 et 2014 comme le montre bien le graphique. Les taux de croissance annuels les plus élevés ont été observés en 2004, 2005, 2007 et 2014. Cette situation est due, en partie à une couverture plus exhaustive de la campagne statistique, mais surtout au fait que la période 2003 et 2004 coïncident avec la première phase du PDEF qui avait pour objectif l'élargissement de l'accès. Le ralentissement du rythme d'accroissement constaté à la fin de la première phase s'est

poursuivi au début de la deuxième phase (2005-2007) avant de connaître une hausse de 2,7 points de pourcentage l'année suivante.

Entre 2007 et 2013, le taux d'accroissement n'a guère dépassé 3,5%. L'accélération enregistrée en 2014 résulte d'une meilleure couverture de la campagne statistique.

Depuis 2008, la part des filles dans les effectifs a franchi la barre des 50% et n'a cessé de croître depuis lors, atteignant 51,6% en 2014.

Évolution des effectifs scolaires entre 2004 et 2014



Evolution de la part des filles dans les effectifs de 2004 à 2014



La participation du Privé à l'effort de scolarisation

Dans le cadre de la libéralisation de l'offre d'éducation adoptée par le gouvernement, il est attendu une participation importante du secteur privé pour l'atteinte de l'objectif de la scolarisation pour tous à l'horizon 2015.

En 2014, les élèves inscrits dans les écoles privées représentent 15,1% du total contre 11,9% en 2004. Cette performance est l'aboutissement d'un processus qui a été enclenché depuis 2004 et qui s'est maintenu au cours des dernières années. Il convient de souligner l'importante contribution des écoles franco arabes privées notamment dans les zones où l'école classique avait du mal à s'implanter.

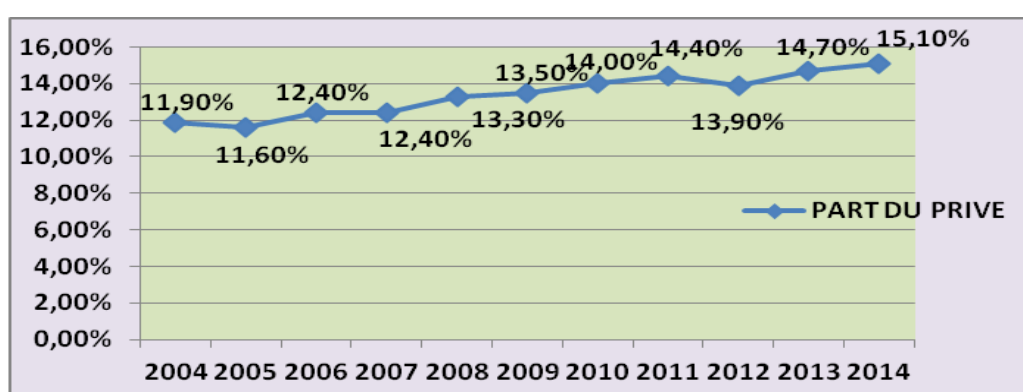
De 2004 à 2014, la part du secteur privé a progressé de 3,2 points de pourcentage. Au niveau académique, Sédhiou (2,4%) connaît le plus faible taux de participation du

privé suivie de Matam et Kédougou (2,7%). Les académies de Dakar (48,2%), Pikine-Guédiawaye (42,8%) et de Diourbel (23,3%) ont enregistré les taux les plus élevés.

Le cas de Diourbel peut s'expliquer par le dynamisme des écoles privées franco arabe qui constituent le moteur du développement du sous-secteur. L'académie de Dakar, classée première du point de vue de la participation du Privé, doit ce rang principalement au dynamisme des écoles privées laïques qui ont pu s'implanter à proximité des populations, dans les zones où le manque de terrain disponible n'a pas permis la construction d'écoles publiques.

En zone urbaine, le privé accueille 25,4% des effectifs alors que pour le public, le taux est de 5,3%.

Evolution de la part du Privé de 2004 à 2014



Les disparités régionales de la participation du Privé selon le milieu en 2014

IA	Rural	Urbain	Total général
IA Dakar	0,00%	48,20%	48,20%
IA Pikine-Guediawaye	0,00%	42,80%	42,80%
IA Rufisque	13,40%	24,20%	21,60%
IA Diourbel	29,20%	9,80%	23,30%
IA Fatick	3,90%	11,50%	5,20%
IA Kaffrine	0,20%	6,10%	1,70%
IA Kaolack	0,80%	14,30%	6,50%
IA Kedougou	0,00%	11,10%	2,70%
IA Kolda	0,00%	9,20%	2,60%
IA Louga	1,90%	15,40%	6,50%
IA Matam	1,30%	6,20%	2,70%
IA Sedhiou	0,60%	9,70%	2,40%
IA St Louis	0,50%	8,10%	4,20%
IA Tamba	3,80%	10,80%	5,90%
IA Thies	6,60%	17,60%	12,10%
IA Ziguinchor	1,60%	19,00%	9,00%
SENEGAL	5,30%	25,40%	15,10%
C V	183,90%	72,50%	113,80%

Les élèves inscrits dans les écoles publiques à cycle complet

En raison de l'impact négatif de la discontinuité de l'offre d'éducation sur l'accès et le maintien des élèves à l'école, le gouvernement ambitionne de fournir un service éducatif complet à tous les enfants en âge scolaire.

Les écoles à cycle incomplet présentent l'inconvénient de ne pas permettre le recrutement annuel des enfants en âge scolaire et n'autorisent pas non plus le redoublement pour les élèves de niveau faible. Cette situation montre l'importance à développer les classes multigrades et les écoles à classe unique notamment dans les régions vastes et peu peuplées où l'offre éducative devra davantage s'adapter aux conditions démographiques.

Ainsi, l'examen de la structure des écoles montre que celle-ci est marquée par une prolifération d'écoles à cycle incomplet (4298 en 2014). Parmi les 1 597 575 élèves du Public recensés en 2014, seules 1 245 161 soit 77,9% ont été accueillis dans des écoles offrant les six

années d'étude. Les écoles à cycle incomplet constituent ainsi 53,7% du réseau scolaire.

En zone urbaine, les écoles à cycle complet représentent 84,3% du réseau. Elles accueillent 93,8% de leurs élèves. En zone rurale, la particularité est la prépondérance des écoles à cycle incomplet (61,3%). Celles qui sont complètes n'accueillent que 66,2% des élèves.

Les académies qui comptent le moins d'enfants inscrits dans les écoles à cycle incomplet sont Rufisque, Pikine-Guédiawaye, Dakar, Thiès et Ziguinchor où les pourcentages sont respectivement de 2,96% ; 3,76% ; 3,83% ; 13,52% et 15,26%.

Nonobstant, les efforts fournis pour compléter les cycles, notamment en termes de construction de classes additionnelles et de réorganisation pédagogique à travers la politique des classes multigrades et des écoles à classe unique, il n'en demeure pas moins que des efforts soutenus devront encore être faits pour atteindre les objectifs fixés dans ce domaine.

Effectifs inscrits dans les écoles selon le cycle (complet/incomplet) en 2014

Zone	Ecole à cycle complet		Ecole à cycle Incomplet		Total	
	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves	Ecoles	Elèves
Rurale	2 587	606 216	4 090	310 149	6 677	916 365
Urbaine	1 119	638 945	208	42 265	1 327	681 210
Total	3 706	1 245 161	4 298	352 414	8 004	1 597 575

Proportion d'élèves inscrits dans des écoles à cycle incomplet en 2014

IA Dakar	3,8%	0,0%	3,8%
IA Pikine-Guediawaye	3,8%	0,0%	3,8%
IA Rufisque	5,1%	7%	2,9%
IA Diourbel	5,6%	31%	46,4%
IA Fatick	15,8%	18%	15,5%
IA Kaffrine	27,0%	58%	93,0%
IA Kaolack	6,1%	24%	20,1%
IA Kedougou	14,2%	58%	13,9%
IA Kolda	5,7%	56%	66,0%
IA Louga	2,1%	46%	29,4%
IA Matam	5,5%	17%	16,9%
IA Sedhiou	10,0%	45%	39,1%
IA St Louis	5,8%	31%	19,4%
IA Tamba	6,5%	60%	44,8%
IA Thies	7,4%	19%	13,5%
IA Ziguinchor	5,7%	21%	15,3%
SENEGAL	6,2%	33,8%	22,1%

L'accès à l'école élémentaire

L'accès à l'école élémentaire est mesuré à partir du taux brut d'admission (TBA) qui indique le nombre d'enfants nouvellement admis au CI, rapporté à la population ayant l'âge légal de fréquenter la première année de l'élémentaire.

Le taux brut d'admission au CI atteint 98,4% en 2014. Celui des filles est partout plus élevé comme en témoigne l'indice de parité qui est partout en leur faveur, excepté à Kédougou, qui par ailleurs, enregistre le plus fort TBA.

Suivent trois autres régions de la Casamance : Ziguinchor, Sédhiou et Kolda et celles abritant de grandes villes : Thiès, Dakar, Fatick. Les forts taux enregistrés dans certaines de ces régions pourraient s'expliquer par le recrutement massif d'enfants n'ayant pas l'âge légal d'entrer au CI. Le problème de l'état civil se pose encore avec acuité.

La région de Kaffrine a le plus faible taux d'admission au CI avec 64,3%.

En 2014, à l'exception des régions de Kédougou et de Ziguinchor, les taux d'admission des filles au CI sont supérieurs à ceux des garçons.

Disparités régionales dans l'accès au CI en 2014

REGIONS	TBA Garçons	TBA Filles	TBA F&G	Indice de parité F/G
DAKAR	106,51%	109,94%	108,19%	1,03
DIOURBEL	61,43%	77,53%	69,17%	1,26
FATICK	101,11%	104,42%	102,71%	1,03
KAFFRINE	56,54%	72,26%	64,26%	1,28
KAOLACK	88,27%	101,62%	94,66%	1,15
KEDOUGOU	139,42%	129,58%	134,57%	0,93
KOLDA	113,58%	114,25%	113,90%	1,01
LOUGA	77,64%	94,48%	85,63%	1,22
MATAM	66,80%	105,35%	85,44%	1,58
SEDHIOU	122,10%	126,95%	124,43%	1,04
St LOUIS	89,15%	115,25%	101,71%	1,29
TAMBA	85,24%	97,90%	91,27%	1,15
THIES	104,86%	114,97%	109,76%	1,10
ZIGUINCHOR	137,71%	135,89%	136,83%	0,99
SENEGAL	92,87%	104,34%	98,42%	1,12

L'intensité de la scolarisation

L'intensité de la scolarisation est mesurée par le Taux Brut de Scolarisation (TBS) qui est le rapport entre les effectifs inscrits (Public et Privé) et la population en âge scolaire. Cet indicateur mesure la capacité du système éducatif à accueillir les enfants scolarisables.

Pour des soucis de conformité à la loi portant « l'obligation scolaire 6-16ans » sur l'âge officiel d'accès à l'éducation, assortie de la nouvelle orientation édictée par la lettre de politique sectorielle et de l'ensemble des documents de pilotage du système éducatif (PAQUET-EF, EDB10, Assises nationales de l'éducation...), le Ministère de l'éducation nationale veut marquer une rupture sur les

tranches d'âges utilisées dans les méthodes de calculs de cet indicateur du système qui est désormais 6-11 ans pour l'Élémentaire définies contrairement à la tranche d'âge 7-12 qui déterminait jusque-là le dénominateur

A cette volonté s'ajoute la disponibilité d'une nouvelle base de données démographiques recueillie au niveau de l'ANSD après le recensement RGPAE de 2013. Ainsi, des variations notoires sont remarquées dans les résultats des TBS obtenus entre l'année scolaire 2013 et 2014 qui ont respectivement 93,0% et 82,6 soit une variation de -10,4.

Cependant l'indice de parité qui détermine la couverture selon le sexe reste toujours en faveur des filles avec 0,04.

Variation du Taux Brut de Scolarisation (TBS) entre 2013 et 2014

Genre	2013	2014	Variation du TBS
TBS Garçons	87,9%	76,7%	-11,2%
TBS Filles	98,4%	89,0%	-9,4%
TBS GF	93,0%	82,6%	-10,4%
Indice de Parité du TBS	1,12	1,16	0,04

En 2014, le système éducatif a enregistré un taux de participation de 82,60%. Ce taux élevé est dû en grande partie aux efforts déployés en termes de scolarisation dans les régions de Ziguinchor (116,1%), Kédougou (110,0%). Les plus faibles taux sont notés dans les régions de Kaffrine (47,5%), Diourbel (52,7%) et Louga (66,3%).

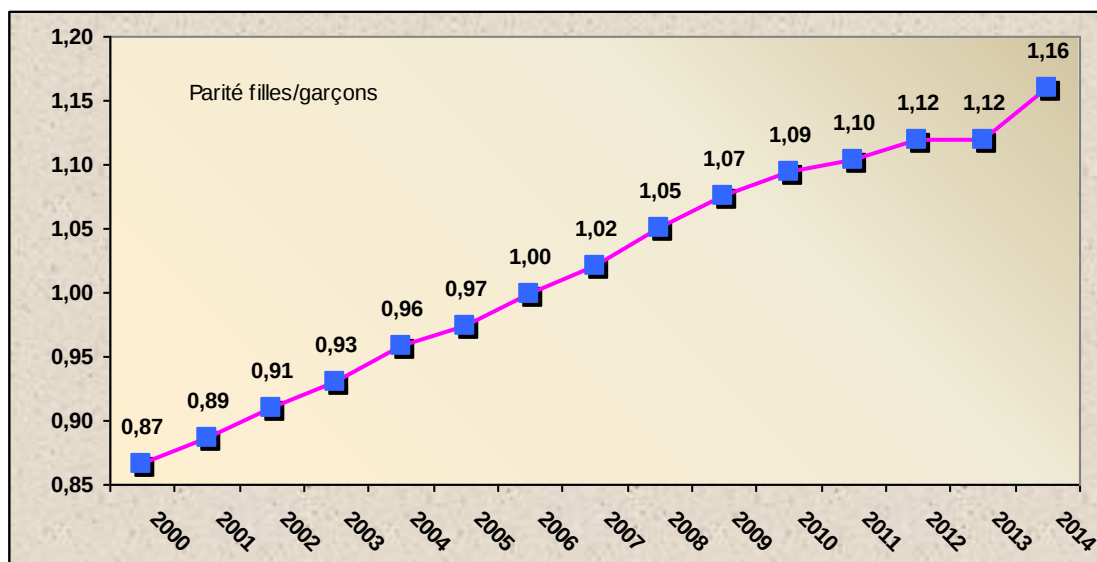
Selon le genre, le TBS des filles (89 %) est supérieur à celui des garçons (76,7%) de 12,3 points. Cet état de fait est le prolongement du phénomène observé depuis 2007, année à

laquelle l'indice de parité qui de tout temps était en faveur des garçons a subi un changement en pour être en faveur des filles avec 1,02. En 2014, il atteint 1,16. Ce changement est lié à l'enrôlement de plus en plus important de filles au CI comme le montre le taux brut d'admission des filles qui depuis 2004 dépasse celui des garçons. Il convient maintenant d'être un peu plus attentif à la scolarisation des garçons dans certaines régions notamment à Matam, Louga, Diourbel

Taux brut de scolarisation par région en 2014

REGIONS	TBS Garçons	TBS Filles	TBS G&F	Indice parité F/G
DAKAR	97,2%	104,1%	100,6%	1,07
DIOURBEL	45,7%	60,5%	52,7%	1,32
FATICK	83,0%	91,7%	87,2%	1,10
KAFFRINE	40,9%	54,5%	47,5%	1,33
KAOLACK	71,8%	86,6%	78,7%	1,21
KEDOUGOU	113,2%	106,6%	110,0%	0,94
KOLDA	87,2%	89,4%	88,3%	1,03
LOUGA	58,9%	74,7%	66,3%	1,27
MATAM	52,2%	86,9%	68,6%	1,66
SEDHIOU	98,3%	101,5%	99,8%	1,03
St LOUIS	72,5%	95,0%	83,2%	1,31
TAMBA	69,5%	78,8%	73,9%	1,13
THIES	88,5%	101,2%	94,6%	1,14
ZIGUINCHOR	115,5%	116,7%	116,1%	1,01
SENEGAL	76,7%	89,0%	82,6%	1,16
Min	40,9%	54,5%	47,5%	0,94
Max	115,5%	116,7%	116,1%	1,66

Réduction des disparités de genre au fil des années



L'efficacité interne du système éducatif

L'efficacité interne permet de savoir ce que sont devenus les élèves qui étaient inscrits dans le système éducatif de l'année précédente. Trois possibilités sont considérées :

- soit ils sont promus en classe supérieure,
- soit ils ont redoublé la classe,
- ou alors ils ont abandonné.

Ces trois cas sont étudiés à partir des indicateurs de flux que sont les taux de promotion, de redoublement et d'abandon. L'application de ces taux à une cohorte théorique permet de calculer le nombre de

survivants de cette cohorte sans redoublement, après un ou deux redoublements et par conséquent de déterminer la capacité de rétention du système.

Le graphique montre que le système éducatif demeure marqué par le taux encore élevé des abandons.

Sur 100 enfants scolarisés en 2013, les données du recensement montrent qu'environ 3,0 redoublent et 7,7 sont sortis du système.

Ces contreperformances montrent qu'on est encore loin des objectifs fixés dans le cadre du PAQUET-EF relatifs aux abandons.

Les flux scolaires selon le sexe en 2013 (Public et Privé)

TAUX	GENRE	CI	CP	CE1	CE2	CM1	CM2	Global
de promotion (%)	Garçons	89,4	92,6	91,2	92,3	84,1	85,8	89,7
	Filles	89,6	92,4	89,7	90,1	81,2	88,4	88,9
	Total	89,5	92,5	90,5	91,3	82,7	87,0	89,3
de redoublement (5%)	Garçons	1,1	4,6	1,7	4,9	1,9	3,7	2,9
	Filles	1,1	4,8	1,8	5,1	2,0	4,8	3,1
	Total	1,1	4,7	1,7	5,0	2,0	4,2	3,0
d'abandon (%)	Garçons	9,5	2,8	7,1	2,8	14,0	10,4	7,4
	Filles	9,3	2,8	8,5	4,7	16,8	6,9	8,0
	Total	9,4	2,8	7,7	3,7	15,3	8,7	7,7

L'analyse de la situation par année d'étude montre que les taux de redoublement ont été fortement maîtrisés comparés à leur valeur en 2000. Ils passent d'environ 1,1% au CI à 5,0% au CE2. Il est plus faible à l'intérieur qu'à la fin des étapes.

Le taux le plus élevé est celui du CE2 avec 5,0%. Il ressort de cette analyse des flux par année d'étude que la directive ministérielle concernant la suppression du redoublement à l'intérieur d'une étape a été appliquée avec plus de rigueur. Des redoublements sont

encore enregistrés dans les classes de CI, CE1 et CM1. Au niveau du CM1, le taux encore élevé pourrait être une conséquence du caractère sélectif du concours d'entrée en sixième.

Les plus forts taux d'abandon sont notés en classe de CM1, CE1 et CI. Les abandons précoces sont en partie favorisés par l'éloignement des écoles en zone rurale ainsi que les cycles incomplets qui ne permettent pas aux élèves faibles de reprendre la classe.

L'analyse régionale met en évidence l'ampleur du redoublement dans les régions de Dakar (3,8%), Diourbel (3,6%), Thiès (3,1%). Ces régions ont un taux de redoublement supérieur à celui du niveau national (3,0%). Pour le taux d'abandon, il s'est établi à 7,7% au niveau national. Six (06) régions sur les quatorze (14) ont un taux d'abandon inférieur à celui du niveau national. Il

s'agit des régions St Louis (6,6%), Thiès (6,6%) Kolda (5,8%), Kédougou (4,3%) et Dakar (2,6%).

Le niveau élevé du taux d'abandon est préoccupant dans les régions de Kaffrine, Tambacounda et Kaolack où il atteint respectivement 15,8%, 14,6%, et 11,3%.

Les flux scolaires par région en 2013

REGIONS	PROMOTION			REDOUBLEMENT			ABANDON		
	Filles	Garçons	TOTAL GF	Filles	Garçons	TOTAL GF	Filles	Garçons	TOTAL GF
DAKAR	94,0%	93,2%	93,6%	3,8%	3,8%	3,8%	2,2%	3,1%	2,6%
Diourbel	86,9%	88,4%	87,6%	3,1%	4,2%	3,6%	9,9%	7,4%	8,8%
Fatick	88,7%	86,5%	87,6%	2,6%	2,8%	2,7%	8,7%	10,7%	9,7%
Kaffrine	81,1%	82,5%	81,7%	2,1%	3,0%	2,5%	16,8%	14,5%	15,8%
Kaolack	86,5%	85,2%	85,8%	2,8%	3,0%	2,9%	10,8%	11,8%	11,3%
Kedougou	93,1%	94,0%	93,5%	2,3%	2,0%	2,1%	4,6%	4,1%	4,3%
Kolda	91,1%	92,4%	91,8%	2,5%	2,4%	2,4%	6,3%	5,2%	5,8%
Louga	85,9%	81,9%	84,0%	2,7%	3,2%	2,9%	11,4%	14,9%	13,1%
Matam	90,3%	86,1%	88,6%	1,8%	3,8%	2,6%	7,9%	10,1%	8,8%
Sedhiou	87,2%	88,3%	87,8%	2,6%	2,4%	2,5%	10,3%	9,3%	9,8%
St Louis	91,9%	90,2%	91,1%	2,0%	2,5%	2,2%	6,1%	7,3%	6,6%
Tamba	83,1%	83,0%	83,0%	2,3%	2,3%	2,3%	14,6%	14,7%	14,6%
Thies	90,8%	89,7%	90,3%	3,1%	3,1%	3,1%	6,0%	7,2%	6,6%
Ziguinchor	90,3%	89,3%	89,8%	2,9%	2,9%	2,9%	6,8%	7,7%	7,3%
Sénégal	89,7%	88,9%	89,3%	2,9%	3,1%	3,0%	7,4%	8,0%	7,7%
C V	4,03%	4,28%	4,05%	19,30%	20,75%	17,22%	42,91%	40,69%	40,99%

Avec les taux actuels de promotion, de redoublement et d'abandon, pour une promotion de 100 élèves inscrits au CI, seuls 89 atteignent la dernière année d'études. Il montre aussi que les filles (89,7%) sont légèrement plus performantes (88,9%) les garçons de seulement 0,8point. En effet, les séries des taux de promotion et de redoublement sont plus homogènes (CV inférieur à 5%) que celles des taux d'abandon (CV 40,99%).

On constate que les niveaux de CM1 (15,3%), CI (9,4%), CM2 (8,7%) enregistrent les plus fort taux d'abandon. Cependant, même si les autres niveaux ont les faibles taux, l'abandon reste encore élevé pour un plus d'efficacité du système.

La réalisation de la scolarisation universelle impliquant une utilisation efficace des ressources, des mesures hardies doivent être prises, dans le sens d'une réduction drastique de la déperdition scolaire.

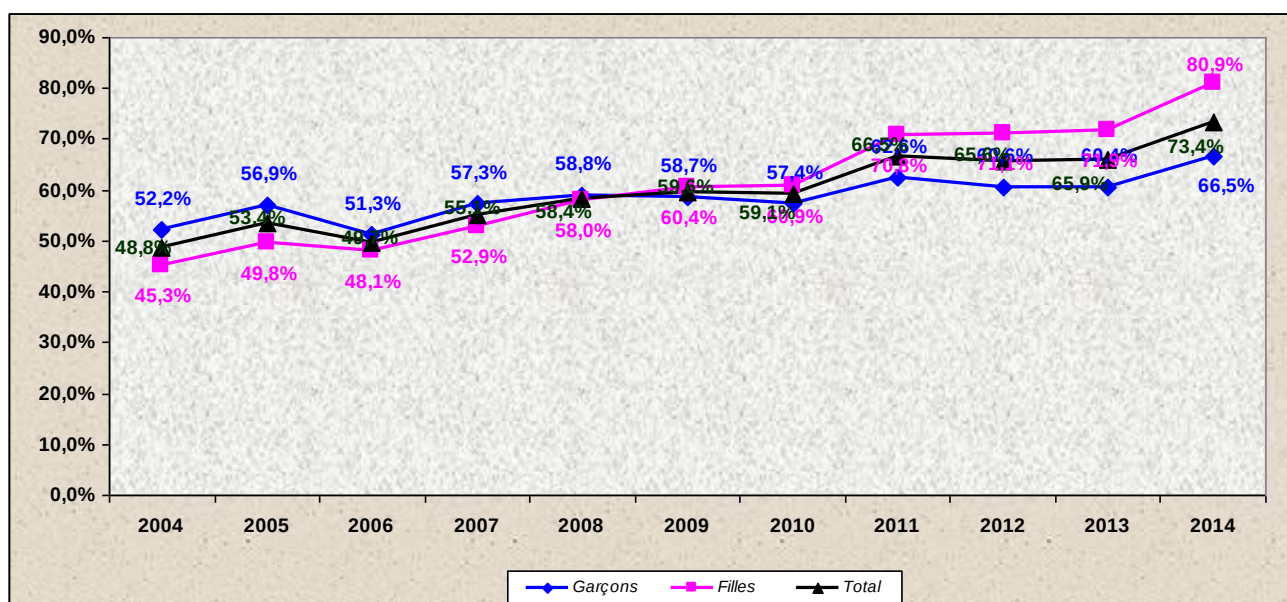
L'achèvement du cycle élémentaire

La scolarisation universelle telle que définie dans la nouvelle lettre de politique sectorielle vise l'achèvement de cycle élémentaire. Le Sénégal s'est fixé comme objectif à l'horizon 2020 l'atteinte d'un taux d'achèvement de 100%.

Pour l'année scolaire 2014, le taux d'achèvement s'établit à 73,4%. Cette importante progression par rapport à l'année dernière est liée en partie au changement opérés concernant les données démographie, notamment l'utilisation des résultats du dernier recensement, et la référence faite à la population de 11 ans en lieu et place de celle âgée de 12 ans utilisée jusqu'ici. Avec ce rythme

d'accroissement la progression pour l'atteinte de l'objectif de la scolarisation primaire universelle à l'horizon voulu (2020) est engagée. Cependant, pour une réalisation effective il faudrait alors s'appuyer sur deux leviers à savoir : l'augmentation de l'admission en première année d'études, mais surtout l'amélioration de la qualité des enseignements apprentissages afin de permettre aux élèves qui accèdent au système éducatif, de poursuivre leurs études jusqu'à termes. Il faudra également veiller sur la réduction des abandons constatés au niveau des premières années des étapes du cycle élémentaire, notamment au CI, CE1 et CM1.

Evolution du taux d'achèvement du primaire entre 2004 et 2014



Le tableau ci-dessous, montre que le taux d'achèvement global qui est de 73,4%, dépassant ainsi l'objectif de 68% visé en 2014. Néanmoins on remarque la forte hétérogénéité du taux d'achèvement selon les régions. En effet, il existe des régions qui sont toujours à la traîne du fait de leurs taux situés en deçà de la valeur 68% visée.

Les régions de Kédougou (113,5%), Ziguinchor (88,4%) et Sédhiou (83,5%) dépassent cet

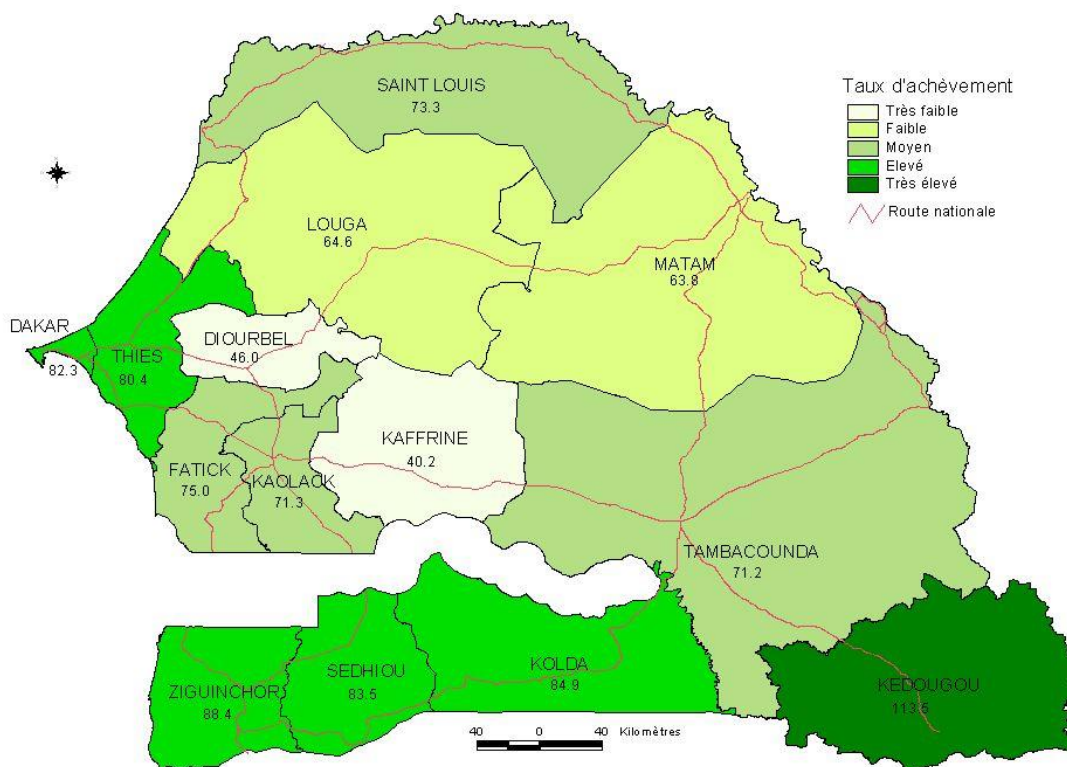
objectif. Les régions de Kaffrine (40,2%), Diourbel (46,0), Matam (63,8%) et Louga (64,6%) en sont encore loin. L'écart s'avère ainsi significatif entre régions en termes de taux d'achèvement.

Au niveau des régions, les filles achèvent mieux que les garçons sauf à Kédougou et Sédhiou où le taux d'achèvement des garçons dépasse celui des filles.

Taux d'achèvement par région en 2014

Régions	TAP Garçons	TAP Filles	TAP F&G
DAKAR	77,3%	87,4%	82,3%
DIOURBEL	39,5%	53,5%	46,0%
FATICK	65,8%	85,2%	75,0%
KAFFRINE	33,9%	47,0%	40,2%
KAOLACK	62,5%	81,3%	71,3%
KEDOUGOU	116,9%	109,9%	113,5%
KOLDA	82,7%	87,3%	84,9%
LOUGA	55,7%	75,1%	64,6%
MATAM	45,7%	83,4%	63,8%
SEDHIOU	84,7%	82,0%	83,5%
St LOUIS	62,2%	85,6%	73,3%
TAMBA	67,1%	75,6%	71,2%
THIES	72,1%	89,5%	80,4%
ZIGUINCHOR	86,9%	90,0%	88,4%
SENEGAL	66,5%	80,9%	73,4%
Min	33,9%	47,0%	40,2%
Max	116,9%	109,9%	113,5%
EcartType	20,8%	14,8%	17,4%
C V	31,5%	18,5%	24,0%

DISPARITES REGIONALES DU TAUX D'ACHEVEMENT A L'ELEMENTAIRE EN 2014



Les résultats du Certificat de Fin d'Études Élémentaires (CFEE)

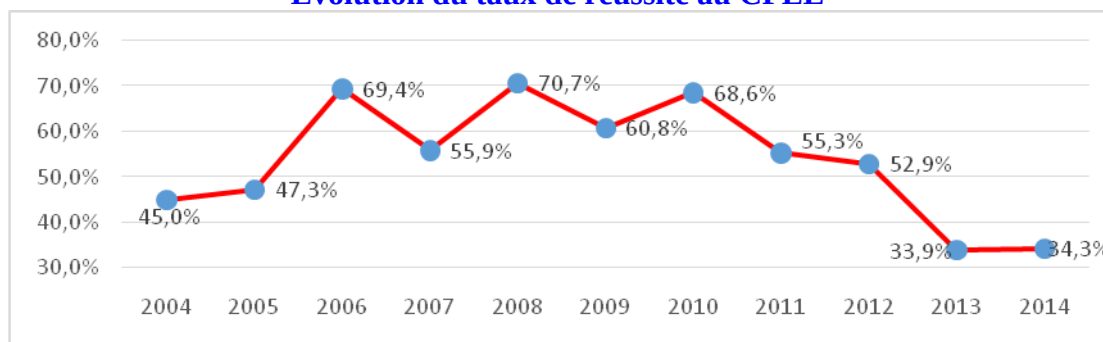
Les résultats du Certificat de Fin d'Études Élémentaires, entre 2004 et 2014, montrent d'importantes variations dans le temps comme l'illustre l'allure en dents de scie de la courbe. La courbe qui, croît entre 2004 et 2006, après un repli, culmine à 69,4% en 2006 avant de tomber à 55,9% en 2007 et enfin remonter en 2014 à 34,31%.

L'année 2014 se caractérise par une petite hausse (d'environ 0,41 points) du taux de réussite par rapport à l'année précédente. Les taux de 2013(33,9%) et de 2014 (34,31%) sont les niveaux les plus faibles depuis 2000. Cette légère hausse de 2014 par rapport à 2013 résulte

d'une maîtrise progressive de l'APC. Néanmoins le taux de réussite est supérieur à celui du niveau national dans cinq académies sur les seize. Le meilleur score est obtenu à Dakar avec un taux de 58,46%. Le taux le plus faible est enregistré dans la région de Sédhiou (15,70%) suivi de très près par Tamba (19,33%).

Au niveau national, le taux de réussite des filles est dominé par celui des garçons de 2,75% et est partout inférieur à celui des garçons sauf dans les académies de Dakar et Ziguinchor. Cette situation atteste la nécessité de l'adoption de mesures pour corriger ce déséquilibre.

Evolution du taux de réussite au CFEE



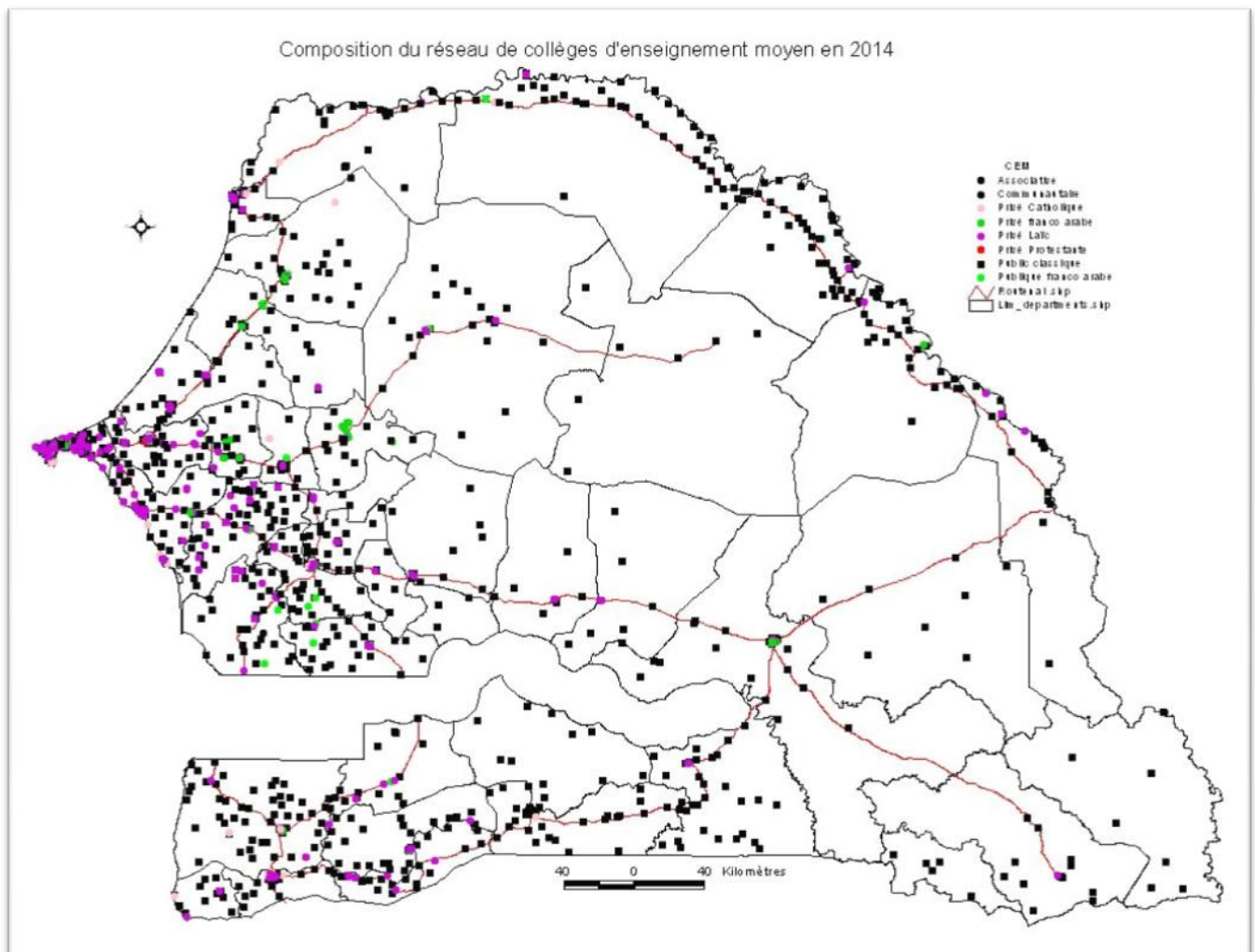
Répartition du taux de réussite au CFEE en 2014

IA	Présents			Admis			Taux de réussite		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	8560	9 647	18 207	4 913	5731	10 644	57,4	59,4	58,5
Pikine-Gué	11220	13 351	24 571	5 237	6141	11 378	46,7	46,0	46,3
Rufisque	4528	5 242	9 770	1 601	1871	3 472	35,4	35,7	35,5
Diourbel	5538	6 866	12 404	1 922	1988	3 910	34,7	28,9	31,5
Fatick	7520	9 000	16 520	2 010	2094	4 104	26,7	23,3	24,8
Kaffrine	2480	3 085	5 565	618	619	1 237	24,9	20,1	22,3
Kaolack	9213	11 015	20 228	3 214	3318	6 532	34,9	30,1	32,3
Kédougou	1954	1 612	3 566	857	597	1 454	43,6	37,0	40,8
Kolda	6894	6 619	13 513	1 879	1605	3 484	27,3	24,3	25,8
Louga	5237	6 912	12 149	1 825	2056	3 881	34,8	29,7	31,9
Matam	3341	5 445	8 786	827	1117	1 944	24,7	20,5	22,1
Sédhiou	5627	4 716	10 343	964	660	1 624	17,1	14,	15,7
St Louis	7231	9 631	16 862	2 042	2277	4 319	28,2	23,6	25,6
Tamba	4764	5 087	9 851	971	933	1 904	20,4	18,4	19,3
Thiès	16016	19 479	35 495	6 350	6993	13 343	39,6	35,9	37,6
Ziguinchor	7832	7 551	15 383	3 402	3381	6 783	43,4	44,8	44,1
Sénégal	107 955	125 258	233 213	38 632	41 381	80 013	35,8	33,0	34,3

Source : DEXCO



ENSEIGNEMENT MOYEN



La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle est constituée de la tranche d'âge de la population globale âgée de 12 à 15 ans.

La population de cette tranche d'âge recensée en 2013 s'élève à 1 373 035 individus parmi lesquels 48,3% sont de sexe féminin. L'académie de Thiès concentre la plus forte population, suivie de Diourbel et Pikine Guédiawaye.

La part des filles dans la population scolarisable se situe à 48,3% en 2013, toutefois elle est

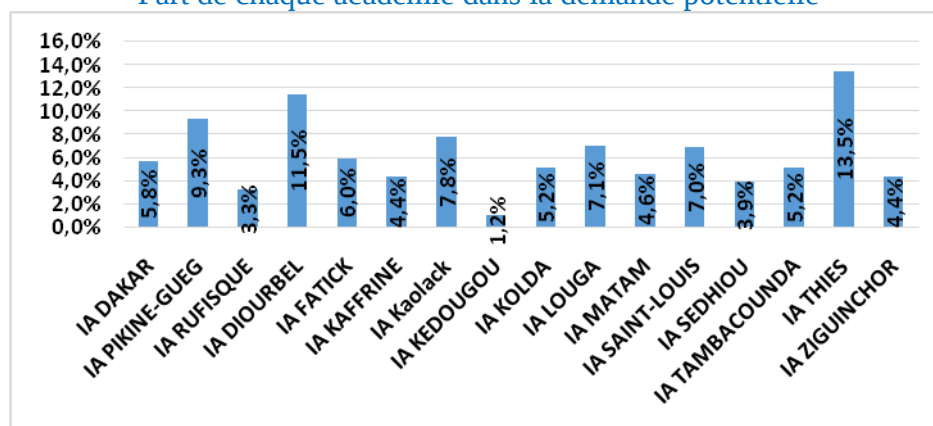
supérieure à 50% dans deux académies (Dakar et Pikine-Guédiawaye). Les plus faibles proportion de filles s'observent à Sédhiou (45,9%) et Kédougou (46%) .

Etant donné qu'il y a moins de filles que de garçons dans cette tranche d'âge , on devrait s'attendre à ce qu'il y ait plus d'élèves de sexe masculin que de sexe féminin.

Répartition de la demande potentielle en 2014

Académie	12 ans		13 ans		14 ans		15 ans		12-15 ans	
	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles	Total	Filles
IA DAKAR	18699	50,9%	21119	51,5%	18822	52,2%	20605	53,0%	79245	51,9%
IA PIKINE-GUEG	30430	49,3%	35485	50,7%	30293	50,9%	31863	51,5%	128071	50,6%
IA RUFISQUE	11296	49,0%	12379	49,6%	10359	49,5%	10686	49,5%	44720	49,4%
IA DIOURBEL	38133	46,3%	41785	48,7%	32519	49,2%	45328	49,5%	157765	48,5%
IA FATICK	21050	47,9%	22305	47,6%	18763	47,6%	20342	47,4%	82460	47,6%
IA KAFFRINE	15855	47,6%	14397	48,9%	12469	48,6%	17258	47,4%	59979	48,1%
IA Kaolack	27698	46,5%	28154	48,1%	23513	49,0%	28196	48,0%	107561	47,9%
IA KEDOUGOU	3947	46,0%	4173	46,8%	3786	46,4%	3884	44,9%	15790	46,0%
IA KOLDA	18764	48,2%	18864	48,6%	16396	48,5%	17518	46,7%	71542	48,0%
IA LOUGA	24089	45,0%	24907	46,5%	21370	47,2%	26459	48,6%	96825	46,9%
IA MATAM	16710	45,9%	16000	47,5%	15183	47,3%	15510	49,3%	63403	47,4%
IA SAINT-LOUIS	23396	46,9%	25757	48,6%	22158	48,5%	24125	50,0%	95436	48,5%
IA SEDHIOU	13900	46,3%	14047	46,7%	12704	46,1%	13270	44,3%	53921	45,9%
IA TAMBACOUNDA	18605	47,7%	18380	48,8%	16783	48,8%	17653	47,4%	71421	48,2%
IA THIES	45235	47,1%	51256	48,6%	42212	48,1%	46301	47,8%	185004	47,9%
IA ZIGUINCHOR	14327	46,6%	16624	47,2%	14257	47,6%	14684	45,7%	59892	46,8%
Total général	342134	47,3%	365632	48,6%	311587	48,7%	353682	48,6%	1373035	48,3%

Part de chaque académie dans la demande potentielle



L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Moyen

Le réseau d'établissements d'enseignement moyen s'est progressivement densifié entre 2010 (1168) et 2014 (1775) avec une augmentation globale de 607 établissements abritant un premier cycle du secondaire, soit un accroissement global de 11,0%. Cette évolution positive est notée dans les deux zones rurale (336) et urbaine (271) avec une avance de 65 établissements en zone rurale par contre elle est plus marquée dans les établissements publics

qui ont connu une augmentation de 408 unités dont la plupart sont des collèges de proximité créés dans le cadre du PDEF.

On note une forte concentration de ces établissements dans la zone rurale avec 92,2% en 2014. Cette part prépondérante est due à la forte poussée des établissements du public, particulièrement dans les régions de Kaffrine ; Kaolack ; Kédougou ; Kolda ; Matam et Tamba. Ces dernières ont 100% de leur réseau d'établissements abritant le premier cycle du secondaire constitué par le public.

Evolution du nombre d'établissements abritant le premier cycle du Secondaire

Zone	Rurale			Urbaine			Ensemble		
Statut	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total	Privé	Public	Total
Année 2010	26	444	470	393	305	698	419	749	1168
Année 2011	76	495	571	385	417	802	461	912	1373
Année 2012	37	655	692	443	407	850	480	1062	1542
Année 2013	50	712	762	508	390	898	558	1102	1660
Année 2014	63	743	806	555	414	969	618	1157	1775
Ecart 2014- 2010	37	299	336	162	109	271	199	408	607

Répartition régionale des établissements abritant un premier cycle du secondaire en 2014

IA	Rural		Urbain		Total	
	Total	%Public	Total	%Public	Total	%Public
Dakar	0	0,0%	162	28,4%	162	28,4%
Pikine-Gued	0	0,0%	194	20,6%	194	20,6%
Rufisque	15	53,3%	52	38,5%	67	41,8%
Diourbel	44	70,4%	33	51,5%	77	62,3%
Fatick	102	82,4%	31	48,4%	133	74,4%
Kaffrine	22	100,0%	18	72,2%	40	87,5%
Kaolack	72	100,0%	63	53,9%	135	78,5%
Kédougou	27	100,0%	8	87,5%	35	97,1%
Kolda	58	100,0%	33	66,7%	91	87,9%
Louga	61	96,7%	42	57,1%	103	80,6%
Matam	64	100,0%	18	77,8%	82	95,1%
Sédhiou	60	95,0%	26	50,0%	86	81,4%
St-Louis	64	96,9%	61	77,1%	125	87,2%
Tamba	39	100,0%	33	57,6%	72	80,6%
Thiès	91	87,9%	143	40,6%	234	58,9%
Ziguinchor	87	92,0%	52	48,1%	139	75,5%
Sénégal	806	92,2%	969	43,4%	1775	65,2%
Moyenne	50	80%	61	55%	111	71%
Min	0	0	8	21%	35	21%
Max	102	1	194	88%	234	97%
Ecart Type	31	0	55	18%	54	23%
CV	61,9%	42,3%	91,6%	33,4%	48,8%	32,3%

Evolution de l'accès à l'Enseignement Moyen

L'accès à l'Enseignement Moyen est déterminé sur la base du taux de transition qui détermine la proportion d'élèves de la classe de CM2 de l'année précédente qui passe en classe de sixième des collèges l'année suivante. Cette proportion a connu un accroissement progressif entre 2003/2004 et 2013/2014 en passant de 46,3% à 87,0% soit un accroissement de 40,7 points de pourcentage en dix ans et un TAMA de 6,5%. Le taux de transition a connu une légère baisse de 1,8% entre 2012/2013 et 2013/2014. Il est noté sur toute la période, l'écart filles-garçons en faveur des garçons. Cet écart passe de 3,9 points de pourcentage en 2003/2004 à 2,6 en 2013/2014. Au niveau des régions, on constate des disparités marquées.

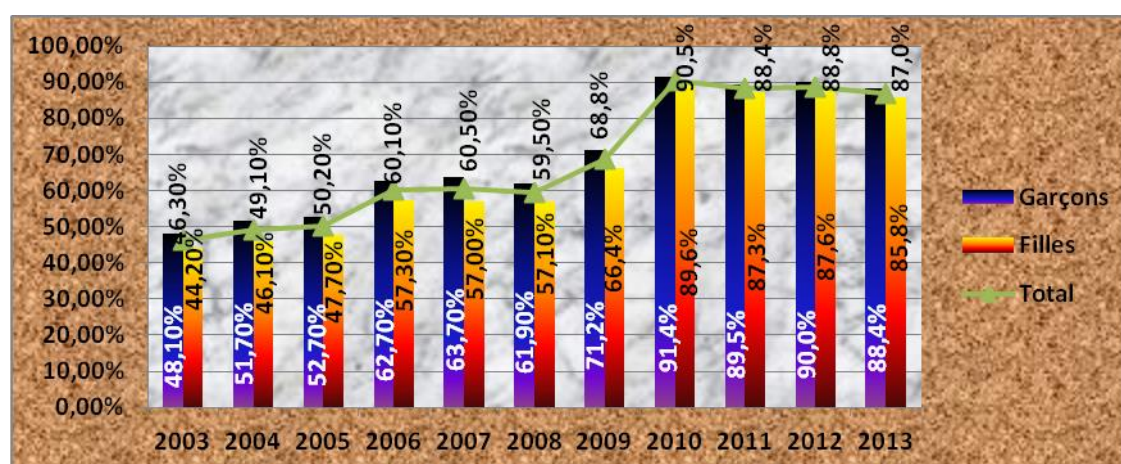
Les plus forts taux sont enregistrés à Dakar, Ziguinchor, Thiès, Saint-Louis, et Kaolack avec respectivement 97,0%, 92,0%, 90,7%, 89,3% et 89,2%.

Les plus faibles taux se retrouvent dans les régions de, Tamba, Kolda, Kédougou et Kaffrine avec dans l'ordre 58,6%, 70,8%, 73,7% et 73,8%.

Pour toutes les années le taux de transition des filles est inférieur à celui des garçons.

La faiblesse des taux de transition pourrait être liée soit au déficit de structures pouvant accueillir les sortants du Primaire soit au caractère sélectif du Concours d'Entrée en Sixième

Evolution du taux de transition CM2-6^{ème} au cours des cinq dernières années



Les disparités régionales et de genre dans l'accès à l'Enseignement Moyen en 2013/2014

Régions	Filles	Garçons	Total
Dakar	94,9%	99,3%	97,0%
Diourbel	82,8%	88,8%	85,4%
Fatick	86,5%	89,5%	88,0%
Kaffrine	66,8%	81,8%	73,8%
Kaolack	88,8%	89,5%	89,2%
Kédougou	66,7%	79,6%	73,7%
Kolda	66,6%	75,0%	70,8%
Louga	81,6%	77,8%	79,7%
Matam	78,9%	83,6%	80,8%
Sédhiou	84,2%	87,8%	86,2%
St-Louis	89,7%	88,8%	89,3%
Tamba	55,8%	61,4%	58,6%
Thiès	91,0%	90,2%	90,7%
Ziguinchor	91,7%	92,3%	92,0%
Sénégal	85,8%	88,4%	87,0%

Evolution des effectifs et de la participation féminine

L'effectif du moyen est passé de 186 138 à 531 805 élèves entre 2000 et 2010, représentant un taux d'accroissement moyen annuel de 11,1%. Il atteint 754 964 en 2014, soit un TAMA de 9,15% en quatre ans. Cette importante augmentation des effectifs procède du flux croissant des élèves terminant avec succès l'élémentaire et de l'extension du réseau à travers les structures privées et les créations de collèges de proximité. Entre 2000 et 2014, le rythme d'accroissement des enfants scolarisés (9,15%) est de loin supérieur à celui de la population cible (2,4%). En conséquence, si la tendance actuelle est maintenue, le niveau de la scolarisation dans le cycle moyen sera rapidement relevé. Il est à noter que l'évolution des effectifs montre que les filles ont été les

principales bénéficiaires de l'effort de recrutement consenti par le système éducatif sénégalais. Leur proportion dans les effectifs est passée de 39,7% en 2000 à 50,8% en 2014, soit une progression de 11,1 points de pourcentage. Cette situation est corroborée par le TAMA des filles (11,2%) plus élevé que celui des garçons 7,2%.

Le rapprochement de l'offre et de la demande à travers les collèges de proximité particulièrement en milieu rural d'une part et d'autre part les résultats des actions de sensibilisation et d'appui pour le maintien des filles expliquent entre autres facteurs, les avancées dans l'accès des filles au cycle moyen.

Evolution des effectifs de l'Enseignement Moyen entre 2000 et 2014

Sexe	2000	2010	2011	2012	2013	2014	TAMA 2000-2010	TAMA 2010-2014
Garçons	112230	280966	318930	341639	355373	371064	9,60%	7,20%
Filles	73908	250839	298981	331922	356337	383900	13,00%	11,23%
Total	186138	531805	617911	673561	711710	754964	11,10%	9,15%
% filles	39,70%	47,20%	48,40%	49,30%	50,10%	50,85%	1,70%	1,88%

La répartition des effectifs par région fait apparaître un poids important des élèves de la région de Dakar (IA Dakar, IA Pikine-Guédiawaye et IA Rufisque) sur l'ensemble. Dakar représente le quart (24,6%) des effectifs, soit 25,6% des filles et 23,5% des garçons. La région de Thiès reste aussi importante dans les effectifs avec 16,2%. Elles sont suivies par Kaolack (8,1%), Saint-Louis (7,7%), et Fatick et Ziguinchor avec 7,5% chacune.

Les plus faibles parts se retrouvent à Kédougou (1,2%) et à Kaffrine (1,9%).

Les filles sont globalement majoritaires (50,9%) au Moyen. Cependant, elles sont minoritaires dans six régions à savoir

Kédougou (37,3%), Sédhiou (40,5%), Kolda (43,8%), Tambacounda (45,9%), Ziguinchor (47,6%) et Kaffrine (48,6%). Les efforts consentis ont permis de renverser la disparité qui n'est plus en faveur des garçons, mais des efforts restent encore à faire surtout dans les régions dernièrement citées où les filles sont minoritaires.

La part des régions dans les effectifs connaît une grande variabilité pour les deux sexes. On peut, cependant, retenir que cette hétérogénéité est plus forte chez les filles (CV de 65,2%) que chez les garçons (CV de 57,4%).

Effectif par région et pourcentage de filles en 2014

IA	Garçons	Filles	Total	%Filles
Dakar	32271	36728	68999	53,23
Pikine-Guediawaye	39603	44929	84532	53,15
Rufisque	15421	16467	31888	51,64
Diourbel	19781	22140	41921	52,81
Fatick	27622	29032	56654	51,24
Kaffrine	7179	6788	13967	48,6
Kaolack	30473	30962	61435	50,4
Kédougou	5607	3342	8949	37,34
Kolda	17309	13500	30809	43,82
Louga	17424	18612	36036	51,65
Matam	10530	13485	24015	56,15
Sédhiou	19684	13400	33084	40,5
St Louis	26663	31401	58064	54,08
Tamba	13832	11748	25580	45,93
Thiès	58014	64437	122451	52,62
Ziguinchor	29651	26929	56580	47,59
Sénégal	371064	383900	754964	50,9
Moyenne	23192	23994	47185	49
Minimum	5607	3342	8949	37,3
Maximum	58014	64437	122451	56,2
Ecart-Type	13308	15637	28818	5
CV	57,4%	65,2%	61,1%	10,5%

Evolution de la part du Privé dans l'effort de scolarisation

L'objectif du Gouvernement de scolariser 70% des effectifs de l'Enseignement Moyen au niveau du Public est atteint depuis 2004. Entre 2008 et 2013, la part du Public est passée de 82,2% à 87,4%. En 2013, le pourcentage d'élèves inscrits dans ces collèges publics est supérieur ou égal à 90% dans onze régions contre dix en 2010. Ce n'est que dans l'Académie de Dakar, où on observe

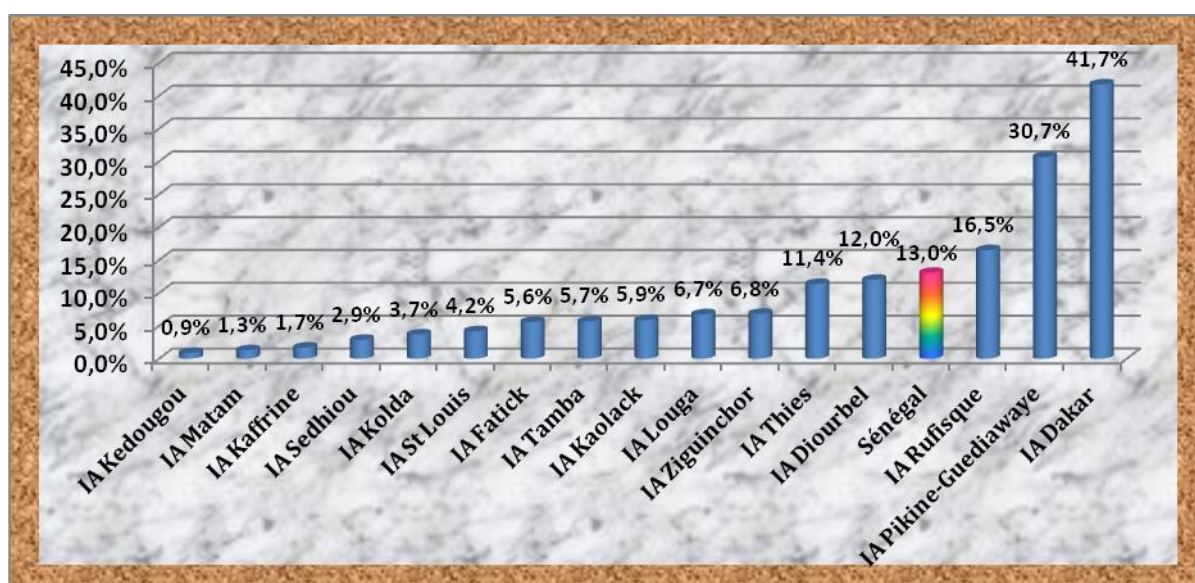
un dynamisme du Privé, que l'objectif national n'est pas atteint.

Cette part prépondérante du Public résulte du fait que les stratégies d'élargissement de l'accès consistent à créer des collèges de proximité aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. La faiblesse de l'appui au secteur privé n'a pas permis à ce dernier de se développer comme souhaité.

Evolution de la part du Privé dans les effectifs inscrits du Moyen



Part du Privé dans les effectifs par région en 2013



Le niveau de scolarisation dans l'Enseignement Moyen

D'une durée de quatre ans, le sous-secteur de l'Enseignement Moyen est destiné à la population âgée de 12 à 15 ans. En 2013, cette tranche d'âge compte un effectif égal à 1 373 035 dont 663 236 filles.

En 2013, le nombre d'enfants fréquentant les structures qui offrent l'Enseignement Moyen se chiffrent à 754 964, soit un taux brut de scolarisation (TBS) de 55,0%.

On note également une disparité de la couverture selon le sexe : les filles sont plus scolarisées que les garçons comme en témoigne le TBS qui est de 57,9% chez les premières contre 52,3% chez les seconds. L'indice de parité qui se situe à 1,1 a beaucoup évolué entre 2008 et 2014, et est encore en faveur des filles, montrant ainsi le fruit des efforts fournis pour combler le gap concernant l'équité en matière de scolarisation dans le Moyen.

Niveau de scolarisation dans l'enseignement moyen en 2014

Genre	Population scolarisable 2013	Effectif scolarisé en 2014	Taux Brut de Scolarisation	Indice de parité fille/garçon
Garçons	709 799	371 064	52,3%	1,1
Filles	663 236	383 900	57,9%	
Total	1 373 035	754 964	55,0%	

Un examen rétrospectif de la scolarisation au niveau du sous-secteur de l'Enseignement Moyen montre une croissance régulière du taux brut de scolarisation. Entre 2004 et 2013, le TBS global est passé de 27,2% à 58,0% soit un taux d'accroissement moyen annuel de 8,8%. Sur la période 2005-2008 le TAMA est de 6,9%. Et en fin sur la période 2008-2013 le TAMA est de 8,1%. Par contre durant la première période 2013-2014 le TBS a régressé de 3 points en passant de 58,0% à 55,0%. Au cours de la période 2004-2014 le TBS des garçons a connu un TAMA de 5,3% et celui des filles, 9,6%. On constate, qu'un accent particulier est mis sur la

scolarisation des filles. Le rythme est plus soutenu à partir de 2003 qui correspondent à l'ouverture de plus en plus importante de collèges de proximité notamment en zone rurale.

Cette intensification de la scolarisation s'est traduite par une réduction des disparités de genre. En effet, l'indice de parité calculé en rapportant le TBS des filles au TBS des garçons est passé de 0,62 en 2000 à 0,78 en 2005 puis à 0,83 en 2008 et enfin à 1,1 en 2014. Cette dynamique, en marche, depuis 2000 pour combler les inégalités a fini par assurer l'égalité des chances d'accès et de participation aux différentes catégories de population ciblée.

Evolution du TBS entre 2004 et 2014



Au niveau des régions, le TBS a évolué de manière irrégulière. Entre 2013 et 2014, le TBS a diminué 3,0 point du fait de la baisse observée dans sept régions. Les hausses les plus importantes sont notées à Ziguinchor (11,6 points) et Tamba (5,2 points). L'augmentation est plus faible à Fatick (0,9 point).

Par contre, on note une baisse importante à Dakar (-15,9%), Kaolack (-10,9%) et Thiès (-4,6%). En 2014, les régions de Tamba, Diourbel

et Kaffrine avec respectivement 35,8%, 26,6% et 23,3% sont les moins scolarisées même si des efforts très importants ont été réalisés en 2014 à et Tamba et Kaffrine. Les régions où le niveau de scolarisation a été plus élevé sont celles de Ziguinchor (94,5%), et Dakar (73,6%) suivies de Fatick (68,7%) et Thiès (66,2%)

Dans toutes les régions, à l'exception de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tamba, le taux brut de scolarisation des filles dépasse celui des garçons.

Taux brut de scolarisation par région en 2014

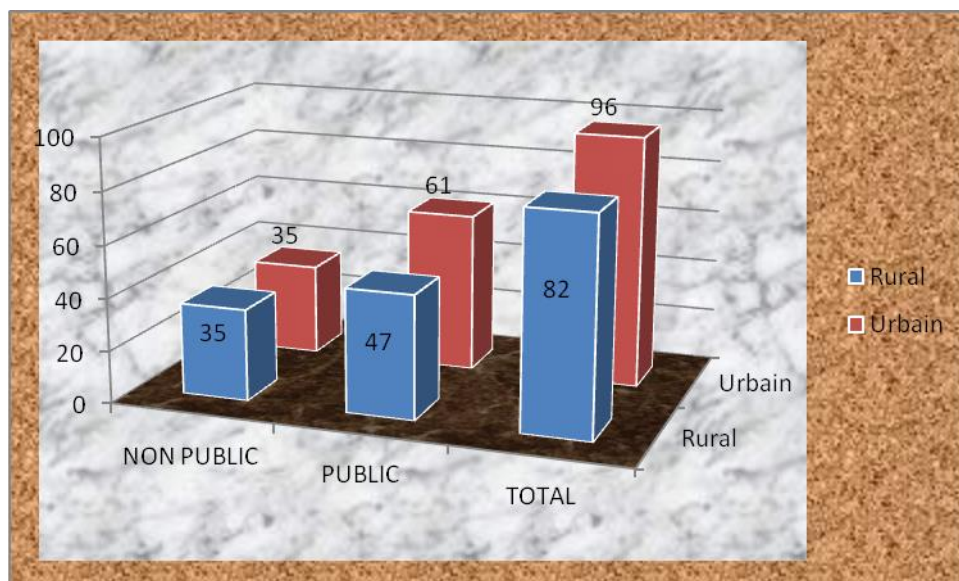
Régions	Garçons	Filles	Total
Dakar	70,4%	76,6%	73,6%
Diourbel	24,3%	29,0%	26,6%
Fatick	64,0%	73,9%	68,7%
Kaffrine	23,0%	23,5%	23,3%
Kaolack	54,3%	60,1%	57,1%
Kédougou	65,8%	46,0%	56,7%
Kolda	46,5%	39,3%	43,1%
Louga	33,9%	41,0%	37,2%
Matam	31,6%	44,8%	37,9%
Sédhiou	67,5%	54,2%	61,4%
St-Louis	54,2%	67,8%	60,8%
Tamba	37,4%	34,1%	35,8%
Thies	66,2%	72,7%	66,2%
Ziguinchor	93,0%	96,1%	94,5%
SENEGAL	52,3%	57,9%	55,0%

La taille des classes pédagogiques

Pour améliorer l'encadrement des élèves dans le Moyen, le Sénégal s'est donné comme norme la taille standard de 45 élèves par classe pédagogique. En 2014, au niveau national, la taille moyenne des classes s'établit à 100. Au niveau du Public le ratio élèves par groupe pédagogique est de 108 alors qu'il est de

70 pour le Privé. En zone urbaine, il atteint 61 dans le Public et 35 pour le Non Public alors qu'en zone rurale, la taille moyenne des classes est de 47 dans le Public et 35 dans le Privé. Cette situation, au niveau du Public, reflète l'insuffisance de la capacité d'accueil en zone urbaine.

Taille moyenne des classes pédagogiques selon la zone et le statut en 2014



D'importantes disparités régionales se cachent derrière ces moyennes nationales. Dans cinq régions la taille moyenne par groupe pédagogique est supérieure ou égale à 50 100. Les classes pléthoriques se rencontrent principalement dans les collèges publics des régions de Thiès (59 118), de Dakar (IA Rufisque) (68 110), de Diourbel (59 109), de Kaolack (54 107) et de Fatick (51 102). A Dakar, l'indisponibilité de terrain pour la création de nouveaux collèges ne permet pas d'accueillir l'important flux d'élèves provenant des classes de CM2. De même, les collèges

franco-arabes de la région de Diourbel sont également surchargés compte tenu de la forte demande qui n'est pas toujours suivie par une offre conséquente en infrastructures. En zone rurale, dans le Public, c'est à Kédougou qu'on enregistre le plus faible ratio (38).

En milieu urbain, dans le Public toujours, le nombre d'élèves par groupe pédagogique est au moins de 50 dans toutes les régions à l'exception de Kolda (49) et Matam (47). Aux disparités inter-régionales s'ajoutent donc celles entre les milieux rural et urbain.

Taille moyenne des classes pédagogiques selon la zone (urbaine/rurale) en 2014

IA	Rural			Urbain			Total		
	Prive	Public	Total	Prive	Public	Total	Prive	Public	Total
Dakar	0	0	0	35	60	46	35	60	46
Pikine-Guediawaye	0	0	0	35	75	55	35	75	55
Rufisque	20	63	54	32	67	56	52	130	110
Diourbel	46	51	50	37	63	59	83	114	109
Fatick	31	52	51	30	57	51	61	109	102
Kaffrine	0	43	43	23	55	53	23	98	96
Kaolack	0	49	49	38	63	58	38	112	107
Kédougou	0	38	38	20	57	55	20	95	93
Kolda	0	39	39	34	49	48	34	88	87
Louga	42	45	45	32	59	54	74	104	99
Matam	0	42	42	30	47	46	30	89	88
Sédhiou	32	43	43	37	53	51	69	96	94
St-Louis	39	42	42	36	52	51	75	94	93
Tamba	0	44	44	30	57	52	30	101	96
Thies	43	60	59	35	67	59	78	127	118
Ziguinchor	21	42	41	35	51	48	56	93	89
SENEGAL	35	47	47	35	61	53	70	108	100
Moyenne	17,1	40,8	40	32,4	58,3	52,6	49,6	99,1	92,6
Minimum	0	0	0	20	47	46	20	60	46
Maximum	46	63	59	38	75	59	83	130	118
Ecart-Type	18,9	17,4	16,6	5	7,4	4,3	21,4	17,7	18,7
CV	110,60%	42,60%	41,50%	15,40%	12,80%	8,10%	43,20%	17,80%	20,20%

La disponibilité des manuels scolaires dans le Public

L'objectif du Ministère de l'Education nationale est de doter chaque élève de l'Enseignement Moyen de cinq manuels. En 2014, Le ratio élèves/manuel au niveau national est en moyenne de 2,5 livres par élève en sixième, 2,8 en cinquième, 5,0 en quatrième et 4,4 pour la classe de troisième. Ce qui montre qu'il n'existe pas encore suffisamment de manuels dans le cartable de l'élève. Toutefois, on observe une légère amélioration en cinquième et quatrième par rapport à la situation de l'année précédente où les ratios étaient respectivement de 2,2 ; 3,6 et 2,5. En troisième et sixième, le ratio a baissé respectivement de 0,4 et 0,3 point.

A la lecture de la situation générale sur la disponibilité des manuels selon le niveau d'études à travers le pays en 2014, nous remarquons malgré la baisse que les classes de troisième sont les mieux dotées en manuels avec 4,4 livres par élève. L'analyse par niveau et par circonscription nous permet de dire que pour les classes de sixième et quatrième, aucune région n'a atteint l'objectif de 5 livres par élève. En sixième, Les régions de St-Louis (3,3), Diourbel (3,3), Kaffrine (3,4) et Louga (4,2) sont à mi-chemin d'atteindre l'objectif. Les plus faibles ratios sont notés dans les

régions de Fatick (1,5), Kolda (1,7) et Dakar (IA Pikine Guédiawaye) (1,8).

Au niveau de la classe de cinquième, les régions de Kolda (1,8), Dakar (1,9) et Fatick (2) sont les moins dotées en manuels. En revanche, les élèves de cinquième des régions de Dakar (IA Dakar) (3,1), Kédougou (3,4), St-Louis (3,5) et Kaffrine (3,8) sont assez bien dotés.

En quatrième, l'objectif n'est pas loin d'être réalisé à Kaolack (4,1), à Tamba (4,1) Diourbel (4,2), Kolda (4,4) et à Louga (4,9). La région la moins performante est celle de Sédhiou (1,9).

Pour la troisième, Sept régions ont atteint l'objectif des cinq manuels par élève. Il s'agit des régions de Dakar (IA Rufisque) (5,4), Ziguinchor (5), Tamba (5,6), Diourbel (5,8), Kédougou (6,8), et Louga (5,1), St-Louis (5,1). Les régions restantes ont des ratios supérieurs à 3. Le plus faible est enregistré à Dakar (IA Pikine Guédiawaye) (3,2). Des efforts importants restent à faire, en termes d'acquisition et d'acheminement de manuels scolaires jusqu'au niveau de l'école, pour doter les élèves de manuels surtout dans les régions comme Fatick, Sédhiou et Kolda (elles affichent les ratios les plus faibles à tous les niveaux).

Les manuels selon le niveau d'études dans les établissements publics en 2014

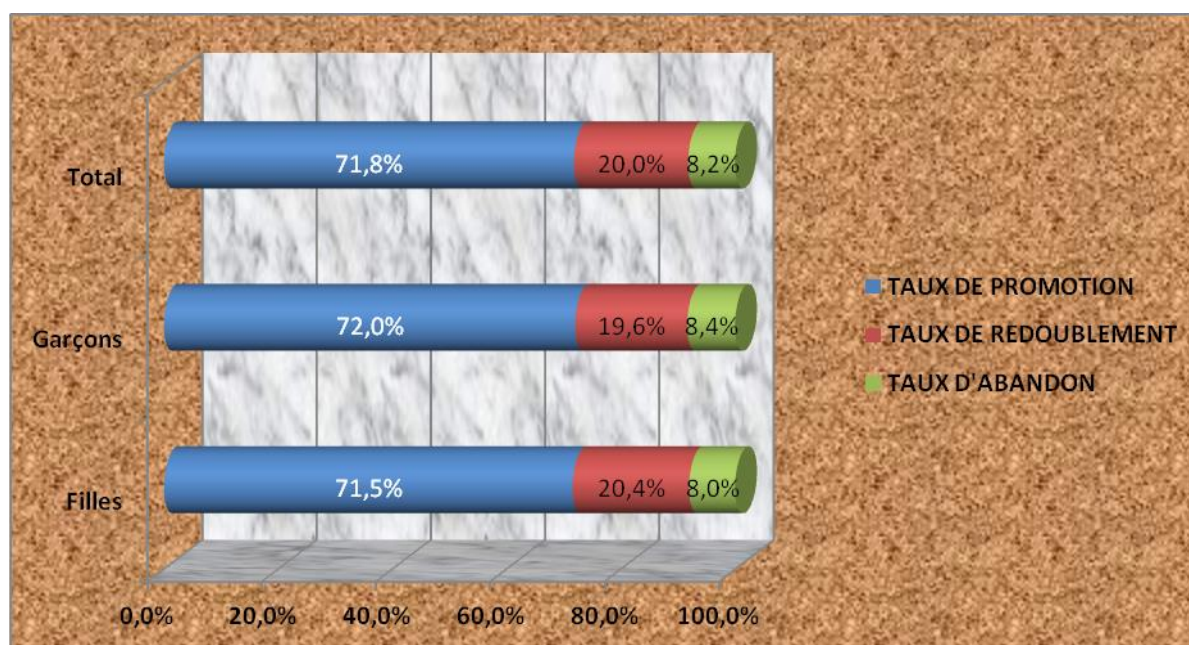
IA	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième	Total
Dakar	2,3	3,1	3,4	3,8	3,0
Pikine-Guediawaye	1,8	1,9	2,7	3,2	2,3
Rufisque	2,0	2,7	2,3	5,4	2,8
Diourbel	3,3	4,0	4,2	5,8	4,1
Fatick	1,5	2,0	2,2	3,6	2,2
Kaffrine	3,4	3,8	3,8	4,9	3,9
Kaolack	2,6	3,0	4,1	4,5	3,5
Kédougou	2,7	3,4	2,6	6,8	3,6
Kolda	1,7	1,8	4,4	4,3	2,7
Louga	4,2	4,0	4,9	5,1	4,5
Matam	2,5	2,7	2,7	3,7	2,8
Sédhiou	2,0	2,3	1,9	3,8	2,4
St Louis	3,3	3,5	3,9	5,1	3,8
Tamba	2,6	3,0	4,1	5,6	3,7
Thiès	2,6	2,6	12,4	3,7	5,3
Ziguinchor	2,6	2,5	3,9	5,0	3,4
Sénégal	2,5	2,8	5,0	4,4	3,5
CV	27,86%	24,63%	60,98%	21,12%	25,29%

L'efficacité interne du système éducatif au niveau de l'Enseignement Moyen

L'efficacité interne du système est analysée à partir des taux de flux (taux de promotion, de redoublement et d'abandon). Le taux de promotion qui indique la proportion d'une cohorte d'élèves qui passe en classe supérieure se situe à 71,8% pour le global, 74,8% pour les garçons et 74,1% pour les filles. Le taux de redoublement a augmenté en 2013 (20,0 contre 16,4 % en 2012) et reste élevé. Le taux d'abandon a, par contre, baissé de 0,9 point entre 2012 et 2013.

On constate de façon globale une augmentation du taux de redoublement au fur et à mesure que l'on monte en grade et atteint un pic en classe de troisième (25,7% en 2013). C'est à ce niveau que l'on observe également le taux d'abandon le plus élevé (14,4%). La combinaison de ces deux variables explique les fortes déperditions observées après la classe de cinquième. Toutefois, cette analyse ne prend pas en compte les élèves de troisième qui sont orientés dans les lycées techniques ou les structures de formation professionnelle.

Taux de flux en 2014



Répartition des taux de flux par année d'études en 2014

Taux	Genre	Sixième	Cinquième	Quatrième	Troisième	Global
Promotion	Filles	73,9%	77,5%	73,0%	57,5%	71,5%
	Garçons	71,5%	77,6%	74,9%	62,2%	72,0%
	Total	72,7%	77,5%	74,0%	59,9%	71,8%
Redoublement	Filles	18,6%	17,5%	20,9%	26,8%	20,4%
	Garçons	18,7%	16,6%	19,8%	24,6%	19,6%
	Total	18,6%	17,0%	20,4%	25,7%	20,0%
Abandon	Filles	7,5%	5,0%	6,1%	15,7%	8,0%
	Garçons	9,8%	5,8%	5,3%	13,2%	8,4%
	Total	8,6%	5,4%	5,7%	14,4%	8,2%

Au niveau des régions, les plus forts taux de redoublement sont enregistrés à Fatick, Sédhiou, Kaffrine et Kolda avec respectivement 27,8%, 26,3%, 24,8% et 23,3%. Trois régions ont un taux inférieur à celui du national (20,0%). Il s'agit des régions de Dakar (IA Dakar), Louga et Thiès. Le taux le plus faible se retrouve à Louga et Dakar (IA Dakar) avec 15,6%.

Chez les filles, dans onze régions, le taux de redoublement est supérieur à celui du niveau

national (20,4%). Le plus bas taux est à Dakar (15,3%)

Pour les abandons, les records sont enregistrés à Kédougou (17,3%), Tamba (11,9%) et Matam (10,9%) et Diourbel (10,7%). Six régions ont des taux supérieurs à moyenne nationale (9,2%). La région de St-Louis, avec 4,3%, a le plus bas taux d'abandon en 2013.

Répartition des taux de flux par région en 2014

Régions	Taux de promotion			Taux de redoublement			Taux d'abandon		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Dakar	80,2%	73,9%	74,9%	15,3%	15,9%	15,6%	4,6%	10,2%	9,5%
Diourbel	66,8%	69,1%	67,9%	22,8%	20,0%	21,4%	10,5%	10,9%	10,7%
Fatick	63,6%	64,6%	64,1%	29,0%	26,6%	27,8%	7,3%	8,8%	8,1%
Kaffrine	63,9%	71,6%	67,8%	26,6%	23,1%	24,8%	9,6%	5,3%	7,4%
Kaolack	67,2%	72,7%	70,0%	24,7%	21,1%	22,9%	8,1%	6,2%	7,1%
Kédougou	56,4%	65,2%	61,9%	22,4%	19,8%	20,8%	21,2%	15,0%	17,3%
Kolda	64,8%	68,2%	66,8%	24,8%	22,2%	23,3%	10,3%	9,6%	9,9%
Louga	75,3%	74,5%	74,9%	16,4%	14,7%	15,6%	8,2%	10,8%	9,5%
Matam	65,9%	69,0%	67,3%	22,5%	21,0%	21,8%	11,6%	10,0%	10,9%
Sédhiou	62,0%	66,8%	64,9%	27,7%	25,5%	26,3%	10,3%	7,7%	8,7%
St-Louis	70,6%	74,1%	72,2%	24,5%	22,3%	23,5%	4,9%	3,6%	4,3%
Tamba	66,9%	67,7%	67,4%	21,4%	20,2%	20,7%	11,7%	12,1%	11,9%
Thiès	79,8%	77,5%	78,7%	16,6%	16,8%	16,7%	3,6%	5,8%	4,6%
Ziguinchor	69,0%	71,5%	70,3%	21,6%	20,9%	21,2%	9,4%	7,6%	8,4%
SENEGAL	71,5%	72,0%	71,8%	20,4%	19,6%	20,0%	8,0%	8,4%	8,2%
Moyenne	68,0%	70,5%	69,2%	22,6%	20,7%	21,6%	9,4%	8,8%	9,2%
Minimum	56,4%	64,6%	61,9%	15,3%	14,7%	15,6%	3,6%	3,6%	4,3%
Maximum	80,2%	77,5%	78,7%	29,0%	26,6%	27,8%	21,2%	15,0%	17,3%
Ecart-Type	7%	4%	5%	4%	3%	4%	4%	3%	3%
CV	9,8%	5,4%	6,7%	18,5%	16,1%	17,1%	45,5%	34,3%	34,9%

Les résultats du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM)

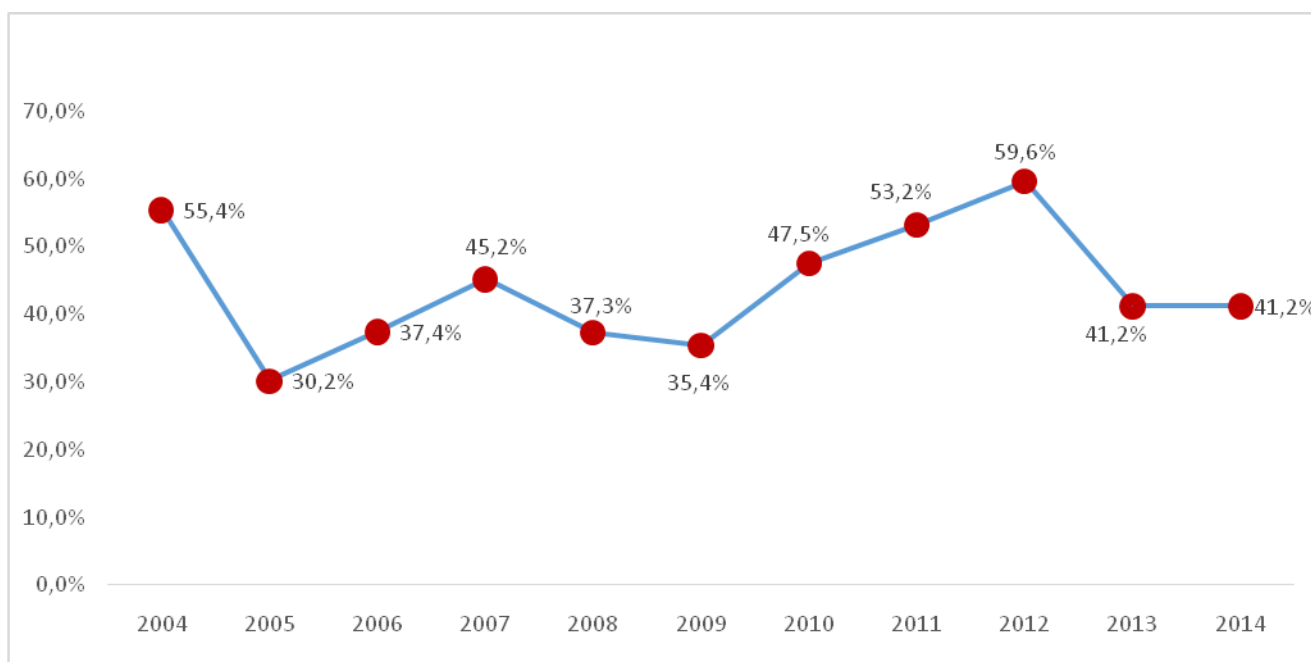
Les résultats du BFEM, malgré des pics en

2004, en 2011 et en 2012 connaissent globalement une baisse de 14,2 points sur la période 2004-2014. Le taux de réussite a évolué en dents de scie avec une chute de 25,2 points entre 2004 et 2005, et une tendance haussière jusqu'en 2007. Entre

2007 et 2009, il baisse avant d'amorcer une augmentation qui se poursuivra jusqu'en 2012.

Entre 2012 et 2014, le taux de réussite au BFEM chute à 18,4 points et s'établit à 41,2% en 2013 et reste invariable en 2014.

Évolution du taux de réussite au BFEM de 2004 à 2014



· Au niveau des inspections d'académie, on note que Matam et Ziguinchor ont enregistré le taux le plus élevé, alors que les plus faibles taux sont notés dans les trois académies de la région de Dakar.

Les autres académies se répartissent en deux catégories par rapport à la moyenne nationale qui s'établit à 41,2% : Thiés (40,51%) et Fatick (41,16%) ont des taux inférieurs à la nationale et Kaffrine (59,43%), Kolda (54,52%), Kédougou (52,84%), Tamba (48,87%), Sédhiou (45,38%), Saint-Louis (44,52%), Louga (43,31%),

Diourbel (42,86%) et Kaolack (42,37%) ont des taux dépassant celui de la moyenne nationale.

Cette situation découle de la baisse enregistrée des scores dans toutes les académies. Une baisse d'au moins de 20 points est enregistrée dans six académies avec un pic de 26,7 points à Kolda. Elle est comprise entre 10 et 20% dans sept académies. La plus faible baisse se chiffre à 7,6% à Kolda.

Globalement, ces résultats confirment ceux des différentes évaluations qui révèlent la faiblesse du rendement interne et la nécessité de développer des stratégies pertinentes mettant l'accent sur les processus en vue d'améliorer la qualité des apprentissages.

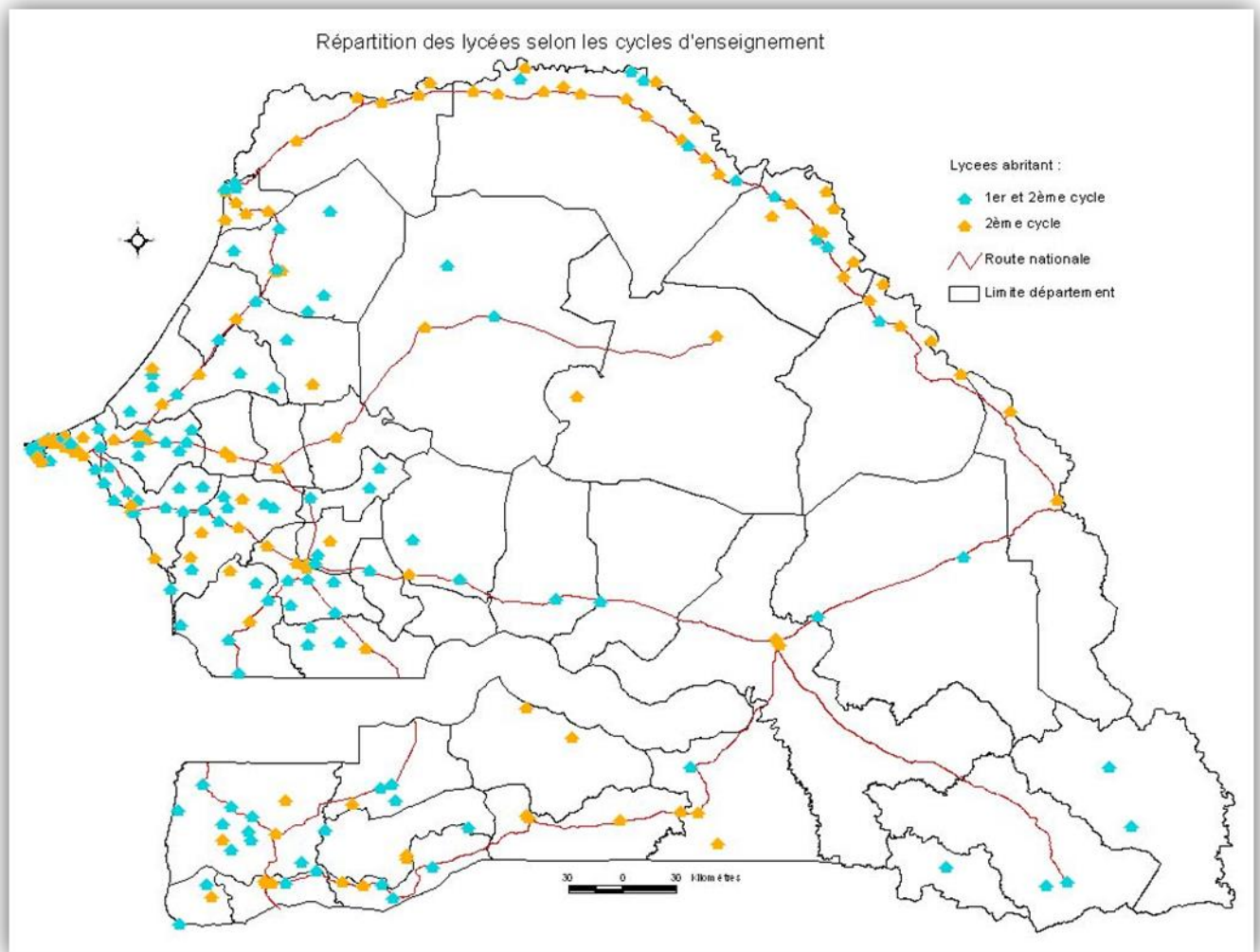
Le taux de réussite au BFEM par IA en 2014

IA	PRESENTS			ADMIS			TAUX DE REUSSITE		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	8231	10814	19045	3380	4301	7681	41,10%	39,80%	40,30%
Pikine-Guédiawaye	11508	14299	25807	3897	3995	7892	33,90%	27,90%	30,60%
Rufisque	4216	5107	9323	1402	1478	2880	32,20%	29,90%	30,90%
Diourbel	4812	5030	9842	2318	1900	4218	48,20%	37,80%	42,90%
Fatick	6840	7270	14110	2958	2849	5807	43,20%	39,20%	41,20%
Kaffrine	1574	1411	2985	1061	713	1774	67,40%	50,50%	59,40%
Kaolack	7592	7571	15163	3599	2826	6425	47,40%	37,30%	42,40%
Kédougou	1155	552	1707	649	253	902	56,20%	45,80%	52,80%
Kolda	3824	2711	6535	1916	1211	3127	50,10%	44,70%	47,90%
Louga	4169	4881	9050	2011	1909	3920	48,20%	39,10%	43,30%
Matam	2203	2632	4835	1548	1604	3152	70,30%	60,90%	65,20%
St-Louis	6361	7591	13952	3130	3082	6212	49,20%	40,60%	44,50%
Sédhiou	3863	2058	5921	1836	851	2687	47,50%	41,30%	45,40%
Tamba	3481	2855	6336	1836	1261	3097	52,70%	44,20%	48,90%
Thiès	14445	16812	31257	6456	6205	12661	44,70%	36,90%	40,50%
Ziguinchor	6823	6271	13094	4148	3755	7903	60,80%	59,90%	60,40%
SENEGAL	91097	87865	188962	42145	38193	80338	46,30%	39,00%	42,50%

Source : DEXCO



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE



La demande potentielle d'éducation

La demande potentielle pour le Secondaire se définit comme étant le nombre d'enfants âgés de 16 à 18 ans.

En 2014, cette population s'élève à 889 994 individus dont 49,7% de filles. Paradoxalement, la population âgée de 18 ans constitue le plus grand nombre. C'est également dans cette

tranche d'âge seulement que la proportion de filles est supérieure à celle des garçons.

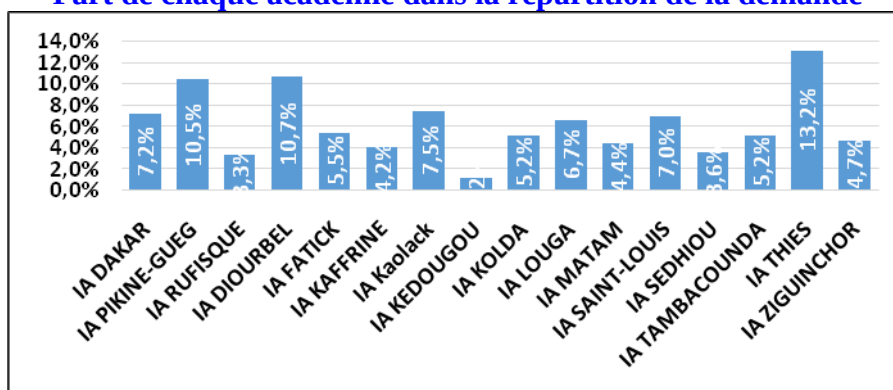
De façon générale, le pourcentage de filles est supérieur à 50% dans cinq régions, avec une part plus grande dans l'Académie de Dakar. La plus faible part est notée à Sédhiou.

L'académie de Thiès compte la plus forte demande potentielle d'éducation

Répartition de la demande potentielle en 2013

IA	16 ans		17 ANS		18 ANS		16-18 ANS	
	TOTAL	% Fille	TOTAL	% Fille	TOTAL	% Fille	TOTAL	% Fille
IA DAKAR	20227	54,2%	20467	53,7%	23309	54,1%	64 003	54,0%
IA PIKINE-GUEDIAWAYE	30951	51,7%	28955	51,7%	33239	51,4%	93 145	51,6%
IA RUFISQUE	10168	50,2%	9254	50,0%	10219	50,5%	29641	50,2%
IA DIOURBEL	28507	50,6%	27678	51,5%	39139	52,6%	95324	51,7%
IA FATICK	16088	48,4%	15447	48,0%	17133	48,6%	48668	48,3%
IA KAFFRINE	10777	48,5%	10564	49,8%	15698	51,6%	37039	50,2%
IA Kaolack	21517	48,9%	20035	49,3%	25080	50,0%	66632	49,4%
IA KEDOUGOU	3314	47,5%	3174	48,2%	3898	50,4%	10386	48,8%
IA KOLDA	14705	47,8%	14418	49,1%	17561	50,0%	46684	49,1%
IA LOUGA	19195	48,6%	17079	49,0%	23270	50,3%	59544	49,4%
IA MATAM	13123	48,3%	11930	48,9%	14180	47,1%	39233	48,1%
IA SAINT-LOUIS	20535	49,5%	19162	49,4%	22225	49,1%	61922	49,3%
IA SEDHIOU	10801	43,9%	9581	43,4%	11661	46,3%	32043	44,6%
IA TAMBACOUNDA	14799	48,2%	13770	48,9%	17879	49,6%	46448	48,9%
IA THIES	39164	49,1%	36277	49,6%	41861	49,1%	117302	49,3%
IA ZIGUINCHOR	14010	46,1%	13874	45,3%	14096	45,4%	41980	45,6%
Total général	287881	49,3%	271665	49,6%	330448	50,1%	889994	49,7%

Part de chaque académie dans la répartition de la demande



L'évolution du réseau d'établissements d'Enseignement Secondaire Général

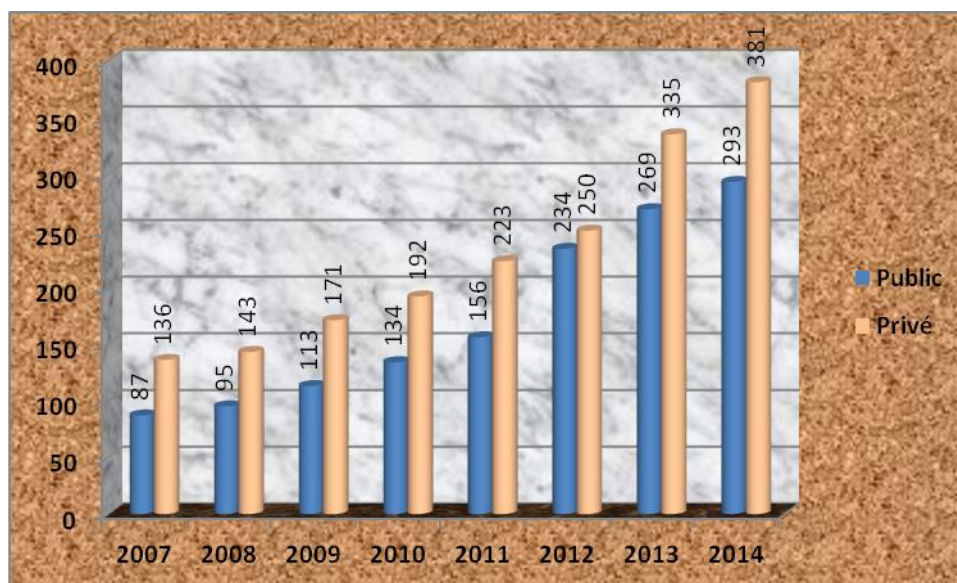
Le nombre de structures accueillant l'Enseignement Secondaire est passé de 604 en 2013 à 674 en 2014, ce qui correspond à un accroissement de 11,6% contre 24,8% en 2013. Ce qui traduit un ralentissement dans l'extension du réseau. Ces structures sont composées de collèges dotés d'un second cycle, de lycées avec un premier cycle ou comprenant uniquement un second cycle.

Entre 2007 et 2014, le nombre d'établissements privés est passé de 136 à 381, soit un peu plus du doublement du réseau. Au même moment, les

établissements du Public ont connu un accroissement moyen annuel de 18,9% en voyant leur nombre évoluer de 87 à 381 et ceux du Privé ont enregistré un TAMA de 15,9%. L'évolution du réseau est donc essentiellement due à la forte poussée du Public. En 2014, sur les 674 structures abritant le secondaire, seules 151 se retrouvent en zone rurale.

Entre 2014, le nombre d'établissements créés est de 70.

Evolution des établissements scolaires entre 2007 et 2014



Etablissements dispensant un enseignement secondaire en 2014

Zone	Statut	1er et 2ème cycle	2ème cycle	Total
Rural	Privé	24		24
	Public	102	25	127
	Total	126	25	151
Urbain	Privé	340	17	357
	Public	78	88	166
	Total	418	105	523
Total		544	130	674

L'accès à l'Enseignement Secondaire Général

L'obtention d'une moyenne annuelle de 10/20 en classe de troisième (fin du premier cycle du secondaire) suffit pour passer en seconde indépendamment de la réussite à l'examen du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM). Par conséquent, le taux de transition de la classe de troisième du collège à la classe de seconde est supérieur au taux de réussite au BFEM.

On peut toutefois signaler qu'une partie des élèves de troisième s'oriente vers des filières professionnelles.

En 2013/2014, le taux de transition de la troisième au secondaire général est de 59,9%

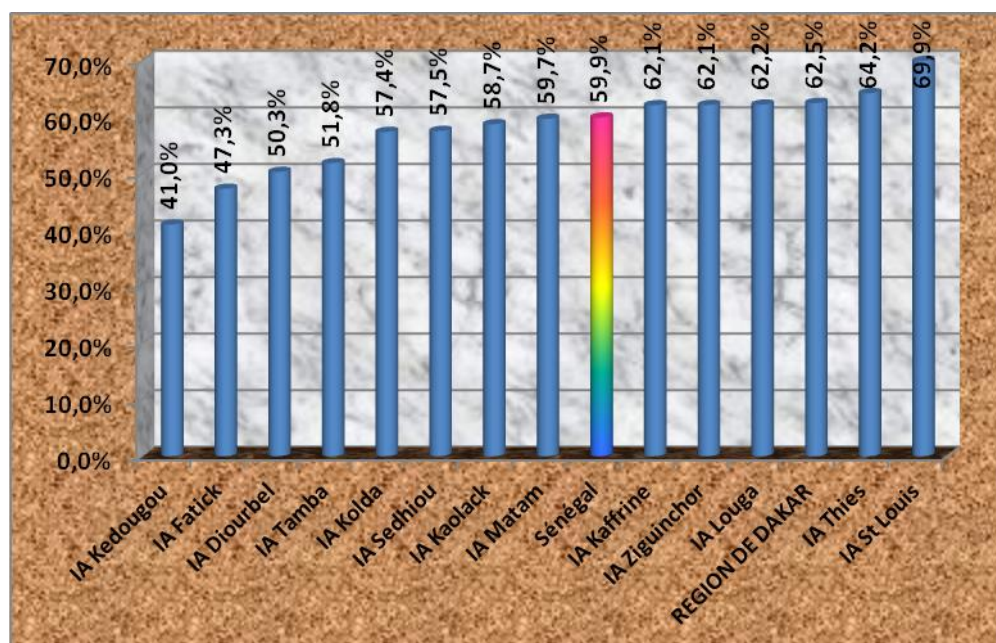
contre 65,0% en 2012/2013, soit une baisse de 4,1 points de pourcentage.

Au niveau régional, entre 2012/2013 et 2013/2014, le taux de transition a connu une baisse dans toutes les régions excepté celle de Kolda qui enregistre une hausse de 13,7 points.

Les régions de Saint Louis, Thiès, Dakar, Louga, Ziguinchor et Kaffrine sont les seules à avoir un taux de transition supérieur à celui du niveau national.

Le taux le plus élevé est atteint à Saint Louis avec 69,9% et le plus bas à Kédougou avec 41,0%.

. Taux de transition de la troisième à la seconde par région en 2013/2014



Selon le sexe, globalement, le taux de transition est de 62,16% pour les garçons et 57,52% pour les filles. Chez les garçons, huit régions enregistrent un taux supérieur à celui du niveau national. Les taux les plus élevés se retrouvent dans les régions de Saint Louis

(71,80%), Thiès (67,26%) et Kaffrine (65,90%). Pour les filles, cinq régions ont un taux au dessus de celui du niveau national. Les régions de Saint Louis, Louga et Thiès affichent les plus forts taux avec respectivement 68,21%, 61,27% et 61,20%.

Taux de transition 3^{ème} -2^{nde} en 2013/2014

Régions	Garçons	Filles	Total
Dakar	64,4%	60,8%	62,5%
Diourbel	53,1%	47,6%	50,3%
Fatick	50,5%	43,9%	47,3%
Kaffrine	65,9%	57,3%	62,1%
Kaolack	63,9%	52,8%	58,7%
Kédougou	42,8%	37,0%	40,9%
Kolda	60,5%	51,9%	57,3%
Louga	63,1%	61,3%	62,2%
Matam	62,2%	57,3%	59,7%
Sédhiou	58,6%	55,3%	57,5%
St-Louis	71,8%	68,2%	69,9%
Tamba	53,4%	49,6%	51,8%
Thiès	67,3%	61,2%	64,2%
Ziguinchor	64,2%	59,6%	62,1%
Sénégal	62,16%	57,5%	59,9%

En 2014, 29,8% des élèves sont inscrits en séries scientifiques contre 29,1% en 2013, soit une hausse de 0,7 points. Ce pourcentage se décline en 26,9% pour les filles et 32,3% pour les garçons. Cette tendance de l'indicateur très en faveur des filières littéraires pose le défi de la promotion des sciences et de la technologie à relever.

Néanmoins, on constate une hausse (1,8%) chez les filles et chez les garçons une légère baisse (-0,2%) est enregistrée entre 2013 et 2014.

En 2014, la plus forte proportion d'élèves orientés dans les séries scientifiques est enregistrée à Dakar (43,9%). Suivi de Pikine-

Guédiawaye (43,5%), Rufisque (38,7%) et Diourbel (33,1%).

La plus faible proportion se trouve à Sédhiou avec 14,9%. Le pourcentage de filles inscrites dans les filières scientifiques est plus important dans les IA de Dakar (40,5%), Pikine-Guédiawaye (39,1%) Rufisque (35,5%) St Louis (29,8%) et Diourbel (27,5%).

Par contre, les régions de Ziguinchor (9,8%) et Sédhiou (9,9%) ont enregistré les plus faibles proportions de filles orientées dans les séries scientifiques. Compte tenu de cette tendance baissière et du niveau faible de la proportion d'élèves inscrits dans les filières scientifiques, une bonne politique d'accès et de maintien dans ces filières, reste une priorité.

Part des nouveaux inscrits dans les séries scientifiques en seconde en 2014

IA	Garçons	Filles	Total
Dakar	47,8%	40,5%	43,9%
Pikine-Guédiawaye	48,1%	39,1%	43,5%
Rufisque	41,7%	35,5%	38,7%
Diourbel	38,1%	27,5%	33,1%
Fatick	24,6%	16,8%	21,1%
Kaffrine	34,8%	24,8%	30,7%
Kaolack	28,4%	23,3%	26,3%
Kédougou	23,8%	25,6%	24,3%
Kolda	22,7%	15,4%	20,3%
Louga	28,9%	22,0%	25,5%
Matam	25,0%	17,6%	21,3%
Sédhiou	17,2%	9,9%	14,9%
St-Louis	27,2%	29,8%	28,5%
Tamba	26,3%	20,3%	24,0%
Thiès	35,0%	25,8%	30,6%
Ziguinchor	18,9%	9,8%	15,0%
Sénégal	32,3%	26,9%	29,8%

Les effectifs de l'Enseignement Secondaire Général

Depuis 2004, on assiste à une hausse régulière des effectifs de l'enseignement secondaire général. Ainsi, les effectifs sont passés de 78 626 en 2004 à 277 045 en 2014, soit un Taux d'Accroissement Moyen Annuel (TAMA) de 13,4%.

La proportion des filles dans les effectifs de l'enseignement reste en deçà de la parité malgré une légère augmentation. L'indicateur est passé de 38,6% à 45,7%, soit un TAMA de 1,7%.

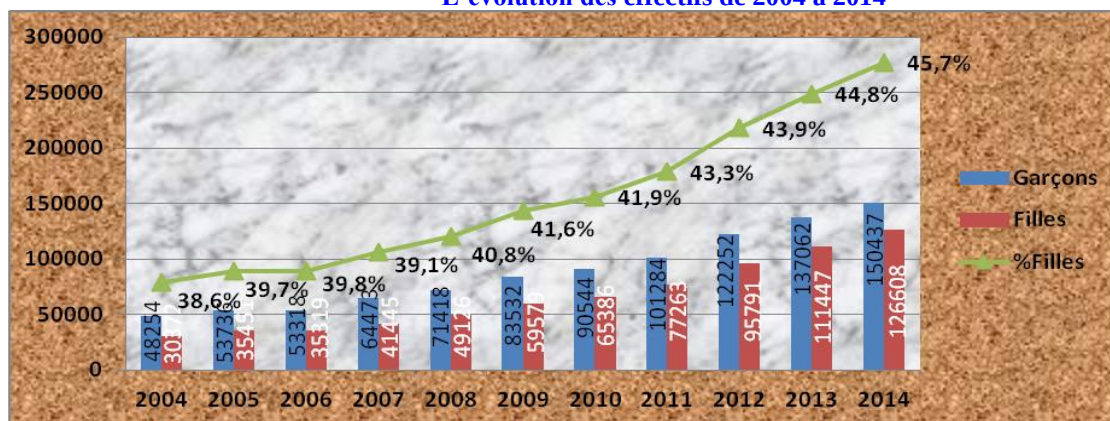
En 2014, seule l'académie de Dakar a une proportion de filles dans les effectifs supérieure à

50%. Le déséquilibre garçons/Filles est plus marqué à Kédougou et Sédhiou avec respectivement 29,0% et 29,1% de filles dans les élèves inscrits.

De façon générale, les effectifs sont plus importants dans les académies de Thiès (16,5%), Pikine-Guédiawaye (12,1%), Dakar (11,2%) et Ziguinchor (10,1%)

L'augmentation des effectifs du Moyen, rendue possible par la construction des collèges de proximité, doit trouver un répondant au niveau des lycées.

L'évolution des effectifs de 2004 à 2014



Les effectifs et la participation féminine en 2014

IA	Garçons	Filles	Total	%Filles
Dakar	14480	16640	31120	53,47
Pikine-Guediawaye	16908	16719	33627	49,72
Rufisque	5355	5194	10549	49,24
Diourbel	7410	6232	13642	45,68
Fatick	9096	7959	17055	46,67
Kaffrine	2713	1903	4616	41,23
Kaolack	13023	9295	22318	41,65
Kédougou	1415	578	1993	29
Kolda	5903	2911	8814	33,03
Louga	6808	6056	12864	47,08
Matam	3611	3146	6757	46,56
Sédhiou	7228	2963	10191	29,07
St-Louis	10722	9975	20697	48,2
Tamba	5616	3481	9097	38,27
Thiès	24008	21716	45724	47,49
Ziguinchor	16141	11840	27981	42,31
Sénégal	150437	126608	277045	45,7
Min	1415	578	1993	29
Max	24008	21716	45724	53,47
Ecart type	6090	6117	12086	7
C V	64,8%	77,3%	69,8%	17,1%

Entre 2013 et 2014, la part du public dans les effectifs a perdu 0,5 point en passant de 73,5% à 73,0%. L'enseignement secondaire général reste encore dominé par le public. Globalement, cinq académies (Dakar, Pikine-Guédiawaye, Ziguinchor, Sédhiou, et Thiès) sur les seize sont au-dessous du niveau national (73,0%). Les académies de Matam, St-Louis et Kaffrine enregistrent les taux les plus élevés avec respectivement 96,6%, 91,5% et 88,1%.

Chez les garçons, les pourcentages les plus élevés sont obtenus à Matam (96,9%) et St-Louis (91,5%) et Kaffrine (89,2%). Les plus faibles pourcentages sont notés à Dakar (47,5%) Pikine-Guédiawaye (63,2%) et à Ziguinchor (71,6%). Pour les filles, le maximum est aussi atteint à Matam (96,3%), suivi de Saint-Louis (91,6%) et de Kédougou (88,4%). Comme chez les garçons, les plus faibles proportions sont relevées à Dakar (51,2%) à Pikine-Guédiawaye (61,2%) et à Ziguinchor (65,8%).

La part du Public dans les effectifs en 2014

IA	Total			% Public		
	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total
Dakar	14480	16640	31120	47,5%	51,2%	49,5%
Pikine-Guediawaye	16908	16719	33627	63,2%	61,2%	62,2%
Rufisque	5355	5194	10549	77,5%	75,8%	76,7%
Diourbel	7410	6232	13642	77,0%	72,5%	74,9%
Fatick	9096	7959	17055	89,0%	86,1%	87,6%
Kaffrine	2713	1903	4616	89,2%	86,5%	88,1%
Kaolack	13023	9295	22318	77,0%	77,2%	77,1%
Kédougou	1415	578	1993	87,6%	88,4%	87,9%
Kolda	5903	2911	8814	78,9%	71,4%	76,4%
Louga	6808	6056	12864	81,4%	81,9%	81,6%
Matam	3611	3146	6757	96,9%	96,3%	96,6%
Sédhiou	7228	2963	10191	72,0%	67,8%	70,8%
St-Louis	10722	9975	20697	91,5%	91,6%	91,5%
Tamba	5616	3481	9097	81,6%	78,7%	80,5%
Thiès	24008	21716	45724	72,9%	71,7%	72,4%
Ziguinchor	16141	11840	27981	71,6%	65,8%	69,2%
Sénégal	150437	126608	277045	74,2%	71,7%	73,0%
Moyenne	9402	7913	17315	78,4%	76,5%	77,7%
Min	1415	578	1993	47,5%	51,2%	49,5%
Max	24008	21716	45724	96,9%	96,3%	96,6%
Ecart type	6090	6117	12086	12,0%	11,9%	11,8%
C V	64,8%	77,3%	69,8%	15,3%	15,5%	15,1%

La part des filles dans les effectifs inscrits dans les séries scientifiques

L'examen de la part des filles dans les nouveaux inscrits en seconde dans les filières scientifiques, montre que les filles sont minoritaires dans les effectifs globaux du secondaire général. Pourtant de 2003 à 2014, la part des filles a régulièrement augmenté. Entre 2013 et 2014 elle passe de 37,7% à 39,8%, soit un accroissement de 2,1%.

Au plan régional, les hausses ont été plus accentuées dans les académies de Dakar, Rufisque Pikine-Guédiawaye et St Louis. Par contre les hausses les plus faibles se signalent à Sédhiou, Kolda et Kédougou.

En classe de seconde S, les filles représentent 42,3% et gagnent 3,5 point par rapport à l'année passée. La part des filles s'élève à 38,8% pour la première et à 37,6% pour la terminale de série S.

Globalement dans les académies, St Louis présente le taux le plus élevé en seconde (52,6%) il est suivie des trois académies de la région de Dakar, en première (47,9%) et en terminale (46,3%) l'IA de Dakar sort en tête ensuite viennent en deuxième et en troisième position les IA de Pikine-Guédiawaye et de Rufisque. On trouve les taux les plus bas à tous les niveaux du secondaire, dans l'académie de Sédhiou. Cela pourrait être imputé à des contraintes socioculturelles défavorables à l'accès et au maintien des filles dans ces filières.

Hormis Dakar, les régions de Thiès (38,3%) et Louga (37,4%) marquent les scores les plus importants en classe de première. Pour la classe de terminale, c'est à Thiès (38,3%) et Kaffrine (38,1%) que la part des filles est plus importante.

Part des filles dans les effectifs des séries scientifiques en 2014

IA	Seconde		Première		Terminale		Cycle	
	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles	Total	% Filles
Dakar	4491	49,6%	3772	47,9%	4104	46,3%	12367	48,0%
Pikine-Guediawaye	4787	46,3%	4467	43,7%	4592	40,1%	13846	43,4%
Rufisque	1491	44,6%	1160	45,5%	1039	39,6%	3690	43,5%
Diourbel	1641	41,2%	1498	36,4%	1283	35,0%	4422	37,8%
Fatick	1348	36,9%	970	36,3%	887	37,4%	3205	36,8%
Kaffrine	506	32,8%	338	27,8%	344	38,1%	1188	32,9%
Kaolack	2045	37,3%	1765	29,3%	1683	30,1%	5493	32,5%
Kédougou	170	31,2%	81	27,2%	91	24,2%	342	28,4%
Kolda	606	24,6%	467	23,8%	455	28,8%	1528	25,6%
Louga	1204	42,9%	894	37,4%	804	32,1%	2902	38,2%
Matam	559	41,3%	365	37,3%	353	32,3%	1277	37,7%
Sédhiou	515	21,4%	487	23,6%	402	20,9%	1404	22,0%
St-Louis	2070	52,6%	966	34,2%	1126	33,8%	4162	43,2%
Tamba	762	33,7%	746	30,2%	597	34,8%	2105	32,8%
Thiès	4980	41,1%	3970	38,3%	4546	38,3%	13496	39,3%
Ziguinchor	1438	31,0%	1024	31,3%	1697	30,8%	4159	31,0%
Sénégal	28613	42,3%	22970	38,8%	24003	37,6%	75586	39,8%
Moyenne	1788	38,0%	1436	34,4%	1500	33,9%	4724	35,8%
Min	170	21,4%	81	23,6%	91	20,9%	342	22,0%
Max	4980	52,6%	4467	47,9%	4592	46,3%	13846	48,0%
Ecart type	1576	8,6%	1382	7,4%	1521	6,3%	4459	7,1%
C V	88,1%	22,7%	96,3%	21,4%	101,4%	18,6%	94,4%	19,7%

La participation

L'enseignement Secondaire Général constitue la destination privilégiée des élèves en provenance des collèges malgré l'existence du secondaire technique et des établissements de formation professionnelle.

Entre 2004 et 2014, le TBS global a évolué de 11,2% à 31,1%, soit une hausse de 19,9 point de pourcentage; Cette amélioration peut s'expliquer du fait que le TBS des filles a été multiplié par 3,4 ; passant ainsi de 8,4% à 28,6%. Celui des garçons s'est vu également multiplier par 2,4 en passant de 14,1% à 33,6%.

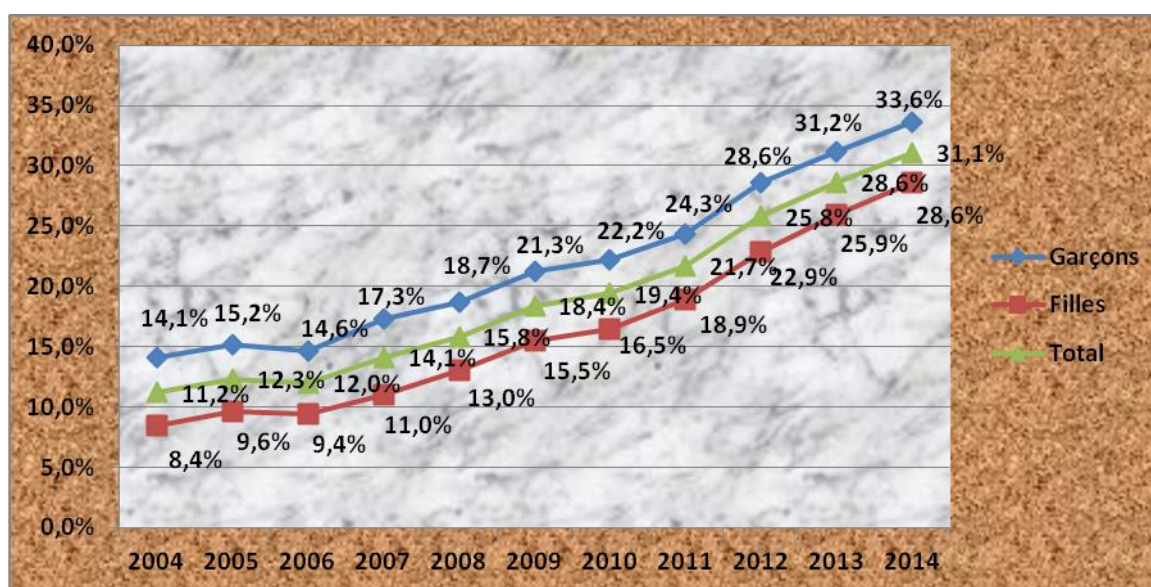
Les TBS ont connu une variation positive de manière régulière tout au long de la période sauf entre 2005 et 2006 où l'on constate une petite baisse globale de 0,3 point de pourcentage.

Au niveau régional, en 2014, sept régions ont enregistré un taux brut de scolarisation

supérieur à celui du niveau national. Les taux les plus élevés se trouvent à Ziguinchor (66,7%), Dakar (40,3%), et Thiès (39,0%). La région de Kaffrine a le taux le plus faible avec seulement (12,5%), suivi de Diourbel (14,3%) et Matam (17,2%).

L'indice de parité, a enregistré une légère augmentation en faveur des filles en passant de 0,8 en 2013 à 0,9 en 2014. Au moment où Dakar et St Louis ont atteint la parité, Ziguinchor, Thiès Fatick, Louga et Matam ne sont pas loin de la parité Kédougou Kolda et Sédhiou ont des indices de parité inférieur ou égal à 0,5. En matière de scolarisation, des efforts restent à faire pour les régions de Kaffrine, Diourbel, Matam, Tamba, Kolda et Kédougou.

Evolution du TBS entre 2004 et 2014



Taux brut de scolarisation par région et sexe en 2014

Régions	Garçons	Filles	Total
Dakar	41,1%	39,5%	40,3%
Diourbel	16,1%	12,7%	14,3%
Fatick	36,2%	33,8%	35,0%
Kaffrine	14,7%	10,2%	12,5%
Kaolack	38,7%	28,2%	33,5%
Kédougou	26,6%	11,4%	19,2%
Kolda	24,8%	12,7%	18,9%
Louga	22,6%	20,6%	21,6%
Matam	17,7%	16,7%	17,2%
Sédhiou	40,7%	20,7%	31,8%
St-Louis	34,2%	32,7%	33,4%
Tamba	23,7%	15,3%	19,6%
Thiès	40,3%	37,6%	39,0%
Ziguinchor	70,7%	61,8%	66,7%
Sénégal	33,6%	28,6%	31,1%
Moyenne	32,0%	25,3%	28,8%
Min	14,7%	10,2%	12,5%
Max	70,7%	61,8%	66,7%
Ecart type	14,1%	14,1%	13,9%
C V	44,1%	55,7%	48,2%

La taille des classes pédagogiques

Au niveau national, l'objectif de taux d'encadrement de 45 élèves par groupe pédagogique pour 2014 est atteint malgré quelques disparités. Il est passé de 39 élèves par groupe pédagogique en 2013 à 44 en 2014, soit 5 élèves de plus par groupe.

L'objectif est atteint dans tous les niveaux du secondaire à l'exception du niveau seconde où on enregistre un élève de plus par groupe pédagogique (46), en Première et en Terminale les ratios enregistrés sont respectivement 40 et 44.

Au niveau régional, globalement, hormis Kolda (46), Tamba (46) Thiès (46), Kaffrine (47) Kaolack (51) et Diourbel (52) le ratio est partout ailleurs inférieur à l'objectif.

Dans le Public, l'objectif est loin d'être atteint avec un ratio de 48 pour le global, 52 en classe de seconde, 45 en première et 46 en classe de terminale. En dehors de Kédougou (34), Matam (37), Sédhiou (41) Kolda (42) Ziguinchor (44) et Saint Louis (44), toutes les académies sont bien au-delà de l'objectif de 45. Cette situation pose le problème de la qualité de l'encadrement pédagogique dans les établissements publics de ces localités.

Les ratios au niveau du Public sont plus élevés que ceux du global (Public et Privé réunis) dans tous les niveaux du secondaire. L'expansion du privé, liée à la diversification de l'offre éducative, a contribué à réduire la taille moyenne des classes pédagogiques.

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le Public et le Privé en 2014

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	38	34	40	37
Pikine-Guediawaye	44	42	46	44
Rufisque	43	38	41	41
Diourbel	51	52	52	52
Fatick	49	40	39	43
Kaffrine	49	41	54	47
Kaolack	53	46	53	51
Kédougou	36	36	36	36
Kolda	48	43	48	46
Louga	49	37	41	42
Matam	43	34	30	36
Sédhiou	41	39	45	42
St-Louis	49	36	41	42
Tamba	47	43	49	46
Thiès	49	43	47	46
Ziguinchor	47	42	43	44
Sénégal	46	40	44	44
Moyenne	46	40	44	43
Minimum	36	34	30	36
Maximum	53	52	54	52
Ecart-Type	5	5	7	5
CV	10,9%	12,4%	15,7%	11,5%

Ratio élèves/groupe pédagogique dans le Public en 2014

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	49	43	50	48
Pikine-Guediawaye	61	55	55	57
Rufisque	53	44	42	46
Diourbel	57	60	52	56
Fatick	55	46	43	48
Kaffrine	51	41	54	48
Kaolack	57	51	55	54
Kédougou	35	33	35	34
Kolda	46	40	40	42
Louga	54	40	43	46
Matam	43	35	31	37
Sédhiou	43	39	42	41
St-Louis	52	38	42	44
Tamba	48	44	48	46
Thiès	56	49	49	52
Ziguinchor	50	42	41	44
Sénégal	52	45	46	48
Moyenne	51	44	45	46
Minimum	35	33	31	34
Maximum	61	60	55	57
Ecart-Type	7	7	7	6
CV	13,0%	16,3%	15,7%	13,7%

La disponibilité des manuels scolaires

L'Etat s'est inscrit dans la perspective de doter chaque lycéen des manuels dans les disciplines fondamentales dans le but de relever le niveau des acquis scolaires des élèves et de placer le livre au cœur de leur formation.

Le nombre de manuels par élève n'a pas connu d'évolution entre 2013 et 2014. Le ratio reste égal à 2,4. Non seulement le ratio est stationnaire dans cette période, il reste encore faible par rapport à l'objectif. Toutes les régions sont en dessous de l'objectif qui est de 6 livres/élève. Dix régions ont un ratio inférieur à celui du niveau national (2,4).

Pour les classes de seconde, le ratio s'établit à 3,3 contre 2,9 à l'année dernière. Pour les classes de première, il est de 1,9 contre 2,0 et pour les classes de terminale, il s'élève à 1,8 contre 2,0.

Au niveau des classes de seconde, première et terminale seule l'Académie de Diourbel a atteint l'objectif en seconde.

Des efforts importants devront être faits en priorité pour les classes de première et terminale. Les académies de Fatick, Kaffrine, Tamba, St-Louis, Rufisque, Kolda, Matam, Ziguinchor, Thiès et Pikine-Guédiawaye devront aussi bénéficier d'un traitement spécifique en dotation de manuels du secondaire général.

Répartition du ratio manuels/élève par niveau d'étude en 2014

IA	Seconde	Première	Terminale	Total
Dakar	4,9	2,1	2,7	3,3
Pikine-Guediawaye	2,7	1,9	1,8	2,2
Rufisque	2,9	0,8	1,1	1,7
Diourbel	6,9	5,1	5,6	5,9
Fatick	1,3	1	1,2	1,2
Kaffrine	2,5	0,7	0,2	1,2
Kaolack	4,9	2,2	2,2	3,2
Kédougou	5,3	2,8	1,2	3,4
Kolda	2,5	1,3	0,6	1,7
Louga	3,7	2,9	3,2	3,3
Matam	2,3	1,4	1,4	1,8
Sédhiou	4,7	1,7	1,2	2,7
St-Louis	2,4	1,4	0,8	1,6
Tamba	1,9	1,2	1,2	1,5
Thiès	3,2	1,6	1,6	2,2
Ziguinchor	2,6	1,7	1,7	2,1
Sénégal	3,3	1,9	1,8	2,4
Moyenne	3,3	1,9	1,8	2,4
Minimum	1,3	0,7	0,2	1,2
Maximum	3,4	1,9	1,7	2,4
Ecart-Type	43,90%	57,60%	73,70%	49,60%
CV	3,3	1,9	1,8	2,4

Evolution de la part des femmes dans le personnel enseignant du Public

La part des femmes dans les effectifs du personnel enseignant a connu une légère hausse entre 2013 et 2014 en passant de 19,4% à 19,9% .

Si au niveau global, on constate cet état de fait c'est du en partie par la montée de la zone rurale, elle a connu une hausse de 0,9 points en passant de 13,9% à 14,8% alors qu'en milieu urbain elle s'est faiblement accrue de 0,2 points, soit 23,1% en 2013 contre 22,3% en 2014.

Entre 2013 et 2014, les académies de Kaolack, Louga et Saint-Louis sont les seules où la part des femmes dans le personnel enseignant n'a pas connu une augmentation en milieu rural. Par contre, en milieu urbain, en plus de ces trois académies la baisse s'est notée à l'IA de Ziguinchor. Les baisses sont souvent dues à l'affectation du personnel enseignant parfois non remplacé.

Evolution de la part des femmes dans les effectifs entre 2013 et 2014 (%)

IA	2013			2014		
	Rural	Urbain	Total	Rural	Urbain	Total
Dakar	18,80%	30,10%	29,60%	0,00%	38,90%	38,90%
Pikine-Guediawaye				0,00%	23,60%	23,60%
Rufisque				21,00%	26,60%	25,60%
Diourbel	16,40%	19,40%	18,20%	18,70%	19,70%	19,30%
Fatick	17,00%	20,00%	17,90%	18,70%	21,60%	19,50%
Kaffrine	8,00%	20,70%	15,90%	12,30%	21,70%	17,90%
Kaolack	13,90%	25,90%	20,40%	12,40%	25,80%	19,70%
Kédougou	11,80%	13,30%	12,40%	14,90%	16,60%	15,60%
Kolda	7,70%	17,00%	12,60%	10,00%	17,40%	14,10%
Louga	19,70%	22,30%	21,00%	19,10%	20,20%	19,60%
Matam	11,90%	16,30%	13,30%	14,10%	17,60%	15,40%
Sédhiou	10,60%	13,20%	11,70%	12,00%	13,40%	12,60%
St-Louis	17,50%	21,30%	19,90%	16,00%	19,50%	18,20%
Tamba	15,30%	17,00%	16,40%	15,90%	19,00%	17,70%
Thiès	16,10%	21,80%	19,70%	17,10%	23,60%	21,10%
Ziguinchor	8,90%	18,90%	13,40%	9,50%	18,60%	13,70%
Sénégal	13,90%	23,10%	19,40%	14,80%	23,30%	19,90%
Moyenne	13,80%	19,80%	17,30%	13,20%	21,50%	19,50%
Minimum	7,70%	13,20%	11,70%	0,00%	13,40%	12,60%
Maximum	19,70%	30,10%	29,60%	21,00%	38,90%	38,90%
Ecart-Type	3,90%	4,40%	4,60%	6,10%	5,80%	6,20%
CV	28,11%	22,26%	26,70%	46,40%	26,90%	31,90%

Les enseignants des lycées et collèges publics selon le diplôme académique

En 2014, le personnel est dominé par les titulaires du BFEM qui représente 34,1% des enseignants, ils sont suivis par les titulaires du Bac (33,5%). Les sans diplôme représentent 10,7% du personnel et les diplômés au-delà du Bac sont de 17,5%. Les parts les plus élevées pour les titulaires du Bac sont recensées à Diourbel, Ziguinchor et St-Louis, avec respectivement 46,4% ; 42,0% et 41,5%. Les académies de Matam et de Kédougou ferment la marche avec respectivement 18,3% et 22,8%. Dans

sept académies, le pourcentage des titulaires du Bac est supérieur à celui du niveau national.

Pour 2,6% du personnel, le diplôme autre que ceux qu'on a l'habitude de rencontrer.

Au niveau des académies, c'est à Saint-Louis suivi de Dakar, Diourbel et Matam que l'on retrouve les pourcentages les plus élevés du personnel dont le diplôme n'est pas déterminé.

Le diplôme académique a pu être identifié pour 86,7% du personnel.

Pourcentage du personnel par type de diplôme et par région en 2014

IA	CFEE	BFEM	BAC	DEUG / BAC+2	Licence	Maitrise/ Master1	DEA/DES S/Master2	Doctorat /Phd	Sans diplôme	Autre
Dakar	2,3%	40,6%	26,1%	1,6%	5,0%	4,4%	1,0%	0,1%	13,3%	5,6%
Pikine-Guediawaye	2,3%	46,7%	25,5%	2,5%	6,0%	3,3%	0,7%	0,0%	12,0%	1,1%
Rufisque	2,0%	42,4%	25,1%	1,2%	6,1%	4,1%	1,8%	0,0%	14,9%	2,3%
Diourbel	1,4%	28,1%	46,4%	4,2%	4,7%	3,9%	0,8%	0,0%	5,8%	4,7%
Fatick	2,0%	30,6%	32,8%	5,9%	9,5%	5,3%	2,0%	0,0%	11,3%	0,6%
Kaffrine	1,3%	31,4%	26,9%	3,8%	15,4%	5,1%	2,6%	0,0%	10,9%	2,6%
Kaolack	0,7%	33,2%	38,6%	3,8%	8,0%	4,6%	1,0%	0,3%	7,5%	2,3%
Kédougou	0,0%	42,1%	22,8%	6,1%	12,3%	6,1%	0,9%	0,0%	7,9%	1,8%
Kolda	2,2%	37,1%	30,2%	4,4%	8,9%	3,9%	2,2%	0,0%	10,0%	1,1%
Louga	0,7%	34,3%	34,3%	4,2%	10,3%	4,7%	0,7%	0,0%	9,8%	0,9%
Matam	1,1%	23,2%	18,3%	7,6%	18,6%	8,0%	2,3%	0,0%	18,3%	2,7%
Sédhiou	3,4%	33,1%	34,5%	4,4%	8,5%	4,1%	2,0%	0,3%	7,5%	2,0%
St-Louis	1,1%	21,4%	41,5%	6,0%	7,5%	6,6%	1,5%	0,2%	7,7%	6,6%
Tamba	0,0%	35,8%	33,2%	5,2%	7,5%	4,5%	0,7%	0,0%	11,2%	1,9%
Thiès	1,2%	33,8%	34,7%	1,9%	6,8%	5,0%	0,8%	0,2%	13,9%	1,8%
Ziguinchor	0,9%	33,3%	42,0%	3,4%	6,8%	5,1%	1,1%	0,2%	6,2%	1,1%
Sénégal	1,5%	34,1%	33,5%	3,6%	7,8%	4,8%	1,2%	0,1%	10,7%	2,6%
Moyenne	1,4%	34,2%	32,1%	4,1%	8,9%	4,9%	1,4%	0,1%	10,5%	2,4%
Minimum	0,0%	21,4%	18,3%	1,2%	4,7%	3,3%	0,7%	0,0%	5,8%	0,6%
Maximum	3,4%	46,7%	46,4%	7,6%	18,6%	8,0%	2,6%	0,3%	18,3%	6,6%
Ecart-Type	0,9%	6,8%	7,7%	1,8%	3,8%	1,2%	0,7%	0,1%	3,4%	1,7%
CV	64,0%	19,8%	24,0%	43,0%	42,5%	23,9%	47,8%	146,8%	32,6%	71,2%

Le personnel enseignant du Moyen Secondaire et Général est recruté avec au minimum le baccalauréat.

Les titulaires du Bac ou de la licence enseignent dans les collèges même si quelques-uns parmi eux officient au niveau du Secondaire. Ceux qui détiennent la maîtrise ou un diplôme supérieur enseignent au niveau du Secondaire.

Le diplôme académique est identifié pour tous les enseignants. En 2014, parmi le personnel féminin les 97% ont le Bac ou plus alors que chez les hommes ils sont 95,6%.

A Louga presque toutes les femmes enseignantes (99,6%) sont titulaires du

BAC ou plus. A l'exception de l'académie de Kolda qui enregistre la plus faible pourcentage (87,8%), toutes les autres académies ont plus de 95% de leurs enseignantes titulaire au moins du BAC.

Chez les hommes, les IA de Kaffrine, Dakar et Pikine-Guédiawaye se retrouvent avec les pourcentages les plus élevés d'enseignants ayant au moins le Bac. Elles enregistrent respectivement 98,5% ; 97,5% et 97,3%. Kolda, Sédhiou, Fatick, Matam et Diourbel avec respectivement 8,1%, 6,8%, 6,3%, 5,7% et 5,0% de pourcentage de diplômés inférieur au BAC se retrouvent au bas de l'échelle.

Les enseignants des lycées et collèges publics selon le diplôme professionnel

Pour enseigner dans le moyen il faut être titulaire du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Moyen (CAEM) ou du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les Collèges d'Enseignement Moyen (CAECEM). Toutefois, on retrouve des chargés de cours au niveau du moyen qui souvent sont des instituteurs ayant le Bac. Au niveau de l'enseignement secondaire, on devrait retrouver les détenteurs du Certificat d'Aptitude à l'Enseignement Secondaire (CAES). A ce niveau aussi, on retrouve aussi bien les titulaires du CAEM que du CAECEM. Depuis l'avènement des vacataires certains enseignants sont sans diplôme professionnel.

En 2014, le diplôme professionnel n'a pu être identifié que pour 61% des enseignants, soit un peu plus de la moitié. Ceux dont le diplôme n'a pas pu être identifié ou ont un autre type de

diplôme représentent 39%. Ce fort pourcentage est dû au fait que plus de 60% des enseignants sont des contractuels ou des vacataires et en plus la plupart n'ont pas encore reçu de formation à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation (FASTEF) afin de passer l'examen professionnel.

Au plan régional, Fatick (53,7%) et Kolda (50,4%), ont chacune plus de la moitié de leurs enseignants sans diplôme ou indéterminé. Après Matam, les pourcentages les plus élevés sont enregistrés à Sédhiou, Fatick et Kaolack avec respectivement 57,6% 55,8% et 55,4%. L'académie de Dakar, avec 19,4% de « sans diplomes et/ou d'indéterminé » est celle qui a le plus de personnel qualifié. Elle est suivie par Thiès et Rufisque avec respectivement 26,6% et 30,1%.

Taux de qualification par type de diplôme professionnel en 2014

IA	CEAP	CAP	CAECEM	CAEM	CAES/ CAPES	Indéterminé & Sans diplôme
Dakar	0,60%	2,30%	22,00%	32,60%	23,00%	19,40%
Pikine-Gued	0,20%	3,10%	22,00%	27,10%	14,30%	33,40%
Rufisque	0,40%	4,70%	21,60%	26,50%	16,60%	30,10%
Diourbel	0,10%	1,70%	25,90%	19,10%	10,30%	42,90%
Fatick	0,90%	2,20%	25,50%	12,50%	5,20%	53,70%
Kaffrine	0,00%	0,80%	37,80%	20,50%	12,30%	28,60%
Kaolack	0,50%	4,50%	22,50%	19,40%	7,60%	45,60%
Kédougou	0,00%	1,80%	37,20%	17,50%	8,60%	35,00%
Kolda	0,20%	4,50%	26,00%	12,60%	6,20%	50,40%
Louga	1,10%	5,10%	26,60%	17,50%	12,70%	36,90%
Matam	0,10%	0,80%	28,30%	19,10%	7,20%	44,40%
Sédhiou	0,20%	1,80%	29,30%	15,10%	5,50%	48,10%
St-Louis	0,50%	1,80%	25,10%	20,10%	9,70%	42,80%
Tamba	0,00%	0,80%	25,80%	17,80%	9,50%	46,10%
Thiès	0,90%	2,60%	30,90%	25,90%	13,10%	26,60%
Ziguinchor	0,20%	1,00%	30,50%	17,30%	7,30%	43,70%
Sénégal	0,50%	2,50%	26,80%	20,60%	10,60%	39,00%
Moyenne	0,40%	2,50%	27,30%	20,00%	10,60%	39,20%
Minimum	0,00%	0,80%	21,60%	12,50%	5,20%	19,40%
Maximum	1,10%	5,10%	37,80%	32,60%	23,00%	53,70%
Ecart-Type	0,40%	1,50%	4,90%	5,50%	4,70%	9,60%
CV	93,10%	60,50%	18,00%	27,30%	44,30%	24,40%

Le redoublement dans le secondaire général

En fin d'année scolaire 2013, le taux de redoublement global au niveau du secondaire général est de 21,9% contre 20,9% en 2011/2012. Soit une augmentation de 1 point de pourcentage. Il est de 21,4% chez les garçons et de 22,5% pour les filles. Au niveau global, neuf régions ont un taux de redoublement supérieur à celui du niveau national. Le plus fort taux est enregistré à Kolda (34,8%) et le plus faible à la région de Dakar (16,4%).

Chez les filles, dix régions ont enregistré un taux supérieur à celui du niveau national. Les régions de Kolda et de Dakar se retrouvent dans les deux extrémités avec respectivement 35,1% et 16,7% enregistré.

Pour les garçons, neuf régions ont un taux au-dessus du national. Comme chez les filles, c'est

Kolda qui a le taux le plus élevé (34,6%) et Dakar le plus faible (16,2%).

L'examen du redoublement par niveau et par sexe révèle que le taux des garçons est inférieur à celui des filles aussi bien en seconde qu'en première et terminale. L'écart entre les sexes pour ce taux est de 2 points en seconde, 4 points en Première et 1,5 point en Terminale.

Pour la seconde, c'est à Kédougou qu'on retrouve les taux les plus élevés (30,6%) avec 29,0% pour les garçons et 29,5% pour les filles. Au niveau de la classe de première, c'est Ziguinchor qui enregistre la plus forte valeur (26,3%) avec 24,7% chez les garçons et 28,7% chez les filles. En terminale, c'est l'Académie de Kolda qui a le plus fort taux pour le global (53,4%) .

Taux de redoublement du secondaire général par niveau en 2014 (%)

Régions	Seconde			Première			Terminale			cycle		
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total
Dakar	12,2	11,9	12,1	11,5	10,5	11,0	26,7	26,5	26,6	16,7	16,2	16,4
Diourbel	17,1	13,9	15,4	19,2	16,5	17,6	21,1	24,3	23,0	18,9	17,9	18,3
Fatick	30,6	22,2	26,1	23,2	23,2	23,2	43,8	35,3	39,1	31,7	26,1	28,7
Kaffrine	8,2	8,2	8,2	16,5	19,0	17,9	54,7	48,6	51,0	23,0	22,7	22,8
Kaolack	12,9	10,7	11,6	20,8	18,6	19,5	33,2	32,6	32,9	20,8	19,3	20,0
Kédougou	31,0	17,4	21,0	21,4	22,7	22,4	37,7	26,8	29,2	30,2	21,4	23,5
Kolda	30,6	29,0	29,5	25,4	21,2	22,6	50,8	54,7	53,4	35,1	34,6	34,8
Louga	13,0	14,3	13,7	12,6	10,1	11,3	31,3	28,2	29,6	18,4	17,2	17,7
Matam	24,7	23,4	24,0	23,5	17,1	20,0	39,3	41,1	40,3	27,3	25,7	26,4
Sédhiou	16,1	14,8	15,2	30,0	24,9	26,2	35,1	38,6	37,7	25,7	25,4	25,5
St-Louis	19,8	17,8	18,8	23,2	17,7	20,3	41,8	32,7	36,6	26,6	22,2	24,3
Tamba	21,4	16,0	18,0	19,4	14,9	16,5	33,2	28,4	30,2	24,3	19,2	21,0
Thiès	18,0	18,0	18,0	16,8	15,3	16,1	37,6	34,1	35,7	23,8	22,5	23,1
Ziguinchor	22,3	20,3	21,2	28,7	24,7	26,3	40,1	38,6	39,2	29,8	27,6	28,5
Sénégal	17,5	16,2	16,8	17,7	16,5	17,0	33,8	32,7	33,2	22,5	21,4	21,9
Moyenne	19,8	17,0	18,0	20,9	18,3	19,3	37,6	35,0	36,0	25,2	22,7	23,6
Min	8,2	8,2	8,2	11,5	10,1	11,0	21,1	24,3	23,0	16,7	16,2	16,4
Max	31,0	29,0	29,5	30,0	24,9	26,3	54,7	54,7	53,4	35,1	34,6	34,8
Ecart-Type	7,3	5,5	5,9	5,4	4,7	4,7	8,8	8,7	8,6	5,4	4,9	5,0
CV	37,0	32,2	32,9	25,9	25,8	24,5	23,4	24,9	23,8	21,5	21,6	21,0

Les résultats de l'examen du baccalauréat session 2014

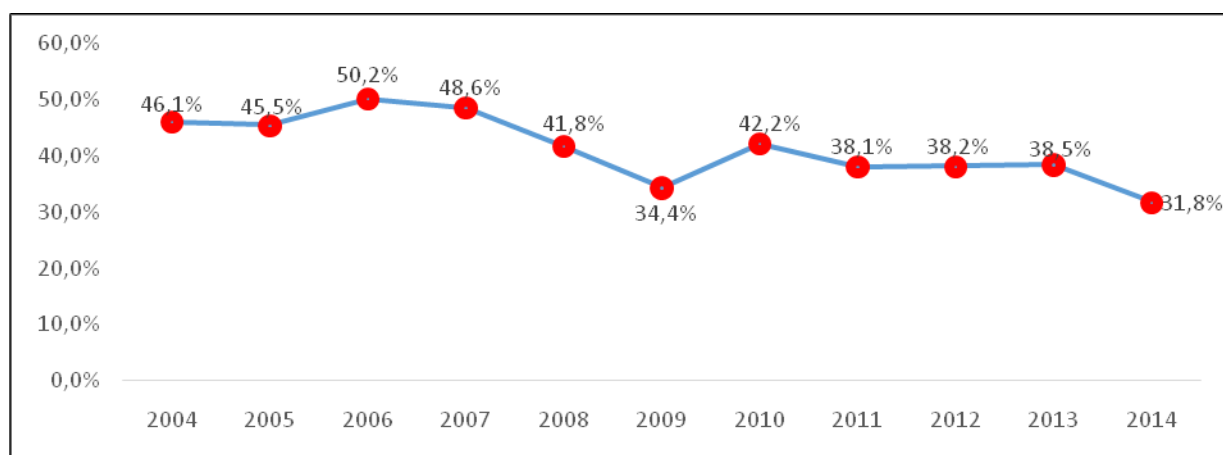
Les performances du secondaire, appréciées par le taux de réussite au Bac ont évolué en dents de scie durant les dix dernières années. Sur la période 2003-2013, l'indicateur a perdu 1,4% en moyenne annuellement. Son niveau le plus élevé a été atteint en 2006 à 50,2% alors que son plus bas niveau est celui de 2009 (34,4%). Même si le taux de réussite a enregistré une augmentation de 7,8 points de pourcentage

entre 2009 et 2010, il s'est dégradé de 4,1 points entre 2010 et 2011, passant ainsi de 42,2% à 38,1%.

Depuis 2011, le taux de réussite au Bac oscille autour de 38%, avec une légère avance des garçons sur les des filles.

Au niveau des régions, quatre sur les quatorze ont un taux inférieur au niveau national 38,5%. Les taux enregistrés varient de 24,1% à Kolda à 62,7 % à Dakar.

Evolution du taux de réussite au Bac de 2004 à 2014



Répartition du taux de réussite au baccalauréat en 2014

REGIONS	TOTAL DES INSCRITS			TAUX DE PARTICIPATION			TAUX DE REUSSITE (%)		
	Filles	Garçons	Global	Filles	Garçons	Global	Filles	Garçons	Global
Banjul	11	25	36	100	100	100	63,6	68	66,7
Dakar	10444	8963	19407	97,1	95,9	96,5	38,2	40	39
Diourbel	2413	3120	5533	98,3	97,8	98	29,2	38,5	34,4
Fatick	2628	3050	5678	98,6	98,8	98,7	31,5	39	35,6
Kaffrine	698	1010	1708	97,6	97,6	97,6	16,9	26,1	22,3
Kaolack	3762	5187	8949	98,6	98,3	98,4	26,3	34,6	31,2
Kédougou	237	692	929	95,8	96,7	96,4	25,6	21,8	22,8
Kolda	1851	3492	5343	97,1	97,2	97,2	15,1	20,6	18,7
Louga	2196	2554	4750	97,5	98	97,8	25,6	35,6	31
Matam	847	1151	1998	97,6	98,5	98,1	37,1	48,4	43,7
Pikine	8620	8767	17387	97,7	97,4	97,6	33,3	39,3	36,3
Rufisque	2740	2562	5302	97,9	97,6	97,8	31,6	38,5	34,9
Saint - Louis	4207	4671	8878	98,3	98,3	98,3	27,8	36,7	32,5
Sédhiou	1084	2758	3842	97,7	98,1	98	13,9	21	19
Tambacounda	1319	2077	3396	97,9	97,1	97,4	22,4	29,8	26,9
Thiès	9329	9880	19209	98,6	98,2	98,4	29,7	38,2	34
Ziguinchor	6380	8815	15195	97,5	97,7	97,6	17,6	22,5	20,4
TOTAL	58766	68774	127540	97,8	97,6	97,7	29,1	34,1	31,8

Source : Office du BAC

Le taux de réussite au baccalauréat général et technique 2014 est 31,9% soit une baisse de 6,1 points par rapport à l'année 2013 (38% d'admis).

Les résultats au bac qui évoluent en dents de scie se situent en-deçà de la valeur cible retenue

dans le modèle de simulation (64%). Les facteurs explicatifs de ces performances insuffisantes au bac sont entre autres : le déficit de formation continue des professeurs, de manuels, de matériel didactique et du temps d'apprentissage.

Résultats du baccalauréat par série en 2014

SERIE	TOTAL DES INSCRITS	TOTAL ADMIS	
		Effectif	%
L1a	26	21	80,8
L1b	14	13	92,9
L'1	41 645	11 775	29
L2	50 855	14 404	28,9
LA	75	16	21,6
L-AR	3 845	1 045	29
S1	537	480	90,9
S2	26 093	9 730	37,9
S2A	20	9	45
S3	105	70	68,6
S4	69	36	52,2
S5	41	12	30,8
G	3755	1 831	50,2
F6	17	7	41,2
T1	237	110	48,2
T2	206	79	40,9
TOTAL	127 540	39 638	31,8



EDUCATION DE BASE DES JEUNES ET DES ADULTES EBJA



Le sous- secteur de l'Education de Base des Jeunes et des Adultes (EBJA), communément appelé Education Non Formelle, est un sous- secteur stratégique dont l'impact socioéconomique est hautement salubre.

En effet, l'alphabétisation et les langues nationales sont de puissants leviers qui permettent aux citoyennes et aux citoyens sénégalais de se doter de connaissances, de compétences et de valeurs socioculturelles, de contribuer à la sauvegarde de leur environnement et au développement endogène et durable de leur milieu.

Toutefois, le sous- secteur manque aujourd'hui de visibilité du fait de l'absence de données statistiques exhaustives et fiables susceptibles d'édifier les autorités de la République et les différents acteurs et partenaires sur l'état d'évolution des programmes d'alphabétisation et le niveau réel d'utilisation des langues nationales dans le pays.

Dans l'optique de corriger ces insuffisances, la DALN, sous l'autorité du Ministère de l'Education nationale (MEN) et en collaboration avec la Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education (DPRE), a initié un ensemble d'actions qui ont induit d'importants résultats qui méritent d'être partagés. Parmi ces stratégies, il convient de rappeler, ici, le Système d'Information Statistique pour l'Education et la Formation (SISEF). Le SISEF a développé des innovations qui ont, non seulement, permis de corriger les limites antérieures mais également d'arriver à des résultats probants, tels : une application informatique harmonisée ("le stat édu") pour les différents sous- secteurs du système éducatif, des outils adaptés et un dispositif opérationnel de collecte et de traitement de données.

Le processus de collecte des données, faut-il le reconnaître, a connu certaines difficultés, telles que : des limites budgétaires et une absence de superviseurs qui ont affecté l'exhaustivité et la fiabilité des données (certaines régions et certains indicateurs n'ont pas été correctement renseignées).

Toutefois, malgré les insuffisances et les retards constatés, les résultats sont là bien palpables et assez pertinents : le sous secteur de l'EBJA dispose désormais d'un annuaire statistique et d'un rapport sur les indicateurs dûment élaborés par des équipes bien formées à la tâche. Aussi, les équipes techniques du sous- secteur de l'EBJA (DALN et CNRE) sont- elles maintenant bien outillées et suffisamment aptes à reproduire tout cet important travail.

Le présent rapport a été produit dans un contexte de mutations politiques et administratives marqué, entre autres, par l'avènement du Secrétariat d'Etat à l'Alphabétisation et à la Promotion des Langues nationales et la nomination de Monsieur Youssou TOURE à la tête dudit département.

Nous remercions Son Excellence Le Président de la République, Monsieur Macky SALL, pour cette importante décision politique qui vise à éradiquer l'analphabétisme et à promouvoir les langues nationales au Sénégal.

Nos remerciements vont, également, à l'endroit de l'AFD, l'UNESCO - BREDIA, la DPRE et la CIME pour tout l'appui technique et/ou financier qu'elles n'ont cessé d'apporter au secteur de l'éducation, en particulier au sous - secteur de l'éducation de base des jeunes et des adultes analphabètes.

Enfin, nous félicitons la DALN, le CNRE, les Inspections d'Académie (IA) et les Inspections de l'Education et de la Formation (IEF) pour l'excellent travail abattu et les exhortons à poursuivre cette dynamique pour que les différents acteurs et partenaires du sous- secteur soient suffisamment informés et que celui-ci soit à jamais bien visible. /.

I- LES STRUCTURES

A) Répartition des structures par statut et par région

En 2010 /2011, le nombre de structures recensées est de 1309 dont 73,9% du privé, 15,9% du communautaire et 10,2 % du public.

Pour la même année, la région de Kaffrine abrite 16% des structures. Elle est suivie par la région de Tambacounda avec 14,4%.

Par statut, on retrouve 38 % des structures dans le communautaire à Thiès, 21,6% à Saint-Louis. Les régions de Dakar et Kaolack n'abritent pas le communautaire. Sur les 967 structures privées, 19,6% se trouvent à Kaffrine, 19,5% à Ziguinchor. La région de Kaolack a le plus faible taux avec 1%.

Au niveau du public, qui compte 134 structures, les 29,9% se retrouvent à Kédougou, 27,6% à Saint-Louis. Les régions de Kaolack et Ziguinchor n'enregistrent aucune structure.

Tableau 1 : Répartition des structures par statut et par région

IA	COMMUNAUTAIRE	PRIVE	PUBLIC	Total
IA Dakar		24	15	39
IA Kaffrine	12	190	10	212
IA Kaolack		1		1
IA Kédougou	1	123	40	164
IA Kolda	1	95	2	98
IA Matam	33	60	18	111
IA St Louis	45	34	37	116
IA Tambacounda	35	145	9	189
IA Thiès	79	106	3	188
IA Ziguinchor	2	189		191
Total	208	967	134	1309

Source : Campagne statistique 2010/2011

B) Répartition des structures par zone, région et par statut

En 2010/2011, la zone urbaine abrite 36,6% des structures contre 63,4% en zone rurale. En zone rurale, qui compte 830 structures, les 16,4% se trouvent dans la région de Kédougou, les 16,0% à Kaffrine. Dakar n'abrite pas de structures en zone rurale.

En milieu urbain, qui abrite 479 structures, les 20,7% sont dans la région de Thiès. Les régions de Kaffrine et Ziguinchor compte chacune 16,5% des structures. La région de Kaolack n'enregistre aucune structure en zone urbaine.

Par statut, en zone rurale, le privé enregistre 75,7% des structures avec 18,8% pour la région de Kaffrine et 17,7% pour Ziguinchor. Pour le communautaire qui abrite 15,8% des structures, les 29,8% sont dans la région de Thiès. La région de Kaolack n'abrite pas de communautaire.

S'agissant du statut des structures en zone urbaine, le privé enregistre 70,8% des structures. Les 23,0% des structures de la zone urbaine se retrouvent à Ziguinchor, les 21,2% à Kaffrine. Le communautaire abrite 16,0% des structures en zone urbaine. La région de Thiès enregistre près de 52% des structures du communautaire. Les régions de Dakar, Kaolack, Kaffrine, Kédougou et Kolda abritent pas du communautaire en zone urbaine. Le privé enregistre 13,1% en zone urbaine avec 44,4% à Saint-Louis et 23,80% à Dakar.

Tableau 2 : Répartition des structures par zone et par région

Régions	Rural				Urbain				Total
	COMM	PRIVE	PUBLIC	Total	COMM	PRIVE	PUBLIC	Total	
Dakar						24	15	39	39
Kaffrine	12	118	3	133		72	7	79	212
Kaolack		1		1					1
Kédougou	1	101	34	136		22	6	28	164
Kolda	1	90	2	93		5		5	98
Matam	21	40	12	73	12	20	6	38	111
St Louis	34	22	9	65	11	12	28	51	116
Tambacounda	22	98	8	128	13	47	1	61	189
Thiès	39	47	3	89	40	59		99	188
Ziguinchor	1	111		112	1	78		79	191
Total	131	628	71	830	77	339	63	479	1309

Source : Campagne statistique 2010/2011

C) Répartition des structures par type et par région

En 2010,2011, sur les 1309 structures de formation recensées, les daara représentent 66,3%, les CAF/CAL 33,2% et les ECB 1, 5%.

Au niveau des daara, 21,3% des structures se retrouvent dans la région de Ziguinchor, les 20,2% à Kaffrine. La région de Kaolack ne compte pas de daara. La situation au niveau de Kaolack est due à un problème de collecte de données.

Pour les CAF, la région de Kolda totalise 18,6% des structures, suivie par la région de Matam avec 15,5%. La région de Kaolack vient en dernière position avec 0,25%. La région de Dakar n'enregistre aucune CAF.

Concernant les CAL, on les retrouve dans les régions de Kolda, Dakar, Kaffrine et Ziguinchor avec respectivement 51,1%, 38,3%, 8,5% et 2,1%.

Tableau 3 : Répartition des structures par type et par région

Régions	AUTRE	CAF	CAL	DAARA	ECB	Total
Dakar			18	21		39
Kaffrine		33	4	175		212
Kaolack		1				1
Kédougou		32		132		164
Kolda		72	24	2		98
Matam		60		51		111
St Louis	3	73		40		116
Tambacounda	1	59		129		189
Thiès		54		133	1	188
Ziguinchor		4	1	185	1	191
Total	4	388	47	868	2	1309

Source : Campagne statistique 2010/2011

D) Répartition des structures par programme

Par programme, sur les 1309 structures recensées, les 1245 soit 95,1% n'ont pas été classées par type de programme. Les 2,7% des structures sont financées par le Budget Consolidé d'Investissement (BCI) et 2,2% par le Programme d'Alphabétisation Intensive au Sénégal (PAIS). Parmi les structures non classées par programme, la région de Kaffrine abritent le plus fort pourcentage avec 17,0% et celle de Dakar le plus faible avec 2,3%.

Les structures financées par le BCI se retrouvent uniquement dans les régions de Thiès, Dakar et Kaolack avec respectivement 66,7%, 30,6% et 2,7%.

Les régions de Saint-Louis, Thiès et Kédougou abritent les structures du PAIS avec respectivement 75,0%, 21,4% et 3,6%

Tableau 4 : Répartition des structures par programme et par région

Régions	AUTRE	BCI	PAIS	Total
Dakar	28	11		39
Kaffrine	212			212
Kaolack		1		1
Kédougou	163		1	164
Kolda	98			98
Matam	111			111
St Louis	95		21	116
Tambacounda	189			189
Thiès	158	24	6	188
Ziguinchor	191			191
Total	1245	36	28	1309

Source : Campagne statistique 2010/2011

II- LES LANGUES D'ENSEIGNEMENT CODIFIÉES

A) Les langues codifiées

De 1971 à 2011, 19 langues sont codifiées, 6 langue en 1971, 2 langues entre 1971 et 2000 date à partir de laquelle au moins une langue est codifiée par an. Cette évolution dans le processus de codification des langues est due par la constitution de 2001 qui stipule que toute langue codifiée devient langue nationale avec la possession d'un décret relatif à l'orthographe et la séparation des mots de cette langue. Le décret de 2001 a suscité un grand intérêt au niveau des communautés linguistiques pour voir leur langue érigée au rang de langue nationale afin d'être introduite dans l'ENF ou le formel.

Tableau 5 : Répartition des langues par année de codification

N°	Langues	Date de codification
1.	Wolof	1971
2.	Seereer	1971
3.	Pulaar	1971
4.	Joola	1971
5.	Mandinka	1971
6.	Sooninke	1971
7.	Hasaniya	1995
8.	Balant	2000
9.	Mankaañ	2001
10.	Noon	2002
11.	Manjaaku	2002
12.	Mënik	2004
13.	Oniyan	2004
14.	Saafi-saafi	2004
15.	Guñuun	2005
16.	Laalaa	2005
17.	Kanjad	2006
18.	Jalunga	2007
19.	Ndút	2008

B) Nombre de langues utilisées dans les programmes

En 2010/2011, sur les 19 langues codifiées, seules 9 sont introduites dans l'ENF. Il s'agit du wolof, pulaar, seereer, joola, mandinka, sooninke, balant, mankaan, manjaaku plus les 2 langues étrangères l'arabe et le français.

la répartition des langues dans les régions montre que seuls l'arabe et le Pulaar sont présents dans presque toutes les 10 régions.

L'absence du wolof à Dakar, de l'arabe à Kolda et à Kaolack, du seereer dans toutes les régions pose problème. Elle peut être liée à un problème de collecte.

On note la présence des langues laalaa, saafi saafi, noon et Ndút.

Tableau 6 : Langues utilisés par la région

Régions	ARABE		BALANT		FRANCAIS		JOLA		MANDINKA		MANJAANKU		MANKAAN		PULAAR		SEEREER		WOLOF		SOONINKE		Total	
	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
Dakar	96	50			36	33									30	120							162	203
Kafrine	3522	1519	13	10	6	2			22	307					95	225			114	691		50	3772	2804
Kaolack																		30	89				30	89
Kedougou	1049	808	35	19	5	10			6	436		30			34	304							1129	1607
Kolda													15	57	1648	4860					52	397	1715	5314
Matam	1299	694	167	79	1250	1150									875	1875			3	1			3594	3799
St Louis	797	260	54	27	698	622	38	16							323	1369			43	579			1953	2873
Tamba	1847	1581							55	476			0	30	457	1100			76	116	148	929	2583	4232
Thies	4274	1447													40	160	44	496	33	1327		35	4391	3465
Ziguinchor	7334	4252					207	168	137	59					48	15			1	10			7727	4504
Total	20218	10611	269	135	1995	1817	245	184	220	1278	0	30	15	87	3550	10028	44	496	300	2813	200	1411	27056	28890

III- LES EFFECTIFS

A) Evolution des effectifs enrôlés par l'éducation non formelle

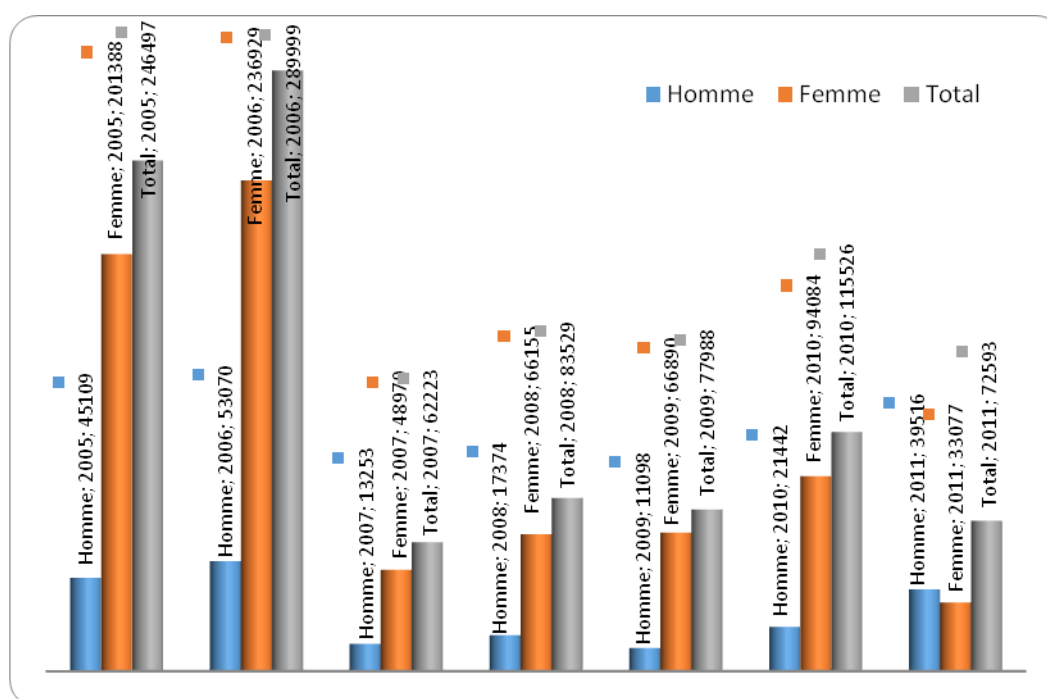
Entre 2005 et 2011, l'effectif global de l'ENF est passé de 246 497 apprenants à 72 593 soit un écart de 173 904 en valeur absolue et -70,6% en valeur relative.

Pour les hommes l'effectif a connu, en valeur absolue, une baisse de 5 593 contre 168 311 chez les femmes.

L'effectif global a connu un pic en 2006 avec 289 999 apprenants et un creux en 2007 avec 62 223 apprenants.

L'évolution des effectifs en dents de scie, durant la période 2005-2010, est due au fait que beaucoup de projets ont été clôturés au cours de cette période.

Graphique 1 : Evolution des effectifs de l'ENF de 2005 à 2011



Source : Campagne statistique 2010/2011

B) Effectifs par programme

En 2010/2011, sur un effectif total de 72 593, les 69 479 sont dans des programmes autres que le BCI et PAIS. Le BCI a enrôlé 2 218 auditeurs et le PAIS 896. Ces deux programmes ont enregistré le plus fort taux de femmes avec respectivement 87,7% et 87,1% de femmes.

Tableau 7 : Répartition des effectifs par programme

PROGRAMME	HOMME	FEMME	TOTAL	%Femmes
AUTRE	39128	30351	69479	43,7%
BCI	272	1946	2218	87,7%
PAIS	116	780	896	87,1%
Total	39516	33077	72593	45,6%

Source : Campagne statistique 2010/2011

C) Effectifs par type de centre

L'effectif total enrôlé par les différents centres Autres, CAF, CAL, DAARA et ECB est de 72 593 réparti comme suit:

- 51 850 par les daara avec 30,8% de femmes ;
- 18 790 par les CAF avec 81,4% de femmes ;
- 1 726 par les CAL avec 92,9 % de femmes ;
- 145 par Autres avec 91,0% de femmes ;
- 82 les ECB avec 82,9% de femmes.

La prédominance de l'effectif des daara sur les autres types de centres s'explique par le type d'enseignement dispensé. Traditionnellement le daara assurait l'éducation de base des musulmans et jusqu'à nos jours il continue de recevoir une importante demande en éducation.

Dans les daara les hommes représentent plus de 69% des effectifs.

Tableau 7 : Répartition des effectifs par type de centre

TYPE_CENTRE	HOMME	FEMME	TOTAL	%Femmes
AUTRE	13	132	145	91,0%
CAF	3486	15304	18790	81,4%
CAL	122	1604	1726	92,9%
DAARA	35881	15969	51850	30,8%
ECB	14	68	82	82,9%
Total	39516	33077	72593	45,6%

Source : Campagne statistique 2010/2011

D) Effectifs par statut

En 2010/2011 sur les 72 593, les 57 881 sont dans le privé, 10 206 fréquentent le communautaire et 4 506 sont au niveau du public. Les femmes sont plus présentes au niveau du public où elles représentent 82,6% de l'effectif contre 55,7% et 40,9% respectivement au niveau du communautaire et du privé.

Tableau 8 : Répartition des effectifs par statut

STATUT	HOMME	FEMME	TOTAL	%Femmes
COMMUNAUTAIRE	4523	5683	10206	55,7%
PRIVE	34208	23673	57881	40,9%
PUBLIC	785	3721	4506	82,6%
Total	39516	33077	72593	45,6%

Source : Campagne statistique 2010/2011

E) Effectifs par zone

En 2010/2011, sur les 72 593 les 43 712, soit 60,2%, sont enrôlés en zone rurale et 28 881 en zone urbaine soit 39,8%.

Tableau 9 : Répartition des effectifs par zone

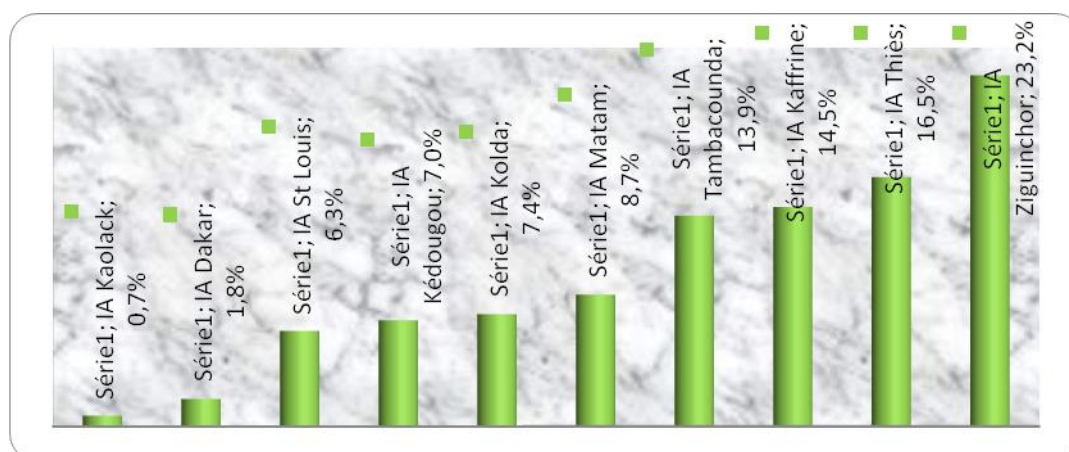
ZONE	HOMME	FEMME	TOTAL	% par zone
Rural	21430	22282	43712	60,2%
Urbain	18086	10795	28881	39,8%
Total	39516	33077	72593	100%

Source : Campagne statistique 2010/2011

F) Part de chaque région dans les effectifs

Sur un effectif de 72 593, les régions de Ziguinchor, Thiès, Kaolack et Tambacounda enregistrent les plus forts pourcentages avec respectivement 23,2%, 16,5%, 14,5% et 13,9%. Les régions de Matam, Kolda, Kédougou et St-Louis totalisent 29,4% de l'effectif total. Les régions de Dakar avec 1,8% et de Kaolack avec 0,7% enregistrent les plus faibles taux.

Graphique 2 : Part de chaque région dans les effectifs en 2010/2011



G) Part de chaque type de centre dans les effectifs et par région

En 2010/2011, les daara abritent 71,4% de l'effectif total de l'ENF, les CAF/CAL/Autres 28,5% et les ECB 0,1%.

Au niveau des régions de Ziguinchor (98,3%), Kaffrine (86,8%), Kédougou (81,1%), Thiès (78,5%), Tambacounda (66,4%) l'essentiel des effectifs se retrouve au sein des daara. A Dakar, Matam et St-Louis les effectifs dans les daara représentent respectivement 58,0%, 50,2% et 41,8% de l'effectif total. C'est à Kolda que les daara enregistrent le plus faible pourcentage dans les effectifs avec 1,9%. A Kaolack on n'enregistre pas d'effectifs dans les daara.

Pour les CAF/CAL/Autres, représentent 28,5% des effectifs de l'ENF en 2010/2011. C'est au niveau des régions de Kaolack (100%), Kolda (98,1%), St-Louis (58,2%) que les CAF/CAL/Autres enregistrent les plus forts pourcentages dans les effectifs. Les plus faibles taux se retrouvent à Kaffrine (13,2%) et à Ziguinchor (1,5%).

Tableau 10 : Part de type de programme dans les effectifs et par région

IA	Autre	CAF	CAL	Daara	ECB
IA Dakar	0,0%	0,0%	42,0%	58,0%	0,0%
IA Kaffrine	0,0%	10,1%	3,1%	86,8%	0,0%
IA Kaolack	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%
IA Kédougou	0,0%	18,9%	0,0%	81,1%	0,0%
IA Kolda	0,0%	85,2%	12,9%	1,9%	0,0%
IA Matam	0,0%	49,8%	0,0%	50,2%	0,0%
IA St Louis	2,4%	55,8%	0,0%	41,8%	0,0%
IA Tambacounda	0,3%	33,3%	0,0%	66,4%	0,0%
IA Thiès	0,0%	21,1%	0,0%	78,5%	0,4%
IA Ziguinchor	0,0%	0,6%	0,9%	98,3%	0,2%
Total	0,2%	25,9%	2,4%	71,4%	0,1%

Source : Campagne statistique 2010/2011

A) Répartition des effectifs par programme et par région

L'effectif de 72 593 est réparti dans les trois programmes comme suit :

- Au niveau du PAIS, pour un effectif de 896, les régions de St-Louis et Thiès enregistrent à elles seules plus de 97% des effectifs (75,8% à St-Louis, 22% à Thiès). Les plus faibles pourcentages se retrouvent à Kédougou avec 2,2%. Sept régions sur les dix n'abritent pas le programme PAIS.
- Pour le BCI, les régions de Thiès et Kaolack enregistrent respectivement 62,4% et 22,9% des effectifs. La région de Dakar avec 14,7% a le plus faible pourcentage. Le programme n'est pas présent dans les autres régions du pays. Cette absence pourrait s'expliquer par des manquements au niveau de la collecte des données.

- Au niveau des Autres programmes, pour un effectif de 69 479, les régions de Ziguinchor, Kaffrine, Thiès et Tambacounda abritent respectivement 24,2%, 15,1%, 14,9% et 14,5%. Le plus faible pourcentage est enregistré par la région de Dakar avec 1,4% des effectifs. La région de Kaolack est la seule à ne pas abriter un programme autre que la BCI et le PAIS.

Tableau 11 : Répartition des effectifs par programme et par région

Régions	AUTRE		BCI		PAIS		Total	
	F	H	F	H	F	H	F	H
IA Dakar	464	518	326	0			790	518
IA Kaffrine	3266	7252					3266	7252
IA Kaolack			310	198			310	198
IA Kédougou	2449	2618			7	13	2456	2631
IA Kolda	4221	1160					4221	1160
IA Matam	3572	2751					3572	2751
IA St Louis	2269	1628			581	98	2850	1726
IA Tambacounda	4949	5152					4949	5152
IA Thiès	3716	6659	1310	74	192	5	5218	6738
IA Ziguinchor	5445	11390					5445	11390
Total	30351	39128	1946	272	780	116	33077	39516

Source : Campagne statistique 2010/2011

B) Répartition des effectifs par zone

En zone rurale pour un effectif de 43712 apprenants, les régions de Ziguinchor, Tambacounda et Kaffrine abritent respectivement 22,2%, 5,7% et 13,3% soit un total de plus 50% des effectifs. Le plus faible pourcentage est enregistré à Kaolack (1,2%). La région de Dakar n'a pas d'effectif en zone rurale.

En milieu urbain, l'effectif total des apprenants est de 28 881. Les régions Ziguinchor (24,7%), Thiès (24,4%) et Kaffrine (16,2%) abritent plus de 64% des effectifs. Les régions de Kédougou (3,0%) et Kolda (0,9%) ont les plus faibles pourcentages. La région de Kaolack n'enregistre pas d'effectifs en zone urbaine.

Tableau 12 : Répartition des effectifs par zone et par région

REGIONS	Rural			Urbain			Total		
	F	H	T	F	H	T	F	H	T
IA Dakar				790	518	1308	790	518	1308
IA Kaffrine	2016	3818	5834	1250	3434	4684	3266	7252	10518
IA Kaolack	310	198	508				310	198	508
IA Kédougou	2022	2194	4216	434	437	871	2456	2631	5087
IA Kolda	3988	1129	5117	233	31	264	4221	1160	5381
IA Matam	2351	1673	4024	1221	1078	2299	3572	2751	6323
IA St Louis	1424	1137	2561	1426	589	2015	2850	1726	4576
IA Tamba	3784	3065	6849	1165	2087	3252	4949	5152	10101
IA Thiès	2523	2376	4899	2695	4362	7057	5218	6738	11956
IA Ziguinchor	3864	5840	9704	1581	5550	7131	5445	11390	16835
Total	22282	21430	43712	10795	18086	28881	33077	39516	72593

Source : Campagne statistique 2010/2011

C) Répartition des effectifs par statut et par région

Sur un effectif total de 72593, le communautaire comptabilise 14,1%, le privé 79,7% et le public 6,2%.

Au niveau du privé, l'essentiel des effectifs se retrouve dans les régions de Ziguinchor, Kaffrine, Tambacounda et Thiès avec respectivement 28,8%, 16,6%, 14,1% et 13,3% des effectifs.

Pour le public, les régions de Kédougou (27,3%), St Louis (27,1%) et Matam (15,8%) abritent à elles seules plus de 69% des 4 506 apprenants. La région de Kolda a le plus faible pourcentage avec 1,6%. Les régions de Kaolack et Ziguinchor n'ont pas d'effectifs.

Tableau 13 : Répartition des effectifs par statut et par région

REGIONS	COMMUNAUTAIRE		PRIVE		PUBLIC		TOTAL	
	F	H	F	H	F	H	F	H
IA Dakar			328	518	462	0	790	518
IA Kaffrine	434	122	2714	6898	118	232	3266	7252
IA Kaolack			310	198			310	198
IA Kédougou	24	0	1419	2412	1013	219	2456	2631
IA Kolda	30		4134	1146	57	14	4221	1160
IA Matam	777	792	2271	1769	524	190	3572	2751
IA St Louis	1096	1011	663	585	1091	130	2850	1726
IA Tamba	670	996	4003	4156	276	0	4949	5152
IA Thiès	2577	1503	2461	5235	180		5218	6738
IA Ziguinchor	75	99	5370	11291			5445	11390
Total	5683	4523	23673	34208	3721	785	33077	39516

Source : Campagne statistique 2010/2011

D) Effectifs par étape au sein des daara

L'effectif total par étape au sein des daara est de 41 412 apprenants dont 34 364 en Etape1, 5 473 en Etape2 et 1 575 en Etape3. Les effectifs diminuent au fur et à mesure que l'on progresse ; de 34 364 en 1ère étape on se retrouve à 1 575 en 3ème étape soit un écart de 32 789. La région de Dakar n'a pas d'apprenants en 2ème et 3ème étape. La région de Kolda n'a pas d'effectifs pour la 3ème étape. Pour toutes les étapes, sauf à Matam pour la 3ème étape, l'effectif des hommes est supérieur à celui des femmes.

Tableau 14 : Répartition des effectifs des daara par étape et par région

REGIONS	ETAPE 1		ETAPE 2		ETAPE 3		Total	
	M	F	M	F	M	F	M	F
IA Dakar	486	262					486	262
IA Kaffrine	3904	1253	1948	591	387	120	6239	1964
IA Kédougou	2285	1424	123	48	91	32	2499	1504
IA Kolda	32	28	23	20			55	48
IA Matam	650	505	114	62	0	35	764	602
IA St Louis	1017	555	278	123	63	18	1358	696
IA Tambacounda	2999	1700	180	62	22	10	3201	1772
IA Thiès	4383	1646	436	50	120	147	4939	1843
IA Ziguinchor	7916	3319	815	600	366	164	9097	4083
TOTAL	23672	10692	3917	1556	1049	526	28638	12774

Source : Campagne statistique 2010/2011

E) Effectifs par niveau au sein des CAF/CAL/Autres

En 2010/2011, l'effectif total par niveau au sein des CAF/CAL/Autres est de 20 270 dont 12 120 pour le Niveau1, 7 465 pour le Niveau2 et 685 pour le Niveau3. On note un déséquilibre des effectifs entre les différents niveaux.

Les régions de Dakar, Kédougou et Ziguinchor n'enregistrent pas d'effectifs au Niveau2. Au Niveau3 on ne retrouve pas d'effectifs pour les régions de Dakar, Matam, Tambacounda et Ziguinchor.

Le fait qu'on ne retrouve pas d'effectifs au niveau de certaines régions pourrait être dû au problème de collecte des données.

Tableau 15 : Répartition des effectifs des CAF/CAL/Autres par niveau et par région

REGIONS	NIVEAU 1		NIVEAU 2		NIVEAU 3		Total	
	M	F	M	F	M	F	M	F
IA Dakar	5	515					5	515
IA Kaffrine	211	863	51	113	4	146	266	1122
IA Kaolack	43	67	100	144	55	99	198	310
IA Kédougou	24	901			6	6	30	907
IA Kolda	599	1934	497	2029	8	176	1104	4139
IA Matam	708	2288	35	120			743	2408
IA St Louis	50	1098	254	900	11	81	315	2079
IA Tambacounda	56	696	558	2205			614	2901
IA Thiès	41	1796	39	420	35	58	115	2274
IA Ziguinchor	71	154					71	154
Total	1808	10312	1534	5931	119	566	3461	16809

Source : Campagne statistique 2010/2011

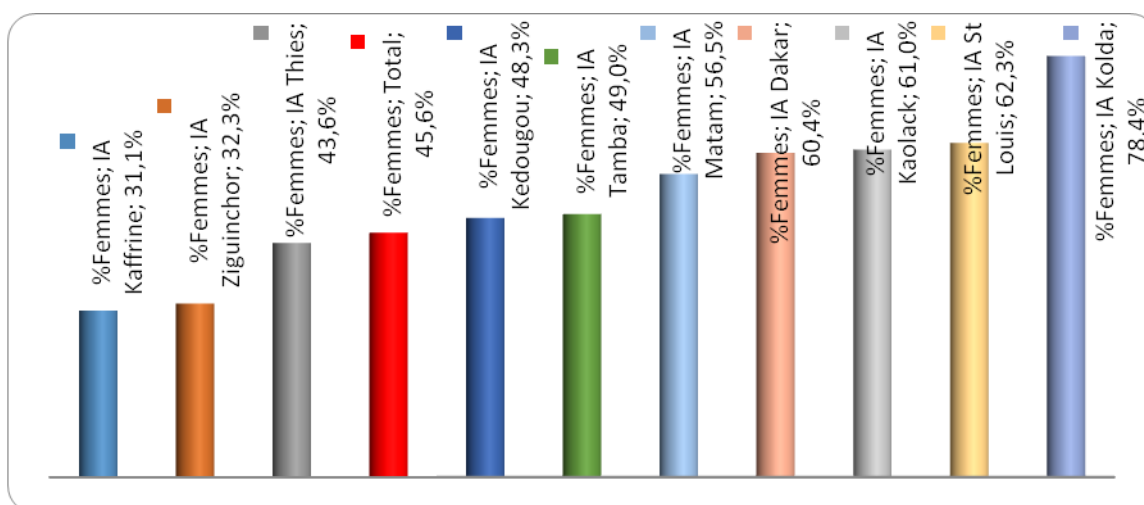
IV- PART DE FEMMES DANS LES EFFECTIFS

A) Pourcentage de femmes dans les effectifs par région

En 2010/2011, sur un effectif total 72 593, les femmes sont présentes à 45,6%. Le taux relativement moyen pourrait s'expliquer par la prédominance des hommes dans les Daara.

Au niveau des régions les femmes sont plus présentes dans celle de Kolda (78,4%) suivie des régions de Saint Louis (62,3%) et de Kaolack (61%). Par contre, les effectifs des femmes sont en dessous de la moyenne dans les régions de Thiès (43,6%), Ziguinchor (32,3%) et Kaffrine (31,1%).

Graphique 3 : Pourcentage de femmes dans les effectifs par région en 2010/2011

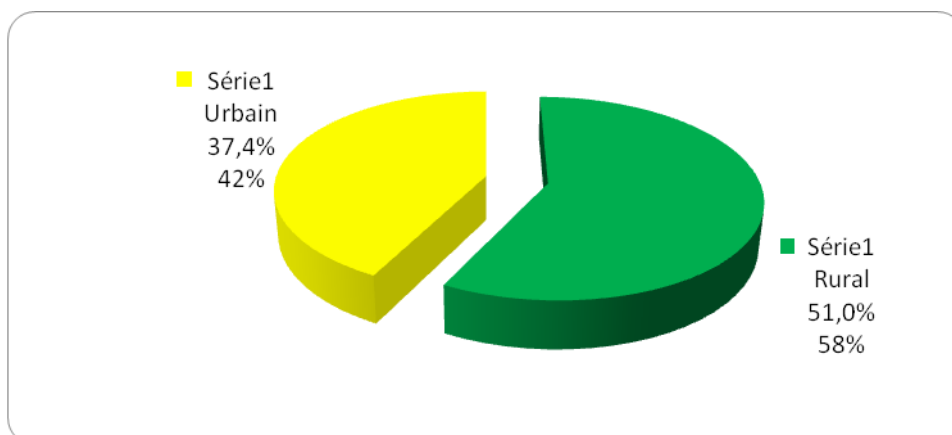


Source : Campagne statistique 2010/2011

B) Pourcentage de femmes dans les effectifs selon zone

En 2010/2011, en zone rurale, les femmes représentent 51,0% des effectifs enrôlés. Pour le milieu urbain, le pourcentage des femmes dans les effectifs est de 37,4%.

Graphique 4 : Pourcentage de femmes dans les effectifs selon la zone en 2010/2011



Source : Campagne statistique 2010/2011

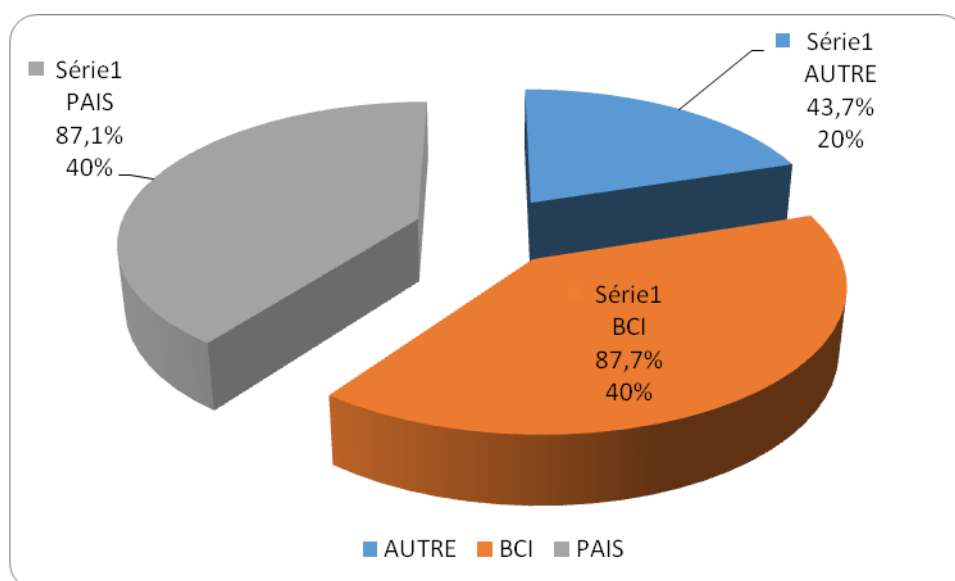
C) Pourcentage de femmes dans les effectifs selon le programme

Pour tous les programmes, le BCI est celui qui enrôle le plus de femmes avec 87,7%. La prédominance des femmes est due à la priorité accordée à celle-ci par les manuels de procédures des bailleurs.

A la suite du BCI, c'est le PAIS-Etat, qui enrôle le plus de femmes avec 87,1%. Au niveau de l'ensemble des autres programmes les femmes représentent 43,7% des effectifs.

Le faible pourcentage des femmes dans les autres programmes pourrait s'expliquer par le fait que la plupart de ces derniers sont destinés à des producteurs (SODAGRI, SODEFITEX, SAED, etc.).

Graphique 5 : Pourcentage de femmes dans les effectifs selon le programme en 2010/2011



Source : Campagne statistique 2010/2011

QUALITE ET EFFICACITE INTERNE

a) Pourcentage des apprenants ayant atteint le seuil de maîtrise des compétences en langue et communication (lecture et expression écrite), en mathématiques et éducation à la science et à la vie sociale.

En 2010 /2011, le pourcentage d'apprenants ayant atteint le seuil de réussite (52.26 %) dans toutes les disciplines évaluées a été très en dessous des prévisions (75 %).

En langue et communication (lecture et expression écrite), mathématiques et en éducation à la science et à la vie sociale, la situation est la même, les taux de réussite des apprenants ont tous été très faibles par rapport aux normes dans le sous secteur de l'ENF.

Ces bas taux pourraient s'expliquer par :

- des objectifs trop ambitieux,
- des personnels enseignants non qualifiés,
- de mauvaises conditions de travail des apprenants,
- des programmes inachevés,
- des insuffisances de productions d'écrits des apprenants,
- des insuffisances de matériels et supports didactiques etc.

Tableau16 : Seuils de maîtrise par discipline

Indicateurs de résultats		Référence en	Prévu en	Réalisé en	Ecart
		2010	2011	2011	
% des apprenants ayant atteint le seuil de réussite en :	Langue (lecture)	80.95	85	52.51	-32,5
	Langue (expression écrite)	78.68	80	49.74	-30,3
	Mathématiques	64.25	75	57.36	-17,6
	Education sociale (Thèmes fonctionnels)	77.95	75	49.41	-26.41
% d'apprenants ayant atteint le seuil de réussite dans toutes les compétences évaluées		55.65	75	52.26	-23.26

Source : rapport d'évaluation 2011 de la DALN.

b) Taux d'abandon par sexe et par région pour le BCI.

Le sous-secteur de l'ENF recommande, dans l'exécution des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation de base non formelle, la mise en place de stratégies efficaces de sensibilisation et de mobilisation sociales pouvant permettre de réduire la déperdition (les abandons). A ce titre, le taux d'abandons ne devrait pas dépasser les 10 % des effectifs.

La lecture du tableau ci-dessous indique un taux d'abandon global de 11,7 % supérieur à la norme du sous-secteur de l'ENF, en 2010 / 2011.

Le plus fort taux d'abandon est enregistré chez les hommes avec 39,6 %. Les femmes ont le plus faible taux d'abandon (10,2 %), inférieur au taux global et dépassant légèrement la norme fixée dans le sous-secteur.

Tableau 17: Taux d'abandon par sexe et par région

Région	Effectif au départ de programme			Effectif en fin de programme			Taux d'abandon par sexe		
	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total	Femme	Homme	Total
Dakar	152	0	152	120	0	120	21,1%		21,1%
Diourbel	240	0	240	216	1	217	10,0%		9,6%
Fatick	150	0	150	147	0	147	2,0%		2,0%
Kaffrine	177	5	182	142	4	146	19,8%	20,0%	19,8%
Kaolack	285	15	300	261	13	274	8,4%	13,3%	8,7%
Kédougou	147	38	184	97	11	108	33,7%	70,7%	41,3%
Kolda	153	27	180	150	16	166	2,0%	40,7%	7,8%
Louga	455	20	475	428	12	440	5,9%	40,0%	7,4%
Matam	237	3	240	193	1	193	18,6%	66,7%	19,6%
Sédhiou	248	22	270	225	20	245	9,3%	9,1%	9,3%
St Louis	226	14	240	202	7	210	10,6%	50,0%	12,5%
Tambacounda	288	20	309	275	14	290	4,4%	31,1%	6,2%
Thiès	196	0	196	188	0	188	4,1%		4,1%
Ziguinchor	235	5	240	219	3	222	6,8%	40,0%	7,5%
Total	3189	169	3358	2864	102	2966	10,2%	39,6%	11,7%

Source : rapport d'évaluation 2011 de la DALN.

c) Taux de fréquentation des apprenants par zone

Le tableau ci-dessous montre qu'en 2010 / 2011, le taux moyen global de présence des apprenant(e)s est de 87,6%. Il est supérieur à la norme (75%) fixée dans le sous secteur de l'ENF. Ce fort taux de présence pourrait s'expliquer par la présence massive des femmes dans ce programme.

Les régions de Sédhiou et Saint Louis affichent les taux de présence les plus importants avec respectivement 93,5 % et 93,5%. Elles sont suivies de Kolda (93,3%) et de Fatick (91,5%). La région de Kédougou enregistre le taux de présence le plus bas avec 76,2% qui est très en deçà de la moyenne nationale.

Cette situation particulière de Kédougou est certainement due en grande partie au statut de zone aurifère de la région qui fait que les apprenant(e)s sont plus occupé(e)s par les activités d'exploitation de l'or ou de celles connexes à cette dernière (exploitation de gargote, petit commerce aux alentours des mines etc.)

Tableau 18 : Taux de fréquentation par région

Région	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Dakar	91,3	2,8	87,6	95,0
Diourbel	88,8	8,8	75,0	98,5
Fatick	91,5	5,9	83,5	96,0
Kaffrine	87,6	0,0	87,6	87,6
Kaolack	89,0	6,1	75,8	95,8
Kédougou	76,2	20,8	40,0	88,9
Kolda	93,3	5,3	85,0	98,0
Louga	87,3	8,0	73,6	99,1
Matam	79,8	22,0	40,0	98,0
Sédhiou	93,5	4,3	86,0	97,8
St Louis	93,5	2,8	90,0	98,0
Tambacounda	78,1	12,1	50,8	87,6
Thiès	91,2	3,5	87,6	96,4
Ziguinchor	85,4	7,9	75,0	95,9
Global	87,6	10,8	40,0	99,1

Source : rapport d'évaluation 2011 de la DALN

d) Taux de réussite au CFEE

Le tableau ci-dessous montre qu'en 2010/2011, seules les régions de Thiès et de Ziguinchor ont renseigné sur la réussite au CFEE lors de la collecte. Pour ces deux régions le nombre global d'admis est de 111 sur 145 présents. Les filles représentent 56,7% des admis contre 43,3% pour les garçons

L'IA de Thiès occupe la première place avec 75 admis sur les 111, soit 67,6% contre 32,4% pour la région de Ziguinchor.

Selon la zone, à Thiès le taux de réussite en zone rurale est de 42,9% contre 87,8% en milieu urbain. Au niveau de Ziguinchor, où on a que la zone rurale, le taux de réussite est de 64,3%.

Tableau 19 : Taux de réussite au CFEE

IA	ZONE	Nb.d'inscrits			Nb.de présent			Nb.d'admis			Taux d'admission		
		G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total	G	F	Total
Thiès	Rural	7		7	7		7	3		3	42,9%		42,9%
	Urbain	30	52	82	30	52	82	23	49	72	76,7%	94,2%	87,8%
Total Thiès		37	52	89	37	52	89	26	49	75	70,3%	94,2%	84,3%
Ziguinchor	Rural	35	21	56	35	21	56	22	14	36	62,9%	66,7%	64,3%
Total Ziguinchor		35	21	56	35	21	56	22	14	36	62,9%	66,7%	64,3%
TOTAL GLOBAL		72	73	145	72	73	145	48	63	111	43,3%	56,7%	76,6%

Source : Campagne statistique 2010/2011

e) Ratio manuels par apprenant et par niveau au sein des Cal/CAF/Autres

En 2010/2011, le ratio moyen manuels par apprenant au niveau national par niveau est de :

- 2 manuels au niveau 1,
- 3 manuels au niveau 2,
- et 1 manuel au niveau 3.

Ces ratios sont conformes aux normes établies au niveau du sous-secteur de l'ENF.

Tableau 20 : Ratio manuels/apprenant

IA	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
IA Dakar	1		
IA Kaffrine	2	5	4
IA Kaolack	1	1	0
IA Kédougou	1		0
IA Kolda	4	3	0
IA Matam	2	0	
IA St Louis	1	5	1
IA Tambacounda	1	2	
IA Thiès	3	5	0
IA Ziguinchor	3		
Total	2	3	1

Source : Campagne statistique 2010/2011

f) Pourcentage de CAF/CAL, Modèles alternatifs bénéficiant d'un financement pour AGR

Les Activités Génératrices de Revenus (AGR) sont des éléments constitutifs des sous projets dans le sous secteur de l'ENF. Elles ont une double finalité :

- servir de cadres pédagogiques appropriés pour le réinvestissement des acquis des enseignements / apprentissages théoriques.
- fournir les ressources nécessaires à la pérennisation de la CAF/CAL en vue d'une insertion dans le tissu économique et socioculturel du milieu de l'apprenant(e).

Les raisons que voilà justifient aisément l'existence à 100% d'AGR pour tous les programmes.

Les ECB bénéficient de microprojets productifs.

g) Répartition du personnel de l'ENF selon le diplôme académique

En 2010/2011, sur les 1 573 agents de l'ENF, les 1 268 sont des hommes et 305 des femmes, soit respectivement 80,6% et 19,4%.

Globalement, 47,9% du personnel de l'ENF, soit près de la moitié, sont sans diplôme académique.

Par contre, 16,6% sont titulaires d'un BFEM, 9,5% d'un CFEE, 7% d'un BAC/BT, 0,6% d'un DEUG/DUT/BTS et 18,4% détiennent une attestation.

Chez les femmes, 31,5% sont titulaires du BFEM, 23,9% du CFEE et 3,9% d'un BAC/BT, 25,6% détiennent une attestation et 15,1% sont sans diplôme. Pour les hommes, 55,8% sont sans diplôme et 16,6% détiennent une attestation, seuls 13,0% sont titulaires du BFEM, 7,7% du CFEE et 6,1% du BAC/BT.

La région de Thiès enregistre le plus fort pourcentage de personnel titulaire de diplôme académique (17,7%). Elle est suivie en cela par Saint-Louis (16,8%), Tambacounda (13,8%), Matam (13,0%), Kolda (12,1%) et Ziguinchor (11,2%).

Les régions ayant enregistré les plus faibles pourcentages de personnel titulaire de diplôme sont : Kaolack (0,2%), Kédougou (4,3%), Dakar (4,6%) et Kaffrine (6,2%).

Tableau 21 : Répartition du personnel de l'ENF selon le diplôme académique

REGIONS	FEMME					HOMME					
	Attestation	BAC /BT	BFE M	CF EE	Sans diplôme	Attestation	BAC /BT	BFE M	CF EE	DEUG/DU T/BTS	Sans diplôme
Dakar	4		19	2		1	3	8		1	
Kaffrine	14			3	1	17	2	12	3		172
Kaolack	1		1		1						
Kédougou	1		1	5	4	2	6	6	12	2	130
Kolda	11		11	13	5	18		22	24		7
Matam	7		14	14	1	25	7	31	7	2	19
St Louis	7	1	40	25	10	16	9	33	7		33
Tambacounda	12		1	1	4	71	9	13	5	1	84
Thiès	21	8	9	10	19	50	24	15	6	2	121
Ziguinchor		3			1	11	38	25	13	2	141
Total	78	12	96	73	46	211	98	165	77	10	707

Source : Campagne statistique 2010/2011

h) Répartition du personnel de l'ENF selon la fonction

En 2010/2011, onze (11) types de fonction sont répertoriés dans le sous secteur de l'ENF, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Sur un effectif de personnel de 1573, les maîtres coraniques, les facilitateurs, les maîtres français et les maîtres arabe représentent respectivement 49,6%, 28,8%, 8,6% et 3,3%.

Tous les autres types de fonction représentent globalement à peine 9%. Ce sont particulièrement : les directeurs (1,1%), les maîtres en langue nationale (1,1%), les formateurs (0,8%), les cuisiniers (0,6%), les responsables de classe (0,6%), les gardiens (0,4%), les surveillants (0,4%) et les autres (3,8%).

Tableau 22 : Répartition du personnel de l'ENF selon la fonction

REGIONS	FEMME									HOMME													
	CUISINIER	DIRECTEUR	FACILITATEUR	FORMATEUR	GARDIEN	MAITRE ARABE	MAITRE CORANIQUE	MAITRE FRANCAIS	MAITRE NATIONALE	LANGUE AUTRE	CUISINIER	DIRECTEUR	FACILITATEUR	FORMATEUR	GARDIEN	MAITRE ARABE	MAITRE CORANIQUE	MAITRE FRANCAIS	MAITRE NATIONALE	LANGUE RESPONSABLE DE LA	SURVEILLANT	AUTRE	
IA Dakar			24					1					7					5					1
IA Kaffrine			17				1						41	2	1	1	148						13
IA Kaolack			2							1													
IA Kédougou	1		8	1			1					5	11	3		4	119	6			2	3	5
IA Kolda			37		2					1	1		65		2								3
IA Matam			21					14		1		2	33			3	16	32					5
IA St Louis			51				1	28	3				35	1			23	32	5		1		1
IA Tamba			18								4		40			13	104	11	2		1		8
IA Thiès	2	1	41	1		1	13	2	4	2	1	9	12	4	1	16	155	4	2		2	4	8
IA Ziguinchor			1			1	2						5	1		13	197		1		2		11
Total	3	1	220	2	2	2	18	45	7	5	6	16	249	11	4	50	762	90	10	8	7		55

Source : Campagne statistique 2010/2011

i) Répartition du personnel de l'ENF selon la qualification professionnelle

En 2010/2011, l'effectif global du personnel de l'ENF est de 1573 dont 305 femmes, soit 19,5% et 1268 hommes.

Les femmes :

Pour la même année, sur un total de 305 femmes les 161 soit 52,8 % détiennent des attestations, 29,5% ont un diplôme autre que ceux répertoriés, 15,7% sont sans diplôme et 2,0% sont titulaires du CEAP.

Les hommes :

Au niveau des hommes, pour un effectif de 1268 les 556 soit 43,8% ont un diplôme autre que ceux répertoriés, 33,3% sont sans diplôme, 19,0% sont détenteurs d'une attestation, 2,4% ont le CAP et 1,5% détiennent le CEAP.

Tableau 23: Répartition du personnel selon la qualification professionnelle

REGIONS	FEMME				HOMME				
	CEAP	ATTESTATION	SANS DIPLOME	AUTRE	CAP	CEAP	ATTESTATION	SANS DIPLOME	AUTRE
IA Dakar	1	24			4		7		2
IA Kaffrine		10	1	7	1	1	14	32	158
IA Kaolack		2		1					
IA Kédougou		5	1	5	7	5	5	83	58
IA Kolda		17	8	15			40	8	23
IA Matam	4	21	5	6	4	5	40	11	31
IA St Louis	1	42	16	24	3	2	37	14	42
IA Tamba		12	1	5	3	5	72	43	60
IA Thiès		27	15	25	3	1	15	96	103
IA Ziguinchor		1	1	2	5		11	135	79
Total	6	161	48	90	30	19	241	422	556

Source : Campagne statistique 2010/2011

GESTION

A) Nombre de programmes

Le nombre de programmes intervenant dans le NON FORMEL répertorié en 2011 est de 11:

Il s'agit de : BCI ; WORD VISION ; TOSTAN ; ADLAS ; CHILDFUND, ENFANCE ACTION ; EGLISE LUTHERIENNE SENEGALAISE ; OFAD NAFORE ; SAYE FODDE ; BAMTAARE ; CONSORTIUM 7a-ANAFa et PASA PAD.

B) Nombre de daara pratiquant le trilinguisme.

Le nombre de daara pratiquant le trilinguisme est de quatre-vingt (80) dont vingt(20) daara option passerelle.

Par région le nombre de daara pratiquant le trilinguisme se présente comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 24 : Daara pratiquant le trilinguisme

Régions	Nombre daara
Thiès	3
Kaolack	5
Diourbel	7
Dakar	5
Total	20

C) Nombre de daara intégrant la formation professionnelle.

Le nombre de daara intégrant la formation professionnelle est soixante(60). Sur les 60 seuls les sept(7) ont subi la formation en menuiserie, teinture, etc.

D) Taux d'exécution du POBA

Le taux d'exécution du POBA en 2011 est de 99,90%

E) Part de l'ENF dans le budget du secteur de l'éducation

En 2011, la part de l'Education Non Formelle dans des dépenses courantes d'éducation est de 0,05% pour une prévision de 0,84%, soit 0,79 points de moins. Ce résultat est égal à la référence de 2010 qui était de 0,05%.

Ce taux est loin de la recommandation issue de la conférence de Bamako qui demande de faire passer ce taux à au moins 3% du budget de l'Education.

F) Pourcentage de centres ENF dotés de comité de gestion fonctionnel

En 2010/2011, sur les 1309 centres que compte l'ENF, seuls 405 sont dotés de comité de gestion fonctionnel soit 30,9%.

Au niveau du privé, 24,6% des centres ont des comités de gestion fonctionnels contre 49,3% pour le public et 48,6% pour le communautaire.

Au niveau du privé, la région de Dakar est la seule où aucun centre n'est doté d'un comité de gestion fonctionnel. Pour le public, les régions de Kaffrine, Tambacounda et Thiès n'ont pas de centres avec un comité de gestion fonctionnel. Au communautaire, Kaffrine est la seule région où il n'y a pas de centre ayant un comité de gestion fonctionnel.

Tableau 25 : Nombre de centres ayant un comité de gestion fonctionnel

Régions	Privé	Public	Commu
IA Dakar	0	5	nd
IA Kaffrine	4	0	0
IA Kaolack	1	nd	nd
IA Kédougou	3	14	1
IA Kolda	87	1	1
IA Matam	51	14	26
IA St Louis	10	32	13
IA Tambacounda	55	0	30
IA Thiès	8	0	29
IA Ziguinchor	19	nd	1
Total	238	66	101

FINANCEMENT DE L'EDUCATION

Cette partie traite des indicateurs financiers du secteur de l'Education et de la Formation. L'analyse porte d'une part, sur les projections des modèles de simulation (SIMUL) et les budgets votés et d'autre part sur l'exécution des budgets votés.

Dépenses publiques de l'Etat

Les dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur ont connu, s'agissant du budget voté, une augmentation de 1 359,9 milliards en valeur absolue entre 2009 et 2012 soit 69,5% en valeur relative.

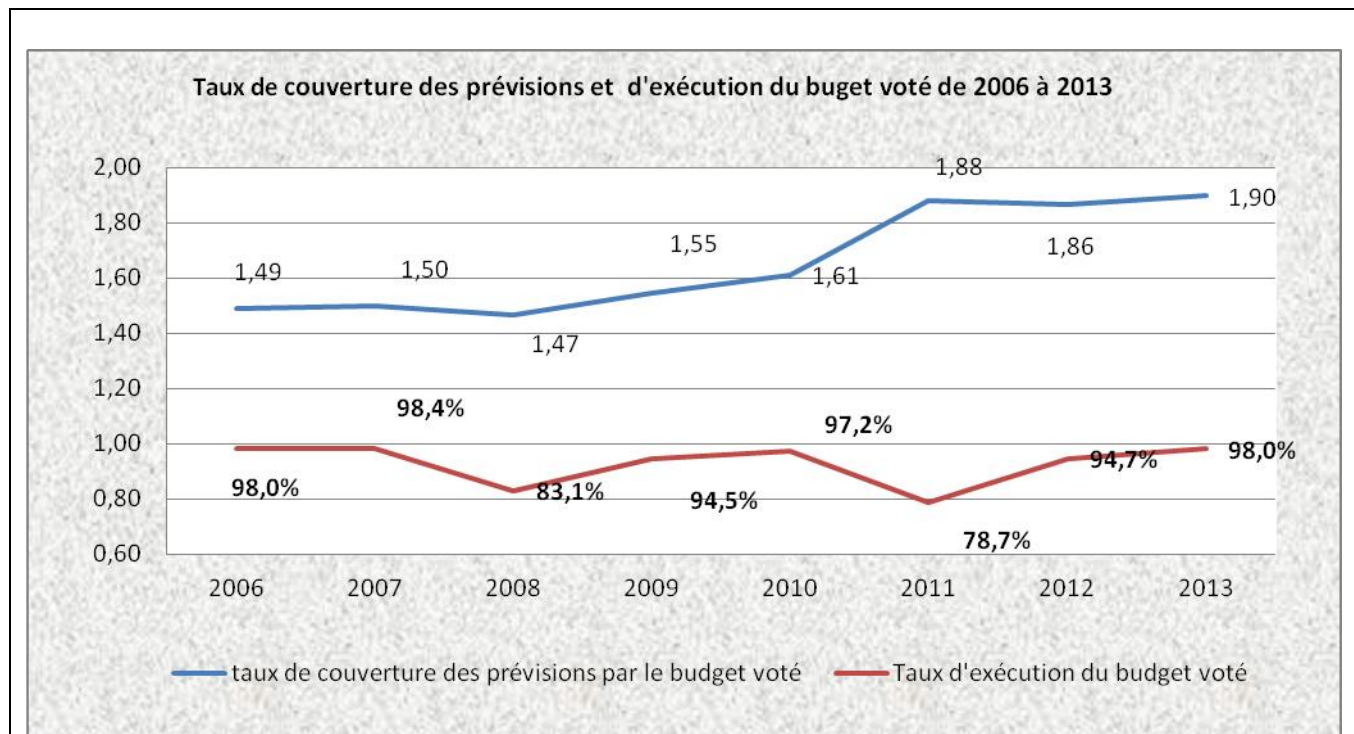
Sur toute la période 2000-2012, les dépenses votées sont supérieures aux simulations surtout

pour les années 2000, 2001 et 2002.

Sur toute cette période, le budget n'a jamais été exécuté entièrement à l'exception de l'année 2005 où le montant exécuté dépasse le budget voté. Ceci s'explique par des dépenses réalisées et régularisées après le vote du budget.

Evolution entre 2000 et 2013 des dépenses publiques de l'Etat (en millions)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (SimulPDEF)	113,2	111,1	117,0	694,8	743,9	796,0	851,5	873,0	936,1	961,8	989,2	1018,5	1049,8	1083,2
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (LFR)	597,9	702,9	706,3	968,1	1069	1000	1067,6	1309	1371,6	1486,8	1595	1915,2	1958	2053,6
taux de couverture des prévision par le budget	5,3	6,3	6,0	1,4	1,4	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5	1,6	1,9	1,9	1,9
Dépenses publiques de l'Etat sur financement intérieur (exécution budget)	499,3	634,3	602,3	702,0	905,8	1154,7	1242,2	1288,3	1139,4	1404,7	1549,5	1769,1	1854,0	
Taux d'exécution du budget	83,5%	90,2%	85,3%	72,5%	84,7%	115,5%	82,2%	98,4%	83,1%	94,5%	97,2%	92,4%	94,7%	



Source DPRE

Dépenses de fonctionnement de l'Etat

Entre 2009 et 2013, les dépenses de fonctionnement de l'Etat votées ont connu une augmentation de 374 500 millions en valeur absolue et 26 % en valeur relative.

Durant la période, les ressources mises à la disposition du secteur couvraient largement les prévisions. L'écart entre les prévisions et les

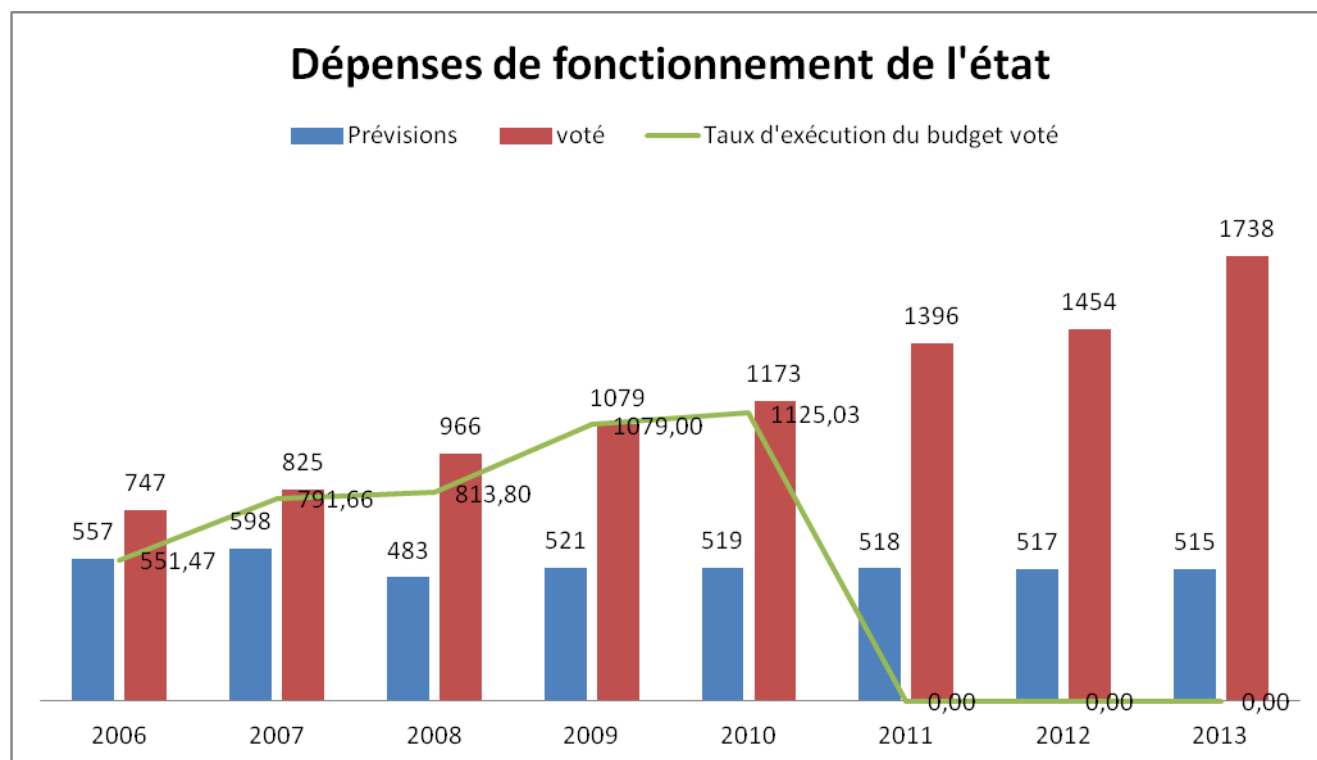
réalisations a connu une augmentation de 378 450 millions

Sur la période 2006-2013, les dépenses de fonctionnement (réalisation) de l'Etat ont connu un taux d'accroissement moyen annuel de 4,73%. Durant toute la période le budget de fonctionnement de l'Etat n'a connu une exécution complète sauf pour l'année 2009.

Evolution des dépenses de fonctionnement de l'Etat de 2006 à 2013 (en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	557,1	597,8	483,0	520,7	519,4	518,1	516,8	515,4
voté	747,3	825,1	966,2	1079	1173,3	1396,1	1453,5	1738,3
Ecart entre voté et prévisions	190,161	227,31	483,20	558,28	653,88	878,00	936,73	1222,876
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	134,1%	138,0%	200,0%	207,2%	225,9%	269,5%	281,3%	337,3%
Exécution	551,5	791,7	813,8	1079,0	1125,0	nr	nr	
Taux d'exécution du budget voté	73,8%	95,9%	84,2%	100,0%	95,9%	nr	nr	0,0%

Source : DAGE/DPRE



Dépenses publiques de fonctionnement de l'Education

Entre 2006 et 2013, les dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation ont été multipliées par 2 ainsi, couvrant largement les prévisions de la période .

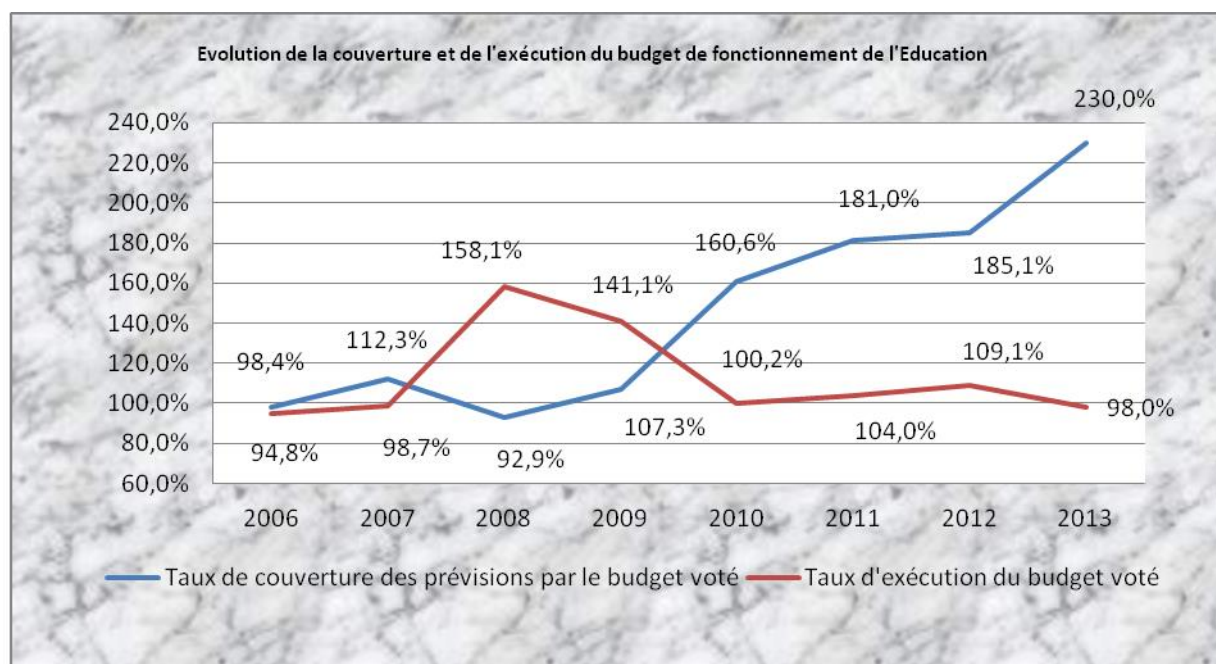
Sur la même période, les dépenses allouées à l'éducation (votées) ont connu un taux d'accroissement moyen annuel de 10,7%.

Evolution des dépenses publiques de fonctionnement de l'Education de 2006 à 2013(en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	229,1	203,08	202,574	202,06	201,54	201,015	200,484	199,947
voté	225,408	228,01	188,272	216,8	323,66	363,811	371,161	459,955
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	98,4%	112,3%	92,9%	107,3%	160,6%	181,0%	185,1%	230,0%
Exécution	213,709	225	297,751	305,81	324,16	378,289	404,91	450,982
Taux d'exécution du budget voté	94,8%	98,7%	158,1%	141,1%	100,2%	104,0%	109,1%	98,0%

Source : DAGE

Pourcentage de réalisation des dépenses publiques de fonctionnement D'éducation par rapport aux prévisions



Dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur

Sur la période 2006-2013, les dépenses en capital de l'Etat sur financement intérieur ont connu un accroissement de 299,1 soit une moyenne annuelle de 42,7 millions. Sur toute la période considérée, les dépenses réalisées sont

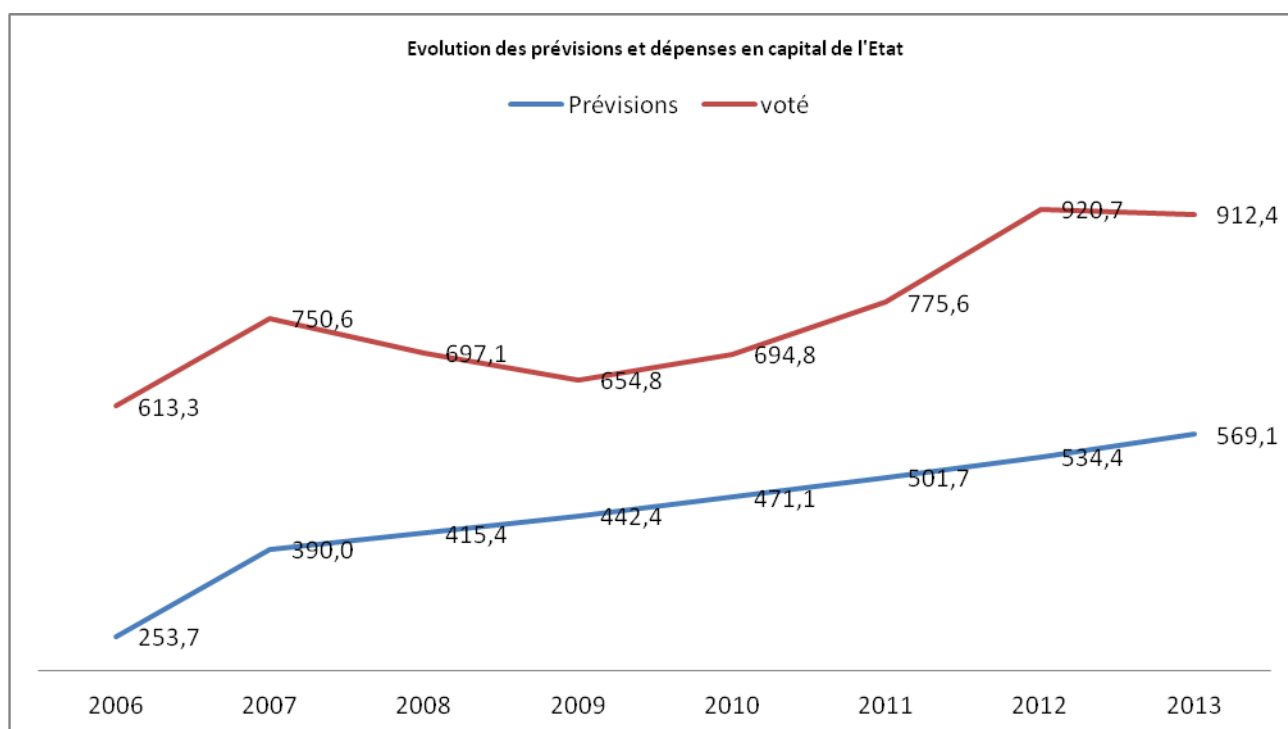
supérieures aux prévisions notamment dans les trois dernières années.

Entre 2008 et 2010, les dépenses en capital ont connu une baisse de 2,5% par an avant de stabiliser.

Evolution des dépenses en capital de l'Etat de 2006 à 2013(en millions)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	253,7	390,0	415,4	442,4	471,1	501,7	534,4	569,1
voté	613,3	750,6	697,1	654,8	694,8	775,6	920,7	912,4
Exécution	321,9	390,0	463,4	407,8	439,5	nr	nr	
Taux d'exécution du budget voté	52,5%	52,0%	66,5%	62,3%	63,3%	nr	nr	0,0%

Source ; DAGE



Dépenses publiques d'investissement allouées à l'Education

Les dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation (allocation) ont connu un accroissement moyen annuel de 2 500 millions en passant de 55 200 à 78 400 milliards sur la période 2006-2013,.

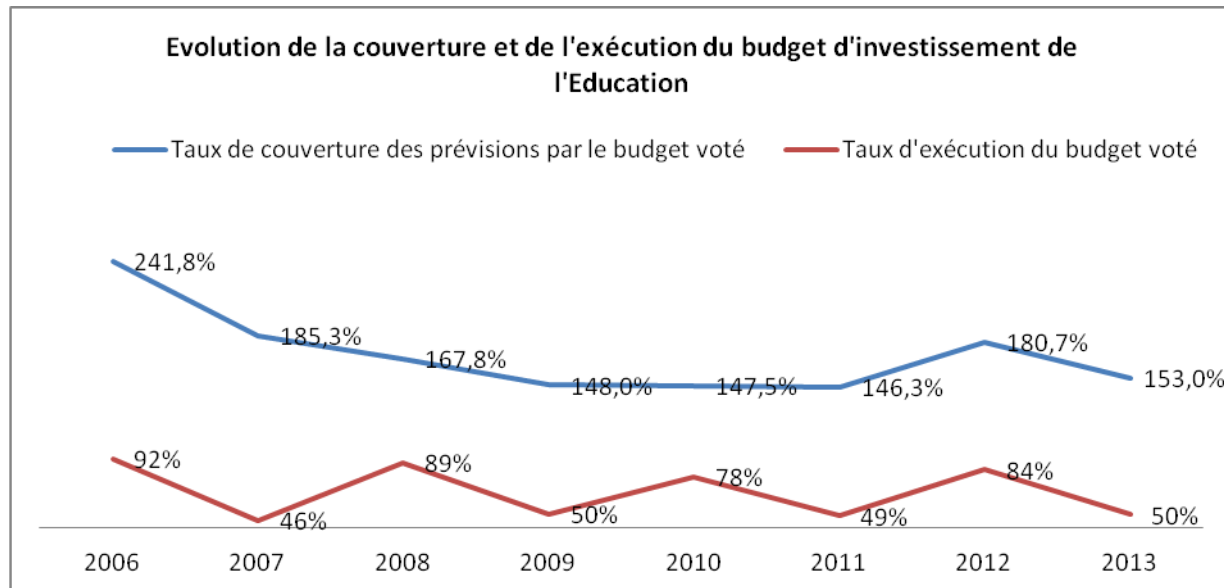
Ces efforts fournis dans la dotation budgétaire ne sont pas capitalisés dans l'exécution qui évolue en dents de scie sans jamais atteindre les 100%.

Evolution des dépenses publiques d'investissement allouées à l'éducation de 2006 à 2013

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	22,8	48,6	37,4	39,8	42,4	45,2	48,1	51,2
budget voté	55,2	90,1	62,7	58,9	62,5	66,1	86,9	78,4
Ecart entre voté et prévisions	32,4	41,5	25,4	19,1	20,1	20,9	38,8	27,1
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	241,8%	185,3%	167,8%	148,0%	147,5%	146,3%	180,7%	153,0%
Exécution	50,79	41,199	55,77	29,685	49,079	32,338	73,018	39,143
Taux d'exécution du budget voté	92%	46%	89%	50%	78%	49%	84%	50%

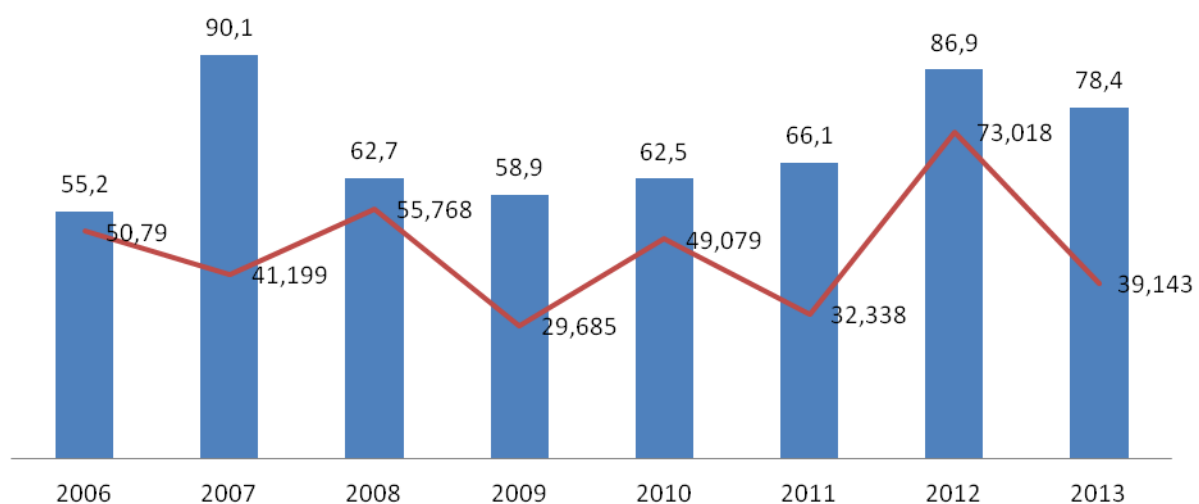
Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



exécution du budget d'investissement

■ budget voté — taux Exécution



Dépenses publiques totales allouées à l'Education

Globalement sur l'ensemble de la période 2006-2013, les dépenses publiques totales allouées à l'éducation (voté) ont connu un accroissement moyen annuel de 27,23 milliards passant environ de 280,6 à 467,4 milliards.

Sur les huit années, les exécutions sont en deçà

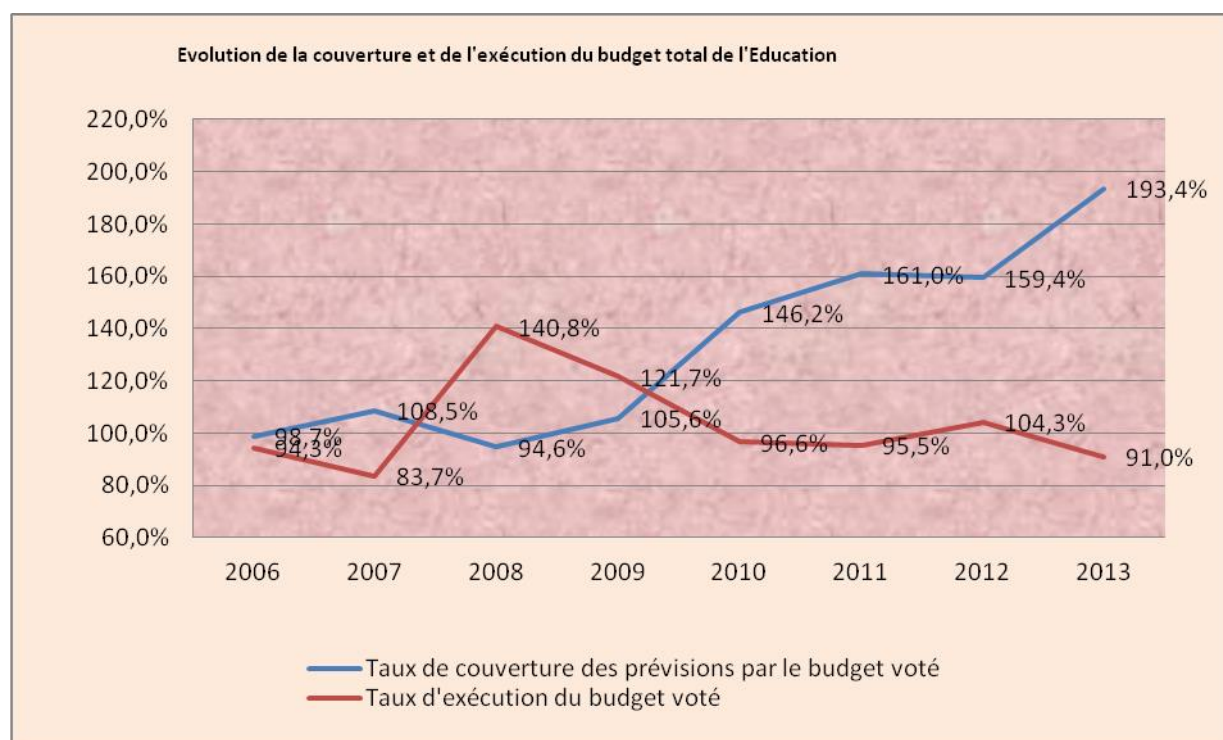
des montants votés à l'exception de 2008 et 2009. Entre 2009 et 2013, les dépenses publiques totales allouées à l'éducation ont enregistré une augmentation de 262,6 milliards soit un accroissement moyen annuel de 65,6 milliards.

Evolution des dépenses publiques totales allouées à l'Education de 2006 à 2013

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisions	284,297	293,15	265,313	260,99	264,07	270,819	283,347	254,495
voté	280,6	318,1	251,0	275,7	386,2	433,6	454,0	467,4
Taux de couverture des prévisions par le budget voté	98,7%	108,5%	94,6%	105,6%	146,2%	160,1%	160,2%	183,7%
Exécution	264,499	266,2	353,519	335,5	373,24	410,627	442,809	0
Taux d'exécution du budget voté	94,3%	83,7%	140,8%	121,7%	96,6%	94,7%	97,5%	0,0%

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



Part des dépenses allouées à l'Education dans les dépenses de l'Etat

A- Part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat

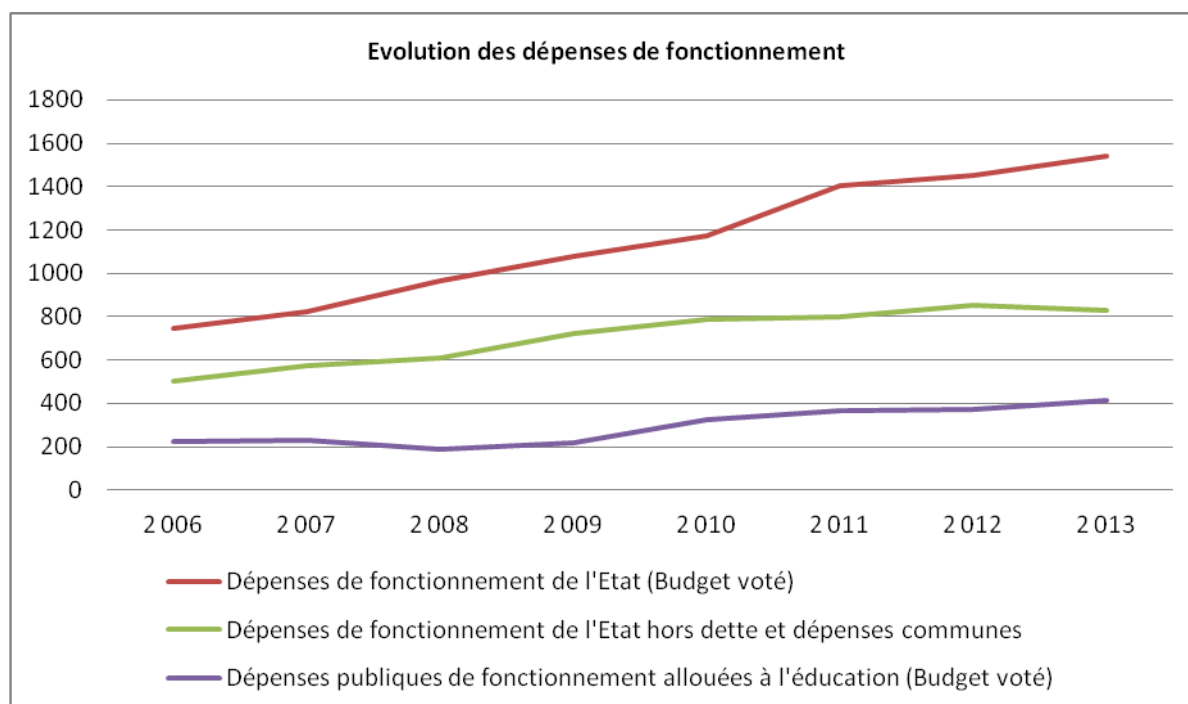
La part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes (voté) a connu un taux d'accroissement moyen annuel de 2,62% en

passant de 30,9% en 2000 à 41 % en 2012. Ces trois dernières années, on note que les réalisations dépassent les prévisions sur plusieurs années.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat

	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat (prévision)	47%	39%	39%	39%	39%	39%	39%	39%
Dépenses de fonctionnement de l'Etat (Budget voté)	747,3	825,1	966,2	1079	1173,3	1407,1	1453,5	1538,3
Dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes	505,285	571,43	610,47	724,28	790,3	801,301	853,242	830,048
Dépenses publiques de fonctionnement allouées à l'éducation (Budget voté)	225,408	228,01	188,272	216,8	323,66	363,811	371,161	412,874
Part de l'éducation dans les dépenses de fonctionnement de l'Etat hors dette et dépenses communes (budget voté)	44,61%	39,90%	30,84%	29,93%	40,95%	45,40%	43,50%	49,74%

Source : DAGE



B- Part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat

Sur la période 2006-2013, la part de l'éducation dans les dépenses d'investissement de l'Etat (réalisation) a évolué en dents de scie. Globalement, elle a

enregistré un taux d'accroissement moyen annuel de 1,5%.

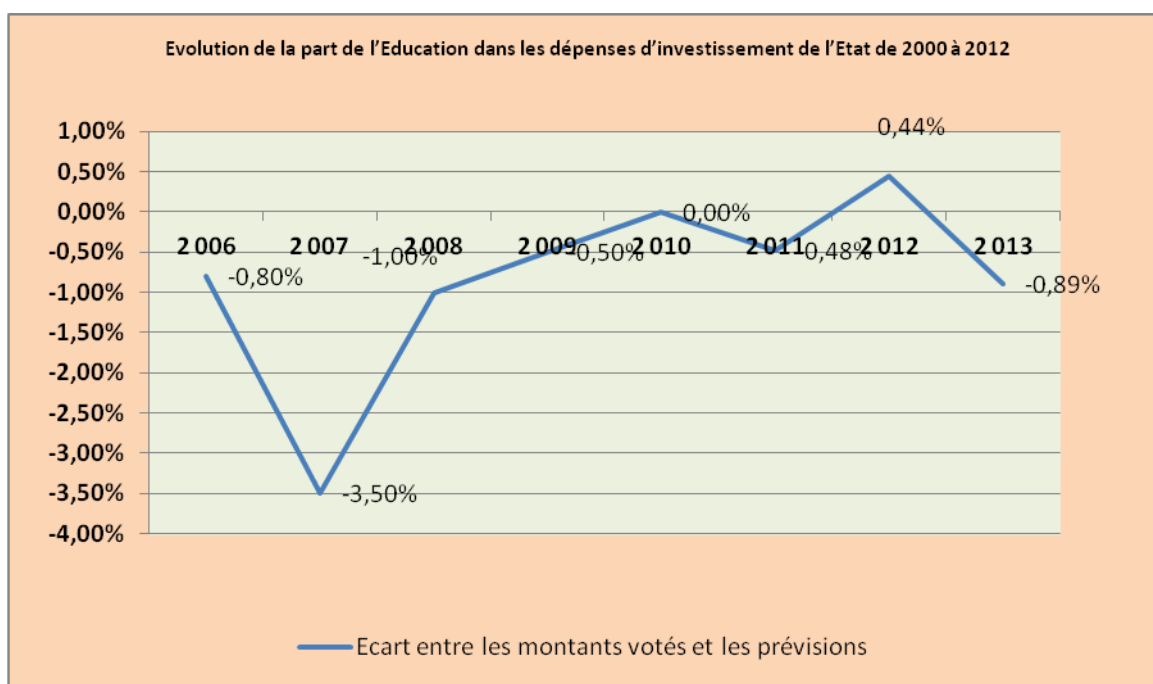
Les réalisations restent inférieures aux prévisions pour toutes les années.

Evolution de la part de l'Education dans les dépenses d'investissement de l'Etat de 2006 à 2013

	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Prévision	9,0%	12,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	10,0%
Réalisation	8,20%	8,50%	8,00%	8,50%	9,00%	8,52%	9,44%	9,11%
Ecart entre les montants votés et les prévisions	-0,80%	-3,50%	-1,00%	-0,50%	0,00%	-0,48%	0,44%	-0,89%

Source : DAGE

Ecart entre réalisation et prévision



C- Part de l'Education dans le budget de l'Etat

Sur la période 2006-2013, la part de l'éducation dans le budget global a évolué en dents de scie. La période 2007- 2009, la part du budget de l'éducation a enregistré une baisse de 5,8 points

de pourcentage par rapport à 2013.

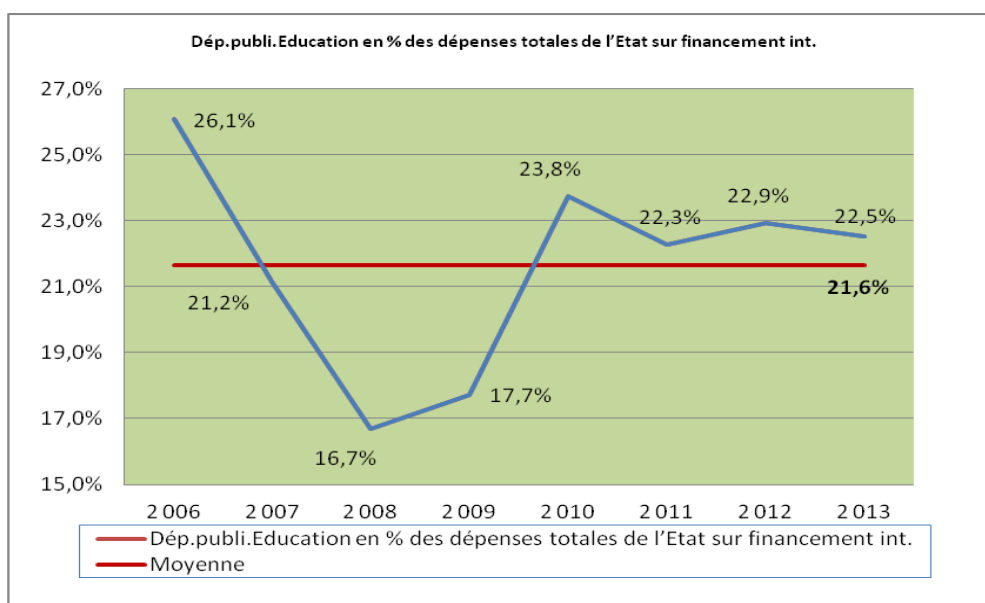
Durant la même période, les dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur ont connu une baisse de 3,6 %.

Evolution de la part du budget de l'Education dans le budget de l'Etat sur financement intérieur entre 2000 et 2010

	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013
Dépenses publiques totales de l'Etat sur financement intérieur (réalisation)	1067,6	1309	1371,6	1487	1595	1915,2	1957,8	2053,6
Total dépenses publiques d'éducation (réalisation)	278,393	276,9	228,69	263,5	378,9	426,87	449,22	462,85
Dép.publi.Education en % des dépenses totales de l'Etat sur financement int.	26,1%	21,2%	16,7%	17,7%	23,8%	22,3%	22,9%	22,5%

Source : DAGE

Dépenses publiques d'éducation en % des dépenses totales de l'Etat sur financement interne



Répartition fonctionnelle du budget de l'Education

En 2013, l'enseignement primaire, première priorité de l'Etat en matière d'éducation a absorbé 42,46% du budget alloué à l'éducation. Malgré ce fort taux, la prévision de 54,3% n'est pas atteinte. L'enseignement supérieur vient en deuxième position avec 19 %
Le Secondaire général et la formation

professionnelle et technique avec respectivement 15,1% et 8 % des ressources consommées se classent en troisième et quatrième position.

L'EBJA et le Développement Intégré de la Petite Enfance ont absorbé respectivement 3% et 0,3% et l'administration 15,5%.

Evolution de la part de chaque sous-secteur dans le budget alloué à l'Education de 2006 à 2013

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Administration générale								
- % prévu	6,1%	5,0%	5,0%	4,0%	4,0%	4,0%	2,9%	1,6%
- % réalisé	5,2%	5,3%	3,6%	3,2%	6,9%	15,7%	9,4%	15,5%
Ecart entre réalisé et prévu	-0,9%	0,3%	-1,4%	-0,8%	2,9%	11,7%	6,5%	
Développement Intégré de la Petite Enfance								
- % prévu	0,5%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,6%	1,4%
- % réalisé	0,7%	0,4%	0,8%	0,3%	0,6%	0,4%	0,5%	0,3%
	0,2%	-0,6%	-0,2%	-0,7%	-0,4%	-0,6%	-0,1%	-1,1%
EBJA								
- % prévu	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	0,8%	1,1%
- % réalisé	0,3%	0,2%	2,1%	1,7%	1,4%	1,0%	3,0%	0,8%
	-0,7%	-0,8%	1,1%	0,7%	0,4%	0,0%	2,2%	-0,3%
Elémentaire								
- % prévu	46,1%	47,0%	47,0%	47,5%	48,0%	48,0%	56,2%	54,3%
- % réalisé	45,3%	44,6%	45,0%	41,9%	41,2%	38,9%	49,8%	42,46%
Ecart entre réalisé et prévu	-0,8%	-2,4%	-2,0%	-5,6%	-6,8%	-9,1%	-6,3%	-11,8%
Moyen								
- % prévu	8,5%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%			
- % réalisé	9,4%	10,5%	10,8%	11,3%	10,8%			
Ecart entre réalisé et prévu	0,9%	1,5%	1,8%	2,3%	1,8%			0,0%
Secondaire général								
- % prévu	8,3%	9,0%	9,0%	9,0%	9,0%	18,0%	11,1%	10,3%
- % réalisé	12,7%	9,3%	11,0%	12,6%	11,0%	18,8%	11,0%	15,1%
Ecart entre réalisé et prévu	4,4%	0,3%	2,0%	3,6%	2,0%	0,8%	-0,1%	4,8%
Formation Professionnelle et Technique (FPT)								
- % prévu	7,1%	8,0%	7,0%	8,0%	7,0%	7,0%	5,6%	5,1%
- % réalisé	3,2%	3,4%	7,3%	9,1%	7,1%	6,3%	8,0%	6,8%
Ecart entre réalisé et prévu	-3,9%	-4,6%	0,3%	1,1%	0,1%	-0,7%	2,4%	1,7%
Supérieur								
- % prévu	22,4%	21,0%	21,0%	20,5%	21,0%	21,0%	22,8%	26,2%
- % réalisé	23,5%	26,3%	19,2%	19,9%	21,2%	18,9%	18,0%	19,5%
Ecart entre réalisé et prévu	1,1%	5,3%	-1,8%	-0,6%	0,2%	-2,1%	-4,8%	-6,7%
Total	100%	101%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

FINANCEMENT DE L'EDUCATION NON FORMELLE

A) Part de l'ENF dans les dépenses (fonctionnement et investissement) du ministère de l'éducation

La répartition du budget de l'éducation non formel de 2008 à 2011 se présente comme suit :

- de 2008 à 2010 on note une augmentation sur le budget de l'ENF qui passe de 0,47% à 1,11%
- en 2011 la part du budget de l'ENF dans les dépenses du ministère de l'éducation représente 0,98%.

Ce qui constitue une baisse par rapport à l'année précédente.

Ce tableau fait ressortir que l'ENF est insuffisamment pris en compte dans le budget du MEN.

	2008	2009	2010	2011
Budget Education	353 751 904 859	408 442 008 334	422 364 407 258	474 238 215 097
Budget ENF	1 677 838 627	3 163 631 493	4 677 215 634	4 656 444 927
% ENF/EBJA	0,47	0,77	1,11	0,98

Source: POBA 2008 à 2011

B) Répartition du financement de l'ENF par source (PTF, Etat, CL, FDD, Privé, etc.)

En 2010/2011 la somme globale allouée à l'ENF par l'ETAT et les partenaires s'élevait à 6 958 460 077 dont ACDI : 35,38%, BID/PALAM : 34,62% et l'ETAT : 21,51%. Cependant la CNEPT, WORD VISION et COSYDEP ont contribué à hauteur respectivement de 0,20% ; 0,20% et 0,04% dans le financement de l'ENF. La part de l'Etat dans le financement de l'ENF (1 496 916 000) représente 0,3% du budget de l'éducation (444 523 079 636). La contribution du BID/PALAM figure dans le budget de l'ENF, cependant le programme n'avait pas démarré leurs activités (ouverture des classes).

Tableau 25: Financement par bailleur

Programme	Montant	%	Source de financement
BCI;PAIS ETAT	1 496 916 000	21,51%	ETAT
PALAM	2 408 800 000	34,62%	BID/PALAM
PROGRAMME RENFORCEMENT DE CAPACITE FEEB	2 499 863 276	35,93%	ACDI
CNEPT	14 000 000	0,20%	CNEPT
COSYDEP	2 500 000	0,04%	COSYDEP
PEQPT2	367 388 801	5,28%	BM
ECB WORD VISION	13 992 000	0,20%	WORD VISION
PRC	155 000 000	2,23%	PRC
TOTAL	6 958 460 077	100,00%	

C) Coût moyen par apprenant et par programme

En 2010/2011 le coût par apprenant varie d'un programme à un autre.

Pour le BCI il est de 30 030 F et pour le PAIS-ETAT de 6 000 F.

Pour les programmes financés par les ONG seul le coût apprenant de l'ADLAS est disponible et il est de 10 730 F. Cette variance de coût s'explique par l'existence d'AGR et par l'importance du montant accordé à celle-ci.

Tableau 26: Coût moyen par apprenant et par programme

Programmes	Coût moyen par auditeur	Observations
BCI	30 030	
PAIS-ETAT	6 000	
ADLAS	10 730	
TOSTAN	Nd	

Nd : non déterminé